

LE MONDE

diplomatique

Les habits neufs
d'une
pensée ancienne

(Pages 14 et 15.)

40 pages - 8 F
Algérie : 6,00 DA
Canada : 2,25 \$
Espagne : 150 p.
Italie : 1.200 Lire
Maroc : 6,00 dir.
Gr.-Bret. : 70 p.
Suède : 3 F.S.
Suisse : 600 F.S.
T.-U. : 2.10 \$ US

Abonnements : voir tarif page 12

Publication mensuelle
5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

Menace

Par CLAUDE JULIEN

TROP faible progression de la productivité, baisse de production dans les mines de charbon et dans diverses industries alimentaires, difficultés d'approvisionnement de nombreuses usines, insuffisance des moyens de transport : une fois de plus, la crise de l'économie soviétique apparaît dans les rapports soumis au Soviet suprême. Crise structurelle, car « le bureaucratisme, l'insensibilité, la morgue », dont M. Brejnev dit, par antiphrase, qu'ils n'ont pas leur place dans le système, sont profondément incrustés dans chacun de ses rouages et survivent à toutes les réformes. Ils en font partie intégrante, à tel point qu'on peut se demander si le régime survivrait à leur élimination. Ou alors, derrière les apparences, ce ne serait plus le même régime...

C'est pourtant ce pouvoir fragile qui, par ses interventions militaires en Afrique et en Afghanistan, par les menaces qu'il fait peser sur l'Europe ou sur le Proche-Orient, inquiète l'Occident et le met sur la défensive. Si l'Occident s'inquiète, c'est parce que, dans cette machine économique qui grince, seule tournent avec efficacité les mécanismes de la production de guerre. C'est aussi parce que les ressources affectées aux armements classiques et nucléaires sont plus importantes que ne le laisse croire un budget militaire légèrement réduit. C'est encore parce que les gérontes qui occupent le devant de la scène installent ou pourvoient, à Moscou et dans les Républiques, des hommes plus jeunes dont il est difficile de prévoir comment ils se comporteront une fois débarrassés de leurs tuteurs. C'est enfin parce que les sociétés de l'Ouest sont incertaines d'elles-mêmes.

La puissance réside pourtant à l'Ouest. Dans tous les domaines, et pas seulement celui de la production matérielle : créativité de l'esprit dans les lettres, les arts, les sciences ; avance technologique, y compris dans le secteur des armements ; liberté d'initiative, qui entretient la cohésion et le dynamisme du système. Mais cette puissance paraît peu sûre d'elle-même, donne des signes d'hésitation, d'essoufflement. Non pas qu'elle doute de son efficacité industrielle ou agricole : les accords prévoyant la livraison à la Chine de deux réacteurs nucléaires français et de 6 millions de tonnes de céréales américaines, au moment même où la récolte en U.R.S.S. s'annonce à nouveau lourdement déficiente, témoignent avec éclat des retards dont souffrent les régimes communistes.

Alors, d'où provient l'inquiétude ? Peut-être, en partie, de la conviction même des hommes au pouvoir : il n'est pas exagéré, pour un Américain, d'avoir à choisir entre M. Carter et M. Reagan, ou, pour un Français, entre M. Giscard d'Estaing et de si nombreux candidats. Une société se sent plus sûre d'elle-même lorsqu'une équipe lui présente avec quelque clarté les tâches à accomplir, les efforts à entreprendre. Or sont les grands projets à la mesure des plus graves problèmes contemporains ? La doute porte moins sur la puissance elle-même que sur l'usage qu'il conviendrait d'en faire. Il met en cause non seulement les gouvernements mais aussi les citoyens eux-mêmes.

A quoi bon sa force, si le géant ne sait comment s'en servir ? Comme bon nombre d'entreprises, les sociétés occidentales se sont laissées porter par la croissance plus qu'elles n'ont su la maîtriser. Elles n'ont pas jugulé une inflation (plus de 12 % aux Etats-Unis) qui pénalise les revenus modestes, et se résignent tant bien que mal au chômage. Elles sont entraînées par un mode de consommation très onéreux qui ne manque pas d'engendrer frustrations et violences. Elles mesurent leur impuissance à stabiliser les équilibres aussi bien militaire entre l'Est et l'Ouest que social et économique entre l'Ouest et le Sud, alors qu'un effort accru pour les peuples sous-développés exige un ralentissement des dépenses d'armement. Elles parviennent à peine, par petites touches successives, à infléchir légèrement la course qui les emporte, alors qu'un fond grandit le sentiment qu'il faudrait peut-être changer de cap, remettre en question des habitudes de pensée et de comportement.

Nul ne demande plus de porter « l'imagination au pouvoir » : trop de prudence incite à conserver ce que l'on possède, surtout lorsqu'on le sait menacé. La plus grande menace provient pourtant de cette incapacité à innover. La fuite en avant rassure : chacun suit des voies déjà tracées. Mais où conduisent-elles ? A l'évidence, les Soviétiques ne sont pas devenus capables d'imaginer du neuf. Il faudrait être aveugle pour s'en rassurer.

Etats-Unis : le nouveau cours

Le choc des électeurs américains se combine à d'inéluctables contraintes économiques pour définir de nouvelles orientations, assez rapidement esquissées pendant la campagne présidentielle. Trop de dossiers sont, depuis trop longtemps, restés à peu près sans réponse. Il n'est plus possible d'attendre. Et déjà s'annonce la volonté de reconquérir le terrain perdu en matière de productivité, d'équilibre commercial, d'initiative sur le plan international.

Les divergences entre MM. Carter et Reagan portaient moins sur les objectifs à atteindre que sur l'ampleur de l'effort qui serait entrepris et sur les moyens qui seraient choisis. Mais, en tout état de cause, les Etats-Unis ont s'engager dans une voie plus dynamique pour faire face, dans des conditions plus favorables, à leurs concurrents. Une telle poli-

tique imposera des sacrifices. Elle se traduira nécessairement par une réduction des budgets sociaux, quitte à aggraver le mécontentement des groupes ethniques, notamment les plus défavorisés, les plus durement touchés par l'inflation et par le chômage.

Stratégie délicate, dont les risques seraient toutefois limités dans la mesure où elle porterait rapidement les fruits attendus. Le pragmatisme des dirigeants ne leur laisse guère de choix après tant d'années qui ont vu s'accroître le « déclin relatif » de la puissance américaine. Tout indique que le pays s'apprête à prendre un nouveau départ qui infléchira, à l'extérieur, la diplomatie des droits de l'homme et, à l'intérieur, la recherche d'un nouveau compromis social (voir pages 3 à 7).

Droits de l'homme et réalisme

Par GAO HUY THUAN *

LES droits de l'homme constituent, dans l'opinion américaine, le fondement d'une philosophie politique, son essence même. C'est « l'histoire de la pensée de l'Amérique : c'est notre âme », dira avec fierté le sénateur Humphrey (1).

De John Quincy Adams à J. F. Kennedy, le « monisme » est un élément important de la politique américaine. A chaque période d'expansion de l'influence des Etats-Unis correspondait un renouveau du lyrisme idéologique : W. Wilson, avec son slogan « making the world safe for democracy » ; F. D. Roosevelt, avec le discours sur les « quatre libertés » ; J. F. Kennedy, avec ses « nouvelles frontières », son « alliance pour le progrès » ; la promesse de « porter n'importe quel fardeau, payer n'importe quel prix » pour le triomphe de la liberté dans le monde. En aucun autre pays le monisme n'est aussi fortement marqué qu'aux Etats-Unis. Est-ce à cause de la nature populiste de l'expansion

capitaliste américaine au dix-neuvième siècle (2) et de l'influence religieuse ?

Non seulement M. James Carter n'a donc pas innové en matière de droits de l'homme, mais il a été devancé par le Congrès, qui, inquiet des graves violations des droits de l'homme dans les pays recevant l'aide américaine et choqué par le cynisme de l'équipe Nixon-Kissinger, avait imposé au gouvernement un certain nombre de mesures contraignantes : législation limitant l'aide au respect des droits de l'homme (3) ; suspension de l'aide militaire au Chili et à l'Uruguay ; création d'un département d'Etat chargé de coordonner des droits de l'homme et des affaires humanitaires ; obligation de lui communiquer régulièrement des rapports sur la situation des droits de l'homme dans les pays recevant l'aide ; nombreuses auditions du Congrès sur ce problème.

Un thème de ralliement

A la suite d'une profonde crise de confiance provoquée par le scandale du Watergate et par la défaite au Vietnam, dans une atmosphère de doute où le dépit du cynisme se mêle au désarroi né de l'échec du prestige américain dans le monde, la promesse électorale de M. Carter de « restaurer la confiance et la croissance » et de tout faire pour que « les Américains retrouvent leur fierté » a touché les cordes les plus sensibles au cœur des Américains. Du coup, l'Amérique est sortie de sa position défensive. « Pour la première fois depuis des décennies », a déclaré le directeur de M. Carter, nous sommes en position de faire concurrence aux Soviétiques idéologiquement (4).

L'historien Arthur Schlesinger Jr a remarqué que le thème des droits de l'homme n'avait guère été développé par M. Carter dans le chapitre

consacré à la politique étrangère de son ouvrage autobiographique *Why not the Best?*, ni évoqué avec insistance tout au long de la première phase de la campagne (5). M. Carter a certes, souligné le problème des droits de l'homme lors d'une réunion à Louisville à la fin de 1976 et dans un discours sur la politique étrangère à Chicago en mars 1977 ; il a consacré au même sujet un autre discours prononcé à l'université Notre-Dame en octobre de la même année. Cependant la question n'était pas encore élevée au rang de thème électoral majeur. Selon les conseillers électoraux de M. Carter, il fallait battre l'équipe Ford-Kissinger sur le terrain où elle était le plus vulnérable, c'est-à-dire dans le domaine de la politique intérieure.

C'est seulement lors du second débat entre MM. Ford et Carter, consacré à la politique étrangère — que les droits de l'homme sont effectivement devenus un thème majeur au regard de leur puissance de ralliement : ils pouvaient rassembler les libéraux et les conservateurs, ceux qui étaient choqués par la situation en Corée et au Chili et ceux qui se sentaient concernés par la politique soviétique à l'égard des juifs ou des dissidents. D'une pierre, M. Carter faisait deux coups : contre M. Ford à qui il reprochait de n'avoir pas fait

observer les accords d'Helsinki, et contre l'Union soviétique qu'il accusait de ne pas les avoir appliqués. Chose surprenante : c'est en préparant le débat avec M. Ford que M. Carter, selon la journaliste Elisabeth Drew, a entendu parler pour la première fois de la « troisième corbeille » (6).

(Lire la suite page 6.)

(1) *Hearings on Human Rights Issues and their Relationship to Foreign Assistance Programs*, U.S. Senate, 4 et 7 mars 1977, U.S. Government Printing Office, Washington, 1977, p. 54.

(2) Voir James Petras, « President Carter and the "New Moralism" », *Monthly Review*, vol. 29, n° 2, juin 1977.

(3) Foreign Assistance Act, 1973 et 1974 ; International Development and Food Assistance Act, 1975 ; International Security Assistance and Arms Export Control Act, 1976 ; législation concernant particulièrement certains pays : Corée du Sud, Chili, U.R.S.S., Europe de l'Est, Uruguay ; législation obligeant le représentant américain à la Banque Interaméricaine de développement de voter contre les prêts demandés par les pays violant sérieusement les droits de l'homme, etc.

(4) Déclaration d'un conseiller de M. Carter à Elisabeth Drew, « Human Rights », *New Yorker* du 18 juillet 1977. Cet article contient de nombreuses déclarations des conseillers de M. Carter.

(5) *In Foreign Affairs*, vol. 51, n° 3, 1979.

(6) Elisabeth Drew, op. cit.

Dans ce numéro :

● Le jeu des forces sociales et la politique extérieure soviétique (Page 9.)

● Les progrès du libéralisme économique à Sri-Lanka (Page 20.)

● Reportage : l'Albanie ou la fierté nationale (Pages 37 et 39.)

Laïcité et théocratie au Proche-Orient

Par AHMAD FAROUHY

« SADDAM RUSSEIN et ses amis, tel Michel Aflak — le fondateur du Baas — ont attaqué l'Irak », déclare l'imam Khomeiny à Radio-Téhéran deux jours après que les troupes irakiennes eurent lancé leur offensive contre la République islamique iranienne. L'imam appelle « le peuple musulman d'Irak, conformément à son devoir religieux, divin et humain », à se « révolter contre le régime infidèle et traître du Baas irakien » et à « unir au peuple iranien et aux autres musulmans du monde pour défendre l'Islam et enlever les infidèles et les traîtres en Irak », car « c'est avec le Baas irakien que nous sommes en guerre », précise l'imam. Quelques jours plus tard, dans un message diffusé par Radio-Téhéran, l'imam demande aux tribus irakiennes du Tigre et de l'Euphrate de se révolter pour « défendre le Coran contre le régime baasiste athée » et il appelle la hiérarchie religieuse sunnite à déclencher une révolution islamique en Irak, avant de conclure par ces paroles : « Nous nous battons pour Dieu, l'Islam et le Coran, donc nous vaincrons ».

Ces appels répétés de l'imam à la guerre sainte — repris en chœur par l'appareil cléricol chiite — sont révélateurs de l'une des dimensions importantes du conflit militaire qui oppose l'Irak à l'Iran. En effet, hormis les prétentions territoriales de ce dernier pays sur le Chatt-el-Arab et « le combat que mène l'Irak pour la défense de la nation arabe contre l'expansion

sionisme persan » — prétextes utilisés par Bagdad pour déclencher les hostilités — il existe au sein du monde musulman une opposition irréconciliable entre deux visions de l'Etat : laïc ou théocratique ? Ce conflit, d'ordre idéologique, dépasse de loin le seul cadre de la guerre irano-irakienne : depuis la seconde guerre mondiale, il n'a cessé d'envenimer les tensions au Proche-Orient et trouve son origine dans les grands bouleversements dont cette région a été le théâtre au début du siècle.

Il est intéressant de noter que, historiquement, le premier mouvement nationaliste et laïc du monde musulman a jailli de l'épiscopie de ce monde, précisément là où le pesantur islamique se faisait le plus sentir : au cœur de l'empire ottoman. L'origine de ce mouvement peut être retracée à partir de celui dit « des Nouveaux-Ottomans » qui, vers 1870, s'était fixé pour objectif d'instaurer une Constitution qui accorderait la liberté et l'égalité à toutes les nationalités au sein de l'empire, freinant ainsi le despotisme des sultans-califes, chefs temporels des sujets ottomans et spirituels des musulmans sunnites. Mais sous l'impulsion de jeunes radicaux musulmans, l'idée du nationalisme ottoman s'efface bientôt devant celle du nationalisme islamique, lequel, essentiellement, vise à préserver l'unité des sujets musulmans de l'empire face à la révolte des sujets

chrétiens. Ces jeunes radicaux seront désormais connus sous le nom de Jeunes Turcs.

Cependant, lorsqu'en 1908 les accords du gouvernement, la montée des révoltes des ethnies non turques poussent le triumvirat Enver-Talaat-Djemal qui gouverne alors à éliminer de leur idéologie le concept de l'unité musulmane. Au nationalisme islamique, violemment impulsant à assombrir les mouvements nationalistes centrifuges qui menacent le pouvoir turc, succède l'idéologie nationaliste pantouraniiste : le turquisme. Ses adeptes militent pour la création d'un empire touranien s'étendant de la Turquie d'Europe aux steppes de l'Asie centrale et englobant les seuls peuples turcs. Une répression féroce s'abat donc sur toutes les ethnies qui, à l'est de l'Anatolie, s'opposent à l'expansion touranienne : massacre de millions d'Arméniens et de centaines de milliers de Kurdes.

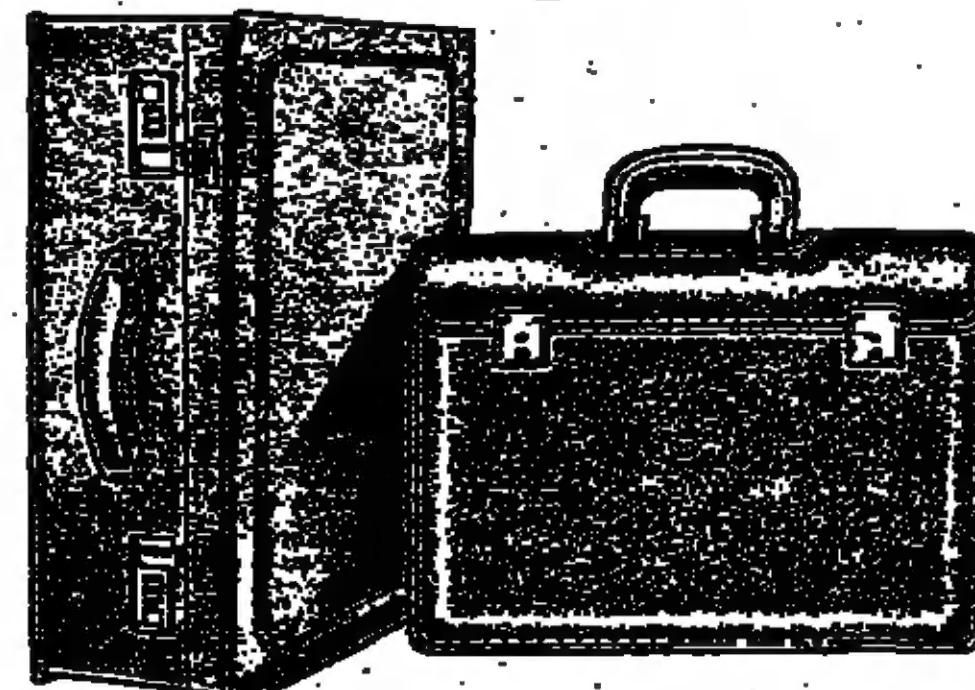
Si la défaite de l'armée ottomane, alliée de l'Allemagne lors de la première guerre mondiale, met fin au triumvirat et à l'empire, la montée de Mustafa Kemal et sa victoire contre l'occupant étranger ne font que renforcer le turquisme. Celui-ci suppose bientôt l'idéologie islamique, voire à la fois musulmane perçues comme des importations étrangères, arabes, donc sources de décadence du peuple touranien, affirmant ainsi le courant laïc au sein des ultranationalistes.

(Lire la suite page 10.)

RIVES

in nom dans la maroquinerie

une prestigieuse
sélection
d'articles de voyage



158, Rue de Rivoli 75001 Paris - métro : Louvre

سكينة الامل

Le désordre économique international est aussi un alibi facile pour les dirigeants du tiers-monde

LES événements passent et se rassemblent en ce qui concerne le dialogue Nord-Sud, cependant que l'ordre économique international devient tous les jours un peu plus un désordre que, finalement, bien peu ont intérêt à arrêter. Ainsi, à peine publié, le rapport de la commission Brandt sur les problèmes du développement international est mis aux oubliettes (1) ; le dernier sommet des pays industrialisés à Venise le transmet à une commission, sans même y jeter un coup d'œil. Pourquoi, d'ailleurs, subit-il un meilleur sort que le rapport R.I.O., élaboré par des distingués membres du Club de Rome sous la coordination de Jan Tinbergen, et dont l'encore a tout juste eu le temps de sécher (2) ?

De son côté, l'Assemblée générale extraordinaire des Nations unies, convoquée pour étudier la stratégie de développement au cours des dix prochaines années, s'est achevée le 15 septembre sans parvenir à un accord sur la convocation de nouvelles négociations globales Nord-Sud sur les principaux problèmes de développement. Quand à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), qui fut, au milieu des années 70, le principal animateur des débats sur la réforme de l'ordre économique international, voilà plus de deux ans que son action est paralysée par les querelles internes ; la dernière réunion de Vienne, du 15 au 17 septembre, en a donné une nouvelle preuve.

Rappelons enfin que la cinquième session de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Manille en mai 1978 n'a guère eu de résultats ; pas plus d'ailleurs que celles de la Conférence des Nations unies sur l'application de la science et de la technique au service du développement (CNUST) tenue à Vienne en août 1979, ou de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI) à New-Delhi en février 1980 ; de même, le projet de compte de substitution destiné à donner le coup d'envoi à une véritable utilisation des droits de tirage spéciaux (D.T.S.) dans le système monétaire international a été, de son côté, mis au tiroir lors de la réunion du comité intermédiaire en mai de cette année, alors que ce projet aurait pu constituer un bon départ pour la remise en ordre des affaires monétaires internationales.

On est confondu par le nombre de conférences internationales escapant les responsables du tiers-monde et leurs principaux conseillers techniques, sans guère de résultats, alors que tant de problèmes aigus restent sans solution sur le plan local.

On ne s'étonnera pas, dans ces conditions, que les maux dont souffre l'économie des pays dits « en voie de développement » soient de plus en plus analysés en termes d'économie internationale. Ceci, à son tour, facilite une extraversion grandissante de l'économie du tiers-monde, dont le fonctionnement, soumise à des distorsions croissantes, doit de plus en plus compter sur la technologie moderne que seules les firmes multinationales maîtrisant à l'échelon international.

Le rapport de la commission Brandt n'échappe pas à cette vision. Il « internationalise » tous les problèmes du tiers-monde, sa partie la plus médiocre et d'ailleurs la plus courte (10 pages sur 285) étant consacrée aux efforts internes qui devraient être déployés pour lutter plus efficacement contre la pauvreté absolue et le déclin de l'agriculture. Le rapport préconise même la création d'une nouvelle institution internationale destinée à aider les pays du tiers-monde à négocier collectivement avec les pays riches.

En réalité, les propositions de réforme de l'ordre économique international, dont la liste s'allonge année après année, visent davantage à assurer une intégration plus large et plus stable des économies du tiers-monde dans l'économie dominante des pays industrialisés qu'à mettre fin à un système d'exploitation (3). Ce sont les situations les plus criantes d'injusti-

ces que, au Sud comme au Nord, on cherche à corriger afin d'éviter des crises encore plus graves, d'éventuelles ruptures, dangereuses pour l'équilibre international. L'internationalisation des problèmes du « développement » fournit un très bon alibi aux gouvernements du tiers-monde ainsi en mesure d'invoquer, face à leurs populations frustrées, l'impossible réforme de l'ordre économique international qui fait avorter les « efforts » internes de développement. De leur côté, les gouvernements des pays industrialisés trouvent des thèmes faciles auprès de leurs opinions publiques dans la hausse des prix du pétrole, les travailleurs immigrés et la concurrence des nouveaux pays industriels. Cette conjonction objective d'intérêts entre élites du Nord et

nismes de financement internationaux, des conférences internationales et de l'énorme bureaucratie des organes spécialisés des Nations unies. Les excès de la révolution islamique iranienne et son incapacité sur le plan de la gestion économique, le côté mystique et réactionnaire, à la limite, que prennent en Occident les courants de pensée antitechnologique : autant de facteurs supplémentaires qui contribuent à cet état de choses ; de même, les succès partiels obtenus par les nouveaux pays industriels (Israël, Argentine, Mexique, Singapour, Hongkong, Corée, Taïwan, Inde), grâce le plus souvent à leur coopération avec les firmes multinationales, sont un autre élément invoqué par les partisans de la « coopération internationale ».

de la créativité technique, ne doit pas servir de prétexte, en ce qui concerne le tiers-monde, pour priver encore plus longtemps les masses déshéritées des aspects positifs des techniques industrielles modernes.

Sur la nature de la technologie, cependant, les équivoques sont encore plus nombreuses, surtout au niveau de l'économie du développement. La plus souvent, en effet, la technologie est saisie en bout de chaîne et non à son début. Le produit industriel, les équipements de production, les unités livrées « clés en main », l'achat d'un brevet ou d'une licence sont considérés comme de la technologie. Les plans de développement et l'ensemble des politiques économiques dans le tiers-monde sont centrés sur l'acquisition de ces biens matériels ou immatériels ; les poli-

duction et à la généralisation de nouveaux produits.

Si le capitalisme a fait entrer beaucoup de ces connaissances techniques dans le domaine du marché, par le biais du système des brevets, et si les phénomènes d'accaparement ou de monopoles et d'oligopoles s'amplifient, il ne faut cependant pas perdre de vue que les brevets ont une durée de vie et un champ d'application limités. D'autre part, rien n'empêche de développer des produits parallèles répondant aux mêmes besoins, mais avec quelques spécifications différentes. L'activité technique reste en effet, avant tout, un libre produit de l'esprit humain, et il n'est pas d'exemple dans l'histoire où une société, hautement motivée en faveur de l'acquisition de connaissances scientifiques et techniques et de leur mise en application dans le domaine de la production, n'ait réussi à briser le monopole des sociétés plus avancées. Le Japon, l'Allemagne, puis l'Union soviétique, ont, à des degrés divers, réussi à surmonter l'avance technique des pays industrialisés dès le dix-neuvième siècle ou les débuts du vingtième siècle. La Corée du Sud, Taïwan, Singapour sont aussi en train de prouver dans divers domaines ce qu'il est possible de faire, cependant que l'Inde a considérablement élargi le champ des techniques modernes qu'elle maîtrise, même si, dans ce pays, comme au Brésil, la diffusion des connaissances techniques et leur mise au service du bien-être social restent considérablement limitées du fait de la nature des systèmes sociaux et économiques en vigueur.

Au rebours du développement

Par GEORGES CORM

Au demeurant, les choses évoluent vite. Déjà, la Banque mondiale a pris en main l'avenir énergétique des pays du tiers-monde non exportateurs de pétrole, par le biais du financement de programmes de prospective. De futures courants d'échanges se sont créés entre les pays pétroliers du Golfe (y compris l'Irak) et l'Asie, courants de main-d'œuvre et de contrats « clés en main » qui permettent à l'Inde et au Pakistan, notamment, mais aussi au Bangladesh et aux Philippines de jouir de revenus que l'on estime au moins de 6 à 7 milliards de dollars par an. Installés dans une situation de consommateurs passifs, la plupart des pays de l'OPEP sont devenus un rouage fondamental de la nouvelle division internationale du travail (4) et semblent fort à l'aise dans cette situation, même si parfois ils protestent contre les pressions qu'exercent sur eux les pays industrialisés pour augmenter leurs aides déjà substantielles aux pays du tiers-monde non producteurs de pétrole.

Démobilisation des élites

UNE réflexion plus poussée et plus critique s'impose, pour démythifier l'internationalisation actuelle des problèmes de développement qui, sous couvert de coopération internationale, d'aide et d'interdépendance, aboutit à la démobilisation croissante des élites locales peu soucieuses de trouver des solutions internes aux problèmes du développement (5). Démobilisation de plus en plus perceptible en matière de technologie, alors que, faute d'un potentiel minimum d'autonomie en ce domaine, beaucoup de régions du tiers-monde sont condamnées à un asservissement croissant aux mécanismes d'exploitation du désordre économique international actuel. A cet égard, pays arabes et africains se trouvent les plus menacés en raison du complet désintérêt des élites dirigeantes à l'égard des mécanismes gouvernant l'acquisition de capacités techniques locales.

Mais le débat sur la dépendance technologique — qui est, à notre sens, la clé de nombreux mécanismes d'exploitation — exige des clarifications précises, puisque les idées sur ces problèmes sont souvent inspirées par des considérations doctrinales déformantes ou par un économicisme stérile. Certaines de ces clarifications peuvent s'articuler sur deux axes principaux : la qualité des technologies modernes, d'une part ; la nature de la technologie en général, et donc de ses modes de développement, d'acquisition et de reproduction, d'autre part.

Sur le premier point, il faut souligner combien le débat sur la qualité de la technologie moderne s'oriente, dans les pays développés comme dans les pays sous-développés, vers un réquisitoire quasi mystique. Le der-

nier livre de E. F. Schumacher, l'éloquent défenseur des technologies douces et décentralisées, en est un bon exemple (6). Si l'analyse technique reste toujours pertinente, elle est maintenant enveloppée de références spirituelles et religieuses, de condamnations sans nuances du « système », etc. (7). Cette tendance stimule (en même temps qu'elle est stimulée par eux) certains courants d'intégrisme religieux qui parcourent le tiers-monde, faisant l'amalgame entre colonisation occidentale, technologie, modernisme, et prônant un retour à l'authenticité, à la spécificité, à la foi de l'âge d'or (précolonial). Placée sur ce terrain, la réflexion critique sur la technologie, notamment en ce qui concerne le tiers-monde, n'a guère de chances d'être fructueuse.

Il est, certes, nécessaire de dénoncer l'insaisissable tendance de la technologie moderne à s'orienter vers des formes de plus en plus lourdes, centralisées, et contraignantes pour l'épanouissement des aspirations sociales au Nord comme au Sud. En revanche, on ne saurait ignorer que la technologie industrielle moderne, y compris le capitalisme de masse, a apporté comme changements qualitatifs dans la vie des hommes. Il serait trop facile aujourd'hui, au nom de la remise en cause de modèles de consommation imposés par le capitalisme international, de vouloir priver les masses déshéritées des villes et des campagnes du tiers-monde des produits élémentaires de cette technologie.

La réforme insubstituable des systèmes de gestion de la technologie, qui présume elle-même le changement des formes d'appropriation et de contrôle des appareils responsables du développement et la distribution des canaux

techniques industrielles viendront, en outre, à ce que les produits locaux obtenus grâce à ce matériel technologique importé soient solidement protégés de toute concurrence extérieure. En réalité, c'est saisir le problème à rebours, car la technologie ne se situe ni dans le brevet ni dans la production. Ce sont là uniquement les produits de l'activité technologique. La technologie elle-même est situés dans l'ensemble des connaissances techniques et des capacités de mise en application de ces connaissances pour parvenir à la pro-

Protéger la technologie à la source

EN fait, une double confusion est à l'origine des analyses actuelles sur la stagnation du tiers-monde et sa dépendance technologique. Elle concerne, d'une part, la politique d'acquisition de la maîtrise technologique ; d'autre part, la politique de diffusion et de mise en pratique à l'échelle sociale de cette acquisition, ces deux aspects étant d'ailleurs intimement liés.

La mise en place d'une politique efficace d'acquisition technologique ne réside pas tant dans les capacités d'importer des produits ou du matériel issus de la technologie moderne que dans la capacité de concevoir un système d'enseignement en prise directe sur les réalités de la technique industrielle moderne. D'autre part, un système de sanctions et de stimulations sociales et matérielles peut favoriser le développement de ces connaissances techniques et leur mise en application à des procès de production adaptés à l'environnement local, à l'état des connaissances et des capacités d'organisation, etc. ; autant d'éléments qui doivent précéder toute politique d'industrialisation massive. La production de l'industrie locale ne suffit pas à elle seule. Il faut protéger la capacité de développement des connaissances techniques, en particulier en supprimant les causes de la « fuite des cerveaux ». Il faut aussi promouvoir et protéger les sociétés d'ingénierie locale face à la concurrence dévastatrice des firmes étrangères de même nature. En bref, avant de protéger la technologie en aval, il faut lui assurer la protection en amont, c'est-à-dire à la source.

L'acquisition de matériel lourd ou de logiciels (brevet ou licence, ou assistance technique) sur le marché capitaliste (ou socialiste) de la technologie n'a de sens et ne peut être effectuée que lorsque une politique globale de promotion locale des connaissances techniques et appliquées, dans les domaines de la technique moderne a été mise en place. Il faut aussi que cette politique soit défendue par un arsenal approprié de mesures de protection face à la concurrence des sources étrangères de connaissances technologiques.

Bien des choses pourraient encore être dites dans ce domaine qui est bien plus fondamental que le choix entre techniques à haute intensité de capital ou à haute intensité de travail, ou même entre techniques douces et techniques lourdes, qui suscite tant de débats souvent stériles.

C'est, en outre, une telle politique qui conduira à poser le problème de la diffusion des connaissances dans la population locale, et donc celui de l'adaptation à l'environnement naturel et social. La technique moderne ne saurait se transférer ou se greffer sur quelques îlots urbains dans le tiers-monde. Tous les exemples récents le démontrent ; en particulier, bien sûr, celui de l'Irak.

Nous revenons ici au problème des systèmes d'enseignement, car aucune voie de salut n'est possible dans le cadre des systèmes académiques actuels, mauvaise copie des systèmes capitalistes, mais aussi copie coûteuse et inefficace. Sur ce plan, aucune assistance technique étrangère ne pourra jamais se substituer aux défaillances des responsables locaux.

Le problème est que ces questions n'intéressent guère les élites du tiers-monde, qu'elles soient au pouvoir ou dans l'opposition (8). Dans beaucoup de cas, le potentiel technologique existe (9), mais à cause de leurs affinités sociales, intellectuelles et idéologiques, ces détenteurs de l'appareil d'Etat ne sont guère en mesure de l'exploiter, d'autant que leur pouvoir finit par reposer sur la stabilité des canaux d'échanges économiques et financiers avec les pays développés, c'est-à-dire sur le maintien de la dépendance. Politiquement, ils parlent haut et fort ; mais c'est une règle du jeu facile que les pays industrialisés acceptent maintenant sans même soupçonner. Le système des Nations unies apparaît, dans cette optique, comme un instrument précieux de dévouement pour les uns comme pour les autres, qui n'arrive cependant pas à empêcher la gestion de ces jourées épiques sur la part que voudrait détenir le tiers-monde dans la production industrielle mondiale en l'an 2000, ou sur ses taux de croissance au cours de la prochaine décennie, celle du développement, ou encore sur l'acceptation ou le refus de négociations globales sur les problèmes du développement.

« Le capital », disait Ragnar Nurkse, se fait chez soi. Il serait peut-être temps d'« internationaliser » les problèmes de développement, en de relativiser les bienfaits de la coopération internationale, afin de s'occuper enfin de ceux que Franz Fanon a si bien appelés « les damnés de la terre », et que les rapports de la Banque mondiale ou de la commission Brandt décrivent avec un scrupule des chiffres qui est loin d'être au-dessus de tout soupçon.

THEORIE DE LA DIALECTIQUE COSMIQUE

Georges Lacroix répond à la question que Karl Marx, Albert Einstein et tant d'autres ont passé sous silence :

ET SI LE TEMPS ETAIT ROND ?

Une vision globale de l'univers et des mécanismes de la société et de l'histoire.

VOICI LE PARLEMENT

25 % d'hommes de plus de 35 ans	25 % de femmes de plus de 35 ans
25 % d'hommes de moins de 35 ans	25 % de femmes de moins de 35 ans

des futurs Etats-Unis d'Europe (à suivre)

Plus qu'un essai de philosophie :

- unification de la Science, de la Méta-physique et de la Religion ;
- fondement d'un nouvel humanisme reposant sur une dialectique non marxiste ;
- principe de base de la future Constitution des Etats-Unis d'Europe ;
- structure d'un Etat fondé sur le droit d'être aimé et de vivre en liberté.

en vente chez votre libraire diffusion : LIBRAIRIE FRANÇAISE 70 F port gratuit 27, rue de l'Abbé-Gregoire - 75006 PARIS

- (1) Nord-Sud : un programme de service, Gallimard, coll. « Idées », Paris, 1980, 326 pages.
- (2) *Developing the International Order. A Report to the Club of Rome*, J. Tinbergen coordinateur, E. P. Dutton & Co, New-York, 1978.
- (3) Voir nos précédents articles dans le Monde diplomatique d'avril et novembre 1979 et de novembre 1978.
- (4) Voir G. Corm, « Les colles du réajustement industriel », le Monde diplomatique, janvier 1980.
- (5) Cf. l'ouvrage collectif remettant en cause les concepts et notions en pratique aux Nations unies sur le transfert de technologie, publié sous la direction de Dieter Erni, *The New International Division of Labour, Technology and Underdevelopment, Consequences for the Third World*, Campus Verlag, Frankfurt, 1980 (et l'article de Frédéric Langer, *Le transfert de technologie dans le monde diplomatique*, d'octobre 1980, page 4).
- (6) E. F. Schumacher, *Good Work*, Serail, Paris, 1979.
- (7) « A la lumière des évangiles, dit l'auteur, nous sommes conduits à juger que ces révolutions (de la société industrielle) ne nous profitent et ne nous sauvent que si nous obtenons qu'au prix de la perte d'âme. Le bien que nous devons trouver ne peut être que spirituel » (op. cit. p. 34).
- (8) De façon générale, elles intéressent d'ailleurs assez peu les milieux de la science économique, et même de l'économie du développement, à l'exception de quelques groupes universitaires (Science Policy Research Unit, à l'Université de Sussex, en Grande-Bretagne ; Centre de recherches sur le droit des marchés et des investissements internationaux, à l'université de Dijon, en France).
- (9) On trouvera une remarquable démonstration chiffrée d'un tel potentiel pour le cas des pays arabes dans A. B. Sabiani, *Science and Science Policy in the Arab World*, *Groom Hall Ltd*, Londres 1980 (cf. le Monde diplomatique de septembre 1980, page 19).



Etats-Unis : le nouveau cours

Le nécessaire rajeunissement

(Suite de la page 3.)

Il est généralement admis, dans les cercles d'études néo-marxistes, et progressistes américains, que le lieu du pouvoir réel est délimité aux Etats-Unis par certaines fractions des organes d'information (*New York Times*, *Business Week*, *Wall Street Journal*), réseau de diffusion C.B.S. notamment par quelques *think-tanks* (*The Brookings Institution*, *The American Enterprise Institute*, *The Hoover Foundation*, entre autres) et par quelques commissions prestigieuses : on a beaucoup parlé de la Commission trilatérale, créée en 1973, mais elle n'est qu'une des plus récentes parmi bien d'autres. En politique étrangère, tout président doit composer avec le conseil des relations étrangères (Conseil on Foreign Relations) créé en 1921 : le Conseil atlantique des Etats-Unis (*Atlantic Council of the United States*, 1961) et le Comité sur le danger présent (1976). En politique intérieure,

les preneurs de décision se recrutent, outre autres, au conseil des affaires (*Business Council*, créé en 1959) et à la Table ronde des affaires (*Business Roundtable*, 1972). Ces commissions regroupent des responsables du monde des affaires, des syndicalistes et des universitaires ; elles communiquent entre elles par le jeu des appartements multiples d'une même personne. En dernière analyse, la politique d'un président dépend moins de son programme ou même de ses réalisations passées que des conseillers dont il s'entoure et qui sont choisis dans les différentes commissions et *think-tanks*. Tout a été dit sur l'entourage du président Carter (13). Un bilan définitif vient d'être publié par Laurence Shoup sous le titre la *Présidence de Carter et au-delà* (14), étude exceptionnellement intelligente et documentée qui n'a pas, toutefois, fait l'objet d'articles importants dans la presse américaine.

listes, M. Jack Kemp en particulier, auquel le candidat emprunte le projet déjà mentionné de réduction de l'impôt sur les revenus de 30 %. Le nom du représentant Kemp est alors le plus souvent cité comme principal conseiller économique. Intéressamment, les représentants du capitalisme multinational hostile à une réduction de l'impôt sur le revenu, *Wall Street Journal* public, en mai 1980, une étude économique qui montre les dangers du « projet Kemp-Roth ». La troisième vague est précisément marquée par la création, en juin dernier, d'un Comité pour la politique économique qui regroupe, cette fois, les principaux représentants de la « droite pragmatique » : le banquier William Simon, ancien secrétaire au Trésor (dont le nom est désormais plus souvent cité que celui de M. Jack Kemp) ; M.M. George Schultz et Caspar Weinberger, directeurs à la Société Bechtel et ancien membre du cabinet Nixon ; David Packard, ancien président de Hewlett-Packard et ancien ministre de la défense ; Arthur Burns, ancien directeur de la Banque fédérale ; Allen Dulles, spécialiste de l'économie, ancien directeur des services économiques du président Ford et Charles Walker, ancien sous-secrétaire au Trésor. Au même moment, M. Reagan annonce la création d'un conseil en politique étrangère qui regroupe les principaux animateurs du Comité sur le danger présent, en particulier M.M. Paul Nitze, Eugene Roslow et Richard Pipes, qui viennent renforcer l'influence « ultra-façon » de M. Richard Allen, également membre du Comité, et l'un des premiers conseillers de M. Reagan dès 1978.

La désignation d'instaurer de M. George Bush à la vice-présidence, à la fin de la convention républicaine,

est le signe le plus visible de la mise au pas de M. Reagan. M. Bush est, en effet, membre du conseil des relations étrangères depuis le début des années 70 ; il a été recruté par la Commission trilatérale en 1977 et il est, depuis plusieurs années, un membre actif de l'Institut américain de l'entreprise (*American Enterprise Institute*). M. Bush a également de l'expérience politique : il a été successivement ambassadeur aux Nations unies, sous la présidence Nixon, chef du bureau de liaison à Pékin sous la

présidence de Ford, et directeur de la C.I.A. après le Watergate. M. Bush est, par ailleurs, un excellent avocat électoral : homme de l'Est par sa naissance (son père était sénateur du Connecticut), il est un homme de l'Ouest par la fortune qu'il s'est constituée dans le pétrole au Texas. Il a des relations dans l'élite à l'Est et à l'Ouest, comme l'ancien gouverneur de Géorgie. En choisissant M. Bush comme vice-président, c'est un peu comme si M. Reagan avait choisi l'alter ego de Carter comme collégiste.

Étroite marge de manœuvre

Il y a des différences notables entre les politiques proposées par M.M. Reagan, Anderson ou Carter, comme il y en a entre celles de M. Carter et du sénateur Kennedy ; mais les distinctions sont plutôt d'ordre quantitatif que qualitatif.

Lors du débat qui l'a opposé au président Carter pendant la convention démocrate d'août dernier, il est révélateur que M. Edward Kennedy l'ait emporté sur certains points (priorité de la lutte contre le chômage, maintien des dépenses sociales, crédit de 12 milliards pour la création d'emplois, etc.), et qu'il ait été battu sur d'autres, tels que le blocage des salaires et des prix, la création d'un système de sécurité nationale ou encore l'arrêt immédiat des essais nucléaires et des déploiements d'armes nucléaires.

Les différences sont également sensibles entre M.M. Reagan et Carter : les cent premiers jours de M. Reagan ne seraient pas identiques aux cent premiers jours de Carter. Ils seraient marqués à la fois par la démission de M. George Bush, par les décisions

suivantes : « gel » des emplois fédéraux par décret ; envoi au Congrès d'un programme législatif visant à réduire de 30 % en trois ans l'impôt sur les revenus, à supprimer les impôts sur la propriété et à réduire la pression fiscale sur les affaires ; mise à l'étude d'un bombardier de type B-1 ; déploiement de la bombe à neutrons en Europe ; demande d'une rallonge pour la défense dans le budget prévu par le président Carter ; démantèlement des ministères de l'énergie et de l'éducation ; proposition de législation visant à transférer aux Etats les dépenses en aide sociale assurées par le gouvernement fédéral, etc.

En fait, la marge de manœuvre est étroite. Si l'on prend l'un des thèmes les plus discutés de la campagne élec-

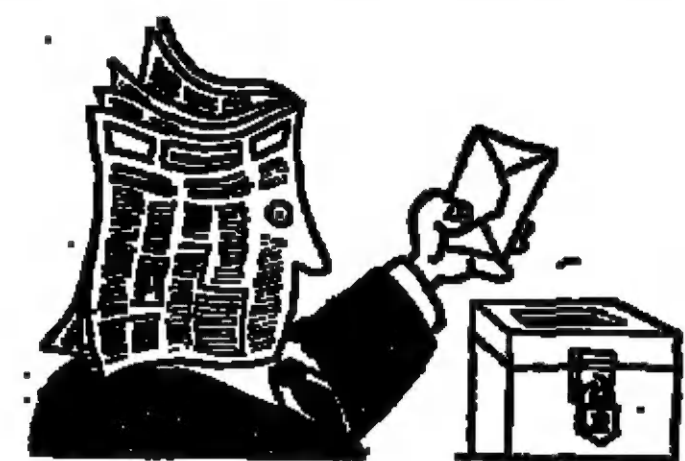
(13) Cf. notamment Stanley Aronowitz, « Le phénomène Carter », le Monde diplomatique, juillet 1978, et Diana Johnston, « Une stratégie trilatérale », le Monde diplomatique, novembre 1978. (14) Laurence Shoup, *The Carter Presidency and Beyond*, *Power and Politics in the 1980s*, Bantam Press, Palo-Alto, Cal., 1980.

Derrière les candidats

HOMME de la troisième voie, M. John Anderson est considéré à la fois par des républicains modérés, très tôt favorables à la législation sur les droits civiques dans les années 60, mais réticents quant aux limites que l'Etat impose à la libre entreprise (ils ont constitué la *Ripon Society* en 1962), et des représentants du capitalisme d'Etat, tels que M. Felix Rohatyn, un des partenaires de la banque Lazard Frères, favorable à une planification intensive sous l'égide de l'Etat.

Le cas de M. Reagan est encore plus révélateur dans la mesure où, au cours de la campagne électorale, il s'est

adjoint des conseillers nouveaux et a modifié la hiérarchie de ses aides en fonction, semble-t-il, des nécessités électorales, mais aussi des pressions des représentants du capitalisme multinational. Le nouveau conseil est constitué par la « mafia de Californie » : M.M. Holmes Tuttle, propriétaire d'une chaîne de ventes d'automobiles ; William Wilson, gros propriétaire terrien ; William French Smith, éminent avocat de la côte ouest, et Justin Dart, fondateur des industries Dart, membre du bureau du *Business Roundtable*, longtemps le seul lien de M. Reagan avec le grand capital. Une seconde vague regroupe des néopopu-



EN novembre 1979, trois jours avant que M. Edward Kennedy ne se porte officiellement candidat à la présidence, la chaîne de télévision C.B.S. diffusa un entretien entre le sénateur et l'un de ses correspondants, M. Roger Mudd. Ce fut une catastrophe dont M. Kennedy ne se rendit jamais au cours de la campagne : durant ses mois, incapable de terminer une phrase, hésitant, le sénateur ne put même pas donner une raison convaincante pour sa candidature. Plus tard, ceux qui ont suivi autre événement, cette fois-ci fut responsable de son échec. Est-ce à dire que la presse est « le facteur le plus important qui détermine le résultat de l'élection présidentielle ? » (1) Comment et jusqu'à quel point influence-t-elle l'élection ?

Lors de cette interview devenue fameuse, M. Roger Mudd passa infiniment plus de temps à discuter de l'écoulement du chapeau qu'il portait que de la politique. M. Kennedy, quant à lui, ne put même pas donner une raison convaincante pour sa candidature. Plus tard, ceux qui ont suivi autre événement, cette fois-ci fut responsable de son échec. Est-ce à dire que la presse est « le facteur le plus important qui détermine le résultat de l'élection présidentielle ? » (1) Comment et jusqu'à quel point influence-t-elle l'élection ?

L'entretien diffusé en novembre avait été filmé au mois d'août, bien avant que M. Kennedy n'ait définitivement décidé de se présenter. Curieusement, cette précision n'a été publiée, à notre connaissance, que dans un seul organe de presse (elle nous a été confirmée par l'intermédiaire d'un journaliste spécialiste des problèmes de presse) (2). Il n'en a pas été fait mention lors de la présentation au public. Les deux sont donc des méthodes de reportage et quelle importance ont-elles pour la qualité de l'information ?

C.B.S. consulta le sénateur sur l'opportunité de diffuser l'émission quelques jours avant le débat. M. Kennedy n'y vit pas d'inconvénient. Ses conseillers étaient divisés (3). Quelles sont les relations entre la presse et les candidats ? Quelles sont les influences réciproques ?

Enfin, la défaite de M. Kennedy fut largement interprétée comme un échec du libéralisme, comme un signe de conservatisme croissant de l'opinion. Mais l'extrême droite accueillit à son discours parlementaire et classiquement libéral, le 12 août 1980, lors de la convention démocrate, fut présentée comme un adieu nostalgique à un passé révolu et non comme une approbation résolue à un programme pour l'avenir. Quels sont les choix idéologiques de la presse ? Comment colorent-ils sa vision de la réalité ?

Les réponses à toutes ces questions ne sont ni simples ni évidentes. Et l'on risque toujours de formuler des généralisations abusives, sans la presse américaine est variée. Variée ? C'est peut-être par là qu'il faut commencer. En apparence, cette presse est extraordinairement diversifiée : 1 500 quotidiens, 7 600 magazines, 600 stations de télévision, 9 000 stations de radio. En réalité, elle est extrêmement concentrée et quelques sociétés seulement contrôlent l'ensemble du marché de l'information :

— Dans la presse quotidienne, 43 % des journaux sont indépendants, mais ne représentent que 10 % environ du tirage total (62 millions). En revanche, les dix plus grandes chaînes contrôlent plus de 200 titres et 35 % du tirage. Sur 1 536 villes ayant au moins un

quotidien, 35 seulement ont deux quotidiens concurrents et deux seulement (New-York et Philadelphie) en ont trois (4). Les trois quotidiens les plus influents sont le *Wall Street Journal* (tirage 1,9 million), le *New York Times* (950 000) et le *Washington Post* (600 000) ;

— Sur 7 500 hebdomadaires, avec un tirage total de 38 millions d'exemplaires et 153 millions de lecteurs, trois hebdomadaires (*Time*, *Newsweek* et *U.S. News and World Report*) ont un tirage de 10 millions et 47 millions de lecteurs (5) ;

— Des 600 stations de télévision, 15 sont la propriété directe des trois grandes chaînes de télévision (C.B.S., N.B.C. et A.B.C.). Elles ont 100 millions d'auditeurs potentiels (sur 220 millions d'habitants) (6) ;

Ce contrôle joue aussi dans le sens horizontal, un seul exemple suffit à le montrer : en matière de *Washington Post* fait partie d'un groupe de presse qui possède par ailleurs plusieurs stations de radio et de télévision, l'hebdomadaire *Newsweek*, la majorité des journaux d'une usine de papier, de gros intérêts dans une entreprise de transports, la moitié de l'*International Herald Tribune* et une agence de presse en commun avec le *Los Angeles Times*. A cela s'ajoute le fait que le contrôle exercé sur ces compagnies est étroitement personnalisé, même lorsqu'elles sont cotées en Bourse. Le *New York Times* (et ses filiales), c'est la famille Sulzberger ; le *Times* (et ses filiales), ce sont les Luce ; quelques autres ; le *Los Angeles Times*

(et ses filiales), ce sont les Chandler ; C.B.S. c'est William Paley et quelques autres ; le *Washington Post* (et ses filiales), ce sont les Graham ; le *Wall Street Journal* (et ses filiales), ce sont les Bancroft, etc. (7).

Sans aucun doute, cette concentration a permis d'améliorer la qualité, fort médiocre souvent, de certains journaux de province. Mais pour le *Philadelphia Inquirer* (Chandler) ou l'*Iron City Press* (Garnett), où la possibilité d'utiliser les moyens d'une organisation nationale a permis de publier des informations nationales et internationales plus nombreuses et sérieuses. Cependant, ces dangers ne sont pas négligeables. Morris Uddell, député de l'Arizona, redoute « une monopolarité qui résulterait de quelques entreprises tentant de contrôler l'information pour leur propre bénéfice » (8). D'après Arthur Ochs Sulzberger, éditeur (*publisher*) du *New York Times*, « la grande force des Etats-Unis provient de la diversité des opinions » (9). Et, s'il est vrai qu'il n'est probablement pas d'autre pays au monde où il soit possible de glaner autant de renseignements, il faut le temps et les moyens financiers de les rechercher. L'Amérique moyen n'y aura pas accès. Ce n'est qu'une partie de l'information que l'on trouvera dans le monde, et cela s'ajoute au fait que le contrôle exercé sur ces compagnies est étroitement personnalisé, même lorsqu'elles sont cotées en Bourse. Le *New York Times* (et ses filiales), c'est la famille Sulzberger ; le *Times* (et ses filiales), ce sont les Luce ; quelques autres ; le *Los Angeles Times*

Similitudes idéologiques

CAR ce qui frappe avant tout, c'est l'extrême similitude idéologique de la grande presse américaine. La méfiance à l'égard de l'idéologie est d'ailleurs considérée comme une vertu, enseignée et prônée dans les écoles de journalisme. Nombreux sont les journalistes qui, pour préserver leur virginité politique, se refusent même à voter. « Les participants adoptaient des positions, de passionnément, tentaient d'influencer les événements pour le meilleur ou pour le pire, mais finissaient par perdre tout sens de la perspective. Je demeurais l'observateur impassible qui voit tout le tableau parce qu'il est en dehors du tableau » (11). Tel est l'idéal. Les Etats-Unis doivent être a-ideologiques. L'un des journalistes les plus subtils du *Washington Post*, Haynes Johnson, décrit à sa manière les réactions du public face à la presse : « Une seule fois les problèmes de la presse furent envisagés en termes idéologiques. Les questions qui troublaient les gens à propos de la presse sont devenues plus sophistiquées — et sérieuses » (12). Ce n'est pourtant pas parce qu'il existe parmi les élites dirigeantes une communauté de vision sur le monde et le rôle que doivent y jouer les Etats-Unis qu'il y a une absence d'idéologie. Bien au contraire, les Etats-Unis sont une société profondément « idéologisée », de façon unanime quant aux gouvernements, nettement divisée chez les dirigés. La grande presse est elle-même divisée en deux camps : elle propose une conception de la politique globalement semblable, même s'il y a des nuances, parce qu'elle estime que les valeurs qu'elle défend sont universellement partagées — ce qui est inexact, même aux Etats-Unis — et par conséquent apolitiques. Dès lors elle confond allègrement idéologie et réalisme (13), comme si les deux notions ne se situaient pas sur des

plans différents : et le candidat « visionnaire » d'un côté (Carter) de l'autre (Reagan) n'est qu'un jeu de mots, mais visionnaire ne veut pas dire idéologue, et réaliste est différent d'apolitique (14). Ainsi la presse occupe, en cette année électorale, une place qui lui fait trouver des différences entre les deux candidats principaux, puisque le président lui-même affirme, dans son discours d'investiture à la Convention démocrate, que : « Cette convention constitue un choix critique entre deux hommes, entre deux partis, entre deux visions de l'Amérique et du monde », et la constatation que les renseignements entre les propositions de M.M. Carter et Reagan sont plus grandes que leurs différences, sans même parler d'oppositions. Ce refus à la fois de choisir et de souligner sans ambiguïté l'absence de choix explique la superficialité des analyses — constamment déplorées par les observateurs américains eux-mêmes — et l'étonnante similitude des principaux organes de presse. Les sommaires sont largement interchangeables et les revues de presse qui sont un des points forts de la presse française n'existent pas : elles sont inutilisables.

Dès lors, on comprend mieux pourquoi le contrôle étatique sur la presse est moindre et la liberté d'information mieux établie que dans la plupart des autres Etats : il est rare que les fondateurs mêmes de la société soient mis en cause par la grande presse. Et, quand cela se produit, on voit l'Etat défendre son intégrité par tous les moyens à sa disposition — et ils sont nombreux. Car si serait faux de croire que la liberté de la presse est totale. La théorie est claire : « Notre liberté dépend de la liberté de la presse, qui ne peut être

limitée sans être perdue », a écrit Thomas Jefferson (15). Mais l'exercice est moins convaincant : des origines à nos jours, les gouvernements successifs ont tenté de se défendre contre ce qu'ils considéraient comme d'intolérables tentatives de la presse. Il n'y a quasiment jamais eu de censure directe de journaux avant publication. Mais les tentatives pour contrôler le contenu de la presse ont été fréquentes de la loi sur la sédition et les étrangers de 1778 au procès qui opposa le gouvernement de M. Nixon au *New-York Times* et au *Washington Post* en juin 1971 à propos de la publication des « Documents du Pentagone ». On aurait pu croire que le scandale du Watergate, qui est considéré comme une victoire de la presse, allait aboutir l'abandon définitif de certaines méthodes de restriction de l'information. Il n'en a rien été, et, depuis quelques mois, les interventions gouvernementales se multiplient, avec la bénédiction de la Cour suprême et du Congrès : emprisonnement de journalistes ayant refusé de révéler leurs sources, huis clos de certaines procès, autorisation de censure donnée à la C.I.A. à l'égard de communications téléphoniques, mise au point d'un système plus efficace de classification des informations secrètes, multiplications des incursions à comparative, tous exemples qui indiquent un net renversement de tendances (16).

Ce n'est point, pourtant, que la presse fasse preuve d'une opposition systématique à l'égard du pouvoir. Devant la Cour suprême, lors du procès sur les « Documents du Pentagone », l'avocat du *New-York Times*, Alexander Bickel (professeur de droit à Yale et l'un des grands constitutionnalistes américains) alla jusqu'à défendre la « possibilité inhérente » du président dans une situation exceptionnelle, d'obtenir une censure de la presse (17). Pourtant, l'attitude de la presse n'a été qu'exceptionnellement hostile lorsque des circonstances mettaient en jeu la sécurité nationale ou la réputation internationale des Etats-Unis : tout récemment encore, pour les otages

américains de Téhéran, *Business Week* accusait le reste de la presse d'avoir joué le rôle d'une prostituée respectueuse ravie de répondre aux sollicitations des propagandistes gouvernementaux (18). La presse d'accepte sans doute les tentatives de la presse à servir de couverture aux agents de la C.I.A. (19). Mais elle n'a pas, avec le pouvoir, cette relation « adhésive » qu'elle présente ou rêve avoir.

Tous les présidents se sont plaints de journaux de journaux, qui affirmaient : « On ne peut plus rien croire de ce qu'on lit dans un journal » (20) à M. James Carter, qui voit en eux une gêne croissante (21). Pourtant, les préférences médiatiques sont infiniment mieux traitées que leurs prédécesseurs, Truman y compris. S'étant toujours considéré comme martyrisé par la presse, M. Nixon oubliait, peut-être, qu'il lui devait une bonne part de son ascension (22) et qu'elle avait le plus souvent soutenu ses candidatures : en 1972, il avait obtenu le soutien de 93 % des éditorialistes (23), un record. Il est vrai, M. Carter, lui aussi, peut largement attribuer son ascension médiatique de 1976 à l'influence d'une presse favorable, tout comme M. Anderson doit une bonne part de sa « visibilité » actuelle au rôle des grands moyens d'information (24).

La place faite à ce dernier dans la campagne électorale de 1980 illustre fort à propos les relations entre la presse et le politique. Il n'est guère de jour où la presse américaine s'interroge avec inquiétude pour savoir si elle peut être tenue pour responsable d'avoir créé le phénomène Anderson, comme l'un des acteurs de la scène, ou si elle ne pas en parler, telle est la question. Mais le dilemme est insoluble aussi longtemps que l'on ne pourra pas le raisonner jusqu'à son terme. Pourquoi donner de l'importance à M. Anderson et pas aux autres et multiples candidats des tiers partis ? Selon quelles règles décide-t-on que tel candidat est valable et que tel autre mérite la « mort publique » ? Quel est le silence de la presse ? Quels sont les critères d'objectivité ?

(1) L.H. Shoup, *The Carter Presidency and Beyond*, Bantam Press, Palo Alto (Cal.), 1980, page 66.

(2) R. Dugan, « The triumph of Kennedy », *The Nation*, 21 juin 1980, page 743 ; et entretien avec M. Robinson, professeur à la Catholic University de Washington.

(3) Entretien avec M. Robinson.

(4) Calculs faits à partir de données recueillies dans : A. Smith, *Goodbye to Goodbye*, Oxford University Press, New York, 1980, pages 47-52 ; B.M. Compaine, *Who owns the media?*, Harmony Books, New York, 1978, page 10 ; et W.L. Jones et L. Anderson, « Press concentration », *Washington Post*, 24 juillet 1977.

(5) H. Gans, *Deciding what's news*, Bantam Press, New York, 1979, pages 12 et 22 ; D.A. Graber, *Mass media and American politics*, G.P. Press, Washington, 1980, page 33.

(6) Cf. L.H. Shoup, op. cit., page 303 ; D. Dugan, *The triumph of Kennedy*, op. cit., page 47.

(7) Cf. dans D.A. Graber, op. cit., page 37.

(8) Cf. dans W.L. Jones et L. Anderson, op. cit., page 10.

(9) R. Dahl, *Political opposition in Western democracies*, Yale University Press, New Haven, 1979, page 47.

(10) Daniel Schorr, *Chasing the air*, Houghton Mifflin Co., Boston, 1977, page 8 ; l'auteur est journaliste de télévision.

(11) R. Johnson, « Questions about journalism more sophisticated, serious », *Washington Post*, 21 septembre 1980.

(12) E. Richburg, « Washington Republican voters face choices of ideology or

pragmatism », *Washington Post*, 7 septembre 1980.

(13) R.G. Kaiser, « Visionary candidate of 1976 is defensive realist today », *Washington Post*, 16 août 1980.

(14) Lettre de Jefferson (janvier 1777) dans T. Jefferson, *et al.*, *Documents of the American Revolution*, 1776-1777, page 130.

(15) Les articles sont trop nombreux pour être tous relevés. Parmi les plus récents : A. Lewis, « The price of war », *New York Times*, 21 août 1980 ; W. Sauter, « The New plumbers », *New York Times*, 11 septembre 1977 ; J. Shattuck, « Trying to speak the truth », *Washington Post*, 19 septembre 1980.

(16) A. Bickel dans « Classification of documents is discussed at hearing in the Supreme Court », *New York Times*, 27 juin 1971.

(17) Editorial de *Business Week*, 28 juillet 1980, page 108.

(18) C.B. Smith, « The press-spy affair : cozy and still murky », *Washington Post*, 14 octobre 1977.

(19) Cf. dans W.L. Jones et L. Anderson, op. cit., page 180.

(20) T. Smith, « Carter sees press corps as increasing hindrance », *national Herald Tribune*, 4-5 mai 1978.

(21) D. Halberstam, op. cit., page 360-375.

(22) D'après Editor & Publisher cité dans R. Bagdikian, « The truth of journalism », *Columbia Journalism Review*, 1978, page 11.

(23) Cf. E. Weintraub, « Study shows networks infatuated with Anderson », *International Herald Tribune*, 2 juillet 1980.

Etats-Unis : le nouveau cours



du compromis social

torale, les réductions d'impôts, il est vraisemblable que quel que soit le président, celles qui porteront sur le revenu ne seront que symboliques (M. Reagan parle déjà de ne les appliquer qu'en 1983) et que le taux de dépréciation sera révisé dans un sens favorable à la reprise des investissements (M. Carter a fait un pas dans ce sens dès avant les élections). En ce qui concerne la réduction des dépenses de l'Etat, autre point chaud de la campagne, chacun sait qu'elles seront, dans un premier temps, très peu réduites : selon les estimations de Business Week, 76 % d'entre elles sont incompressibles et elles fonctionnent selon un système de « pilotage automatique ». Quant aux transferts sociaux, ils ne pourraient être modifiés efficacement que par une restructuration radicale du marché du travail. Enfin, étant données les contraintes, les différences en politique étrangère risquent également de s'annuler, ce qui ne veut pas dire disparaître.

Une fois encore, la classe moyenne et les travailleurs sont l'enjeu principal. Après avoir été tentés et couronnés par la « nouvelle gauche » dans les années 60, les « cols bleus » et les « cols blancs » le sont aujourd'hui par ce qu'on peut appeler globalement « nouvelle droite ». Dans la précédente décennie, il s'agissait de compter une sorte de populisme de gauche. Dans la décennie à venir, il conviendra de compter l'équivalent d'un populisme de droite. Et, si possible, sans violence manifeste. L'instabilité n'est pas rentable. Un nouveau compromis social est nécessaire. Un projet de société qui tienne compte des nouvelles réalités internationales. Un consentement qui dépasse les partis, les programmes, les candidats et qui rassemble, bien sûr, le monde

des affaires et les syndicats, mais aussi les exclus (les minorités sans les- queles on ne peut rien faire) et les malmenés des petites et moyennes entreprises nationales. On cite les noms de Franklin Delano Roosevelt et de Jean-Jacques Rousseau. On évoque les modèles allemands et japonais. Ce projet a déjà un nom dans les milieux d'affaires : la « réindustrialisation de l'Amérique », à laquelle Business Week a consacré un numéro spécial le 30 juin dernier.

Nouvelle manifestation de l'hydre du « libéral-conservatisme », ce projet a trois composantes. La première est une politique industrielle « pragmatique » dont on connaît déjà certains aspects : réduction des réglementations, dégraissage des industries non rentables, aide de l'Etat aux secteurs de pointe, politique énergétique fondée sur la conservation et l'exploitation des sources d'énergie anciennes et nouvelles, etc. D'autres aspects sont plus nouveaux : recyclage des salariés victimes des fermetures d'usines, investissement massif en capital humain afin de donner du travail aux actuels

bénéficiaires de l'aide sociale et nouvelle mission donnée à l'Université.

En effet, à l'horizon des années 80, les cadres ne devront plus seulement être des technocrates et des techniciens. Tout en ayant le « sens du profit », ils devront, pour réussir, avoir une vision globale des choses. « Les techniques mathématiques de gestion ont apporté une contribution importante à la croissance des entreprises américaines », est-il précisé dans le dossier de Business Week, mais il est temps que le balancier revienne à une conception de cadres perçus et visionnaires qui mettent l'accent sur l'innovation et une perception globale de l'ensemble du paysage industriel. Et encore : « Bien que rien ne remplace la formation sur le tas, des types nouveaux de séminaires éducatifs seraient pas de mal. Mais ils ne devraient pas être orientés vers la technique, ils devraient enseigner l'éthique et la pensée globale. Il peut-être même la philosophie et la littérature anglaise, ne serait-ce que pour apprendre aux hommes d'affaires à penser et à poser les questions ».

Prise de conscience organisée

La seconde composante est le consentement social. Il y a, là aussi, des éléments déjà classiques : priorité à l'investissement et à la production de biens d'équipement ; privatisation des secteurs rentables et non rentables (emplois créés par le secteur privé, avec l'aide de l'Etat sous forme de crédits d'impôt) ; incitation à la prise en charge de soi-même (aide à l'école remplacée par un impôt négatif), etc. Plus nouveau, la volonté de créer le « sens du travail d'équipe » : le *partnership* fonctionne en temps de

guerre, mais en temps de paix les partenaires sociaux retournent aux « rapports de force » et aux « conflits ». Après les tensions des dernières années, après les vagues législatives imposées aux syndicats, seul l'Etat est capable de prendre l'initiative. Parallèlement doit être élaborée une « nouvelle configuration des conventions collectives » pour rendre compte des « débats » (pour l'essentiel sans intérêt) de trois mille trois cent trente et un délégués démocrates. Chaque moment de la campagne est désormais « doublé », suivant la formule de Walter Beach, du centre de recherche de la Brookings Institution (32) : il y a la réalité et l'image de la réalité. Les deux coïncident rarement.

On peut même se demander dans quelle mesure l'impact de la campagne présidentielle de 1980 a été tel qu'il a permis de faire passer l'Amérique d'un état de « déclinisme » à un état de « croissance ». On a accordé plus d'attention aux primaires d'Iowa et du New-Hampshire, Etats aussi peu peuplés que peu représentatifs, qu'à celles de la forme et de New-York, les deux Etats les plus importants à tous égards. Au total, dans une étude portant en particulier sur la chaîne de télévision C.B.S. (Michael Robinson montrait, entre le 1^{er} janvier et le 4 juin 1980, 54 % des thèmes abordés par C.B.S. étaient centrés sur la course sportive *horse race* contre 17 % centrés sur les grands problèmes (33)).

La manière dont il est ainsi rendu compte de la campagne est d'autant plus importante que, dans un pays aussi vaste que les Etats-Unis, où les partis ne sont que l'ombre de parties, depuis fort longtemps déjà, et où les contacts directs avec les élus sont rares, la presse est la source essentielle, pour ne pas dire unique, de l'information. Les organes locaux n'ont pas les moyens de faire du bon journalisme et couvrent de moins en moins les événements politiques : « Les informations politiques du Dayton Daily News ont décliné de 50 % en dix ans... Seulement deux journalistes travaillent à plein temps sur les problèmes politiques » (34). Au total, loin des grandes villes comme Washington et New-York, « les gens percent de moins en moins se tourner vers leur journal local pour les informations générales sur le pays et le monde » (35). Il reste, pour l'essentiel, la télévision et les hebdomadaires et, dans les grandes villes, les quotidiens « nationaux » (souvent, difficiles à se procurer), ce qui explique l'extraordinaire centralisation de l'information dans ce pays : en matière de presse, « l'établissement détermine exagérément notre perception du monde » (36), estime un auteur, car s'il reste difficile de déterminer exactement l'influence de la grande presse sur les électeurs, il semble certain qu'elle décide de l'ordre d'importance des sujets abordés. Maintes enquêtes montrent que les électeurs finissent par trouver important ce que la presse leur dit (37). Mais ils n'y trouvent pas toujours ce qu'ils estiment, eux, être important. Lorsque, en 1968, l'électorat jugeait que le problème essentiel auquel la nation était

effort sera entrepris pour améliorer la relation contremaître-ouvrier. On appellera ce replâtrage « participation ouvrière » ou même « démocratie ouvrière ». Des expériences sont en cours, en particulier dans des usines où il n'existe pas de syndicat. A la Bethlehem Steel Corp., la direction a organisé des « séminaires de prise de conscience » (terme utilisé dans les années 60 par le mouvement des femmes). Premiers résultats, selon ces nouveaux experts en relations humaines : réduction des tensions sociales et accroissement de la productivité de 30 %.

Le dernier aspect de ce projet — le plus important sans doute, celui aussi qui suppose le plus visiblement à l'idéologie archaïque de la libre entreprise que soutiennent officiellement M. Carter comme M. Reagan — est le renforcement du centralisme démocratique à l'américaine à travers le recours à l'Etat libéral et à la planification « stratégique ». Tous les candidats à la présidence ont, dans leur équipe, des conseillers favorables à une planification de l'économie. M. Amintai Lefont, ancien professeur de sociologie pour M. Carter, M. Felix Rohatyn, pour M. Anderson ; M. Charles Walker (président du conseil pour la formation du capital) pour M. Reagan. Le sénateur Kennedy, pour sa part, avait proposé un « plan Marshall » à l'usage de l'industrie américaine.

La manifestation la plus extrême de cette tendance serait incarnée par M. Felix Rohatyn, l'un des directeurs de la banque Lazard Frères et maître d'œuvre du conseil d'assistance municipale à « sauver » la ville de New-York de la crise fiscale. On relève parmi les suggestions immédiates : le blocage des prix et des salaires pour

une durée d'un an et la réduction des dépenses fédérales de 20 milliards de dollars ; une taxe de 50 cents par gallon d'essence afin de limiter la consommation et créer des conditions favorables à un dialogue avec l'OPEP ; la création d'une commission bipartite sur le modèle de la Commission nationale et provisoire sur l'économie (Temporary National Economic Commission) créée par Roosevelt en 1938 et dont le rôle serait de proposer une stratégie économique intégrée, sur les plans national et international, pour les deux décennies à venir, etc. (15).

Est-il besoin de dire que, une fois encore, une partie essentielle du problème est escamotée. Sans doute la planification est-elle nécessaire, mais les questions habituelles reviennent à l'esprit : une planification, pour quoi faire et pour qui ? La droite invente, ou plutôt ré-invente. Il est temps que la gauche fasse preuve d'imagination.

PIERRE DOMMERGUES.

(15) « An Extreme Remedy for the U.S. » dans le dossier consacré à « The Economy », Business Week, 10 mars 1980.

Nos précédents articles :

- « Un capitalisme dirigé », par Thomas Ferguson et Joel Rogers (septembre 1979).
- « Le président nationaliste pour une Amérique en crise », par Thomas Ferguson et Joel Rogers (août 1980).
- « Les Etats-Unis à la recherche d'une nouvelle idéologie », par Pierre Dommergues (août 1980).
- « Le contrôle de l'opinion politique aux Etats-Unis », par Pierre Dommergues (octobre 1980).



structure du pouvoir américain et de ses valeurs. Comment en serait-il autrement, d'ailleurs, lorsqu'on sait à quel point elle fait partie des élites dirigeantes. Pas seulement les patrons de presse, mais aussi les journalistes « nationaux ». « D'après tous les indicateurs », les journaux nationaux sont solidement partis de la grande bourgeoisie. Tous, sauf quelques-uns des plus âgés sont diplômés de l'Université. Un bon nombre ont un doctorat. La plupart des journalistes de télévision, dont quelques-uns viennent de la classe moyenne inférieure (lower middle class) ont été dans les grandes universités » (40).

Une conviction largement partagée

CES journalistes font bien partie de cette « élite du pouvoir » que décrit Pierre Birnbaum : « Il semble par conséquent qu'aux Etats-Unis l'ensemble des « catégories dirigeantes », se recrutent, dans le monde des affaires et des professions, les ouvriers et les employés, qui forment à eux seuls la plus grande partie de la population, n'y sont à peu près pas représentés. Issus de familles respectables, ayant une très bonne éducation, les membres de ces « catégories dirigeantes » sont blancs, d'origine anglo-saxonne, de religion protestante ou de ce sont des « WASP ». Environ 70 % de ces personnes se recrutent dans un milieu social et professionnel identique et très étroit » (41). Ces chiffres ne démontrent évidemment pas qu'un « minoritaire » n'aurait, si libérale, qu'un « défaut » : il est difficile de devenir journaliste si l'on est à la fois noir, catholique et ouvrier) ne puisse parvenir à un poste de commandement : si que l'unanimité de recouvrement ou d'attitudes signifie l'absence de désaccords. Mais ces derniers sont plus latentes que fondamentaux. La conviction persiste, largement partagée dans ces milieux, que les institutions sont fondamentalement bonnes, la libre entreprise le meilleur système imaginable et que quelconque veut bien s'en faire la peine réussira à améliorer sa condition — peut-être même à devenir président des Etats-Unis. Ainsi s'explique mieux le Watergate : l'opposition, la presse sapeuse aux méthodes Nixoniennes n'était pas vraiment « politique », au sens américain du terme ; ses sources étaient beaucoup plus essentielles : par son arrogance mépris pour les équilibres traditionnels, l'homme milite les fondements mêmes de la construction américaine. Il fallait l'en

empêcher, et du Congrès à la Cour suprême en passant par la presse, tous finirent par s'en convaincre. Et quel sentiment de soulagement lorsque M. Nixon se résout à démissionner : le système fonctionne, il persiste. C'est là que réside l'accord fondamental entre la presse et les dirigeants qu'elle doit présenter, expliquer, critiquer : les Etats-Unis sont vus comme une nation fragile, fragmentée, constamment en danger d'être réduite au néant tant les tensions qu'elle subit sont violemment centrifuges. L'union doit être préservée, presque à n'importe quel prix. Mais à nier les tensions, à les éliminer, à-on pour autant ? C'est une question que la grande presse américaine n'a pas vraiment réussi à résoudre : il n'est pas sûr qu'elle soit même l'objet d'un débat.

La campagne présidentielle actuelle ne prête guère à conclusion positive, ni sur le fonctionnement du système politique ni sur le rôle de la presse, sauf pour cette dernière si l'on se prend à regarder les caricatures ou à lire les humoristes. Là, sans doute, se trouve vraiment la grande vérité : la fragmentation d'excellence : un humour corrosif, un sens de la critique sociale inégalé, un respect rafraîchissant, un abandon total de la convention, souvent si pesante aux Etats-Unis, art totalement absent, hélas ! de la télévision. Nul n'a étudié leur influence sur les citoyens. Mais peut-être est-ce là que les électeurs perçoivent leur surprenante résistance à l'idéologie dominante, leur scepticisme de plus en plus évident à l'égard des dirigeants, leur capacité à l'ouïe constamment pour imposer, autant qu'ils le peuvent, dans un système moins souple qu'on le croit souvent, leur conception de la démocratie politique.

(32) V.O. Key Jr. Public opinion and American democracy. Knopf, New-York, 1961, page 381.

(33) R.G. Greenfield, « Chronicle political analysis », Newsweek, 22 septembre 1980, page 66.

(34) J. Herbert, « Ultraconservative evangelicals, a surging new force in politics », New York Times, 17 août 1980.

(35) Rostadter, The new political style in American politics, Chicago University Press, 1978 (essais publiés entre 1952 et 1964), pages 10 et 13.

(36) M. Kohn, « Voter turnout in Massachusetts the heavy in two races for House », New York Times, 17 septembre 1980.

(37) G. Gallup, « Evangelical views on issues are similar to other voters », Washington Post, 8 septembre 1980.

(38) T.E. Patterson, The mass media election, Praeger, New-York, 1980, pages 45-50.

(39) Entretien avec W. Beach.

(40) M. Robinson, N. Conover et M. Sheehan, « The media at mid-year », Public Opinion, juin-juillet 1980, page 43.

(41) R.G. Keyser, « Covering the campaign - How a Midwestern daily did it », Washington Post, 3 juin 1980.

(42) D. Rostadter, art. cit.

(43) D. Rostadter, « The new political power of the press », Washington Journalism Review, septembre 1980, page 37.

(44) O.D.A. Gruber, op. cit., pages 117-151, et T.E. Patterson, op. cit. chap. 3 et 9.

(45) B.J. Page et B.A. Brody, « Policy voting and the political process », The Vietnam war issue », American Political Science Review, septembre 1972, pages 919-920.

(46) H.J. Gans, op. cit., page 62.

(47) Ibid., page 209.

(48) P. Birnbaum, La structure du pouvoir aux Etats-Unis, P.U.F., Paris, 1971, page 152.

les débats d'idées

C'est là qu'apparaît un des plus grands problèmes pour préserver son objectivité et son apoliticalité : la presse doit elle-même éviter le débat politique qu'elle reproche pourtant aux principaux candidats d'éviter ? Dès lors, il ne reste qu'à se réfugier dans l'apparente objectivité du fait : d'où une véritable obsession pour les chiffres, mesures par excellence. En principe, car ils ne sont jamais bruts, mais interprétés : car les chiffres ne sont pas tous présents, mais sélectionnés. Les résultats électoraux sont typiques à cet égard : aucune donnée sur la participation — ou sur les résultats de l'élection précédente, qui permettent de donner un sens à l'événement. Et l'on aboutit, sous prétexte de faits, à des généralisations abusives. Ainsi voit-on, à chaque élection, des commentateurs sur l'accroissement de la participation jusqu'à ce que, quelques semaines plus tard — il y a fort longtemps de temps aux Etats-Unis — lorsque les résultats définitifs sont publiés, on s'aperçoive qu'il n'en est rien, que l'abstention ne cesse de croître.

Cela n'empêche pas la qualité, souvent remarquable, de bon nombre d'écrits. Mais l'un reste confondu de leur petit impact politique, en particulier : état publié, état oublié. Car, comme le note le politologue V.O. Key, tout n'est pas examiné : « Bien peu de journaux, quotidiens ou hebdomadaires, se comportent en organes politiques. Ils peuvent faire des recherches approfondies pour découvrir les faits sur des actes individuels de corruption, mais, en règle générale, les problèmes importants du système politique échappent à leur attention critique » (25).

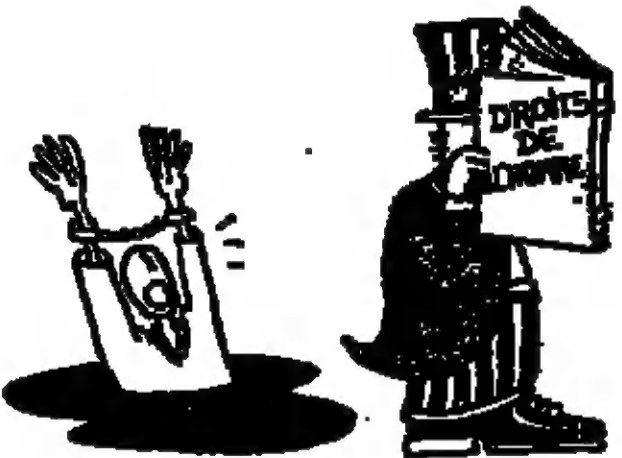
Réalité et image de la réalité

ON risque ainsi des distorsions graves dans l'interprétation des phénomènes politiques. Depuis des mois, la presse se fait l'écho du rôle croissant que jouent les fondamentalistes ultraconservateurs. Constamment, le mouvement est présenté comme une « force nouvelle ». Le New York Times, journal sérieux par excellence, écrit : « Abandonnant l'idée depuis longtemps ancrée dans leur esprit que l'actuelisme politique est incompatible avec leur foi, les chrétiens évangéliques ultraconservateurs forment une force nouvelle dont l'importance va croître » (27). La réalité est différente, quoi qu'en disent les innombrables articles qui se font l'écho des propos des dirigeants fondamentalistes. En effet, depuis les origines des Etats-Unis, des ultra-fondamentalistes ont tenté d'avoir une influence politique. Il suffit, pour s'en convaincre, de relire Richard Hoftstadter, qui note, par exemple : « La forte popularité de [McCarthy] chez les protestants fondamentalistes » (28). Il poursuit, en 1965 : « Non seulement l'extrême droite, à la base, est-elle entièrement imprégnée de l'état d'esprit fondamentaliste, mais elle est, en son sein, des prédicateurs, ex-prêcheurs et fils de prédicateurs fondamentalistes ont un signe indéniable d'une communauté de pensée. Les principaux porte-parole de l'extrême droite utilisent dans leur discours politique les méthodes et le style des fondamentalistes. De leur côté, les prédicateurs ont découvert qu'ils peuvent mieux attirer les foules — et leur générosité financière — en politisant leur message qu'en faisant simplement appel à leurs instincts religieux » (29). Rien de bien nouveau donc, y compris dans les

« succès » des fondamentalistes : ils ne l'ont jamais eue, dans des régions déjà représentées par des conservateurs, généralement dans le Sud profond, la Bible belt — que parce qu'un électoral désemparé s'abîme dans l'attente. Lorsque le « danger » est clair, l'électorat participe — et bat les fondamentalistes (30), dont on peut noter que ce sont les dirigeants, plus que les adhérents, qui sont très conservateurs (31).

Les journalistes, en effet, oublient les tendances profondes de l'Amérique, ses constances pourtant bien connues : la campagne électorale est présentée en termes de personnalités et les réactions des électeurs sont vues dans leur quotidienneté, en oubliant les traditions politiques les mieux ancrées. Ainsi, la défaite de M. Ronald Reagan lors des caucuses d'Iowa est-elle attribuée à son refus de participer à un débat républicain. L'explication n'est pas dénuée de fondement ; mais elle ne tient pas compte de la réalité : la réalité, à savoir que l'Iowa, pour être plus républicain que démocrate, n'est pas fondamentalement conservateur. Car la grande et constante division politique de l'Amérique, plus encore qu'entre républicains et démocrates, est entre conservateurs et progressistes au sein de chaque parti. Thomas Patterson souligne que, depuis 1952 au moins, « il y a une division idéologique constante entre les électeurs modérés et conservateurs du parti républicain ». Mais, fait-il remarquer, ces notions « ne sont que très rarement utilisées par la presse pour expliquer les résultats » (31). Les informations permettant aux électeurs de suivre et de juger l'itinéraire politique de leurs élus sont rares et, souvent, discontinues.

de l'indépendance



(Suite de la première page.)

Pour improviser qu'il semblait être, le thème des droits de l'homme n'en fut pas moins au centre de la stratégie de M. Carter. Déjà, dans son ouvrage *Why not the Best?*, on peut relever des critiques de la politique étrangère américaine à laquelle il reproche de n'avoir pas fait preuve d'un engagement en faveur des principes moraux. La personnalité du président, les succès du mouvement pour les libertés civiles dans le Sud, l'influence de son entourage — des libéraux à la recherche d'une doctrine crédible pour remplacer la *Realpolitik* de M. Kissinger — et peut-être aussi l'influence des mentors spirituels tel le R.P. Theodore Hesburgh, président de l'université Notre-Dame (7), tous ces éléments concoururent à donner à la rencontre de M. Carter avec les droits de l'homme un caractère inévitable. C'était le seul thème capable de susciter un consensus dans le pays, de réveiller la population, de la faire sortir de la torpeur générale, de ce « sentiment pire que l'ennemi » (8) dans lequel elle avait sombré. À partir de ces éléments épars mais fondamentaux, se développe, explique M. Jody Powell, porte-parole de M. Carter, « le sentiment que ce pays avait été sur la défensive depuis trop longtemps et qu'il était temps de réclamer l'offensive. Nos propositions sur les *SALT* étaient une tentative pour faire cela, et l'offensive des droits de l'homme était aussi certainement... C'est une tentative pour changer la situation, pour arriver à des rapports mieux équilibrés » (9).

Cette stratégie offensive s'exprime avec la plus grande énergie dans les premiers discours du président élu : « Parce que nous sommes libres, nous ne pouvons jamais rester indifférents devant le sort de la liberté ailleurs. » Ou encore : « Notre engagement en faveur des droits de l'homme doit être absolu » (10). Cet engagement est à la fois une obligation et un droit car, affirme-t-il, les droits de l'homme ont dépassé la compétence exclusive des États et sont reconnus comme un problème international : « Tous les signataires de la charte des Nations unies, rappelle-t-il, se sont engagés à observer et à respecter les droits de l'homme fondamentaux. Aussi aucun membre des Nations unies ne peut-il prétendre que les mauvais traitements réservés à ses citoyens est un problème qui ne concerne que lui seul. Par conséquent, aucun membre ne peut se dérober à la responsabilité qui lui incombe de critiquer et de parler lorsque la tor-

ture ou la privation injustifiée de la liberté se produisent dans une partie quelconque du monde » (11). Les paroles ont aussitôt été traduites en actes. Coup sur coup, M. Carter dénonce les violations des droits de l'homme en Union soviétique et en Tchécoslovaquie, répond à la lettre de Sakharov, reçoit Boukovski à la Maison Blanche, regrette que Guinebourg ait été incarcéré, fait comprendre directement à M. Brejnev et à l'ambassadeur Dobrynine qu'il « se réserve le droit d'en parler avec force et fermeté chaque fois que les droits de l'homme sont menacés » (12). À l'égard du tiers-monde, il montre sa fermeté en réduisant l'aide militaire à l'Éthiopie, à l'Argentine et à l'Uruguay. Des mesures sont proposées pour renforcer la commission des droits de l'homme de l'ONU et pour mettre en œuvre la proposition déjà faite de

Des solutions variables selon les pays

L'ACCENT, en effet, est tout d'abord mis sur les limites de la capacité de contrainte des États-Unis. « Nous devons être réalistes », recommande M. Cyrus Vance dans son discours-principe du 30 avril 1977 à l'université de Georgie (14). Il faut, en outre, reconnaître que « nos actions peuvent provoquer des mesures de représailles à l'encontre de nos intérêts à court terme ou même à l'encontre des victimes de la répression, ceux que nous défendons » (15).

Un certain nombre de concepts sont ensuite élaborés. En premier lieu, celui du « cas par cas ». Évoqué dans le discours de M. Vance du 30 avril (14) en premier lieu, nous devons nous demander quelle est la nature du cas auquel nous faisons face », ce concept sera approfondi par les collaborateurs du secrétaire d'État. « Nous procédons, explique M. Warren Christopher, à la mise en œuvre, à la fois dans sa lettre et dans son esprit, de la législation récente sur l'application des droits de l'homme en matière d'aide étrangère. Nous pensons pouvoir, à cet effet, obtenir le meilleur résultat en étudiant, consciemment et systématiquement, les programmes d'aide pays par pays, en pesant, dans chaque cas, le pour et le contre pour voir laquelle de ces deux nécessités l'emporte : les préoccupations politiques dans la défense des droits de l'homme ou les objectifs économiques ou de sécurité » (16). Pour justifier cette approche, le représentant américain à la commission des droits de l'homme de l'ONU, M. Allard Lowenstein, observe philosophiquement que « le monde est au

nommer un commissaire des Nations unies pour les droits de l'homme. Ces paroles et paroles du nouveau président irritent l'Union soviétique. Les régimes dictatoriaux visés réagissent : El Salvador, l'Argentine, le Brésil, le Guatemala et l'Uruguay renouent à l'aide militaire américaine. En somme, le président Carter, durant ses six premières semaines à la Maison Blanche, a donné l'impression d'avoir résolu tout le dossier à la politique de M. Kissinger, que ses conseillers accusaient d'avoir été « plus préoccupés par l'attitude anti-communiste d'un pays et par sa position amicale à l'égard des États-Unis que par la question de savoir s'il torture ou non son peuple » (17). Cependant, l'opinion se pose des questions lorsque le département d'État, par la voix de son chef, sera appelé à mettre au point la doctrine officielle.

Le rapport soumis par le département d'État au Congrès au milieu de 1976 — c'est-à-dire au temps de M. Kissinger — montre que les idées de la nouvelle équipe ne sont pas tellement nouvelles : « Nous savons que certains membres du Congrès pensent que le gouvernement des États-Unis doit se dissocier des gouvernements répressifs, même si un tel geste n'a aucun effet sur les problèmes des droits de l'homme dans ce pays. D'autres pensent que si nos intérêts en matière de sécurité (ou dans d'autres matières intéressant nos intérêts nationaux) sont suffisamment importants, ils doivent prévaloir. Notre point de vue est que, alors que les intérêts en matière de sécurité et les droits de l'homme sont tous les deux importants, chaque pays doit être examiné individuellement pour déterminer dans chaque cas où se trouvent nos intérêts prédominants » (18).

Et encore : « La situation dans chaque pays doit être toujours pesée individuellement et évaluée sur la base d'une analyse rigoureuse pour savoir où se trouvent les intérêts des États-Unis, en ce qui concerne la sécurité et les droits de l'homme, et pour savoir comment ils trouvent la meilleure solution » (20). Points de vue

tout à fait identiques à ceux de M. Vance et, ajoute le sénateur Javits, dangereux car ils font penser que « nous accordons plus de valeur à nos propres intérêts qu'aux droits de l'homme » (21).

Le second concept avancé par le département d'État est celui de souplesse. « Pas de formule mécanique », « pas de réponse automatique », insiste M. Vance, car « un plan d'action doctrinaire serait aussi préjudiciable que l'indifférence » (22). Ce concept a été surtout invoqué lors du débat au Congrès sur l'application du critère des droits de l'homme dans les votes des représentants américains au sein des institutions financières internationales. La Chambre des représentants avait déjà, le 6 avril 1977, adopté un amendement demandant aux représentants américains de voter contre les prêts proposés par les banques internationales en faveur des pays violant les droits de l'homme. Pour empêcher le vote de cet amendement par le Sénat, M. Carter envoya une lettre au sénateur Humphrey, président de la sous-commission de l'aide à l'étranger exprimant sa ferme opposition à cette mesure qui, selon lui, « nous obligerait à voter contre tout prêt accordé à un pays où les droits de l'homme sont violés ». « Je suis opposé à cet amendement car elle sera faible et inefficace. Elle empêcherait nos efforts pour encourager l'amélioration des droits de l'homme dans d'autres pays » (23).

La commission des relations internationales, puis le Sénat, se laissèrent convaincre par cet argument, et le projet, adopté le 14 juin 1977, n'imposait plus aux représentants américains l'obligation de voter automatiquement contre tout projet de prêt à des gouvernements violant les droits de l'homme. Cet amendement — soutenu par les sénateurs Abourez et Carter — a inspiré d'un projet de loi signé en 1976 par le président Ford.

En votant le projet de loi de 1976, le Congrès avait dégagé de l'interdiction générale une exception importante : lorsque « l'aide bénéficie directement aux personnes nécessaires », elle peut continuer même à l'égard des pays accusés de violations graves des

droits de l'homme. Dans le langage du département d'État, cette exception devient un principe aussi important que les autres en raison de son caractère humain. Car « si nous réduisons l'aide à un gouvernement violant les droits politiques de ses nationaux, nous risquons-nous pas, demande M. Vance, de pénaliser les affamés et les pauvres qui ne portent aucune responsabilité dans les abus commis par leur gouvernement ? » L'observation est juste, à supposer — ce qui est généralement contesté — que l'aide américaine bénéficie directement et effectivement aux pauvres. C'est en invoquant le sort des personnes nécessaires que le gouvernement Ford avait approuvé des prêts accordés au Chili de Pinochet par la Banque Interaméricaine de développement pour construire un système d'irrigation.

Cette latitude, le gouvernement Carter en bénéficie pour résoudre nombre de problèmes analogues. En 1977, l'Éthiopie demanda à la Banque mondiale de lui accorder deux prêts, l'un pour construire un système d'irrigation, l'autre pour un programme de construction de routes. Washington voulait-il voter non ? Il lui fallait d'invoquer les « violations des droits de l'homme » par la junte militaire. Voulait-il voter oui ? Le concept de « personnes nécessaires » était à sa disposition. Il lui resta encore une troisième possibilité : l'abstention, lorsque, désirant que le projet passe, il sait que les votes possibles déjà acquis sont majoritaires. C'est ce qu'il fit dans l'affaire de l'Éthiopie : sur le conseil de son ambassade à Addis-Abeba, qui désirait ménager la junte militaire pour assurer la sécurité des Américains demeurant encore dans ce pays, Washington s'abstint et les deux projets furent adoptés. Le parlementaire Donald Fraser, figure dominante à la Chambre en matière de droits de l'homme, a fait cette observation pertinente concernant cette clause : « personnes nécessaires » : « Il est possible, disais-je, que nous ayons ouvert la porte de l'écueil et laissé les châteaux forts de l'Éthiopie et les administrations Nixon et Ford se jeter ment passées par cette porte » (24).

Le réalisme triomphant

À U temps de M. Kissinger, la doute sur l'efficacité des mesures de sanction était généralement invoqué. « Nous devons reconnaître, lit-on dans les documents pour le bureau de l'Agence américaine pour le développement international (A.I.D.), que les programmes de l'A.I.D. ne peuvent pas empêcher les pays de violer les droits de l'homme. Nos ressources et moyens sont extrêmement limités. Peut-être la mobilisation d'une opinion mondiale bien informée contre de telles pratiques constituerait-elle la principale contrainte qu'on peut opposer à l'encadrement des violations graves des droits de l'homme » (25).

Plus extérieurement encore, l'administrateur de l'A.I.D., M. Daniel Parker, estime que la coupure de l'aide n'est pas une mesure à conseiller : « Dans la plupart des cas, la suppression de l'aide au développement par le bureau de l'Agence américaine pour le développement international tend à réduire notre capacité d'influencer la situation des droits de l'homme dans le sens positif. Elle peut, en effet, pénaliser la majorité des pauvres victimes d'un gouvernement répressif. Ainsi, bien que la suppression de l'aide au nom des droits de l'homme puisse, dans certains cas, paraître désirable, elle ne semble pas constructive » (26). Ces arguments seront finalement repris par l'administration Carter. Dès le début de 1977, au moment où le Congrès doit examiner le budget de l'aide à l'étranger, le département d'État lui fait parvenir un rapport qui, tout en accusant un certain nombre de pays (Argentine, Haïti, Indonésie, Iran, Pérou, Philippines) d'avoir violé les droits de l'homme, lui recommande de poursuivre l'aide à chacun d'eux car pour la bonne raison qu'il est de « l'intérêt national des États-Unis » d'établir de bons rapports avec ces pays. « Supprimer le programme d'aide militaire à Haïti, par exemple, souligne le rapport, n'aurait aucun effet sur les pratiques des droits de l'homme du gouvernement haïtien et réduirait la capacité des États-Unis d'influencer le gouvernement de Port-au-Prince sur les problèmes politiques » (27).

On arrive, enfin, au concept principal sur lequel s'est fondée la diplomatie de M. Kissinger : celui de « pression discrète » (quiet pressure). Il faut éviter, souligne M. Vance, d'emprunter un ton « strident » et « politique ». « Il nous mieux servir sur le pays en cause une persuasion amicale », ajoute M. Christopher (28). « Une persuasion constante », insiste Mme Patricia Derian, coordonnatrice des droits de l'homme et des affaires humanitaires. Et d'expliquer : « Nous ne voulons pas nous camper aux carrefours de tous les chemins du monde et battre seuls les tambours, comme si nous étions arbitres de tous les pays en matière morale. L'attitude semble sage et l'argument juste. Ils ne convainquent pas tout le monde cependant, et ils inspirent un sentiment d'insatisfaction que le parlementaire Ryan exprime en ces termes, prenant le cas de la Corée du Sud : « J'y étais il y a trois ans environ. J'ai réussi à défendre avec environ une douzaine de ministres. (...) J'ai parlé avec M. Kim Dae-jung. Il est, à l'échelle actuelle, je crois, en prison. Un certain nombre de ces personnes ont été torturées. J'aimerais savoir quelles mesures notre gouvernement a prises pour se montrer dur, et pas seulement pour enregistrer notre doute d'approbation. C'est compréhensible, mais vous voyez un pays mettre la main dans la poche, et le fait que vous lui dites : « Mon petit, je désapprouve doucement ce que tu es en train de faire. » Je pense que c'est un triste spectacle de voir notre gouver-

nement se déclarer concerné par les droits de l'homme, et pourtant ne rien faire de plus visible que ce que nous avons fait jusqu'à l'égard des pays dans lesquels nous avons des rapports étroits » (29). Mais c'est précisément parce que les rapports sont étroits que les pressions doivent être discrètes. À Buenos-Aires, à Manille, à Séoul aussi bien qu'à Téhéran, « d'être autrement aurait abouti à nous dévoiler trop manifestement, et aurait signifié que nous concevions la question des droits de l'homme en termes d'offensivité et en position défensive » (30).

M. Kissinger n'avait-il pas insisté sur les limites de la diplomatie discrète qui, selon lui, devait l'emporter sur « l'escalade publique » ? « Une diplomatie discrète et énergique », avait-il expliqué, demeure le moyen le plus efficace à la fois pour atténuer la perception de l'insécurité qui pèse sur tant de gouvernements et pour communiquer à ces gouvernements les préoccupations américaines en matière de droits de l'homme ». M. Vance a, certes, reconnu toute une gamme de mesures allant de la « diplomatie discrète aux dénonciations publiques », mais, très vite, préférence a été donnée sans détour à la méthode de son prédécesseur. Dès la fin du printemps 1977, les critiques publiques ont disparu des déclarations officielles. Contrairement à son discours de mars 1977, le discours prononcé par M. Carter le 4 octobre 1977 à l'ONU n'a pas évoqué le sujet des droits de l'homme. L'efficacité de la diplomatie discrète a pourtant été mise en doute par certains responsables de la politique

(7) D'après Kenneth Thompson, « New Reflections on Ethics and Foreign Policy: The Problem of Human Rights », *The Journal of Politics*, 1978.

(8) Elizabeth Drew, op. cit.

(9) Idem.

(10) Discours inaugural.

(11) Discours aux Nations unies, 17 mars 1977.

(12) Conférence de presse en février 1977.

(13) *Hearings*, 4 et 7 mars 1977, op. cit.

(14) « Human Rights and Foreign Policy », discours de M. Vance, *Department of State Bulletin*, 23 mai 1977.

(15) « Human Rights: Principles and Realities », discours de M. Warren Christopher, *Department of State Bulletin*, 29 août 1977.

(16) Déclaration de M. Warren Christopher, *Hearings*, 4 et 7 mars 1977, op. cit.

(17) Cité par Sandy Vogelgesang, « Diplomacy of Human Rights », *International Studies Quarterly*, vol. 22, n° 2, juin 1978.

(18) W. Christopher, op. cit. p. 76.

(19) Appendice 3 aux *Hearings*, Subcommittee on International Organization of the Committee on International Relations House of Representatives, 18 décembre 1976 et 3 mai 1976, Washington 1976, pp. 106-110.

(20) Idem.

(21) *Hearings*, 4 et 7 mars 1977, op. cit.

(22) Discours du 30 avril 1977, op. cit.

(23) *Congressional Quarterly Weekly Report*, 11 juin 1977, p. 1176.

(24) Donald M. Fraser, « Human Rights and US Foreign Policy: Some Basic Questions Regarding Principles and Practices », *International Studies Quarterly*, vol. 22, n° 2, juin 1978.

(25) « Human Rights and Development », Discussion Paper for the Administrator's Advisory Council, 8 novembre 1976, Document aux *Hearings*, 29 avril et 5 mai 1976, p. 146.

(26) Memorandum for Assistant Administrators and Heads of Offices, Document aux mêmes *Hearings*.

(27) *Congressional Quarterly Weekly Report*, 15 janvier 1977, p. 23.

(28) *Hearings*, 4 et 7 mars 1977, op. cit.

(29) *Hearings*, 25 octobre 1977, op. cit.

(30) *Congressional Quarterly Weekly Report*, 15 janvier 1977, op. cit.

DIPLOMATES

les taxes en moins...
Peugeot en plus !

Le « plus » PEUGEOT, c'est d'abord la traditionnelle robustesse de voitures faites pour durer, adaptées à tous les climats et aux conditions d'utilisation les plus difficiles. Ces qualités, PEUGEOT les a maintes fois démontrées dans les rallyes...

Le « plus » PEUGEOT, c'est encore le prix... vous pouvez comparer. Confort pour confort, puissance pour puissance, standing pour standing — chaque modèle PEUGEOT devient le meilleur choix.

Le « plus » PEUGEOT, c'est enfin une organisation qui offre un large éventail de livraisons adaptées à vos exigences : à Paris, aux aéroports Charles de Gaulle et Orly, dans de nombreuses villes de France et d'Europe, ou encore en expédition directe dans votre pays de résidence.

Votre concessionnaire ou agent PEUGEOT est à votre entière disposition pour vous proposer la formule la mieux adaptée à votre cas personnel.

PEUGEOT

8.000 points de vente et de service dans le monde.

SODEXA filiale d'automobiles Peugeot (ventes diplomatiques) 26 rue Cambacérès 75008 Paris.

réalisme

où s'arrêtent les intérêts de l'Amérique ?

Etats-Unis : le nouveau cours



étrangère américaine. Une telle diplomatie, ont-ils affirmé, ne produit un certain effet que lorsque l'on sait que les Etats-Unis, en cas d'échec, recourent à la diplomatie ouverte. Or « des pays tels que le Brésil et d'autres savent que, s'ils ignorent tout simplement les exigences de notre diplomatie discrète, cela restera tout à fait sans effet de notre part. Nous n'allons pas faire de déclarations publiques » (31). En outre, l'inefficacité de la diplomatie « en privé » tient au fait qu'elle est dirigée essentiellement par ceux-là mêmes qui sont intéressés au mainte-

ten des rapports amicaux avec les dirigeants des pays où ils sont nommés. La correspondance entre les missions diplomatiques américaines et le département d'Etat est en témoignage. Un chargé d'affaires à Manille est allé jusqu'à affirmer que le gouvernement de M. Marcos ne s'était jamais départi de « son attachement traditionnel à la protection, au développement et au respect des droits de l'homme » et qu'il avait toujours réservé un « traitement honnête, décent et humain à tous les prisonniers ou détenus, même à ceux qui avaient participé à des conspirations contre la République » (32).

« Diplomatie du dimanche » et « diplomatie de la semaine »

LES contradictions entre la rhétorique des droits de l'homme et la véritable préoccupation des Etats se manifestent, selon les auteurs américains, sur deux plans : dans la distinction entre « amis » et « ennemis » ; et dans le conflit entre objectifs différents de la politique étrangère américaine. Ainsi, sur le premier plan, M. Carter a reçu M. Soukonnovitch et M. Sakharov, mais jamais l'idée ne lui est venue d'écrire à Mme Allen. Avec rigueur et persévérance, il a réussi à convaincre le Congrès de maintenir intacte l'aide aux pays-occupants auteurs de graves violations des droits de l'homme alors qu'il laissait voter par le Congrès l'interdiction d'accorder une aide au Vietnam, à Cuba et au Mozambique. Dirigeant ses critiques vers l'Union soviétique, il observe un mutisme complet à l'égard de la Chine (33). Rejetant une proposition des parlementaires américains, il s'est opposé au boycottage du café ougandais alors que Washington avait pris des sanctions économiques contre la Rhodésie et certains pays socialistes et avait imposé l'embargo contre Cuba, le Vietnam, d'autres pays encore. Pourquoi ?

Sur le second plan, le département d'Etat a pris soin de préciser que toute défense des droits de l'homme devait s'exercer là où les intérêts des Etats-Unis étaient en jeu. Quels sont ces intérêts ? M. Carter les a définies dans un discours prononcé en 1978. Après avoir affirmé que les Etats-Unis ont réussi à associer « sur une base morale leur politique étrangère », il déclare que celle-ci, pour bien « servir les intérêts de chaque Américain », doit viser la sécurité du pays, l'unité, la sécurité du monde, la paix mondiale et la croissance économique (34). La sécurité vient en tête, car elle est la condition des alliances que le président a recommandé au Congrès de poursuivre l'aide à l'Argentine, à Haïti, à l'Indonésie, à l'Iran, au Pérou et aux Philippines, alors qu'il a proclamé la possibilité d'utiliser les pressions économiques et politiques pour « atténuer les injustices dans ce monde ».

Pourquoi l'aide à l'Indonésie ? Parce que « l'aide américaine conduit les militaires argentins aux Etats-Unis et offre, en retour, aux Etats-Unis la possibilité d'avoir de meilleurs rapports avec les militaires argentins qui ont toujours influencé les événements dans leur pays et qui constituent actuellement le secteur dominant » (35). De même, l'aide à l'Indonésie s'explique par la nécessité de l'aide militaire possible « et par l'importance stratégique de l'Indonésie en Asie du Sud-Est ». Par ailleurs, la position stratégique de l'Iran au temps du chah et son rôle de fournisseur de pétrole interdisent toute diplomatie de confrontation. Enfin, à l'égard des Philippines, « la suspension de l'aide militaire pourrait donner prétexte à ce gouvernement pour abroger l'accord sur les bases militaires ».

Au lieu de la supprimer, il faut au contraire l'augmenter : l'aide militaire pour Manille au cours de l'année 1980 est estimée à 951 millions de dollars, le triple de l'aide pour 1979 (31,9 millions). M. Carter s'explique dans sa lettre à la commission des affaires étrangères de la Chambre : « Des événements récents ont fait surgir certains doutes quant à la volonté des Etats-Unis de soutenir leurs amis et d'honorer leurs obligations. Ces doutes nous fondent à nous déterminer à les dissiper » (36). Avec plus

de franchise encore, un responsable du département d'Etat avait déclaré : « Le gouvernement des Philippines est important pour les intérêts des Etats-Unis en matière de sécurité. Voilà toute l'affaire résumée en un mot. Comme en toutes choses, il y a des priorités » (37).

Toujours dans cette logique, l'aide militaire à la Corée du Sud et l'aide à la République de Chine ont augmenté respectivement de 77 % et de 41 % de l'année fiscale 1978 dans les propositions du gouvernement. Le renforcement de l'aide militaire à ces alliés asiatiques des Etats-Unis est destiné à montrer que ce pays « ne peut pas donner l'apparence de se retirer totalement des affaires de l'Asie, car il a encore l'intention de demeurer une puissance du Pacifique, sinon une puissance asiatique » (38). Dans le monde entier, un sentiment de plus en plus répandu est que les Etats-Unis ne sont pas prêts à renoncer à leur rôle de puissance mondiale. Ils ne veulent pas voir l'aide militaire suspendue ; le Nicaragua, pour l'année fiscale 1979, avec amertume, un observateur a ainsi conclu dans un « hearing » au Congrès : « Je ne vois pas comment les gouvernements de droite prêteront attention à la rhétorique des droits de l'homme à moins qu'ils ne sachent que les Etats-Unis ne les soutiendront pas de leur aide militaire » (40).

Les critiques à l'égard de l'Union soviétique varient aussi selon la perspective qu'ont les responsables américains de la sécurité de leur pays à un moment donné. Energiques au début, car les droits de l'homme ont été conçus comme une offensive idéologique, elles deviennent de plus en plus modérées lorsqu'elles se heurtent à la vive réaction de Moscou qui considère la campagne de M. Carter comme « un effort concerté pour intervenir dans les affaires intérieures de l'Union soviétique et une tentative pour nuire à quelques-unes de nos institutions » (41). Cette campagne, en effet, « dirige les attentions du peuple américain sur le fondement même de l'ordre soviétique ». Du coup, les relations soviéto-américaines se sont tendues durant toute l'année 1979, provoquant l'inquiétude du président Schmidt quant à l'avenir de la détente. L'accord SALT étant menacé, M. Carter lui-même a déclaré : « Il y a eu une réaction hostile en Union soviétique à l'égard de notre position sur les droits de l'homme. Nous ne sommes pas prêts à abandonner nos principes. Je pense avoir été très clair à cet égard. Je ne suis pas prêt à reconnaître avoir sous-estimé la réaction soviétique » (42). Il affirme un lien entre droits de l'homme

et sécurité : « Il y a un lien entre les droits de l'homme et la sécurité ».

Reconnaissant avoir sous-estimé la réaction soviétique (42), il affirme un lien entre droits de l'homme

et sécurité : « Il y a un lien entre les droits de l'homme et la sécurité ».

et sécurité : « Il y a un lien entre les droits de l'homme et la sécurité ».

et sécurité : « Il y a un lien entre les droits de l'homme et la sécurité ».

et sécurité : « Il y a un lien entre les droits de l'homme et la sécurité ».

et sécurité : « Il y a un lien entre les droits de l'homme et la sécurité ».

et sécurité : « Il y a un lien entre les droits de l'homme et la sécurité ».

et sécurité : « Il y a un lien entre les droits de l'homme et la sécurité ».

et sécurité : « Il y a un lien entre les droits de l'homme et la sécurité ».

et sécurité : « Il y a un lien entre les droits de l'homme et la sécurité ».

et sécurité : « Il y a un lien entre les droits de l'homme et la sécurité ».

et sécurité : « Il y a un lien entre les droits de l'homme et la sécurité ».

et sécurité : « Il y a un lien entre les droits de l'homme et la sécurité ».

et sécurité : « Il y a un lien entre les droits de l'homme et la sécurité ».

et sécurité : « Il y a un lien entre les droits de l'homme et la sécurité ».

et sécurité : « Il y a un lien entre les droits de l'homme et la sécurité ».

et sécurité : « Il y a un lien entre les droits de l'homme et la sécurité ».

et sécurité : « Il y a un lien entre les droits de l'homme et la sécurité ».

et sécurité : « Il y a un lien entre les droits de l'homme et la sécurité ».

et sécurité : « Il y a un lien entre les droits de l'homme et la sécurité ».

et sécurité : « Il y a un lien entre les droits de l'homme et la sécurité ».

et sécurité : « Il y a un lien entre les droits de l'homme et la sécurité ».

et sécurité : « Il y a un lien entre les droits de l'homme et la sécurité ».

et sécurité : « Il y a un lien entre les droits de l'homme et la sécurité ».

et SALT : « Je ne vois aucun rapport, dit-il, entre la décision sur les droits de l'homme (...) et les problèmes relatifs aux négociations SALT ».

Puisqu'elles touchent directement à la sécurité des Etats-Unis, celles-ci doivent avoir la plus haute priorité, malgré l'opposition de certains « faucons » au Congrès. Et c'est ainsi que, lorsque les Soviétiques annoncent le procès d'Anatole Chibcharov et d'Alexandre Guinebourg, en été 1978, M. Carter annule, sèrte, en signe de protestation, la participation américaine aux conférences sur la science et sur l'environnement à Moscou, mais il s'oppose à la suspension des négociations SALT et refuse d'annuler la réunion qui devait avoir lieu à Genève entre MM. Vance et Gromyko.

Par ailleurs, la Coalition pour une majorité démocratique, dirigée par les sénateurs Jackson et Moynihan, publie une déclaration dénonçant le caractère « injuste » de la décision du président et qualifiant celui-ci de « menteur » (43). Pour donner quelque satisfaction aux « faucons », M. Carter a, par la suite, décidé d'annuler la vente d'un ordinateur à l'Argentine. Mais, cette mesure n'est qu'un point de nature à compromettre les négociations en cours. Il s'est, par ailleurs, employé à faire comprendre à l'opinion la nécessité primordiale du contrôle des armements, arguant qu'« une atmosphère de coopération pacifique est de loin plus favorable au renforcement du respect des droits de l'homme qu'une atmosphère de belligérance, de haine ou de confrontation guerrière » (44).

Satisfaits, Moscou apprécie immédiatement la ton « positif » de ces discours. Les « intérêts nationaux » des Etats-Unis englobent évidemment les intérêts économiques. Pour justifier ses décisions dans ce domaine, Washington invoque le principe de la liberté du commerce et celui de la libre entreprise. Ainsi, au sujet de la proposition de boycottage du café ougandais, « les actions de boycottage », explique le secrétaire d'Etat adjoint Douglas J. Bennett Jr., ne sont pas compatibles avec les principes du GATT auxquels les Etats-Unis adhèrent et qu'ils considèrent comme la base des relations commerciales internationales. Chaque fois que ces principes sont mis à l'écart, leur autorité globale permettant d'assurer la protection de nos intérêts en matière de commerce est compromise. C'est pourquoi nous sommes, en général, extrêmement peu disposés à prendre des mesures contraires à ces principes » (45). Les relations commerciales internationales sont donc au cœur de la politique étrangère de M. Carter.

De la même façon, l'administration Carter s'est déclarée « officiellement neutre » à l'égard d'un amendement proposé par le sénateur James Buckley et destiné à interdire le concours de la Banque Export-Import aux exportations en faveur des entreprises sud-africaines qui refusaient d'adopter un code de conduite à l'égard de leurs salariés. Raison invoquée : cette interdiction de même que toute réduction des prêts accordés à l'Afrique du Sud par la Banque porteraient atteinte aux exportations américaines et à la situation de l'emploi aux Etats-Unis. De toute manière, ajoutait-on, la Banque a été créée pour servir en premier lieu l'économie américaine.

Question de stratégie

de prêts au Brésil dans quelques circonstances que ce soit. Cela violerait les principes de notre système de libre entreprise, et si une telle loi était votée au Congrès, je ne pourrais pas... Cette réponse est d'autant plus intéressante qu'elle est donnée par le même homme : « La modération que nous avons observée jusqu'ici dans nos déclarations publiques, notre désir spécifique de rencontrer nos amis, de leur offrir, tous ces faits tendent à donner une véritable bénédiction à votre mission brésilienne. Est-ce parce que votre intérêt sur les droits civiques et les libertés politiques s'est déjà éteint, ou parce que les intérêts économiques des Etats-Unis dans ce pays sont si puissants que le Brésil est déjà devenu un cas spécial ? » (46).

Les voyages de M. Carter dans les pays dictatoriens, les dièses qu'il a prodigués à l'égard du chah d'Iran, son refus de recevoir le chef de l'opposition en Corée du Sud, son incertitude à l'égard de Somoza, etc., tout montre que, au temps de M. Carter, comme à l'époque de M. Nixon, l'influence politique, bases militaires, alliances, exportations, investissements, balance commerciale, équilibres monétaires, tous ces éléments constitutifs de la puissance doivent inévitablement dicter la politique étrangère des Etats-Unis (47).

Comme l'a fait savoir le département d'Etat, il ne peut y avoir qu'un seul objectif de politique étrangère.

RECTIFICATIF. — Dans la note (1) de l'article de Thomas Ferguson et Joel Rogers paru dans le Monde diplomatique d'août 1980, « Un président nationaliste pour l'Amérique en crise », nous rappelions que, faute d'une majorité absolue de voix de grand électeur présidentiel, c'est la Chambre des représentants qui élève le président et le Sénat le vice-président des Etats-Unis. Nous ajoutons : « Cette procédure n'a jamais eu à jouer ». En fait, un de nos lecteurs, M. Henri-R. Baroux, nous fait remarquer, à juste titre, qu'en 1800 Thomas Jefferson avait été élu président par la Chambre en application de ces dispositions, tout comme John Quincy Adams en 1824.

c'est l'intérêt national. Du moment où l'on déclare sans ambages (48) que les droits de l'homme font partie des intérêts nationaux des Etats-Unis, la question n'est plus de voir si l'« objectif » des droits de l'homme entre ou non en conflit avec d'autres « objectifs », mais de voir si telle ou telle mesure prise en faveur des droits de l'homme contribuera ou non à servir l'intérêt national du pays. La politique étrangère, comme l'a

justement rappelé Stanley Hoffmann, n'est d'ailleurs pas une question d'objectifs : c'est une question de stratégie — « l'interconnexion entre une conception globale, un ensemble d'objectifs et des politiques spécifiques » (49). Conçus comme une pièce de cette stratégie globale, comment les droits de l'homme pourraient-ils avoir un autre rôle que de contribuer au bon fonctionnement de l'ensemble de cette stratégie ?

Une place secondaire

QUELLE conception globale du monde ont donc les Etats-Unis ? M. Carter l'a déjà dit : un monde en paix, un système international pacifique implique le souci d'éviter toute situation d'équilibre instable susceptible d'aboutir à la prise du pouvoir par des régimes révolutionnaires. Telle est précisément la situation qui prévaut dans la plupart des régimes du tiers-monde sous influence américaine. Malgré le soutien des Etats-Unis, rien ne prouve que ces régimes puissent durer ; certains ont été déjà balayés par des révolutions. D'autres s'appuient uniquement sur l'armée et sur la répression policière. Des voix s'élèvent alors aux Etats-Unis pour réclamer un changement de méthode. Au lieu de soutenir les dictateurs et de susciter ainsi les révoltes, « nous devons appuyer activement les régimes démocratiques », conforter la grande masse de ceux qui victimes se voient « polarisation accrue entre l'extrême gauche et la droite autoritaire », désirent « vivre dans un pays gouverné démocratiquement » (50).

Si l'on mène cette politique avec succès, la balance des forces penchera du côté des Etats-Unis dans leur compétition avec l'Union soviétique.

Une telle méthode aurait conduit les Etats-Unis à se placer au côté de l'opposition démocratique qui existe dans divers pays du tiers-monde. Cette voie comporte un risque que les Etats-Unis redoutent autant que les révolutions : l'instabilité politique, qui, à leurs yeux, n'en profite pas moins aux forces révolutionnaires. Désirer d'une part assésor l'« imperium » américain sur une base morale et démocratique pour qu'il soit plus durable, mais répugner, d'autre part, à faire confiance aux forces démocratiques sur une base morale de peur d'ébranler la stabilité, cette contradiction est la plus évidente de la politique étrangère de M. Carter.

La même façon, l'administration Carter s'est déclarée « officiellement neutre » à l'égard d'un amendement proposé par le sénateur James Buckley et destiné à interdire le concours de la Banque Export-Import aux exportations en faveur des entreprises sud-africaines qui refusaient d'adopter un code de conduite à l'égard de leurs salariés. Raison invoquée : cette interdiction de même que toute réduction des prêts accordés à l'Afrique du Sud par la Banque porteraient atteinte aux exportations américaines et à la situation de l'emploi aux Etats-Unis. De toute manière, ajoutait-on, la Banque a été créée pour servir en premier lieu l'économie américaine.

Question de stratégie

de prêts au Brésil dans quelques circonstances que ce soit. Cela violerait les principes de notre système de libre entreprise, et si une telle loi était votée au Congrès, je ne pourrais pas... Cette réponse est d'autant plus intéressante qu'elle est donnée par le même homme : « La modération que nous avons observée jusqu'ici dans nos déclarations publiques, notre désir spécifique de rencontrer nos amis, de leur offrir, tous ces faits tendent à donner une véritable bénédiction à votre mission brésilienne. Est-ce parce que votre intérêt sur les droits civiques et les libertés politiques s'est déjà éteint, ou parce que les intérêts économiques des Etats-Unis dans ce pays sont si puissants que le Brésil est déjà devenu un cas spécial ? » (46).

Les voyages de M. Carter dans les pays dictatoriens, les dièses qu'il a prodigués à l'égard du chah d'Iran, son refus de recevoir le chef de l'opposition en Corée du Sud, son incertitude à l'égard de Somoza, etc., tout montre que, au temps de M. Carter, comme à l'époque de M. Nixon, l'influence politique, bases militaires, alliances, exportations, investissements, balance commerciale, équilibres monétaires, tous ces éléments constitutifs de la puissance doivent inévitablement dicter la politique étrangère des Etats-Unis (47).

Comme l'a fait savoir le département d'Etat, il ne peut y avoir qu'un seul objectif de politique étrangère.

RECTIFICATIF. — Dans la note (1) de l'article de Thomas Ferguson et Joel Rogers paru dans le Monde diplomatique d'août 1980, « Un président nationaliste pour l'Amérique en crise », nous rappelions que, faute d'une majorité absolue de voix de grand électeur présidentiel, c'est la Chambre des représentants qui élève le président et le Sénat le vice-président des Etats-Unis. Nous ajoutons : « Cette procédure n'a jamais eu à jouer ». En fait, un de nos lecteurs, M. Henri-R. Baroux, nous fait remarquer, à juste titre, qu'en 1800 Thomas Jefferson avait été élu président par la Chambre en application de ces dispositions, tout comme John Quincy Adams en 1824.

Question de stratégie

de prêts au Brésil dans quelques circonstances que ce soit. Cela violerait les principes de notre système de libre entreprise, et si une telle loi était votée au Congrès, je ne pourrais pas... Cette réponse est d'autant plus intéressante qu'elle est donnée par le même homme : « La modération que nous avons observée jusqu'ici dans nos déclarations publiques, notre désir spécifique de rencontrer nos amis, de leur offrir, tous ces faits tendent à donner une véritable bénédiction à votre mission brésilienne. Est-ce parce que votre intérêt sur les droits civiques et les libertés politiques s'est déjà éteint, ou parce que les intérêts économiques des Etats-Unis dans ce pays sont si puissants que le Brésil est déjà devenu un cas spécial ? » (46).

Les voyages de M. Carter dans les pays dictatoriens, les dièses qu'il a prodigués à l'égard du chah d'Iran, son refus de recevoir le chef de l'opposition en Corée du Sud, son incertitude à l'égard de Somoza, etc., tout montre que, au temps de M. Carter, comme à l'époque de M. Nixon, l'influence politique, bases militaires, alliances, exportations, investissements, balance commerciale, équilibres monétaires, tous ces éléments constitutifs de la puissance doivent inévitablement dicter la politique étrangère des Etats-Unis (47).

Comme l'a fait savoir le département d'Etat, il ne peut y avoir qu'un seul objectif de politique étrangère.

RECTIFICATIF. — Dans la note (1) de l'article de Thomas Ferguson et Joel Rogers paru dans le Monde diplomatique d'août 1980, « Un président nationaliste pour l'Amérique en crise », nous rappelions que, faute d'une majorité absolue de voix de grand électeur présidentiel, c'est la Chambre des représentants qui élève le président et le Sénat le vice-président des Etats-Unis. Nous ajoutons : « Cette procédure n'a jamais eu à jouer ». En fait, un de nos lecteurs, M. Henri-R. Baroux, nous fait remarquer, à juste titre, qu'en 1800 Thomas Jefferson avait été élu président par la Chambre en application de ces dispositions, tout comme John Quincy Adams en 1824.

Question de stratégie

de prêts au Brésil dans quelques circonstances que ce soit. Cela violerait les principes de notre système de libre entreprise, et si une telle loi était votée au Congrès, je ne pourrais pas... Cette réponse est d'autant plus intéressante qu'elle est donnée par le même homme : « La modération que nous avons observée jusqu'ici dans nos déclarations publiques, notre désir spécifique de rencontrer nos amis, de leur offrir, tous ces faits tendent à donner une véritable bénédiction à votre mission brésilienne. Est-ce parce que votre intérêt sur les droits civiques et les libertés politiques s'est déjà éteint, ou parce que les intérêts économiques des Etats-Unis dans ce pays sont si puissants que le Brésil est déjà devenu un cas spécial ? » (46).

Les voyages de M. Carter dans les pays dictatoriens, les dièses qu'il a prodigués à l'égard du chah d'Iran, son refus de recevoir le chef de l'opposition en Corée du Sud, son incertitude à l'égard de Somoza, etc., tout montre que, au temps de M. Carter, comme à l'époque de M. Nixon, l'influence politique, bases militaires, alliances, exportations, investissements, balance commerciale, équilibres monétaires, tous ces éléments constitutifs de la puissance doivent inévitablement dicter la politique étrangère des Etats-Unis (47).

Comme l'a fait savoir le département d'Etat, il ne peut y avoir qu'un seul objectif de politique étrangère.

RECTIFICATIF. — Dans la note (1) de l'article de Thomas Ferguson et Joel Rogers paru dans le Monde diplomatique d'août 1980, « Un président nationaliste pour l'Amérique en crise », nous rappelions que, faute d'une majorité absolue de voix de grand électeur présidentiel, c'est la Chambre des représentants qui élève le président et le Sénat le vice-président des Etats-Unis. Nous ajoutons : « Cette procédure n'a jamais eu à jouer ». En fait, un de nos lecteurs, M. Henri-R. Baroux, nous fait remarquer, à juste titre, qu'en 1800 Thomas Jefferson avait été élu président par la Chambre en application de ces dispositions, tout comme John Quincy Adams en 1824.

Question de stratégie

de prêts au Brésil dans quelques circonstances que ce soit. Cela violerait les principes de notre système de libre entreprise, et si une telle loi était votée au Congrès, je ne pourrais pas... Cette réponse est d'autant plus intéressante qu'elle est donnée par le même homme : « La modération que nous avons observée jusqu'ici dans nos déclarations publiques, notre désir spécifique de rencontrer nos amis, de leur offrir, tous ces faits tendent à donner une véritable bénédiction à votre mission brésilienne. Est-ce parce que votre intérêt sur les droits civiques et les libertés politiques s'est déjà éteint, ou parce que les intérêts économiques des Etats-Unis dans ce pays sont si puissants que le Brésil est déjà devenu un cas spécial ? » (46).

Les voyages de M. Carter dans les pays dictatoriens, les dièses qu'il a prodigués à l'égard du chah d'Iran, son refus de recevoir le chef de l'opposition en Corée du Sud, son incertitude à l'égard de Somoza, etc., tout montre que, au temps de M. Carter, comme à l'époque de M. Nixon, l'influence politique, bases militaires, alliances, exportations, investissements, balance commerciale, équilibres monétaires, tous ces éléments constitutifs de la puissance doivent inévitablement dicter la politique étrangère des Etats-Unis (47).

Comme l'a fait savoir le département d'Etat, il ne peut y avoir qu'un seul objectif de politique étrangère.

RECTIFICATIF. — Dans la note (1) de l'article de Thomas Ferguson et Joel Rogers paru dans le Monde diplomatique d'août 1980, « Un président nationaliste pour l'Amérique en crise », nous rappelions que, faute d'une majorité absolue de voix de grand électeur présidentiel, c'est la Chambre des représentants qui élève le président et le Sénat le vice-président des Etats-Unis. Nous ajoutons : « Cette procédure n'a jamais eu à jouer ». En fait, un de nos lecteurs, M. Henri-R. Baroux, nous fait remarquer, à juste titre, qu'en 1800 Thomas Jefferson avait été élu président par la Chambre en application de ces dispositions, tout comme John Quincy Adams en 1824.

Question de stratégie

de prêts au Brésil dans quelques circonstances que ce soit. Cela violerait les principes de notre système de libre entreprise, et si une telle loi était votée au Congrès, je ne pourrais pas... Cette réponse est d'autant plus intéressante qu'elle est donnée par le même homme : « La modération que nous avons observée jusqu'ici dans nos déclarations publiques, notre désir spécifique de rencontrer nos amis, de leur offrir, tous ces faits tendent à donner une véritable bénédiction à votre mission brésilienne. Est-ce parce que votre intérêt sur les droits civiques et les libertés politiques s'est déjà éteint, ou parce que les intérêts économiques des Etats-Unis dans ce pays sont si puissants que le Brésil est déjà devenu un cas spécial ? » (46).

Les voyages de M. Carter dans les pays dictatoriens, les dièses qu'il a prodigués à l'égard du chah d'Iran, son refus de recevoir le chef de l'opposition en Corée du Sud, son incertitude à l'égard de Somoza, etc., tout montre que, au temps de M. Carter, comme à l'époque de M. Nixon, l'influence politique, bases militaires, alliances, exportations, investissements, balance commerciale, équilibres monétaires, tous ces éléments constitutifs de la puissance doivent inévitablement dicter la politique étrangère des Etats-Unis (47).

Comme l'a fait savoir le département d'Etat, il ne peut y avoir qu'un seul objectif de politique étrangère.

RECTIFICATIF. — Dans la note (1) de l'article de Thomas Ferguson et Joel Rogers paru dans le Monde diplomatique d'août 1980, « Un président nationaliste pour l'Amérique en crise », nous rappelions que, faute d'une majorité absolue de voix de grand électeur présidentiel, c'est la Chambre des représentants qui élève le président et le Sénat le vice-président des Etats-Unis. Nous ajoutons : « Cette procédure n'a jamais eu à jouer ». En fait, un de nos lecteurs, M. Henri-R. Baroux, nous fait remarquer, à juste titre, qu'en 1800 Thomas Jefferson avait été élu président par la Chambre en application de ces dispositions, tout comme John Quincy Adams en 1824.

Question de stratégie

de prêts au Brésil dans quelques circonstances que ce soit. Cela violerait les principes de notre système de libre entreprise, et si une telle loi était votée au Congrès, je ne pourrais pas... Cette réponse est d'autant plus intéressante qu'elle est donnée par le même homme : « La modération que nous avons observée jusqu'ici dans nos déclarations publiques, notre désir spécifique de rencontrer nos amis, de leur offrir, tous ces faits tendent à donner une véritable bénédiction à votre mission brésilienne. Est-ce parce que votre intérêt sur les droits civiques et les libertés politiques s'est déjà éteint, ou parce que les intérêts économiques des Etats-Unis dans ce pays sont si puissants que le Brésil est déjà devenu un cas spécial ? » (46).

Les voyages de M. Carter dans les pays dictatoriens, les dièses qu'il a prodigués à l'égard du chah d'Iran, son refus de recevoir le chef de l'opposition en Corée du Sud, son incertitude à l'égard de Somoza, etc., tout montre que, au temps de M. Carter, comme à l'époque de M. Nixon, l'influence politique, bases militaires, alliances, exportations, investissements, balance commerciale, équilibres monétaires, tous ces éléments constitutifs de la puissance doivent inévitablement dicter la politique étrangère des Etats-Unis (47).

Comme l'a fait savoir le département d'Etat, il ne peut y avoir qu'un seul objectif de politique étrangère.

sur le caractère discret des démarches.

Mais à peur de l'instabilité politique et plus d'ailleurs que de l'instabilité politique, le désir de voir le régime du chah améliorer son image de marque avait d'abord poussé Washington à maintenir une certaine distance à son égard. Mais, dès l'instant où le chah fut sérieusement menacé, le souci d'éviter un bouleversement l'emporta sur toute autre considération. Ce même souci devait pousser Washington à soutenir contre vents et marées le gouvernement éphémère de M. Bakhtiar. Au Nicaragua, le soutien assuré depuis toujours à Somoza n'a enfin cessé que lorsque, face à la perspective d'une victoire inévitable des sandinistes, Washington tenta, à la dernière minute, de mettre sur pied une solution de rechange qu'il avait toujours refusée (51). C'était trop tard. Pressé de choisir entre les dictateurs et l'opposition démocratique, M. Carter a agi comme ses prédécesseurs : plutôt l'ordre et la stabilité avec les premiers que l'aventure ou le risque de déstabilisation avec les seconds. La seule différence est que M. Carter a réussi à donner de lui l'image d'un homme animé de bonnes intentions. Mais les bonnes intentions ne peuvent rendre aucun service utile si elles se bornent à s'exprimer par quelques timides rappels à l'ordre, font les régimes dictatoriens ont bien appris à se moquer lorsqu'ils sont conscients de l'importance de leur position dans la stratégie militaire ou économique des Etats-Unis. Quant à eux, les droits de l'homme ont été relégués à une place secondaire depuis les événements de Kaboul. Désormais, comme l'a proclamé le président Carter dans son message sur l'état de l'Union du 21 janvier 1980, « le renforcement de la puissance militaire des Etats-Unis et de leurs amis » dans le monde occupent le tout premier plan de ses objectifs.

CAO HUY THUAN.

(Les dessins, pages 3 à 7, sont de Plante.)

(44) Discours à Charleston, S.C., sur les rapports entre les Etats-Unis et l'Union soviétique, cité dans « Human Rights Abroad, Reality or Illusion for U.S. Policy ? » Great Decisions, 1978, p. 13.

(45) Lettre du secrétaire d'Etat adjoint au parlementaire Fessenden, septembre 1977, citée par Richard Ullman, « Human Rights and Economic Power : The United States versus the Soviet Union », Foreign Affairs, vol. 56, n° 3, avril 1978.

(46) Congressional Quarterly Weekly Report, 15 avril 1978, p. 535.

(47) M. David Owen a fait la remarque suivante : « Lorsque j'ai commencé à plaider pour les droits de l'homme, j'ai prévenu qu'il y avait un prix à payer, et ce prix, c'était une certaine contrainte de temps en temps. Si j'avais à relire ce commentaire, je ne dirais plus une légère contrainte, je dirais une très grande quantité de contrainctions » (cité par A. Schlesinger, op. cit.). Donald Prager est du même avis.

(48) « Les intérêts nationaux de ce pays sont les intérêts nationaux » (Mme Patricia Dorian, dans Hearings, 4 et 7 mars 1977, op. cit., p. 3).

(49) « Les droits de l'homme sont nos intérêts nationaux : ils font partie de nos intérêts nationaux » (M. Warren Christopher, ibid., p. 80).

(50) Stanley Hoffmann, « The Hell of Good Intention », Foreign Policy, n° 28, hiver 1977-1978.

(51) Donald Prager, « Freedom and Foreign Policy », Foreign Policy, printemps 1977.

(52) M. Carter a refusé de couper l'aide à Somoza, d'imposer un embargo effectif sur les livraisons d'armes au Nicaragua et de condamner sans équivoque les brutalités des dictateurs. Le Sénat approuva, à la fin de septembre 1978, sur proposition du sénateur démocrate Charles Church, une loi de 5 millions de dollars d'aide économique au Nicaragua. Ce n'est que le 8 février 1979 que les Etats-Unis annoncent la décision de mettre un terme à l'aide militaire à ce pays.

(53) M. Carter a refusé de couper l'aide à Somoza, d'imposer un embargo effectif sur les livraisons d'armes au Nicaragua et de condamner sans équivoque les brutalités des dictateurs. Le Sénat approuva, à la fin de septembre 1978, sur proposition du sénateur démocrate Charles Church, une loi de 5 millions de dollars d'aide économique au Nicaragua. Ce n'est que le 8 février 1979 que les Etats-Unis annoncent la décision de mettre un terme à l'aide militaire à ce pays.

(54) M. Carter a refusé de couper l'aide à Somoza, d'imposer un embargo effectif sur les livraisons d'armes au Nicaragua et de condamner sans équivoque les brutalités des dictateurs. Le Sénat approuva, à la fin de septembre 1978, sur proposition du sénateur démocrate Charles Church, une loi de 5 millions de dollars d'aide économique au Nicaragua. Ce n'est que le 8 février 1979 que les Etats-Unis annoncent la décision de mettre un terme à l'aide militaire à ce pays.

(55) M. Carter a refusé de couper l'aide à Somoza, d'imposer un embargo effectif sur les livraisons d'armes au Nicaragua et de condamner sans équivoque les brutalités des dictateurs. Le Sénat approuva, à la fin de septembre 1978, sur proposition du sénateur démocrate Charles Church, une loi de 5 millions de dollars d'aide économique au Nicaragua. Ce n'est que le 8 février 1979 que les Etats-Unis annoncent la décision de mettre un terme à l'aide militaire à ce pays.

(56) M. Carter a refusé de couper l'aide à Somoza, d'imposer un embargo effectif sur les livraisons d'armes au Nicaragua et de condamner sans équivoque les brutalités des dictateurs. Le Sénat approuva, à la fin de septembre 1978, sur proposition du sénateur démocrate Charles Church, une loi de 5 millions de dollars d'aide économique au Nicaragua. Ce n'est que le 8 février 1979 que les Etats-Unis annoncent la décision de mettre un terme à l'aide militaire à ce pays.

(57) M. Carter a refusé de couper

Le rôle actif des écrivains ouest-allemands dans les campagnes électorales

et P

« L'ART, comme la science, est affranchi de toutes les contraintes positives et de toutes les conventions négatives par les hommes ; l'un et l'autre jouissent d'une immunité absolue à l'égard de l'arbitraire humain. Le législateur politique peut intervenir leur domaine, il ne peut y régner. Il peut proscrire l'ami de la vérité ; il ne peut proscrire l'ami de l'art. » (1). Ainsi, en 1956, Friedrich Schiller confiait à l'artiste la tâche de changer l'état de nécessité en un « état de la raison ».

Mais, dans la pratique, le caractère autoritaire des gouvernements germaniques à travers l'histoire, et cette haute conception du rôle joué par l'artiste, établissent au contraire une relation d'hostilité entre ces deux absolus. Rien, dans le passé allemand, ne rappelle l'interférence des phéno-

mènes littéraires et politiques qui s'est produite en France au dix-huitième siècle. A ce moment-là, date pour date, l'Allemagne inventait le romantisme et se replaçait dans le rêve (1774) : en France, Diderot écrit le *Neveu de Rameau*, et Goethe, en Allemagne, *Werther*.

La faiblesse des intellectuels et des écrivains allemands, sous la République de Weimar, devant la montée du nazisme, reste dans les mémoires comme un remords et une honte, même pour les générations qui n'ont pas connu Hitler.

Il est donc étonnant de constater aujourd'hui l'intérêt et la vigilance manifestés par la littérature ouest-allemande envers la vie politique du pays, et la participation active, soit par les écrits, soit par la présence physique, des écrivains dans la lutte électorale.

Le mouvement étudiant

NE dans les universités en 1965, culminant de 1966 à 1967, et pratiquement éteint en 1968 (mais non dans ses conséquences), le mouvement étudiant fit comprendre aux écrivains et intellectuels allemands qu'ils pouvaient influencer l'évolution politique de leur pays. Cependant, cela ne vint pas à toutes les motivations d'un écrivain parmi les plus importantes et politiquement les plus actives. Günter Grass, lié d'amitié avec M. Willy Brandt depuis 1960, Günter Grass ressentit vivement la campagne d'information déclinée par Willy Brandt par Konrad Adenauer en 1961. Il participa à la rédaction des discours électoraux, publiés en 1965 sous le titre *Lettres ouvertes à Ludwig Erhard* et à une première ébauche des *Exigences politiques* (2) : ce n'était déjà plus du défaitisme. Il accueillit le mouvement étudiant avec ironie et scepticisme. (La scène politique allemande allait tourner, de droite à gauche, puis de gauche à droite, autour d'un Grass inamovible. Refoulé dans l'« établissement » par les étudiants de 1967, Günter Grass se vit accusé par la C.D.U. de sympathiser avec les terroristes, exactement dix ans plus tard.) On peut douter que son action politique ait été estimée, hormis par lui-même, par les débats qui agitent le mouvement en 1968-1969. Le fait est, néanmoins, c'est en 1969 que Günter Grass accomplit sa première tournée électorale. Il ne suivit pas l'itinéraire de M. Willy Brandt, mais se rendit dans d'autres villes de préférence dans les circonscriptions « noires », fiefs de la C.D.U.-C.S.U. Dès cette date, il eut l'idée d'organiser des « initiatives d'électeurs » (*Wahlereignisse*), à ne pas confondre avec les initiatives de citoyens, *Bürgerinitiativen*. Ces groupes, dirigés en différents endroits par des écrivains, des professeurs d'université, des journalistes, sont toujours en activité et ont une centrale à Bonn (3). Ils sont destinés à soutenir le parti social-démocrate (S.P.D.) ; ni le parti libéral (F.D.P.) ni la C.D.U.-C.S.U. n'en possèdent.

D'autres écrivains, Heinrich Böll, Paul Schallück, Siegfried Lenz, Peter Huchting, se joignirent par la suite

à Günter Grass. Leur activité se déploya également lors des élections des parlements régionaux et pas seulement au niveau fédéral.

Une active militante de la F.D.P., la romancière berlinoise Ingeborg Drewitz, explique qu'une tournée électorale dure environ quatre semaines et la même tournée d'un écrivain parmi les plus importants et politiquement les plus actifs, Günter Grass, lié d'amitié avec M. Willy Brandt depuis 1960, Günter Grass ressentit vivement la campagne d'information déclinée par Willy Brandt par Konrad Adenauer en 1961. Il participa à la rédaction des discours électoraux, publiés en 1965 sous le titre *Lettres ouvertes à Ludwig Erhard* et à une première ébauche des *Exigences politiques* (2) : ce n'était déjà plus du défaitisme. Il accueillit le mouvement étudiant avec ironie et scepticisme. (La scène politique allemande allait tourner, de droite à gauche, puis de gauche à droite, autour d'un Grass inamovible. Refoulé dans l'« établissement » par les étudiants de 1967, Günter Grass se vit accusé par la C.D.U. de sympathiser avec les terroristes, exactement dix ans plus tard.) On peut douter que son action politique ait été estimée, hormis par lui-même, par les débats qui agitent le mouvement en 1968-1969. Le fait est, néanmoins, c'est en 1969 que Günter Grass accomplit sa première tournée électorale. Il ne suivit pas l'itinéraire de M. Willy Brandt, mais se rendit dans d'autres villes de préférence dans les circonscriptions « noires », fiefs de la C.D.U.-C.S.U. Dès cette date, il eut l'idée d'organiser des « initiatives d'électeurs » (*Wahlereignisse*), à ne pas confondre avec les initiatives de citoyens, *Bürgerinitiativen*. Ces groupes, dirigés en différents endroits par des écrivains, des professeurs d'université, des journalistes, sont toujours en activité et ont une centrale à Bonn (3). Ils sont destinés à soutenir le parti social-démocrate (S.P.D.) ; ni le parti libéral (F.D.P.) ni la C.D.U.-C.S.U. n'en possèdent.

Pourquoi se donnent-ils tant de peine, les écrivains allemands ? Le sens de leur responsabilité politique leur est venu après le mouvement étudiant, nous l'avons dit. Mais qu'espèrent-ils ? Noblement, gagner des voix à leur parti ? Ignoramment, se faire connaître ?

A cette dernière question, l'un d'eux répond : « Nous sommes tous déjà connus. Et ceux qui ne le sont pas n'auraient pas d'influence et ne seraient pas accueillis par leur parti. »

Gagner des voix, certes, c'est un objectif. Aucun écrivain ne peut, bien évidemment, évaluer le nombre d'électeurs qu'il gagne à son parti par son éloquence ou par son sens du dialogue. Tous savent à peu près si le résultat d'une soirée a été ou non positif : les *Wahlereignisse*, ces initiatives qui font la décision, viennent parfois leur avouer qu'ils ont été convaincus.

Mais tous les écrivains reconnaissent que le recensement des voix n'est que la moitié de leur tâche. Ce qu'ils veulent obstinément, c'est le maintien de la pensée critique en Allemagne, l'absence de la discussion, la fin de l'absence et des inhibitions politiques. Écrivain Günter Grass : « A ce moment-là (1969) il était important de transformer les Allemands, de braver les idées modérées en démocratie, en citoyens qui ne se bornent pas à donner fidèlement leur vote tous les quatre ans, mais qui seraient aussi en état d'argumenter et de parler de leur

Par NICOLE CASANOVA

choix (...). Les intentions de vote, ou le vote lui-même, étaient jusqu'alors considérés comme un secret de confession. La masse des électeurs demeurait muette entre les dates des élections, la politique était abandonnée aux partis. Depuis, cela a changé... » (4).

L'écrivain n'a pas d'ambition politique personnelle, aucun n'envisage de devenir député ou ministre. Grass n'est même pas membre du S.P.D. L'écrivain est là comme exhortateur, comme interlocuteur, comme stimulant de la réflexion politique. « L'échange d'opinions est très libre, nous dit Siegfried Lenz. Tout ce que je souhaite, c'est d'engager les citoyens à l'exprimer entre eux à usage d'écouter, afin que la vie politique ne se déroule pas dans l'ombre. » Faire entrer la lumière dans les consciences politiques allemandes, les amener à une pratique libre, bâtir une démocratie ouverte : il semble bien que ce soit là l'objectif le plus profond de ces créateurs financiers qui n'ont pas peur de briser leur plume ou leur lyre dans les mêlées des faubourgs.

Et, certes, quelque chose en rejette d'être dit. Au mieux, la capacité d'écrire doit être efficace, et de se faire lire. La connaissance du monde réel. « Grâce à ce travail, dit Günter Grass, moi qui suis dans des domaines qui sont normalement fermés à l'écrivain (...), j'ai vu une multitude d'entreprises, de petites grandes et moyennes entreprises de l'industrie, et je me suis heurté aux limites de la compréhension des travailleurs envers les réflexions des intellectuels, mais aussi à mes propres limites quand il s'agissait de comprendre les conditions d'existence des travailleurs, le caractère urgent et prioritaire de leur situation... » (4).

Mais, parfois, une frontière dangereuse est franchie : ce même Günter Grass épuise son talent à parler le langage politique (« un langage de seconde main », dit-il), et pour se relever un vocabulaire, écrit le *Turbot*... (5).

Mais, dire-t-on, quel écrivain a fait campagne pour la C.D.U.-C.S.U. ? La réponse est simple : aucun. Parmi des écrivains et intellectuels, la C.D.U.-C.S.U. est en dégrace quasi absolue. L'Allemagne a été divisée par une agression pénible. Tout récemment, le secrétaire général de la C.S.U., M. Stöber, traitait publiquement les écrivains de « *Ratten* » (*rats*), les *Wahlereignisse*, ces initiatives à viande. Mais il faut quand même savoir que, dans d'autres cercles que ceux de la création — par exemple, les services culturels des ambassades, ministères et instituts variés — la C.D.U. n'est pas sans influence, et l'on y est plus conservateur, malgré de nombreuses exceptions. Parallèlement ou affrontement ? Qui peut le dire ? Il faut voir, dans la pratique, si ces deux lignes vont se rejoindre ou diverger.

Pour la première fois de sa carrière, Grass a mené une campagne électorale, mais sans avoir écrit l'œuvre, *Kopfgeld* (6) (« Naissances de têtes »), écrit en 1979, se déroule pendant la campagne électorale de 1980.

Les deux héros, Dörte et Harm, se désolent après des ménages et des ongles d'Alte (Schleswig-Holstein), aide de penser que « les crises prévisibles pour les années 80 ne nous permettent pas de prendre un risque nommé Strauss ou Albrecht ». Ils avouent à la maison, que « la démocratie est diablement fatigante ».

Autre campagne anticipée, le démantèlement de Strauss à travers un discours, opéré par Peter Schneider : « Lui qui a mis en œuvre toutes les armes possibles de la raison et du savoir pour rendre parlementaire son programme de mensonge... » (7). On encore l'excellent article de l'éditeur Klaus Wagenbach dans sa revue *Freiburger* (8). Traiter Strauss de néonazi, dit Wagenbach, est rudimentaire à un point inquiétant. Car ce vainqueur — la mise à mort du taureau bavarois — n'est ni engourdi ni la pensée critique de la population allemande (toujours le même souci, on le voit). On oublie alors de remarquer que l'Allemagne est « un État gouvernable et une société à faire peur (...). Dix ans de coalition social-libérale avec des lois d'état d'urgence et des traités avec

l'Est, la réforme des retraites et le décret sur les extrémistes, une cession d'argent et de nouveaux paragraphes de censure ».

Même accent, recueilli de vive voix après les élections auprès des éditeurs des gauchistes berlinois du Rotbuch Verlag : « Toutes les revendications de 1968 ont été étouffées, avec des lois de l'argent, ou par la répression politique. Le S.P.D. gâche toujours plus à droite et tout le monde se bat pour être au centre. La C.D.U. tente de siffler le S.P.D. à gauche pour le décevoir. » Au Rotbuch Verlag, on dénonce l'envahissement de l'université par la bureaucratie, les paragraphes 88a et 129 (sur les écrits prônant la violence), qui sont une invention de la S.P.D. L'installation des quartiers de haute sécurité dans les prisons, le dernier en date ayant été inauguré, à Berlin, le 1^{er} janvier 1980, les foyers concentrationnaires pour travailleurs immigrés, il faudrait développer une formule de remplacement de Schmidt sur la gauche, mais autour de qui ? L'absent, Peter Schneider, le nomme, qui fut l'un de ses meilleurs amis : Rudi Dutschke.

« Tenter d'intervenir »

C'EST aussi autour de ce nom que revient Hans Christoph Buch, l'ancien ministre de Göttingen (9), qui, comme Günter Grass, n'a pas appuyé cette fois la liste verte, par crainte de nuire à la coalition. « C'était le seul personnage, d'ailleurs, que l'on considérait comme un révolutionnaire, comme Marx... »

Ils ont tellement participé, ils ont tellement lutté ; et pourtant, personne ne pourra le dire, l'indomnie dénoncée par Schiller est restée autrement que par ce passage à l'action. « Nous ne pouvons pas nous identifier à la politique, nous dit Ingeborg Drewitz ; nous ne pouvons que tenter d'intervenir. » Les écrivains allemands ont souvent l'impression de défendre leur pays comme une légion étrangère. Le débat télévisé qui mit en présence, trois jours avant les élections, M.M. Schmidt, Strauss, Genscher et Kohl, fut son intermédiaire littéraire. On n'évoqua ni Goethe ni Grass (parfois la Bible), mais, sans prononcer son nom, le journaliste Peter-Paul Zahl, condamna à quinze ans de prison pour avoir blessé un policier lors d'une manifestation (10). Zahl avait été tiré de sa cellule pour une lecture publique des poèmes, puis ramené à l'enfer. M.M. Schmidt et Kohl se retrouvèrent d'accord pour juger l'affaire scandaleuse. (Mais il y avait eu quand même des fonctionnaires pour l'autoriser ! Ces poèmes sont les preuves d'une liberté vivante.)

Paradoxe encore, la confiance témoignée par les foules (Grass a été élu) leur a écrit une brochure : *Wahlereignisse* ; Helmut Schmidt, qui fut distribué à des millions d'exemplaires, est tellement d'actualité que son auteur, le grand, le fait nouveau, c'est qu'il est isolément à l'état passé. Les écrivains allemands veulent être la conscience de la société — se reconnaître, mais avec une conscience ? Font-ils leur souhaiter l'indignation qu'ils feignent de réclamer ? Ils sont lus (dix mille exemplaires pour un

recueil de poèmes de Jürgen Tietze, cent mille pour le *Leben* de Schneider, un an après sa parution, trois cent mille pour la *Leçon d'allemand* de Lenz, trois cent cinquante mille pour le *Turbot*). Les écrivains français, d'ailleurs, ont une considération séculaire, pour la même raison : « Les Allemands ont voté intelligemment. » On peut penser que leurs écrivains y sont pour quelque chose.

(1) Friedrich Schiller, *Lettres sur l'éducation esthétique de l'homme*, trad. par Robert Lacroix, Aubier-Montaigne, Paris, 1968, 4^e édition.

(2) Günter Grass, *Exigences politiques*, traduit par Jean Amiel, Luc de Gomzard et Robert Lacroix, Le Seuil, Paris, 1968. À lire également : *Journal d'un écrivain*, traduit par Jean Amiel, Le Seuil, 1974.

(3) Kurt Schumacher Straße 1, D-5300 Bonn.

(4) Günter Grass, *Atelier des méta-morphoses*, entretiens avec Nicole Casanova, Seuil, Paris, 1979.

(5) Günter Grass, le *Turbot*, traduit par Jean Amiel, Le Seuil, 1979.

(6) Günter Grass, *Kopfgeld* ou *Naissances de têtes*, Luchterhand, 1980.

(7) Peter Schneider, *Le Sable aux frontières de Bieder* et autres essais pour une décadence de la prose, traduit par Marie-Louise Audibert, Éditions Ballato et Nicole Casanova, POL-Rachette, Paris, 1980.

(8) Klaus Wagenbach, *Freiburger*, 1980, p. 20.

(9) Hans Christoph Buch, *Voyage au creux du désordre*, journal d'un journaliste, traduit par Nicole Casanova, POL-Rachette, Paris, 1980.

(10) Peter-Paul Zahl, *L'Avocat de la terre* et autres signes de vie, postface de Rudi Dutschke, traduit par Sabine Cornille, Patrick Demaree, Nicole Gaboriau, Change, Seghers-Laffont, Paris, 1980.

L'U.R.S.S. et les pays de l'Est

A BANFF (Canada), au cœur des Montagnes Rocheuses, la première conférence internationale d'études soviétiques et européennes réunissait, en 1974, un millier de spécialistes, autour de thèmes de littérature, de droit et d'économie (1). Conformément au calendrier alors annoncé, le deuxième congrès s'est tenu en octobre 1980, cette fois sur le continent européen, à Garmisch-Partenkirchen, dans les Alpes bavaroises. Entre les deux réunions, on peut relever beaucoup plus d'oppositions que de similitudes. La plus marquée des différences concerne la participation de délégués des pays socialistes. A Banff, une représentation quantitativement réduite mais très active de cinq pays (U.R.S.S., Pologne, Roumanie, Bulgarie et Yougoslavie) avait animé l'environnement de la conférence. Pendant la préparation du congrès de Garmisch, une insistance particulière avait été apportée à l'organisation d'une représentation socialiste. Au total, soixante délégués environ devaient être présents, non seulement comme à Banff, en tant qu'intervenants dans les débats, mais aussi comme rapporteurs de base, dans une grande partie des commissions. Soviétiques, Polonais, Hongrois et Yougoslaves formaient la majorité des participants invités de l'Europe de l'Est. Mais, peu avant le début du congrès, un retrait massif et coordonné priva la réunion de ce groupe de congressistes, et désorganisa bien des commissions : seule se maintint, en partie, la délégation yougoslave. La présence à Garmisch d'un représentant de l'U.R.S.S., l'inscription au programme de quelques « panels » animés par des dissidents ou ayant trait à la contestation n'expliquent qu'en partie le fort déclin de la participation soviétique.

Le contexte international n'est en effet plus, comme en 1974, à la coopération et à la détente. Alors, les perspectives ouvertes par la signature de la déclaration de la coopération en Europe (C.S.C.E.), en cours de négociation, les visions optimistes sur l'avenir d'un commerce Est-Ouest encore apparemment insensible au choc pétrolier, justifiaient de part et d'autre l'ouverture et le dialogue. En 1980, qui met encore de l'espoir dans les « sursauts » de la C.S.C.E. et la conférence de Madrid ? Sur le plan économique, les pays développés sont installés dans la crise, la décadence de la croissance a touché les pays de l'Est : comment surmonter ces blo-

Par MARIE LAVIGNE

cages ? L'Afghanistan, la Pologne, l'Inde, l'Algérie, ont marqué l'année : quel débat, dépassonné peut s'engager sur cette toile de fond ?

Les « soviétologues » occidentaux en ont donc été réduits à discuter entre eux, au sein d'une centaine de commissions (un peu moins de la moitié pour les études sociales, économiques, sociologiques, droit, science politique, la majorité des commissions étant consacrées aux sciences humaines, histoire, philosophie, langue et littérature, art, religion). Sur les quelque mille quatre cents délégués présents, plus des deux cinquièmes venaient d'Allemagne de l'Ouest, comme il était logique, un peu moins du cinquième des États-Unis ; les Français étaient au nombre de soixante, deux fois moins nombreux que les Anglais ; les délégués d'Israël atteignaient la quarantaine.

La « seconde économie »

D'UNE observation nécessairement partielle de ces débats, privilégiant les disciplines sociales et tout particulièrement l'économie, une évidence s'impose : celle du désarroi de la soviétologie occidentale. Non que la situation matérielle des études soviétiques et est-européennes se soit gravement détériorée depuis 1974. Au contraire, selon une logique déjà souvent observée, les tensions Est-Ouest ont pour effet de raviver l'intérêt des pouvoirs publics pour ce type d'études, et cette dynamique se vérifie notamment aux États-Unis. Notons qu'en France, le livre blanc sur la recherche publié à la fin de septembre 1980 (Documentation française, Paris) inscrit au rang des priorités, dans le domaine des sciences de l'homme, « la nature et l'évolution des sociétés socialistes au vingtième siècle ». Cependant, dans

un contexte global de pénurie, les améliorations de ce genre ne peuvent être que relatives. Par ailleurs, on ne peut non plus dire que les études soviétiques reviennent massivement vers un antisoviétisme ou anticommunisme plus marqué. Le climat politique du congrès de Garmisch était sans doute à cet égard moins passionnel qu'à Banff. N'en donne-t-on qu'un exemple ? En 1974 un « panel » sur l'information relative aux pays de l'Est avait été consacré aux stations d'émissions radiophoniques vers ces pays et à leur apport pour la recherche ; en 1980, la réunion correspondante, réunissant documentalistes et bibliothécaires, débattait des problèmes techniques de collecte et de traitement de l'information, et l'on se plaignait surtout du manque de crédits pour l'achat de livres et périodiques, l'information des documents. (A

de propos, on ne redira jamais assez, en France, l'urgence de sauver la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine, inestimable et inestimable source de travail pour les soviétologues du monde entier, actuellement gravement menacée faute de ressources suffisantes. Doit-on, pour sauver la bibliothèque, se renouer avec les méthodes de travail soviétiques ? La réponse est évidente : non. Mais la bibliothèque soviétique, si elle est sauvée, ne sera pas une bibliothèque soviétique, mais une bibliothèque internationale.)

D'où vient alors cette impression de désarroi, récurrente d'un débat à l'autre, partagée par beaucoup, exprimée de façon très ouverte dans une « table ronde » centrale intitulée « Études régionales (area studies) ou analyse de systèmes ? La crise est d'abord d'ordre méthodologique, dans ses manifestations immédiates. Il va de soi qu'elle est aussi politique, dès que l'on glisse de la notion de « systèmes économiques et sociaux différents » à l'idée d'opposition entre systèmes : jamais les thèses de la « convergence » n'ont paru aussi démodées, et à notre sens, il est du reste salutaire d'abandonner les fausses illusions d'une harmonisation progressive et généralisée.

La question méthodologique est « éduquée » : qu'est-ce qu'on étudie au juste lorsqu'on se fixe comme objet l'analyse des sociétés de l'Est ? Autrefois, aux beaux jours des *area studies*, la réponse était simple : l'U.R.S.S., plus les pays d'Europe centrale membres du Comecon, plus la Yougoslavie (et l'Albanie). Mais l'approche géographique est-elle si indiscutable ? On s'arrête si on dépasse le cadre européen ? La Yougoslavie n'est-elle pas un cas à part ? On va donc étudier un (ou des) système(s). Comment les désignerait-on en regard des controverses suscitées par le mot

« socialisme » ? Combien faut-il avoir de sous-systèmes ? Quels sont les critères de définition, les indicateurs d'évolution ? Chaque discipline ne voudra-t-elle pas imposer son approche comme prioritaire pour la compréhension globale du système et la détermination du cadre analytique ? Sur ce dernier point, l'acerté des discussions entre politologues, historiens, économistes, a clairement illustré les difficultés et impasses.

Il n'est pas plus facile de résoudre le problème si, renouant à la philosophie disciplinaire (en fait, la loi comme ailleurs, l'université française en est un exemple...), on se cantonne au cadre d'une seule discipline. Les commissions économiques l'ont bien montré. Le groupe sur les systèmes économiques comparés opposait une question d'une théorie nouvelle des économies « qui ne sont pas le marché » (pour suivre également dans le groupe sur la théorie de la planification) à la recherche d'un instrument de mesure synthétique permettant de comparer les performances des différents systèmes : éternel débat des relations entre le qualitatif et le quantitatif, qu'ont des rapports présents effrayants d'unifier dans le concept d'« évaluation de l'information » : combien de chiffres et de souplesse du qualitatif.

Faut-il alors éluder la question même ? La séduction extraordinaire exercée par les recherches sur la « seconde économie » nous paraît relever de cette attitude. Ce thème a véritablement constitué le fil d'Ariane des commissions économiques ; l'une de celles-ci lui était officiellement consacrée, mais il a débordé sur bien d'autres commissions. La « seconde économie », c'est, dans une définition large, tout ce qui se déroule en dehors de l'économie « officielle » socialisée : marché libre, marché noir, services, biens et services, comportements illi-

(1) Cf. *Le Monde Diplomatique*, novembre 1974.

AVENUE D'ÉNA
Prox. places d'ÉNA et des ÉTATS-UNIS
IMMABLE HAUT STANDING
1^{er} étage, 400 m environ, compteur
ascenseur en façade
botanica, bibliothèques, 4 chambres.
N. LE CLAIR, 33-35-36.

Jeu des forces sociales et politique extérieure en U.R.S.S.

Par MARC FERRO

Les observateurs de la politique étrangère soviétique oscillent entre deux attitudes. Ou bien, confrontant le discours du régime et ses actes, ils pensent que sa politique est irrévocablement expansionniste, son discours lui permettant d'utiliser la « menace » comme alibi ; dès lors, ils estiment que la politique dite de détente et de coexistence pacifique n'est qu'une des formes tactiques de cette marche irrésistible. Ou bien, estimant au contraire que les données permanentes de l'histoire importent plus que les actes et l'idéologie, ils jugent que cet héritage a fait de l'U.R.S.S. une société qui, à tort ou à raison, se sent assiégée et menacée. Pour la neutraliser, il faut multiplier à son adresse les gestes de bienveillance, et la sauver ainsi du danger de sa propre peur. Peut-être même que, par cette aide multiforme, il est possible de la greffer sur le monde occidental, bref de la désocialiser.

Il est remarquable qu'aucun de ces modèles d'analyse ne prend en compte les données intérieures de la vie soviétique. Comme si celle-ci était aussi transparente que son discours l'affirme : comme si les forces sociales et institutionnelles étaient exemptes de tout antagonisme ; comme si ces conflits ne pouvaient pas exister, voire interférer avec la politique étrangère, l'influencer, la déterminer même. Observons que, sur ce point, le discours officiel a réussi à anesthésier ces observateurs : autant ils gardent une vue assez perspicace pour noter, ce qui est remarquable, que les conquêtes de l'U.R.S.S. s'accumulent, ne se soustraient jamais, observent du même coup que cela est en contradiction avec la doctrine, qui affirme qu'un régime socialiste « ne saurait être conquérant, qu'il est absurde » ; autant, ces mêmes observateurs, devant au mot l'affirmation du régime que seul le parti définit et détermine la politique soviétique, à l'extérieur aussi bien. Paradoxalement, ils reproduisent ainsi un

discours bolchevik alors que leur intention est de le déseoir. Certes, depuis un demi-siècle, bien des analyses ont été faites sur le fonctionnement du régime, qui s'écarterait de ces schémas quitta à faire revulter, chaque décennie, les mêmes mythes : le conflit entre l'armée et le parti est le plus récurrent ; celui de l'effondrement de l'U.R.S.S. au moindre choc, vu les mécontentements internes, revient souvent aussi ; sans parler des contradictions entre nationalités, qui ne sauraient aboutir qu'à l'isolement de l'empire.

Toutefois, on n'examine jamais comment ces problèmes s'enchevêtrent les uns dans les autres (si jamais ils s'enchevêtrent) ni de quelle façon ils influent sur la politique extérieure du Kremlin.

En ce qui concerne l'armée, un même pronostic attend son inévitable conflit avec le parti. Pour autant que, durant les années 20, les relations entre les deux institutions se sont caractérisées par l'extension du contrôle du parti sur l'armée, cette représentation a survécu. Cette vision du commissaire, vraie pendant la guerre civile, et que le Tchèque de 1935 perpétue, l'armée jouant le rôle de la valise de la bataille de Moscou est accusée de bonapartisme, d'aventurisme, de culte de la personnalité, d'hostilité aux instances politiques de l'armée. Ces accusations recouvrent en fait des conflits de personnes plus qu'elles n'ont de signification institutionnelle, montre bien T. S. Colton (1). Par exemple, il observe que l'affaire Joukov n'a rien modifié la carrière de ses compagnons, qu'au reste il fut rapidement réintégré dans ses honneurs, bref, que rien ne conforte la réalité de l'accusation portée contre lui et qui ne fut pas seulement le fait de politiques, mais de militaires aussi.

Toujours selon Colton, la double hiérarchie des officiers et des officiers politiques, c'est-à-dire directement nommés par le parti, n'a plus, de tout le même signification que naguère.

Deux tendances dans l'armée

La politéisation du corps des officiers a mis fin à la suspicion dont les survivants et héritiers de la tradition ancienne pouvaient être victimes. Restent les intérêts de caste et les rivalités de fonction qui peuvent diverger entre ces deux appareils parallèles. Or, montre Colton, plus qu'ils ne contrôlent le commandement aujourd'hui, les officiers politiques collaborent étroitement avec lui, étant le plus souvent de zèle subordonnés. Les interférences et passages entre les deux hiérarchies sont constants et nombreux ; la principale différence avec le passé étant que les officiers politiques sont devenus de vrais militaires professionnels, directement en prise sur l'administration et la gestion de l'armée, spécialisés eux aussi, comme les autres militaires, s'identifiant finalement plus à l'armée qu'au parti dont en principe ils sont l'expression. Cela n'a d'ailleurs pas grande signification parce que déjà 90 % des membres du haut commandement appartiennent au parti, et depuis presque

aussi longtemps que les officiers politiques ; et que, au reste, au comité central on compte vingt-sept membres du commandement militaire ainsi que trois officiers politiques, si la distinction a encore un sens, les représentants de l'armée comptant pour 7 % du total des membres du comité central, proportionnellement un peu moins qu'il y a une quinzaine d'années. Selon Colton, il faut abandonner l'idée d'un conflit, ne plus prendre en compte l'ancien type de rapports qui existait entre les deux instances, et considérer plutôt qu'au sein de l'armée officiers politiques et autres collaborent, s'appuient les uns sur les autres, quel que soit leur mode de recrutement.

Ce qui est vrai est que l'armée demeure une institution autonome, de plus en plus libre de ses mouvements, l'importance croissante des transports par air, la multiplication des fermes d'Etat attribuées à l'armée, d'usines sous son contrôle direct, autant de traits qui vont dans le même sens, certaines garnisons préférant pro-

poser leur propre électricité alors qu'elles pourraient l'obtenir à moitié prix en utilisant les ressources locales. En bref, l'armée dispose d'un système économique parallèle et, là où cela n'est pas possible, par exemple dans les chemins de fer, elle signe des accords qui patronnent un « comité de coordination » au niveau ministériel ; de la sorte, elle dispose d'une tranchée d'horaires qui lui est attribuée.

Ainsi autonome, néanmoins intégrée au système, l'armée n'a pas de raison visible, en tant qu'institution, d'être en conflit avec un régime qui la choisit.

Pourtant, les conflits ne manquent pas, mais, plutôt que d'opposer le parti à l'armée, ou l'inverse, ces conflits sont transversaux aux deux institutions.

En témoignage la crise de 1962, lorsque Khrouchchev remplace le maréchal Goukov par le général Vepichev à la tête du G.P.A. (Direction politique de l'armée) et qu'il place Biryuzov à la place de Zhelezov à la tête de l'état-major : secousses gigantesques associées à la nouvelle politique stratégique de l'U.R.S.S., où la part des forces nucléaires devenait prépondérante dans le dispositif militaire du pays. Dès lors, au sein de l'armée, ce fut la lutte pour les crédits ; s'opposèrent désormais les chœurs des forces conventionnelles et ceux des armées nucléaires. Cette transformation, accompagnée de la nomination de près de quatre cents généraux, divisa également le politburo, et elle causa un telisme dont l'ampleur finit, avec l'aide de M. Brejnev, par susciter la chute de M. Khrouchchev. Le complexe nucléaire militaire-industriel n'en prit pas moins un essor extraordinaire depuis cette crise, devenant une sorte d'Etat dans l'Etat, en raison de l'extraordinaire développement de l'arsenal des missiles ces quinze dernières années. Entre les deux camps, il y eut naturellement glissements de personnes, d'intérêts ; par exemple, il semble que les intérêts de la marine aient suscité, chez ses dirigeants, certains flottements.

On comprend dès lors que, à l'égard des accords SALT, ces deux groupes peuvent avoir des jugements divergents : que SALT 2 soit conclu, et les crédits du complexe militaire-industriel seraient diminués radicalement. A titre d'hypothèse, imaginons même la situation inverse : que ce soit dans le but de réduire les crédits de ce complexe, afin de le « casser », que certains secteurs du parti, de l'administration et de l'armée puissent souhaiter que soit conclu l'accord SALT 2.

Ce complexe, ainsi dénommé, est relativement autonome à l'égard du reste du système économique, voire des autres industries. Comme ailleurs dans le reste du monde, son développement exige de l'espace, des sites de développement spécifiques, de la main-d'œuvre. Or, en U.R.S.S., il y a une relative pénurie de main-d'œuvre industrielle au centre, c'est-à-dire en Russie, et un trop plein dans les régions du pourtour, où les populations refusent les migrations intérieures. Installer les nouveaux complexes en Sibérie

centrale ou orientale coûte cher, car la main-d'œuvre ne s'y enrôle pas. Il faut instituer une sorte de tourniquet : d'urgence, la plus économique est ainsi d'installer les industries nouvelles dans ces Républiques musulmanes, dont la population est sédentaire. Ainsi se noue une sorte d'alliance fonctionnelle entre l'intérêt particulier de certaines Républiques et le complexe militaire-industriel, tandis qu'inversement, peu désireux de voir les crédits se trouver solidifiés d'autres complexes industriels et des partisans des forces militaires conventionnelles : cette dernière alliance est d'autant mieux sentie que l'état-major est grand-russe ou ukrainien dans sa quasi-totalité, sa russification ayant progressé plus vite encore

que celle du politburo (dans les instances dirigeantes de l'Etat, il n'y a plus guère qu'un comité central que les nationalités sont encore représentées proportionnellement à la population). On voit ainsi comment se noue un deuxième système d'alliances, transversal aux institutions, qui associe certaines Républiques musulmanes au nouveau complexe, et les forces conventionnelles au parti grand-russe à d'autres activités économiques. Il ne faudrait pas, pourtant, conclure sur une association aussi schématisée car on observe, par exemple, que ces lignes de force ne se recoupent pas en tout lieu et à tous les niveaux. Au politburo, par exemple, où dominent Russes et Ukrainiens, il semble bien que les partisans du complexe nouveau dominent.

Collaboration ou tension ?

En politique étrangère, ces intérêts contraires nécessitent des discours différents, même si, d'apparence, ils légitiment tous, unanimes, les progrès constants des forces armées soviétiques face à celles des Américains.

Signataire de SALT 1, par exemple (alors qu'en droit le traité aurait dû être signé par le président de l'U.R.S.S., ce qui n'est pas aussi indifférent qu'il le paraît), M. Brejnev, qui symbolise la politique de détente, est porté à juger que le surarmement et le suréquipement sont onéreux, qu'ils ne sont plus autant indispensables que naguère, puisque l'U.R.S.S. a dépassé et rattrapé les Américains dans bien des domaines du nucléaire, et que les forces conventionnelles ne sont pas concernées par ces accords, ce qui laisse un avantage supplémentaire à l'U.R.S.S., qui dispose de forces infiniment plus importantes que l'OTAN. Il peut faire valoir, en tout état de cause, que la crise économique du monde occidental, amorcée depuis les années 70, aggrave les problèmes du pétrole, suffit désormais à assurer une supériorité militaire et politique tous azimuts aux Soviétiques. Voilà qui prêterait à une politique qui s'orienterait volontiers vers les bénéfices concrets d'une collaboration économique avec l'Ouest plutôt que vers une extension aléatoire, et peut-être plus pénible qu'avantageuse, du communisme mondial. Bref, sans dire le mot, vers un isolationisme politique paniché de coopération économique. Le « patriotisme soviétique » de son discours s'oppose à l'« internationalisme prolétarien » de ceux qui, avec M. Soultov, par exemple, ne manquent pas une occasion de se féliciter de voir se multiplier les nouveaux foyers de déstabilisation du tiers-monde, que soulent l'omniprésence des forces soviétiques, accélérant les difficultés du monde capitaliste.

Ce double dispositif a pour envers, en U.R.S.S. même, une lutte acharnée pour le contrôle des nominations aux postes et aux institutions qui se partagent le pouvoir dans le système soviétique. Naguère, Khrouchchev n'avait pu changer radicalement le système de défense soviétique qu'en procédant à une valse de généraux. Aujourd'hui, M. Brejnev, tout comme M. Kossyguine (qui semble appartenir à l'autre orientation), tout comme les ministères, le commandement, etc., s'achèvent à contrôler qui, demain, présidera les forces armées d'Ouzbékistan ou qui dirigera les forces armées d'Asie centrale...

Sans parler des forces déjà en place pour préparer la relève de M. Brejnev. Un krémlologue averti, Michel Agurski, a cru pouvoir affirmer que, de Moscou jusqu'à Kaboul, où deux groupes de partisans de Moscou se disputent le pouvoir, on peut suivre la double chaîne qui relie, d'une part, Amin à M. Brejnev, d'autre part, Taraki et Babrak Karmal au complexe militaire-industriel, via les dirigeants de certaines Républiques musulmanes soviétiques. Le « coup de Kaboul » a été réalisé, à Téhéran, par des troupes casernées dans les Républiques musulmanes, rappelle-t-il. Il s'expliquerait, selon lui, à la fois par la volonté d'un groupe d'acrobates son influence, de s'annexer une province, et dans le but de créer un climat international tel, sur le moment, que M. Brejnev ne pourrait plus conclure SALT 2. Il aurait été ainsi idéologiquement et appuyé par les gens du complexe. L'invasion de l'Afghanistan aurait pris de court le camp adverse, ce qui rend compte du flottement qu'on a observé chez une partie des dirigeants soviétiques à la fin de 1979 et au tout début de 1980. Hypothèses mal vérifiables, mais qui, au moins, ont l'avantage de faire réfléchir sur les liens qui peuvent exister entre les problèmes de la vie politique soviétique et la conduite de sa diplomatie ou de ses tanks.

Ouvrages à consulter :

- Roman Kolbowicz, « The Military », dans *Intersect Groups in Soviet Policy*, publié sous la direction de B. Gordon Skilling et Frayn Grifflin, Princeton University Press, 1971, pages 131-171.
- *Soviet Military Power and Performance*, sous la direction de John Erickson et R.J. Fuchswanger, Macmillan, Londres, 1979, 320 pages.
- Michel Agurski, *The Role of the Military Industrial Complex in the Afghan Intervention*, communication inédite.
- H. Carrère d'Encausse, *L'Empire éclaté*, Flammarion, Paris, 1978.

RECTIFICATION. — Wilhelm Jampel, auteur de l'article *Choix erronés et dogmatisme* consacré à l'économie soviétique (*Le Monde diplomatique*, octobre 1980, page 10), nous signale deux erreurs d'impression dans son texte : 1) quatrième colonne, treizième ligne, il fallait lire : 4 765 000 tonnes (pour la production de soufre technique) en 1979 et 2 883 000 en 1970 (au lieu de, respectivement, 476 500 et 288 300) ; 2) quatrième colonne, soixante-huitième ligne : trois millions soixante-cinq mille quatre cents exploitations agricoles privées, au lieu de trois cent six mille cinq cent quarante.

Le pays de l'Ouest

cités ou délinquants tels que la corruption, le « détournement de propriété socialiste », les transactions intestines, prises non prévues au plan, même lorsqu'elles ont pour objet de permettre l'exécution du plan, etc. Ce n'est pas d'aujourd'hui que date cet intérêt. Mais depuis quelques années, l'information s'est considérablement enrichie, par les publications des émigrés ou les enquêtes auprès de ceux-ci, par les données de plus en plus nombreuses que l'on peut rassembler dans la presse même des pays socialistes (3).

Ainsi, à Garmisch, un rapport a détaillé les résultats d'une enquête réalisée en Israël sur environ mille familles juives émigrées d'U.R.S.S., reconstituant sur cet échantillon l'ensemble des revenus familiaux compte tenu non seulement des sources officielles de revenus (salaires et prestations sociales) mais aussi des ressources procurées par des activités « privées » : celles-ci en proportion croissante avec le niveau du revenu, atteignant jusqu'à 30 % des ressources totales pour les revenus les plus élevés. Un autre rapport a mis en évidence la corrélation organique entre l'entreprise étatique et l'activité privée, au sein même de la première. Ainsi, les magasins d'Etat soviétiques écoulent dans une proportion non négligeable des produits fabriqués pour leur propre compte par les travailleurs d'entreprises d'Etat, avec les moyens et le matériel de l'Etat ; les recettes « privées » sont partagées selon des clés de répartition variables entre les « commerçants » et les « producteurs », sans que le consommateur final puisse savoir s'il a acheté un produit « privé » ou « étatique » ! La commission consacrée au thème « monnaie et inflation » a montré qu'une évaluation correcte des tensions inflationnistes ne peut se passer d'investigations sur les revenus, dépenses et dépenses engendrées par le fonctionnement de la seconde économie. Même si, quantitativement, la seconde économie n'ajoute que 10 % à 20 % au flux de revenus évalués par

la statistique officielle, les conséquences qualitatives en sont supérieures. Méthodologiquement, il est plus que jamais difficile de rendre compte des systèmes socialistes dans une vision synthétique ; la modélisation économique, la définition doctrinale, l'extrapolation de théories propres à l'économie de marché sont inopérantes devant les faits complexes et déviant, tant peu à peu mis au jour. Certains thèmes autrefois très débattus en sont

La signification des échanges

Les certitudes perdues des soviétiques dans l'investigation des économies socialistes ne sont pas davantage retrouvées dans le domaine des relations internationales. Les rapports internes au Comecon ont aussi leur secteur « parallèle », bien plus secret encore, car rares sont les émigrés en mesure de faire des révélations, et seule la presse hongroise s'exprime sur des faits couverts à ce sujet : quelle est l'ampleur, par exemple, des paiements en dollars entre pays socialistes ?

Les échanges et la coopération Est-Ouest ont, eux aussi, leurs paradoxes et aspects déconcertants. Ainsi la dévalorisation des flux commerciaux, conséquence logique de la crise mondiale, de la montée du protectionnisme occidental, des difficultés économiques internes à l'Est, n'a pas atteint, de loin, la dimension prévue en 1975 : la remontée observable en 1978 et 1979 dans le commerce comme dans la coopération industrielle a surpris nombre d'observateurs. Mais toute perspective est fragile. Les prévisions économiques doivent intégrer des évolutions politiques incertaines dont celle de la Pologne est aujourd'hui la grande inconnue. Et comme l'a rappelé un rapport américain, si la détente politique peut améliorer les relations économiques, l'inverse n'est pas vrai. En outre, les tensions politiques qui affectent le commerce est-ouest sont beaucoup plus un fac-

frappés d'obsolescence. Ainsi en est-il des réformes : pourquoi analyser des changements, adaptations, nouvelles mesures de « perfectionnement », « amélioration » du mécanisme économique, si au fond rien ne change jamais, si par là même se maintient un équilibre immuable entre un pouvoir centralisateur et un ensemble de comportements économiques d'autant plus « libres » que l'excès de centralisme paralyse l'autorité ?

Leur de division entre alliés occidentaux qu'en U.R.S.S. et ses partenaires ; les applications de l'embargo sur les ventes à l'U.R.S.S. le montrent bien.

Il ne reste, alors, qu'à en appeler à la victoire des forces de paix ; ainsi l'a fait dans son adresse au congrès, en forme de prédication morale, l'ancien ambassadeur et homme d'Etat américain George Kennan, soulignant les permanences des relations Est-Ouest, implicitement assimilées aux rapports soviéto-américains. En 1985, le troisième congrès d'études soviéto-est-occidentales se tiendra aux Etats-Unis ; peut-être, alors, avec la participation des Soviétiques et des délégués de l'Europe de l'Est (3).

MARIE LAVIGNE.

(2) Signalons à ce propos le livre consacré par Christine Bevan au dépeuplement du corridor des lacs de la Prusse, *Ivan Ivanovitch écrit à la Prusse*, Editions sociales, Paris, 1980.

(3) L'auteur de ces lignes a présidé une commission et a reçu pour instructions, comme tous les présidents ou « chargés », de ne pas exprimer d'opinion sur le congrès ou émettre des appréciations « politiques » dans l'exercice de ses fonctions. Elle s'en estime évidemment « sage » et « sage » ; elle prie toutefois qu'un membre du comité exécutif de l'Association internationale des études soviéto-est-occidentales, elle ne développe ici que des vues strictement personnelles.

CAP D'AGDE

Port LANO
Appartements 2 et 3 pièces
Piscine - Plage de la Raquette
Ecrire ou téléphoner
Michel BRUN
Résidence PORT LANO
avenue des Soldats
34300 CAP D'AGDE
Tél. : (67) 94-76-42

STERN

GRAVEUR
depuis 1840
Pour votre Société
papiers à lettres et
imprimés de haute qualité
Le prestige
d'une gravure traditionnelle
Ateliers et Bureaux :
47, Passage des Panoramas
75002 PARIS
Tél. : 236.94.48 - 508.96.45

PEUPLES NOIRS - PEUPLES AFRICAINS

N° 17 (SEPTEMBRE-OCTOBRE 1980)
Extrait du sommaire :
MOURIR POUR SIMON MALLEY ?
L'EDLEWEISS AUX INDES NOIRES
LA DORMEUSE ET LES FLUBUSTIERS
LE DÉCRET IMBERT CONTRE LA JEUNESSE AFRICAINE
160 pages - 25 F - Abonnement annuel (6 numéros) : 120 F
(joindre titre de paiement à la commande).
Peuples noirs - Peuples africains, la seule institution francophone africaine entièrement contrôlée par des Africains et inaccessibles aux coopérants, assistants techniques et autres barbouzes.
Rédaction - Administration - Diffusion - Vente au numéro :
3, rue de l'Asile-Popincourt, 75011 Paris
Tél. : 805-26-34

1 ^{er} -30 novembre	
1 ^{er} ALGERIE	Fête nationale
3 PANAMA	Fête de l'indépend.
7 U.R.S.S.	Anniv. de la rév. d'Octobre
15 OMAN	Fête nationale
19 MONACO	Fête nationale
22 LIBAN	Anniv. de l'indép.
23 GUINEE	Fête nationale
24 SAÏRE	Fête nationale
26 LA BARBADE	Fête nationale
28 MAURITANIE	Fête nationale
29 ALBANIE	Fête nationale
29 YUGOSLAVIE	Anniv. de la procl. de la répub. soc. féd.
30 REF. DEM. POP. VÊTE DE LA LIBÉRATION DU YEMEN	Fête de la libération
30 BENIN	Fête nationale

CHARLES
LA FR
ST
RENOU
ARA

THÉOCRATIE AU PROCHE-ORIENT

Al-Ekhudh Al-Mouslimine — les Frères musulmans — de radicaliser la pensée d'Al-Afghani pour en faire un outil de combat contre le mouvement nationaliste et laïc qui commencent à submerger le Proche-Orient. La philosophie politique d'Al-Banna résume à quelques idées-forces : l'islam est une loi générale de l'ordre du monde et de l'humanité ; tout ce qui va à l'encontre de l'enseignement coranique doit être combattu ; tout musulman a le devoir de propager la religion islamique, d'éduquer le monde selon les règles de l'islam pour que celui-ci domine l'humanité ; les musulmans ne forment qu'une nation unie.

Abdel Ghader Odah — membre du bureau politique des Frères musulmans égyptiens — va formuler la structure théocratique du gouvernement qui doit guider cette nation unie : le guide spirituel — qui doit diriger les affaires de l'Etat ; sa responsabilité est illimitée, totale ; il doit commander l'armée, proclamer la guerre ou la paix ; en sa qualité de délégué de l'omnipotence, l'imam doit également superviser les détenteurs du pouvoir financier. Pour ce qui est du pouvoir législatif, il relève uniquement de la charia. Qui corrompt le pouvoir législatif, corrompt le pouvoir judiciaire. Le système de gou-

vernement élaboré par les Frères musulmans égyptiens il y a à peine trente ans est aujourd'hui celui qui — à quelques détails près — préside aux destinées de l'Irak.

Deux événements vont désormais permettre aux intégristes musulmans de passer à l'action contre les pouvoirs politiques laïcs : la nomination de Mossadegh comme chef du gouvernement iranien ; le coup d'Etat des « officiers libres » en Egypte.

En mai 1951, le Parlement iranien donne pleins pouvoirs au gouvernement de Mossadegh pour nationaliser l'industrie pétrolière iranienne qui se trouve sous contrôle britannique. L'arrivée au pouvoir de Mossadegh pousse les Fadâyân-islam — la branche iranienne des Frères musulmans — à tenter d'infiltrer le puissant mouvement nationaliste mosadeghiste dans le but de l'épurer de son contenu laïc.

Peu connue jusqu'alors, l'organisation secrète des Fadâyân-islam avait été constituée — semble-t-il — au début des années 30 à Ghom, ville sainte iranienne. Calculant leur cible politique au sein des Frères musulmans, recrutant leurs dirigeants parmi le clergé chiite et leurs militants de base chez les déshérités des bas-fonds de Téhéran, les Fadâyân s'étaient organisés en cellules secrètes et avaient souvent recours au terrorisme pour éliminer les personnalités anticléricales les plus en vue, notam-

ment Ahmad Kassaravi, le plus grand historien iranien de l'époque, assassiné en 1948, ainsi que le premier ministre Hajr, tué un an auparavant.

En 1951, le mollah Sayyid, guide suprême des Fadâyân (3), entame des négociations par l'intermédiaire de l'ayatollah Kachani avec Mossadegh en vue d'allier les intégristes au combat que mène son gouvernement contre les Britanniques. Cependant, les conditions posées par Sayyid — trois portefeuilles ministériels ; interdiction des écoles mixtes ; de la consommation d'alcool ; obligation pour les femmes de porter le voile, etc. — se heurtent à une fin de non-recevoir de la part de Mossadegh. En se prévalant de sa laïcité et de son opposition à toute islamisation de la vie politique iranienne, le vieux leader nationaliste renvoie les mollahs à leurs quartiers. A partir de ce moment, l'ayatollah Kachani et les Fadâyân vont tout mettre en œuvre pour abattre le gouvernement nationaliste — tentant même d'assassiner le ministre des Affaires étrangères, Hossein Fatahi — et les collaborateurs étroitement liés aux partisans du chah lors du coup d'Etat de la C.I.A. qui, en août 1953, renverse Mossadegh.

L'arrivée des Fadâyân appuierait au régime du chah — notamment dans sa lutte contre les mosadeghistes et les communistes — leur permet de passer de l'opposition à leur organisation en toute impunité, devenant de ce fait la première force oppositionaliste des années 60. Ainsi, l'ayatollah Khomeiny est devenu maintenant l'un des dirigeants des Fadâyân — juge-t-il le moment propice pour passer à l'offensive. Le programme de réformes entreprises par le gouvernement impérial — dont la réforme agraire est la plus importante — en sera la prétexte : celui-ci se heurtera désormais à une opposition farouche des intégristes qui accusent le chah de vouloir dégrader son contrôle politique, par le biais de la restructuration économique du pays, à tous les secteurs de l'Etat. Le 5 juin 1963, l'ayatollah Khomeiny et les Fadâyân passent à l'attaque : après trois jours d'émeutes qui font rage aux quatre coins du pays, l'armée du chah reprend le contrôle de la situation. Bilan : près de cinq mille morts. L'ayatollah Khomeiny est exilé, d'abord en Turquie, puis en Irak.

Pour ce qui est de l'Egypte, la défaite de son armée en 1948 lors

de la première guerre de Palestine — ressentie comme une profonde humiliation par tous les Egyptiens — pousse des officiers nationalistes, exaspérés par l'incertitude des vieux politiciens du Wafd, la corruption du Palais et l'emprise britannique, à se soulever contre le régime. Le 23 juillet 1952 un coup d'Etat renverse la monarchie et installe au pouvoir une jeune milice dont Gama Abdel Nasser est la figure prédominante. Toutefois, ce dernier se heurte immédiatement à une offensive des Frères musulmans.

Créée en 1929 à Ismailia par le « guide suprême » Hassan Al-Banna (4), l'organisation des Frères musulmans s'inspire de celle des fascistes italiens. L'engagement des militants et leur soumission aveugle au « guide suprême » donnent aux intégristes une cohésion et une discipline qui leur permettent, par l'action de cellules secrètes, d'intervenir efficacement dans les nombreux secteurs de la vie égyptienne où ils se sont infiltrés, notamment dans le corps des officiers. C'est d'ailleurs la collaboration étroite entre les militaires intégristes menés par le colonel Abdel Monem Abdel Raouf et les officiers nationalistes qui permet la réussite du coup d'Etat de juillet 1952.

Cependant, la rivalité entre conservateurs et radicaux au sein de la jeune poussée des Frères musulmans à essayer d'éliminer ces derniers pour accéder au pouvoir. En octobre 1964, un membre de la confrérie tente d'assassiner Nasser, déclenchant ainsi la répression contre l'organisation intégriste : six de ses dirigeants seront exécutés, dont Abdel Ghader Odah.

Momentanément décapité en Iran et en Egypte, le mouvement des Frères musulmans concentre maintenant ses attaques contre le pouvoir en place en Syrie où la défaite arabe de 1948 vient de déclencher, comme en Egypte, de grands bouleversements. Frustré de la victoire tant espérée, le peuple syrien rend ses gouvernements responsables de la défaite. Le premier régime patriote et bourgeois qui avait arraché l'indépendance à la France en 1946 est renversé par l'armée en mars 1949, inaugurant ainsi une série de dix-sept coups d'Etat et une grande instabilité politique qui se prolongeront jusqu'en mars 1963, date de l'arrivée au pouvoir du parti Baas.

L'imam Khomeiny contre le Baas irakien

FONDÉ en 1943 par Michel Aflak, Salah Bitar, Zaki Al-Arsoun et d'autres intellectuels syriens, le parti d'Al-Arab Al-Ba'ath (Régence arabe) fusionne en 1953 avec le parti socialiste arabe fondé par Akram Haurani et devient le parti socialiste de la Résurgence arabe. Sa doctrine se résume dans sa devise : « l'unité, le socialisme, la liberté ». Deux idées fondamentales y dominent : les Arabes forment une seule nation ; le socialisme émane du fond même de la culture populaire arabe, car il apaise les conflits internes qui risqueraient de compromettre l'harmonie et la puissance de la nation arabe. Un point original de cette doctrine ne fait aucune référence à l'islam, car l'islamisme unitaire prôné par le Baas préconise une séparation radicale entre l'islam et l'Etat — entre le spirituel et le temporel — proclamant de ce fait le triomphe du matérialisme laïc de ce mouvement. Alliant donc nationalisme à laïcité, le baasisme devient ainsi pour les intégristes musulmans — notamment pour l'ayatollah Khomeiny — le plus grand ennemi de l'islamisme et de la théocratie, au même titre d'ailleurs que le communisme.

Exilé à Najaf, ville sainte chiite d'Irak, l'ayatollah Khomeiny et la poignée de Fadâyân-islam qui l'ont suivi ne restent pas inactifs à l'arrivée des baasistes au pouvoir dans ce pays.

Sortant d'une longue période de clandestinité, n'ayant déjà pu préserver le pouvoir qu'ils avaient conquis en février 1963 à cause de graves dissensions internes — qui devaient d'ailleurs mener en novembre à la fin de leur éphémère gouvernement par suite du coup d'Etat du colonel Abdel Salam Aref — les baasistes viennent à nouveau de se rendre maîtres du pays en juillet 1968. Cependant, les relations entre le tandem Hassan Al-Bakr-Saddam Hussein au pouvoir à Bagdad et l'ayatollah Khomeiny en exil à Najaf, ne cesseront de se dégrader.

En effet, pendant les quinze années que l'ayatollah Khomeiny passera en exil à Najaf, il s'élèvera maintes fois contre le régime baasiste et la suite de l'occupation par les troupes iraniennes des trois îlots stratégiques du détroit d'Ormuz en novembre 1971, expulsé plus de cinquante mille iraniens d'Irak.

Les mesures répressives prises par le régime de Bagdad pour réduire les mouvements revendicatifs des chiites du Sud irakien, les multiples entraves qu'il met pour freiner les pèlerinages des chiites iraniens vers les lieux saints de Najaf et de Karbala et la répression dont les militants intégristes irakiens sont l'objet de sa part ne font que conforter l'ayatollah dans sa conviction que le Baas demeure le plus grand ennemi de l'islamisme. Son expulsion d'Irak en septembre 1978 sera, en outre, accueillie par l'ayatollah comme un véritable affront fait à sa personne.

Ainsi, dès que le mouvement révolutionnaire chiite le porte au pouvoir en Iran, l'imam décide-t-il de s'attaquer au régime baasiste en place à Bagdad. Pour faire des fonds considérables sont versés par Téhéran aux intégristes d'Irak. A partir de l'été 1979, à l'instigation des agents de l'imam opérant parmi

terroristes qui ne manquent pas de faire de nombreuses victimes. En guise de représailles, les autorités de Bagdad enlèvent le chef de la communauté chiite irakienne, l'ayatollah Bagher Sadr, et l'exécutent.

La vive tension qui règne entre les deux capitales est alimentée maintenant par une impitoyable guerre des ondes : Téhéran accuse Bagdad de provoquer des troubles au Khuzestan, de saboter la production pétrolière, d'armer les rebelles kurdes et de donner asile aux contre-révolutionnaires, permettant notamment au général Oweysi et à M. Chahpour Bakhtiar de prêcher la révolte contre le régime islamique iranien à partir de stations de radio installées en territoire irakien.

A partir du printemps, les confrontations armées se multiplient à la frontière irano-irakienne. L'escalade militaire débouche sur une situation explosive : le 17 septembre, l'Irak abroge le traité de 1976 signé avec le régime du chah, portant sur la délimitation des eaux et annonce que la souveraineté sur le Chatt-el-Arab lui revient entièrement. Le 23 septembre, le Conseil de la République irakienne ordonne à ses troupes d'attaquer l'Irak et de poursuivre la guerre jusqu'à ce que ce pays « reconnaisse la souveraineté irakienne sur son sol national, ses eaux fluviales et maritimes, qu'il mette fin à son occupation illégale des trois îles de Grande-Tomb, Petite-Tomb et Abu-Mousa — îlots du détroit d'Ormuz — et qu'il cesse son appui dans ses affaires intérieures et dans celles des autres pays de la région ».

Cette dernière partie de la déclaration est, en fait, une reconnaissance de la vraie nature du conflit : idéologique, avant d'être territorial, il dépasse de loin le seul cadre de la souveraineté d'un pays ou d'un autre sur un fleuve frontalier. En effet, encouragés par la victoire de la révolution islamique en Iran, les intégristes musulmans ont décidé depuis lors une vaste offensive à travers tout le Proche-Orient. En Egypte, les Frères musulmans recommencent à s'organiser et à menacer le pouvoir politique ; en Syrie, le conflit larvé entre la confrérie intégriste et le régime baasiste a dégénéré en de violents affrontements ; au Liban, les chiites, solidement encadrés et financés par l'Irak, se sont regroupés au sein d'une organisation militaire puissante ; même la Turquie — mère patrie du laïcisme oriental — n'est plus à l'abri de la vague islamique qui, selon certains observateurs, aurait poussé les militaires à prendre le pouvoir pour tenter de l'endiguer. Si le mouvement intégriste poursuit son ascension, le conflit entre les deux philosophies de l'Etat — laïque et théocratique — entraînera inévitablement une déstabilisation de bien des régimes en place aujourd'hui dans le monde musulman.

AHMAD FAROUHY.

(3) Il sera exécuté plus tard par la police du chah, sous l'inculpation d'assassinat.

(4) Il sera assassiné en 1969.

DANS « LES ANNALES »

Un islam spécifique et multiple

Le numéro spécial que les Annales viennent de consacrer à l'islam (1) est un événement à plus d'un titre. C'est la première fois, en effet, qu'une grande revue d'histoire réussit à associer dans un même ensemble les réflexions des chercheurs français à celles d'universitaires des pays musulmans ou anglo-saxons. Cette collaboration veut démontrer que le langage des sciences sociales est une langue commune, et que l'intelligence des sociétés du monde musulman n'est la chasse gardée ni des musulmans eux-mêmes ni des orientalistes.

Plus poignante qu'il n'y paraît, les Annales résistent ainsi quelques mythes complétement enterrés. Notamment, ceux qui alimentent la remise en question radicale de l'orientalisme, qui aboutit à l'idée de l'impossibilité fondamentale, pour une culture, d'en appréhender une autre ; ou qui accablent l'irréductible spécificité du monde musulman, dès lors inaccessible à l'observateur extérieur. Cette apocritique, il ne s'agit pas de la nier. Bien au contraire, en rupture avec l'orientalisme d'hier — qui a bien souvent réduit l'islam à un objet opaque et immuable — on a pris le parti ici de le saisir dans sa diversité : un islam multiple, qui a entretenu des contacts permanents avec des systèmes non musulmans ; qui hérite lui-même, partout où il s'impose, d'une histoire longue et variée ; et dont l'expansion, encore active, sur une aire culturelle immense, a nourri une histoire non moins variée.

« Islam pluriel mais non pas éclectique » : on a voulu saisir, aussi, l'unité et les permanences de ce monde musulman. L'éventail des contributions est donc très largement ouvert. Dans le temps, puisque le recueil s'ouvre sur une lecture, par Mohammed Arkoun, d'une sourate du Coran et conduit jusqu'à l'Iran contemporain. Dans l'espace, car l'Indonésie — qui compte la population musulmane la

plus nombreuse — y figure tout comme la Turquie ou l'Afrique du Nord. Seul l'islam noir n'a pas la place qu'il mériterait.

La partie centrale de ce volume porte sur le politique. Non pas celui des politologues, qui analysent les organisations, les partis, les mouvements politiques, les systèmes de pouvoir, mais celui de l'anthropologie et de l'histoire, intimement associés. Dans le Dar el-Islam, on le sait, politique et religion ne sont pas séparées, pas séparables. L'islam est religion et idéologie, d'un wa dawia. De ce principe, les différents auteurs étudient la réalisation, tantôt au niveau local ou régional, dans le cas de groupes maraboutiques algériens ou marocains, tantôt au niveau de grands Etats. Dans l'Egypte nassérienne et postnassérienne, par exemple : on voit comment l'islam, mis « au congélateur » pendant le règne du zaim, n'avait rien perdu de sa force d'attraction et devient l'enjeu des courants politiques rivaux qui traversent aujourd'hui la société égyptienne.

Autres mythes, fréquents à l'intérieur comme à l'extérieur du monde musulman, que dénoncent les auteurs de ce numéro : celui d'un islam fondant une société égalitaire, tolérante et juste ; ou, au contraire, celui de sociétés fortement hiérarchisées où n'ont cessé de s'affronter des classes antagonistes. Ils visent à dégager les caractères originaux des multiples olivages sociaux qu'a vu surgir l'histoire des pays musulmans.

Les Annales ne sont pas un magazine d'actualité. Mais, au-delà des événements brûlants du présent, elles nous proposent ici quelques moyens de comprendre, en profondeur, les réalités changeantes de l'islam.

J. L.

(1) Annales, Economies, Sociétés, Civilisations, « Recherches sur l'islam » (Bibliothèque et anthropologie) n° 3-4, mai-août 1980, éd. Armand Colin, Paris.

Vient de paraître :

Guide français de l'Enseignement International

les auteurs : MALINGRE et MAILLARD

Le point et l'information concernant l'enseignement international multilingue en plein développement en France. LIBRAIRIE - EDITIONS DES ECHANGES INTERNATIONAUX 20 rue des Fossés Saint-Bernard - 75005 PARIS - Tél. 326.25.20

Vient de paraître :

CHARLES SAINT-PROT
LA FRANCE
ET LE
RENOUVEAU
ARABE

Pourquoi la politique arabe de la France de Charles de Gaulle à Valéry Giscard d'Estaing

Éditions COPERNIC

13, rue Charles-Lecocq — 75015 PARIS
Tél. : 828-88-87

PRIX de
souscription...
80f jusqu'au 31 dec 80

Le nouveau livre du
géographe Yves Lacoste
fait le point sur les ques-
tions actuelles du Tiers Monde

“unité et diversité
du tiers monde”



coll. HERODOTE 450 p

Bon de souscription

Nom et prénom :

Adresse :

Paiement, 80 F à l'ordre de la Librairie François Maspero -
1 place Paul Painlevé - 75005 Paris

delia 101520

LA PÉNÉTRATION

BR

PA

FAITES COM

Chez vous à Va

CHANGÉE D'AIR - MI
LE JURA VOUS Y MI
PLACEMENT "PIERRE" DE

A M
STATION RAILWAYS
Arrivée 1.000 - 1.000 M

S^e MONT D'OR

ET TU PRO

12

SUR LA COTE D
DOMINAN
TOUT MONTE-
L'ALCAZ

DU BRÉSIL EN AFRIQUE

prises qu'ils s'entendaient avec le continent africain, le Brésil pour renforcer la politique de non-alignement qui semble se dessiner à Luanda. Brasília a été la première capitale du monde à reconnaître le gouvernement du Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (M.P.L.A.), le 11 novembre 1975. Un spécialiste des problèmes africains au ministère brésilien des affaires étrangères nous affirmait, quelques mois auparavant : « La coopération téléphonique nous est culturellement et idéologiquement trop proche pour que nous puissions nous en désintéresser. Il est essentiel que s'installent, des régions stables, même marxistes, dans les anciennes colonies portugaises. » Les dirigeants de Luanda ne sont pas restés insensibles à cette attitude puisqu'ils ont envoyé, l'année der-

nière, une délégation de quarante personnes à l'encontre en fonction du président João Figueiredo. Le Brésil, de son côté, a été le seul pays occidental à se faire représenter par un ministre aux funérailles de l'ancien président Agostinho Neto. Enfin, alors que les combats d'aujourd'hui se poursuivent, c'est un supermarché brésilien installé à Luanda qui a assuré le ravitaillement de la capitale, obtenant de Brasília les facilités nécessaires au transport des produits alimentaires. Depuis, les échanges se sont considérablement accrues entre les deux

pays. En mai 1980, c'est une délégation de quarante artistes brésiliens qui faisait une tournée triomphale en Angola. Dans tous les domaines, les possibilités de coopération sont ouvertes. « Nous ne renoncions pas à l'orientation socialiste de notre régime », déclarent les dirigeants du M.P.L.A., mais nous sommes convaincus, en même temps, que le Brésil peut nous apporter l'aide technique et culturelle qui convient à un pays en voie de développement comme le nôtre. La communauté de langue joue à cet égard un rôle déterminant.

ambassadeur de carrière, d'esprit libéral.

Avec la Guinée-Bissau, dont le président Luís Cabral a été le premier chef d'Etat de l'Afrique lusophone à être officiellement reçu à Brasília, les relations se développent rapidement. Alors que le Portugal, aux prises avec ses propres problèmes économiques et privé de cadres suffisants, ne peut guère y jouer un grand rôle, le Brésil prend une place de plus en plus importante au détriment d'autres puissances occidentales comme la France, ou peut-être même, à terme, de l'Union soviétique. Il est frappant de constater que c'est un régime comme celui du Brésil, au commencement de sa phase de libéralisation, qui fait le plus gros effort en direction des anciennes colonies portugaises dont les régimes d'inspiration sans exception de l'idéologie marxiste.

Le Nigeria, qui fournit au Brésil trente mille barils de pétrole par jour, reste le principal partenaire commercial de Brasília sur le continent africain. En 1979, pour lancer une gamme d'articles électroménagers, un seul d'entreprises privées n'a pas craint de faire appel à Pelé, le roi du football. Le succès a été total. Grâce au label « Made for the Tropics », conçu après enquête dans toutes les couches de la population, les produits brésiliens ont vu leurs ventes augmenter brusquement au Nigeria. C'est, d'ail-

leurs, avec Lagos que Varig entretient la seule ligne aérienne avec l'Afrique noire, la seconde reliant São Paulo et Rio-de-Janeiro à Johannesburg et Le Cap. Il est vraisemblable que, dans un proche avenir, le Brésil ouvrira de nouvelles lignes aériennes et maritimes avec l'Afrique.

Si les échanges ne représentent que moins de 5 % de son commerce extérieur, contre 0,5 % en 1964, les possibilités de coopération avec le continent noir sont quasiment illimitées. Grâce à sa technologie, le Brésil est en mesure de construire des routes, des voies ferrées et des barrages. C'est une entreprise de Belo Horizonte qui a tracé la première route goudronnée, longue de 550 kilomètres, en Mauritanie. Dans le domaine agricole, notamment la culture du soja, ses techniciens peuvent apporter leur expérience. Enfin, les intérêts économiques communs de pays qui doivent défendre des produits aussi importants pour leurs exportations que le café, le cacao et le coton, devraient favoriser les liens Sud-Sud de part et d'autre de l'Atlantique. Pour assurer sa pénétration en Afrique, le Brésil n'a pas hésité à reprendre cette année ses achats de cuivre en Zambie, au détriment de ses fournisseurs américains, le Chili et le Pérou. Le choix mérite d'être souligné.

EDOUARD BAILLY.

Des partenaires diversifiés

Tel n'est pas le cas, pourtant, au Mozambique où l'on suit d'un œil attentif la pénétration brésilienne en Afrique. Plus engagé aux côtés de l'Union soviétique que l'Angola et la Guinée-Bissau, le gouvernement de Maputo entretient des liens étroits avec la gauche brésilienne. Alors même que la guerre coloniale faisait rage dans le nord du pays, ce sont des opposants à la dictature militaire de Brasília qui apportaient leur contribution à l'installation d'hôpitaux de campagne du Front de libération du Mozambique (FRELIMO). Plus tard, dès les premiers mois de l'indépendance, plusieurs dizaines de

techniciens et ingénieurs brésiliens en ont installé un à Mozambique. M. Luis Carlos Prestes, alors secrétaire général du parti communiste, établi à Moscou, débarqua à l'aéroport de Maputo à la tête d'une désignation, et recevait, à l'égal d'un chef d'Etat, une salve de vingt et un coups de canon. Il faudra sans doute quelques temps avant que le président Samora Machel se hasarde à effectuer un rapprochement plus consistant avec le Brésil. Pour y aider, le président João Figueiredo a envoyé à Maputo son meilleur spécialiste des questions africaines, M. Italo Zappa,

PANORAMA IMMOBILIER

FAITES CONFIANCE A L'EXPERIENCE
André Julien construit depuis plus de 25 ans en montagne et vous propose ses réalisations 1960-1981

SERRE-CHEVALIER MONTGENEVRE
Séjour
St-FRANÇOIS-LONGCHAMP

Renseignements & Vente
Cabinet André Julien
30 rue
75008 PARIS
Tél. (01) 47 70 44
Tél. (01) 47 70 44

Donnez une documentation gratuite à retourner
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Tél. : _____

VIAGERS - F. CRUZ
Appartements, immeubles entiers ou par lots, occupés ou libres
PRIX INDEXATION ET GARANTIES
Paris et banlieue jusqu'à 100 km
Rens. : 8, rue La Boétie, PARIS 75008 Tél. 266-19-00

SUR LA COLLINE DE PASSY
Des appartements avec terrasses ou jardin et vue sur Seine
Du 2 au 5 pièces et duplex
37, rue Raynouard, 75016 PARIS
288.31.41 — 288.36.43

BAIE de ROSAS / 35 Kms Frontière
T.2..... 56 000 ff
Bungalow F.2..... 70 000 ff
Terrain avec amarres 10 m..... 82 000 ff
Villa avec terrain..... 135 000 ff

Prix indicatif au 1/5/80
Renseign. retourner ce bon à :
FUNDAMENTA, Place San Pedro 4
ROSAS (Prov. Gerona) ESPAGNE
Tél. (19) 34.72 / 25.68.54

Nom :
Adresse :
Location - Villa / Appartement

Chez vous à Valmorel
(900 m d'altitude)
Un magnifique domaine skiable en hiver, des loisirs variés en été : balades, tennis, piscine, tir à l'arc, etc.

Trois formules d'achat en toute propriété :
La Copropriété Traditionnelle : vous venez quand vous voulez.
La Copropriété Conventuelle : vous venez à des périodes choisies par vous à l'avance, le reste du temps vous assure un revenu garanti.
La Copropriété "Investissement Financier" : vous confiez la gestion de votre bien à la Société qui vous assure un revenu garanti par banque.

Alpes Réservations, 58, rue Maurice Rippey, 75014 Paris. 545.67.00.

SCI RESIDENCE PRE DU FORON
à Ambilly, Haute-Savoie, sur frontière suisse
du studio au 8 pièces pour habitation ou investissement
S/P, rue Mon. Idée - Tél. (04) 38.71.14
à PARIS S.P.P. - 14, rue de la Pépinière, 8ème (1) 522.95.32
à GENEVE SAGESIM - 60, route de Frontenex (22) 36.43.20.

CHANGEZ D'AIR - HIVER-ÉTÉ LE JURA VOUS Y INVITE
PLACEMENT "PIERRE" DE 1^{er} ORDRE

A Métabief
STATION FAMILIALE
Altitude 1.000 - 1.460 m
A 4 h de Paris - 10 km de Pontarlier - Route de Lussery (Grenoble à 6 km)
STATION CLASSÉE "HIVER" - CLIMATIQUE - ETC.
36 remontées mécaniques - 45 km ski descente - 250 km pistes randonnées

A VENDRE DANS RESIDENCES "BEAU SOLEIL"
STUDIOS OU APPARTEMENTS NEUFS : 15 CHOIX POSSIBLES
TOUT MEUBLES - TOUT CONFORT - PISCINE CHAUFFÉE - 8 TENNIS - etc.
PRIX CHÈQUES : A PARTIR DE 120.000 F pour 29 m² meublé - Coût d'achat garanti
Capacité : 5-8 personnes - Prix 80 % sans sous-entendu - 15 ans 14,5 %
Coût : 1.285,55 par mètre par 10.000 F, rempart, assurance, voir comprise

St MONT D'OR
17, rue de la République - Tél. (01) 38.84.32
25000 MONTD'OR - Tél. (01) 38.12.34
Bureau de Paris : 18, rue Dupleix, PARIS 1^{er} - Tél. 296.41.29
Les prix et taxes de prêt indiqués ci-dessus sont Octobre 1980

LA BAULE - BRETAGNE SUD
VOTRE APPARTEMENT FACE A LA MER Sans frais à traverser
Avec une Résidence de luxe

Librairie Julien 87
BEAULANDE FRERES CONSTRUCTEURS
67, av. Général-de-Saule - 44 LA BAULE - Tél. (40) 80.20.05

Pour votre retraite, vos vacances
SAINT-JEAN-DE-LUZ, ASCAIN, ROYAN :
3 petits immeubles en construction
S.C.I., 35, av. Joffre, 78400 CHATOU - Tél. 3698.18.19

En AUVERGNE et LIMOUSIN, au Cœur de la France,
la SOMIVAL
SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT REGIONAL

vous propose de nombreux terrains à bâtir entièrement viabilisés en bordure de grands plans d'eau navigables et d'équipements distrayants de qualité (tennis, voile, piscine, centre équestre, etc.).

Renseignements gratuits en écrivant à :
SOMIVAL - 42, Bd Pasteur, 63001 CLEMAINT - FR. CENEX - Tél. (76) 83.81.10
Tél. 328.00 CLEF - FRANCE

DROME SUD
Dans bourg médiéval, merveilleuse DEMOURSURE 18^e SIECLE,
12 pièces principales, 8 salles de bain, jardin clos.

AU SOLEIL
en DROME, ARDECHE, VAUCLUSE, GARD nous ne vendons exclusivement que des maisons anciennes et de caractère, des propriétés, des châteaux. Faites-nous l'amitié de venir nous voir. Demandez documentation référence journal.
- J. BOURDREL - J.-P. FOUGEIROL -
Maisons de Haute-Provence
22, bd du Pêcheur, 26200 MONTÉLIMAR - Tél. (79) 01.65.35

en ROUSSILLON entre mer et montagne
au pied de BANYULS des ASPRES
village catalan pittoresque à 15 km de PERPIGNAN

L'AMOURE
38 PARCELLES avec VILLAS
6 modèles 4, 5, 6 pièces.
Construction traditionnelle de qualité.
Financement :
prêt PAP et crédit personnelisé
Documentation : S.C.I. L'AMOURE, M. BOSCH
37 av. du Haut Vernet, 66430 BOMPAS. Tél. (68) 63 23 27

Presqu'île de St-Tropez à 300 m de la
Vieillesse sur mer, parc de 2 ha, maisons rénovées, piscine, tennis
LES JARDINS DU PINET - Villa sur place route de Toulon
Toulonville - Tél. (84) 97-19-85
S.I.D.C. et Cie - 4, pl. Rio de Janeiro, 75008 PARIS - (1) 561.98.18

les Parcs de Mougins
Les derniers beaux terrains aux portes de Cannes
Terrains à bâtir entièrement viabilisés
entre les hameaux de Notre-Dame-de-Vie et Fontvieille
Renseignements : Jean Claude Labouret, Résidence Port Mougins Rong
Angle Bd. Garibaldi et rue du Clos Vieux, Cannes. Tél. 43.44.44.

COTE D'AZUR
Hauter de Mougins, Monte-Carlo, Nîmes, Nîmes et Principauté
TRES BELLE PROPRIÉTÉ 5.000 M²
Maison maître : récep. 75 m² 4 ch., 4 bds 650 m² habitation 4 p. dépend.
piscine ch. 12x6, maison gard. garage 2 vds, piscine, terrasse, 2.500.000 F
Agence VENDOME, 9, av. G. Clemenceau, 06 NICE (03) 88.47.19 - LM

FICHER CENTRAL DE LA CONSTRUCTION
Construction de très grand luxe à 4 appartements de 4 et 5 pièces
Prestations exceptionnelles, séjour 48 m² avec cheminée coin de
feu, bar, bureau, jardin et terrasse aménagés, garage 2 voitures.
Fondations parasismiques. Disponibles octobre 81.
Documentation : AGENCE STYOP (FRANCE) 38, bd J.-B. Sayrol, 93 Paris - (01) 46.00.70

NICE - PARC CHAMBRUN
VILLA SYMPHONIA
Construction de très grand luxe à 4 appartements de 4 et 5 pièces
Prestations exceptionnelles, séjour 48 m² avec cheminée coin de
feu, bar, bureau, jardin et terrasse aménagés, garage 2 voitures.
Fondations parasismiques. Disponibles octobre 81.
Consultations : AGENCE STYOP (FRANCE) 38, bd J.-B. Sayrol, 93 Paris - (01) 46.00.70

ETUPRO 265.85.60
12 rue de Penthièvre 75008 Paris

SUR LA COTE D'AZUR **ETUPRO S.A. réalise des appartements de très haute qualité**

DOMINANT TOUT MONTE-CARLO
L'ALCAZAR
FACE AUX JARDINS DU CASINO
Il domine MONTE-CARLO, il est à 5 min à pied du Casino... et pourtant il est en France.
2 - 3 - 4 - 5 pièces et duplex-jardins, locaux professionnels, boutiques, cinémas, parkings privés et publics.
Appartement situé sur place : 3, av. de Gal-Lecroix - 06240 BEAUSOLEIL
Renseignements et documentation : Groupe Etupro, 12, rue de Penthièvre - 75008 PARIS - Téléphones : 265-85-60

SUR L'UNE DES PLUS BELLES COLLINES DE NICE
la Lanterne
DES ANGES
Parmi les arbres, tout en haut de l'avenue de la Lanterne, autour d'une piscine : 6 petits immeubles de 3 étages sur rue-de-jardin.
Une vue spectaculaire vers le Cap d'Antibes
Appartement situé sur place : 252, avenue de la Lanterne - 06200 NICE
Renseignements et documentation : Groupe Etupro, 12, rue de Penthièvre - 75008 PARIS - Téléphones : 265-85-60

A DEUX PAS DE LA PLACE MASSENA
Pont Neuf
A deux pas de la place Masséna, le Centre Pont Neuf propose, du 2^e au 7^e étage, des appartements de très haute qualité.
Dans la résidence, des commerces de luxe, un parking, un jardin intérieur et une sécurité totale.
Appartement situé sur place : 14, avenue Félix-Faure - 06000 NICE
Téléphones : 265-85-60

Cette rubrique paraît dans Le Monde, Le Monde Diplomatique, la Sélection Hebdomadaire, le Monde de l'Education. Renseignements MULTIMEDIA 277-82-00

2011/10/20

Violence raciste et démocratie en sommeil

ROUGE ou noir, le terrorisme est toujours le révélateur de troubles passés qu'il serait tentant d'ignorer, d'une zone d'ombre sur laquelle une société réagisse parfois à sa manière. Que va-t-on dénicher en fouillant dans les replis de la conscience et des consciences collectives ? Une société sensiblement différente de ce qu'elle croit être ? Car la violence en série ne peut pas être un accident. Elle a des causes qu'il est déplaçant de regarder en face. Au moment de scruter le malaise, le corps social hésite — par crainte de découvrir cette tumeur qui démentirait les diagnostics rassurants. Or soudain, parce que le sang a coulé, il n'est plus possible de ne pas chercher à comprendre. Pourtant, au bord de l'enquête et de l'interrogation, voilà que l'on tergiverse encore. N'est-il pas préférable de s'en tenir à quelques explications trop simples ?

Les faits sont là : quels que soient les auteurs de la tumeur, ils ont agi d'eux-mêmes ou qu'ils aient été encouragés, manipulés de l'extérieur, il faut se rendre à l'évidence : ils ont visé juste. Moins libérale qu'elle ne se plait à le croire, la société française se montre beaucoup trop accueillante à des thèmes et à des comportements qui rendent possibles le mépris et la haine, la crainte et la violence. Si l'on en croit un sondage, 43 % des Français trouvent qu'il y a trop d'étrangers en France, 12 % pensent que les juifs sont trop nombreux et 10 % considèrent qu'ils sont moins français que leurs compatriotes ; enfin 55 % constatent que l'antisémitisme, dont on voulait croire qu'il appartenait au passé, est « très » ou « assez » répandu dans la France d'aujourd'hui (1). L'hostilité à l'égard des juifs n'est plus s'exprimer ouvertement au lendemain du second conflit mondial, puis la guerre d'Algérie lui a substitué le racisme anti-arabe. Mais, parce qu'un irrationalisme ne peut durablement en éclipser un autre, voici que le vieux monstre, rasé, réapparaît : profanation de tombes juives, coqs gommés, attentat contre une synagogue.

Pourquoi dramatiser ? Les néonazis ou néofascistes, dit-on, qu'une poignée d'imbéciles fanatisés, alors qu'à Paris et en province le peuple républicain a défilé pour proclamer son indignation. Le peuple ? Mais les cortèges antiracistes du mardi 7 octobre n'ont pas atteint l'ampleur d'autres défilés, organisés pour appuyer de bien pragmatiques revendications. En période d'expansion économique comme en celle-ci, les gouvernements et gouvernés ont concentré leur attention sur des objectifs matériels qu'aucune société ne peut négliger, bien qu'ils ne suffisent pas à lui donner des raisons de vivre. Niveau de vie, défense de la monnaie,

équilibre du commerce extérieur, sécurité des approvisionnements énergétiques, capacité d'investissement des entreprises, etc., tout cela est bel et bon, mais les volontés ainsi mobilisées n'ont pas été assez attentives aux progrès de l'intolérance, au grignotage des libertés, à l'aggravation des inégalités, aux atteintes à la dignité des plus humbles. Ainsi le veut le prosaïsme, l'égoïsme, le matérialisme à ras de terre d'une société marchande, volontiers oublieuse des plus hautes aspirations qui fondent une véritable démocratie.

Le premier ministre s'est chargé d'exprimer magistralement cette médiocrité. Non pas par un lapsus sur lequel

autres établissements juifs. « Il ne faut pas donner à l'offense plus d'ampleur qu'elle n'en mérite », déclare benoîtement le ministre de l'Intérieur. Pour lui et pour ses collègues du gouvernement, les plus graves problèmes ne résident pas là. Et lorsque quelques kilos d'explosif font quatre morts rue Copernic, le gouvernement ne s'émue pas davantage. Il n'est même pas là. Il sait, lui, où sont les risques. Le 14 octobre, M. Lionel Stoléru le confirmera à sa manière : « Il n'est plus question d'accueillir un seul étranger en France », et les ouvriers marocains en grève dans le bassin de Lorraine peuvent rencherir chez eux, « nous ne les retiendrons pas ».

la justice écrit : « Les terroristes ne connaissent pas de frontières. Ils parviennent à établir des liens entre eux... Pourquoi les terroristes auraient-ils le droit de se concentrer, et non les États ? » Il préconise de mettre au point des « instruments juridiques nouveaux » pour « permettre une lutte efficace contre le terrorisme ». Seul était visé le terrorisme « rouge », et le président de la République envoyait son représentant personnel déclarer à l'étranger : « La première condition des droits de l'homme et de la liberté et du progrès, c'est d'extirper le terrorisme auquel nous sommes tous soumis... La France est solidaire de toutes les luttes contre

le terrorisme ». M. Michel Poniatowski choisissait avec discernement la capitale où il porterait ce message : Buenos Aires, chez le général Videla, champion des droits de l'homme, expert en terrorisme d'État.

Est-ce M. Poniatowski qui, retour d'Argentine, a convaincu M. Raymond Barre, comme il devait le dire le 7 octobre à la tribune de l'Assemblée nationale, que « les démocraties sont moins bien armées que les régimes dictatoriaux pour se défendre contre les actes terroristes » ? Mais de quelle démocratie s'agit-il ? De celle qui se satisfait de ne pas « donner de gages » au racisme. A quoi l'on opposera la définition plus exigeante de M. Michel Debré : « La tolérance, comme la liberté, est un combat permanent » (3). Un combat que l'actuel gouvernement, tourné vers d'autres objectifs, n'a pas engagé.

Combat pourtant tout aussi essentiel, en démocratie, que le combat pour redresser la situation économique. Mais qui donc se soucie de démocratie ? Est-ce encore considérée comme un moyen supérieur de gouverner ? Ne voit-on pas en elle un moindre mal dont il faut bien s'accommoder, même si les partis d'opposition, les revendications syndicales, les critiques de la presse, l'activité des « mouvements sociaux » risquent parfois d'entraîner l'action gouvernementale ? Il convient alors de rassurer les moyens de contrôle social, de discipliner les universités, de faire passer dans le rang les stations de radio périphériques, de renforcer l'autorité, de donner à la sécurité le pas sur les libertés. Sécurité ? Voyez rue Copernic. Au nom de ce court réalisme, le

gouvernement est fondé à ne pas s'inquiéter outre mesure des groupes néonazis ou néofascistes — actifs non seulement en France mais aussi en Italie, en Allemagne, en Espagne, en Belgique, aux États-Unis. Il est vrai qu'ils ne constituent pas immédiatement, pour la société, un bien grave danger (4), même s'ils peuvent, hélas ! faire des victimes. Le vrai danger réside dans le climat politique, social, culturel, qui encourage les rancœurs et les frustrations, les injustices et les haines, l'intolérance et le désespoir. La violence ne fleurit pas hors de ce terrain. Ce terrain, une société est-elle assez démocratique lorsqu'elle le laisse s'accumuler ? La démocratie s'atrophie quand on s'en sert peu, quand on s'en sert mal, quand on n'a pas le souci constant de la renforcer et de la rendre plus vivante. Et, un jour, la violence explose. Dans le même temps, une pensée, qui n'aurait pas s'exprimer aussi crûment qu'avant la guerre, s'efforce de faire peu neuve.

Débiles, anémiques, des démocraties subsistent tant bien que mal dans des pays où s'accumulent d'outrepassées injustices. Pauvres, des nostalgiques des régimes d'ordre nominal discrètement des pensées que l'on croyait hors de saison — celles, par exemple, de Charles Maurras. Mais ces idées cheminent, s'amalgament à d'autres, se fécondent mutuellement. Elles inspirent aujourd'hui bon nombre de dictatures d'Amérique latine voir page 15 l'article de Miguel Rojas-Mora. Certes, la France et l'Europe n'en sont pas là. Heureusement. Car, quand on en est là, il est toujours trop tard.

« Nous sommes aujourd'hui placés à mi-chemin d'un monde usé qui n'en finit pas de mourir et d'une société rénovée qui ne parvient pas à s'imposer. Il en résulte un déséquilibre social, un trouble des consciences, une remise en cause des morales traditionnelles, à la faveur desquels se développent toutes les formes de la violence, toutes les exaspérations partisans, tous les excès de la passion qui menacent les libertés de l'homme et portent atteinte à sa dignité » (5).

Cet avertissement était lancé le 15 septembre dernier, deux semaines avant l'attentat de rue Copernic.

C. J.

Cette zone d'ombre

chacun s'est empressé d'ironiser (2). Mais par la déclaration soigneusement préparée qu'il fit cinq jours plus tard à la tribune de l'Assemblée nationale. Devant les « allégations (...) diffamatoires et scandaleuses » de ceux qui accusent le gouvernement de n'avoir pas fait « tout ce qui était en son pouvoir pour prévoir et pour prévenir les activités délictueuses des ennemis de notre démocratie », M. Raymond Barre s'indigne : « Qui peut douter des sentiments et de la détermination d'hommes et de femmes qui n'ont jamais donné de gages au racisme et au totalitarisme et qui ne sont pas disposés à en donner ! »

Voilà donc l'exacte mesure de la « détermination » du pouvoir : il ne donne pas de « gages » aux « ennemis de notre démocratie », au « racisme » et au « totalitarisme ». C'est bien, semble-t-il, le moins qu'il puisse faire... Imagine-t-on le premier ministre, à la même tribune, se flatter de n'avoir jamais « donné de gages » à l'inflation, à la fraude fiscale, à la concussion, à la fuite des capitaux ? Qui donc l'en ferait quitte ? La démocratie lui demanderait en effet bien autre chose. Elle l'investit d'une responsabilité qui exige de lui quelque chose de plus que la non-participation à des délits ou à des crimes.

Le gouvernement a-t-il réagi contre l'arbitraire, les vexations, les violences dont tant de travailleurs innombrables sont victimes ? Le racisme est indissoluble : l'accueillir avec indifférence ou indulgence lorsqu'il frappe un Maghrébin ou un Malien, c'est déjà le légitimer. Puis il se manifeste par des coups de feu tirés des façades d'écoles ou

Racisme ? Mais non : simple réalisme économique, dans un pays qui compte un million et demi de chômeurs, bientôt deux millions par les effets de la restructuration. Trop d'étrangers en France ? Les ministres ne sont pas seuls à le penser, sinon des foules humaines auraient défilé, de la Nation à la République, pour protester contre la politique suivie à l'égard des travailleurs immigrés. Et les juifs sont eux aussi trop nombreux, d'autant que, après tout, ils sont « moins français » que leurs compatriotes. Tout se tient, même lorsque tout le monde ne va pas jusqu'au bout de cette infernale logique. L'euphorie qui accompagne la prospérité peut, pour un temps, calmer ces fantasmes. Gouvernants et gouvernés accueillent même avec faveur ces travailleurs basés qui viennent ici accomplir les plus sales besognes, les plus rudes manœuvres. Avec faveur ? Même pas : on ne les voit pas, on les ignore. Mais que vienne la crise : nul n'est disposé à prendre leur place, mais ils sont quand même de trop. M. Stoléru le dit, le gouvernement organise leur rapatriement. Ce sont des étrangers. L'étranger au juif, la différence est mince... Et après le juif ? L'histoire a montré l'aboutissement de cet engrenage.

Le terrorisme n'est pourtant pas un phénomène nouveau. Les discours et les actes officiels expriment une tout autre fermeté lorsque, voilà trois ans, les gouvernements ont inculqué les ramifications de la « bande à Baader » et des « brigades rouges ». Le procureur général se déplaçait pour requérir en personne l'extradition de l'avocat allemand Klaus Croissant, et le ministre de

des, J. Delors, le Dr M. Rengemann disant ce qu'ils pensent de l'Assemblée européenne. Un débat ouvert par F. Seydoux sur l'avenir du traité en Europe. (N° 8, automne, trimestriel, 12 F. - 30, rue Saint-Denis, 75001 Paris.)

Long article documenté de Daniel Stoléru, dans la REVUE DU MARXISME COMMUN, sur le budget 1980 des Communautés et son impact sur les mouvements d'émigration. (N° 16, septembre, 12 F. - 30, rue Saint-Denis, 75001 Paris.)

La crise économique fait l'objet d'un dossier dans la REVUE DU MARXISME COMMUN. Principaux thèmes : les nouvelles données de la récession dans les pays industrialisés ; la façon dont les différents pays ont réagi ; les situations nouvelles, notamment en Allemagne, où les gouvernements ont adopté des mesures d'austérité. (N° 16, septembre, 12 F. - 30, rue Saint-Denis, 75001 Paris.)

Dans un numéro sur l'information, « en en progrès », FUTURIBLES 2000 pose la question : « L'information est-elle un droit ? » (N° 16, septembre, 12 F. - 30, rue Saint-Denis, 75001 Paris.)

Quatrième INTERNATIONALE, Lelio Malton considère l'actualité des marxistes comme la version la plus récente du débat sur la révolution. L'objectif, le désenchantement provoqué par la politique des pays socialistes et le fait que les marxistes ne possèdent pas la théorie de l'État formulée par Marx. (N° 16, septembre, 12 F. - 30, rue Saint-Denis, 75001 Paris.)

L'organisation du mouvement ouvrier en Belgique est le thème de plusieurs articles de CRITIQUES POLITIQUES : le réformisme, cette « vérité dominante » dit Roland Lew, est au-delà de ses aspects idéologiques, marquée dans une réalité sociale-démocratique européenne. Au même sommaire : la suite d'une étude de Peter Waterman sur le développement capitaliste du Nigeria. (N° 16, septembre, 12 F. - 30, rue Saint-Denis, 75001 Paris.)

Pour ESSOPE, la Pologne pourrait marquer un tournant de notre histoire. Un « après » à l'ère de la « nation dissidente » qui a atteint ses limites supportables pour Moscou. (Septembre-octobre, 12 F. - 30, rue Saint-Denis, 75001 Paris.)

Spécialité traditionnelle de LA REVUE DES DEUX-MONDES, la politique étrangère à cette fois primauté absolue : on y trouve un chapitre sur le président Nixon en Chine, le tir du tome II des MÉMOIRES D'EXTRÊME GAUCHE de Manu'el, Mario Luciani montre l'Occident en ordre d'interrogation. (N° 16, septembre, 12 F. - 30, rue Saint-Denis, 75001 Paris.)

Le général J.-F. Stéhéry commence une étude sur l'avenir de la dissidence : « Vive la Pologne ! », non sans interroger l'horizon. (Octobre, mensuel, 12 F. - 30, rue Saint-Denis, 75001 Paris.)

Dans LA REVUE DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE, l'analyse de la situation économique de la France est présentée par M. Stoléru. (N° 16, septembre, 12 F. - 30, rue Saint-Denis, 75001 Paris.)

MACHIE, pour dresser un tableau politique et économique : Philippe Boudet décrit « les hommes au pouvoir » et John Townsend l'état de l'industrie ; quant à l'agriculture, le Service d'expansion économique de Ryad en trace les contours encore embryonnaires. (N° 16, septembre, 12 F. - 30, rue Saint-Denis, 75001 Paris.)

Protection un peu encombrante, voire menaçante, du Niger par la Libye, selon Jean-Marie Bellot dans LE MOTS N° 16, septembre, 12 F. - 30, rue Saint-Denis, 75001 Paris.

ARABIQUE, Tripoli confondant parfois bon régime et domination. La Libye, la Côte d'Ivoire et Madagascar sont, d'autre part, l'objet d'analyses politiques et économiques. (N° 16, septembre, 12 F. - 30, rue Saint-Denis, 75001 Paris.)

ADOUKÉ, l'AFRIQUE connectée au monde à la fois et le pouvoir (J. Adouké), et sur déséquilibres urbains et ruraux (Pierre Sigaut). (N° 16, septembre, 12 F. - 30, rue Saint-Denis, 75001 Paris.)

Marie-France Frérot-Schapira analyse l'importance des travailleurs du pétrole au Mexique et leur rapport au pouvoir syndical dans CARRIÈRES DES AMÉRIQUES LATINES. (N° 16, septembre, 12 F. - 30, rue Saint-Denis, 75001 Paris.)

THIRD WORLD QUARTERLY engage une réflexion approfondie sur le rapport Nord-Sud et sa conception des relations Nord-Sud : André Gunder Frank y voit une manœuvre destinée à réduire la crise des pays industrialisés par la consommation des pays pauvres. Opinion partagée, à partir d'autres points de vue, par H.W. Singer et Sanjaya Lall. (Vol. II, n° 4, octobre, trimestriel, 3 livres. - Third World Foundation, New Zealand House, 20 Maymarket, Londres SW1P 4TS.)

ESPÉRANTO, le monde de l'actualité avec son dernier cahier : « La Mémoire d'Amérique ». P. Vidal-Naquet apporte une critique historique qui ne laisse rien subsister du « révisionnisme » de M. Fauriol et de quelques autres. Serge Thion met en doute le génocide cambodgien. (Septembre, mensuel, 12 F. - 30, rue Saint-Denis, 75001 Paris.)

CINÉMA

Dans LA REVUE DU CINÉMA, une étude de Robert Gessier sur le cinéma kirghis ; d'autre part, Max Pessier discute Karamazov et s'entretient avec son auteur, Akira Kurosawa. (N° 16, septembre, 12 F. - 30, rue Saint-Denis, 75001 Paris.)

L'œuvre du cinéaste israélien Lerner J. Piché est présentée par L. Jordan dans FORGOTTEN, qui publie également un long entretien avec ce réalisateur trop méconnu. Dans la même livraison : un dossier sur le cinéma africain. (N° 16, septembre, 12 F. - 30, rue Saint-Denis, 75001 Paris.)

Dans les revues...

La revue **POUVOIRS** consacre son dernier numéro à l'événement décisif, dans les démocraties occidentales, l'élection présidentielle. Évidemment, objet de rires nouveaux, mobilisant des techniques récentes (marketing, sondages) et contribuant à

transformer le paysage politique d'une nation. (N° 14, été, trimestriel, abonnement annuel : 160 F. - 12, rue Jean-de-Beauvais, 75005 Paris.)

CRITIQUES DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE s'interroge sur la signification et les conséquences du développement des

Messieurs les Diplomates, profitez de vos privilèges en toute sécurité.

Demande de documentation sur les modèles Volvo.

Nom _____
Adresse _____
Ville _____ Pays _____
Date de l'arrivée en France _____

Découpez et retournez ce bon à Volvo France, Service TDS, 112 rue Cardinet, 75017 Paris tél 766.50.35 télex 642.602 ou 16 rue d'Odéon, 92200 Neuilly. Tél. 747.50.05.

Différents programmes de vente et une gamme de modèles de 7 à 15 CV à partir de 25.000 F.H.T.



VOLVO
La passion de la qualité.

Charles Maurras en Amérique latine

VERS la fin des années 20 déjà, l'écrit de Perceval Maringer sur l'un des penseurs latins américains est le plus pénétrant de ce siècle (1) — dans ses réflexions au sujet de Charles Maurras, de l'Action française et de l'Europe fasciste dans lesquelles les pensées nationalistes de l'auteur se réorganisent en ces années-là, affirmant que, lorsque la démocratie est en crise, l'extrême droite assume une « tâche nationale » : « Les éléments farouchement réactionnaires se regroupent sous sa bannière, renforcent son contenu social et actualisent son programme politique » (2).

Il est évident que, dans l'Amérique du Sud connaît l'éclosion de dictatures que l'on peut qualifier d'« occidentalistes intragresses » ou d'« américanistes intragresses ». Elles se caractérisent par une réaction de l'occidentalisme et par la fiction de sa défense : par une conception organique et hiérarchique de l'Etat, par la volonté de s'opposer à la démocratie, au système des partis et, surtout, à la lutte des classes ; par le désir de redonner quelque signification à une théorie du droit naturel, à une vision du monde et sur le droit naturel, délaissant toute valeur à la conception contractuelle du pouvoir ; donc, par une confusion entre société religieuse et société politique ; par le dédain de la propriété et par le violent rejet de tout

« étatsisme » ; par découverte d'un « ennemi intérieur ».

« L'ennemi intérieur », c'est le socialisme. Mais, pour le moment, ce n'est pas le socialisme qui est le danger. Pour ne pas oublier que le créateur de l'A.F. a été le plus grand organisateur systématique des idées du national-socialisme. Mais, alors, pourquoi n'est-il pas ouvertement présenté comme le grand « maître à penser » des dictatures ? Parce que, malgré l'importante influence qu'il a exercée sur les dictatures, le socialisme n'est pas de l'extrême droite en Amérique latine, sa pensée apparaît imbriquée dans d'autres idéologies ou coïncide avec d'autres sources, que la laïcité dans l'ombre, cette pensée est, avant tout, incorporée dans l'intégrisme, dont l'A.F. représente la traduction en termes politiques pour aboutir à la dictature. C'est pourquoi les dictateurs empruntent aux théoriciens espagnols du « droit naturel » du seizième siècle. A l'exception pourtant des Brésiliens qui la représentent directement de l'intégrisme chrétien. En outre, la pensée de Maurras circule en sourdine dans le néothonisme, dont les dictateurs se méfient à cause de sa référence à la démocratie.

Enfin, certains mouvements ou institutions, qui ont élaboré le discours dictatorial, à l'instar de l'« hispanisme » ou de l'Opus Dei, se sont inspirés de l'A.F. dans la conception de l'homme et de la société.

Par MIGUEL ROJAS-MIX

mal, la démocratie est la mort ?
223). Et pourquoi est-elle le mal ?
Pour une raison en particulier : elle
« sacrifie et agit son prolétariat »
(p. 214).

Pour le fondateur de l'A.F., la démocra-
tie est une aberration, car elle fa-
vorise le mythe d'après lequel tout
homme peut gouverner. Bien au
contraire, « la politique est un métier
ou plutôt un art [qui] suppose instruc-
tion, culture, éducation, expérience, sa-
pience » (p. 508). Et l'un de ses décou-
pements idéologiques, Borges (continua-
teur de Lugones), répète, aujourd'hui :
« La démocratie, c'est de la statistique
appliquée à la politique ». Il pense
que la majorité puisse avoir des
opinions valables en matière de litté-
rature ou de mathématiques ; mais on
suppose que tout le monde peut opérer
avec la même habileté. Il pense que
« ces quelques choses de plus méritent
encore que les autres disciplines » (5).

« Omnis potestas a Deo descendit... tous les totalitarismes catholiques réactionnaires lisent la théorie du pouvoir selon saint Paul. L'Opus Dei l'inscrit dans son manifeste : « Quel dommage que nous ne puissions pas nous donner la révélation !... Mais est-ce que vous ne obéissez en raison de ses qualités personnelles ? ». La phrase de saint Paul « obediens potestati quia est a Deo » obéissez aux puissances car elles sont établies par Dieu » est traduit, à ton avantage, avec une interpolation de ton cru, en y ajoutant : « pourquoi que le supérieur ait des vertus à l'égard de la multitude ? ». L'Opus Dei écrit *Fuerzas armadas y seguridad nacional* (Santiago, 1974) on lit, dans un passage qui se réclame précisément de l'Épître aux Romains : « Le droit national est la base de la civilisation ». Maurras trouve très à son goût la théorie paulienne du pouvoir, car, si cet dernier vient de Dieu, c'est qu'il est en soi-même la fin de ses febriles *desires* : « *malin l'homme, n'est-ce pas ?* ». « *élection*... » (p. 271). Il affirme que « Omnis potestas a Deo descendit » est un arrangement supérieur d'ailleurs à l'arrangement de saint Paul, dans la raison créatrice d'un plan fixe, d'un ordre stable et défini » (p. 244). Pour Maurras, donc, l'immobilisable hiérarchie constitue la politique naturelle. Elle est la seule politique possible, essentielle : elle était également déterminée par Dieu qui, lorsqu'il avait besoin de corriger son cours — le cours qui contre son gré allait vers la ruine — a initié des luttes sociales, recourant au « *choix des hommes providentiels* » (p. 243). Pinobet aurait ainsi fait le coup d'État « pour élever la patrie... » (p. 243). « *la providence a réservé à notre Chili bien aimé* » (6).

militaire : chez Gustavo Corcao, chef du groupe Permanencia, et chez José Pedro Galvao de Souza, professeur de théorie de l'Etat à l'université catholique de Sao-Paulo et idéologue de la revue *Horra presente*.

Mais les idées de Maurras se répandent aussi en Amérique latine, en liaison avec les tendances dites « hispanistes », qui groupent des historiens et des hommes politiques défenseurs de la tradition hispanique en Amérique, et du franquisme en particulier. L'idéologue de ce mouvement fut Ramiro de Maeztu (1875-1938), dont l'œuvre capitale a pour titre précisément *Defensa de la hispanidad*.

Maestro, le Maurras espagnol et l'un des chefs de file du mouvement Acción española, inspiré directement par son homologue français, arrive à Buenos Aires en 1927 en qualité d'ambassadeur de son pays et prend immédiatement contact avec les secteurs de l'extrême droite argentine ; c'est alors qu'est fondé le journal *Nueva Republica*, cité plus haut, qui diffuse des textes de Maurras.

En outre, l'idéologie d'Action française arrive en Amérique latine incorporée à la pensée de certains leaders du fascisme espagnol, comme Calvo Sotelo, qui vécut en France jusqu'au milieu de l'année 1934. A son retour en Espagne, Calvo Sotelo fonda le *Bloque national*, par lequel il espérait

grouper toutes les tendances de droite dans une croisade visant à sauver la société bourgeoise capitaliste, à ses yeux équivalente à la société chrétienne. Et il convient de rappeler ici que Primo de Rivera insistait sur l'idée que le catholicisme était associé aux valeurs authentiques de la race, et qu'il devait servir à unir le peuple contre les doctrines matérialistes.

contre les « bourgeois matérialistes », les « bourgeois bourgeois », les « bourgeois ciroules aussi » par d'autres canaux. A la resonance de se l'écarter, contribue peut-être Jacques Martin, qui, en 1968, sur le chemin de route de l'A.J.F. dans la première époque, avait de devenir l'inspirateur de la démocratie chrétienne. Dans son livre *Le christianisme et son Charles Maurras au delà des catholiques*, il critique le « démocrate (ou à démocratie à la Rousseau) » qui, en 1968, a été le maître de la souveraineté du peuple et de la loi conçue comme l'expression du nombre. Il y voyait l'erreur du panthéisme politique, qui, en 1968, a été le maître de Dieu et la multitude. Après la condamnation de J.A.F. par le Vatican, en 1968, il a été le maître de la démocratie, on peut se demander s'il abandonna alors sa critique ou s'il la laissa en héritage à certains secteurs de la démocratie chrétienne. Il y a eu, en 1968, un glissement fait suivi d'un retour, car, dans son dernier livre, *Le Paysan de la Garonne*, Martin sacrifie à nou-

L'occidentalisme

TOUTES les dictatures stalin-
américaines se proclament défen-
seurs de la civilisation occidentale et
chrétienne. Précisément à ce sujet, se
réfèrent-elles au plus connu des fon-
dateurs de l'U.R.S.S. — Maréchal
Staline — qui, dans son *« Définition
adéquate du Socialisme »* (1), a
déclaré que le socialisme n'est pas
le bolchevisme prend son origine dans
une habitude mentale erronée : celle
de rendre solidaires d'une multitude
de personnes qui ne le sont pas.
« L'erreur de Staline », écrit le *« For-
disme bourgeois »* (3). Chez Maurras,
en plus, la défense de l'Occident est
liée à l'antichristianisme. Après avoir
affirmé que tous les chrétiens, et
surtout les catholiques, ont une «
erreur ontologique », il ajoute que, dans
chaque de ces erreurs, on trouve des
agitateurs, on trouve des agitateurs
dont la tâche est de pousser à l'extrême
et à l'excès les idées de la religion et
travailler à l'agitation ou idéologique,
ou les uns et les autres, attestent la
même passion violente de l'Orient
contre l'Occident, et qu'il y a une
«*« erreur »* commune à la démo-
cratie et au socialisme » (4).

Pour Maura, il existe un *ordre* naturel de hiérarchie (p. 65). Sur le plan social, cet ordre est fondé sur la famille, dont la nation n'est qu'une projection : « La France n'est pas une réunion d'individus, mais une *corpe* de familles, et c'est dans la famille que chaque famille joue son rôle : il y a des familles de banquiers, d'aristocrates... et, bien entendu, de gouvernements... de rois ou d'aristocrates. C'est ainsi que la nation, comme la famille, est une hiérarchie. La hiérarchie, en fait, est un héritage, et avec elle les hiérarchies, car elles sont naturelles. La hiérarchie — répète comme un écho le fondateur de l'opus Dei dans la *Divine Comédie*, chaque *microcosme* a sa place ».

« On a souvent dit que Maurras extrapolait dans le domaine politique sa conception de l'esthétique classique. C'est vrai. Quant à dire qu'il était esthète la politique, cela paraît excessif. Rien que sa manière qu'il y a lui une claire association de « classicisme — qui impliquerait la notion d'ordre — et de « thomisme » — qui y ajoute la notion de « catholique ». Cet ordre catholique, « essence de doctrines de la haute humanité — c'est un esprit d'autorité et de tradition » (p. 87).

Se référant au cardinal Billot, Maurras fait expressément profession de « thomisme », en affirmant qu'il est arrivé aux mêmes conclusions que le premier au sujet de l'Etat antidémocratique, tout en précisant que lui-même est parti des « *mes expérimentales d'Auguste Comte* » (p. 359). Et voici l'un des postulats qui lient étroitement PAF à l'intégrisme, car selon Maurras, c'est le catholicisme traditionnel qui « *porte avec soi l'ordre naturel de l'univers* » (p. 65).

Une conception analogue de l'Etat, de la nation et de la société a été institutionnalisées par le général Pinocchio dans les actes constitutionnels de 1916, d'après lesquels « la nation est une communauté de la conception humaniste chrétienne de l'homme et de la société »; et d'ajouter que, dans cette conception, « la famille est le noyau fondamental de l'Etat ». L'Etat est donc d'un ordre naturel, découlant de Dieu, contre d'un ordre divin. S'opposer à lui revient à s'opposer à Dieu, à la nature, à la patrie. L'opposant devient un ennemi de la nation. L'opposant est comme le modèle de l'ordre est la famille, « ce spectacle d'autorité pur, ce paysage de hiérarchie absolue, ce monde » (p. 123).

« La société, la civilisation, est née de l'Inégalité » (p. 165). La société est donc par nature contraire à la démocratie. Raisonnable, la politique.

Pour Maurras, la démocratie est une maladie, la « morbus democraticus » (p. 235). Elle est le « malade de la raison », car elle n'est pas rationnelle, que les hommes réunis disent leurs châtiments. Il n'est pas rationnel, il est contradictoire que l'Etat fondé pour établir l'amitié entre les hommes, unifié dans le temps (la continuité), unifié dans l'espace (l'accord), soit légalement consacré par les compétitions et les luttes de la démocratie, qui est le contraire de la démocratie. Toutes ces conceptions libérales et démocratiques, principe de l'esprit révolutionnaire, remettent au

Sur ce point, sa conception est analogue à celle de la «Frangie» espagnole, qui opposait la notion de corps à celle de la «Frangie» italienne. («Cette loi est imaginative, elle est fautive», p. 216), et à la doctrine de l'Opus Dei, qui se proclamait expressément antihérétique : «Les libéraux nous ont enseignés que la hiérarchie est une erreur», écrit Escrivá dans la maxime 949.

Cependant, pour le créateur de l'A.P., le concept de démocratie n'est pas univoque, il présente deux aspects fondamentaux. Le sens que Maurras accepte est la démocratie autoritaire, celle qui préserve les hiérarchies, ce que Léon XIII appelle «démocratie chrétienne», ou, plus habile de la coupe, en précisant qu'il avait dit «démocratie autoritaire». Quant aux autres formes de démocratie — démocratie libérale ou démocratie sociale, qui ont été adoptées par les socialistes (p. 220), il les condamne sans appel : «La démocratie est le

Le capitalisme et la propriété privée

ON a souvent dit que Maurras fait une critique acerbe du capitalisme. Certes ; mais, pour l'essentiel, la cible de cette critique est le capitalisme que Maurras appelle juif. C'est parce qu'il est juif et international qu'il porte atteinte à l'intégrité de l'ère nationale (7). Il n'en paraît pas incongrue que les moyens de production de l'ère nationale soient l'œuvre de l'intelligence. Maurras s'élève contre la suprématie de l'our sur le sang. Mais sa critique ne va pas si loin, parce qu'il est un fervent défenseur de la propriété privée, un ennemi de la socialisation des moyens de production ; dit explicitement : « Je n'admettrai jamais que les choses qui ne sont pas à moi soient à d'autres » (8). Quant aux riches, les producteurs pour les stériles, emboîsant les productions onéreuses, le socialisme d'Etat cristallise et refroidissait une peuple qui avait été si vivant » (p. 427).

Il est vrai, d'ailleurs, que dans les milieux intégristes des premières décennies de ce siècle, espagnols ou français, on entend une critique acerbe du matérialisme, qui n'épargne pas le matérialisme de la société de consommation américaine, mais surtout, et surtout, dans les secteurs les plus dynamiques sur le plan de l'économie s'aperçoivent que seul le capitalisme leur permet de se consolider en tant que classe dominante et que, par conséquent, le rapprochement entre le « spiritualisme » intégriste et le « matérialisme » capitaliste, un rapprochement qui n'est en dernière analyse que la réconciliation de l'Église avec le monde, est une véritable éthique catholique. Et rien n'est plus symptomatique de cet effort que l'œuvre du jésuite belge Vekemans, inspirateur de M. Eduardo Frei pendant le long exil de ce dernier en Amérique chrétienne au Chili et préssumé être un agent de la C.I.A. (8).

D'autre part, l'un des aspects fondamentaux de la pensée de Lénine est la défense nationale. Bien que partisan de la monarchie, il identifie défense et gouvernement militaire (9). Son œuvre est marquée par une conviction profonde dont l'existence est, d'après lui, directement liée à l'ordre public, c'est-à-dire à la sécurité intérieure du pays : « La plus grande tâche de la République soviétique », déclare-t-il dans *Le programme*, « est de garantir la sécurité intérieure » (10), thèse fondamentale des dictatures actuelles. Défendons-nous des barbares, conseille-t-il ; or ces barbares sont les capitalistes étrangers, les bourgeois, les réactionnaires, les ennemis intérieurs, les partisans de la « barbarie égoïste », qui demain nous feront sauter en l'air, dit-il, le socialisme... si l'Armée ne leur barre pas la route (11). C'est pourquoi il met toute sa foi dans la contre-offensive internationale pour combattre l'impuissance nationale dont se lier à ceux qui essaient de faire quelque chose de bon, de noble, de grand, de civilisé, de raisonnable et de la nature, conformément

aux vieilles lois de l'univers pour le salut de l'ordre, pour la durée et les progrès d'une civilisation menacée, toutes les espérances flottaient sur le navire d'une contre-révolution » (p. 155).

L'influence de Maurras arrive en Amérique latine par divers canaux. Maurras est lu, traduit, influencé directement. Le positivisme, qui avait déjà servi d'idéologie à quelques dictatures (dont celle de Porfirio Diaz au Mexique), lui trace une voie nouvelle. Il y a un grand admirateur de Comte, et il lui arrive même de se sentir son continuant (cf. *Auguste Comte* III, pp. 459 et suivantes). Vers les années 20, il y a aussi un grand admirateur de Comte partout. En Argentine, le poète Leopoldo Lugones, auteur de la *Patria Nueva*, a été surnommé par un auteur américain « le Comte de la Patria Nueva ». Les idées de Maurras sont diffusées plus particulièrement par la *Voz nacional* et *Nueva Republica*, journaux fondés respectivement en 1922 et 1923 par un groupe d'intellectuels, à la tête desquels on trouve MM. Carulla et Alberto Palacios, prêche un nationalisme aristocratique. Ce sont les idées maurrassistes qui ont eu un retentissement immédiat. *« Action française argentine »* — mais ce qui mettaient en contact avec le général Griburnu afin de préparer la lutte contre le président Yrigoyen (1930).

Au Mexique, l'influence du fondateur de l'A.P. n'est pas moins importante : Guiza y Aceredo, que ses contemporains appellent « le petit *Murraz* », se charge d'imprimer les mouvements réactionnaires et les éléments fondamentaux de cette idéologie. Et partout sur le continent des historiens et des essayistes manifestent leur conformité avec l'A.P. Carlos Paz y Salazar, l'historien mexicain, et le Vénézuélien Vallentia Lanz qui, dans son livre *Caciquismo democrático* annonce la thèse du candillo, a généralement nécessaire, n'en sont que deux exemples.

Mais c'est au Brésil, où le terrain était d'ailleurs été préparé par une histoire impériale à peine revulue et par l'influence d'un positivisme qui était resté jusqu'à nos jours, que se sont ordonnés, dans les armées nationales, que les idées de Maurras vont pousser les racines les plus profondes, et surtout dans les sections de la jeunesse, où l'empire le plus pur des thèses de la contre-révolution. Ainsi Correa de Oliveira, fondateur du mouvement Tradicion, Famiglia, Religione, est un disciple de la contre-révolutionnaire l'hostilité de principe à la monarchie et à l'aristocratie » (*Revolução e Contrarrevolução*) et même, dans le mouvement de Maurras peut être décelée chez les principaux maîtres à penser des mouvements intégristes existant aujourd'hui au Brésil, une certaine soule idéologique du gouvernement

ENFIN, il faut tenir compte des mouvements intégristes. Chez eux, l'infirmité des idées françaises s'étend de longue date. Dans un roman argentin du dix-neuvième siècle qui dénonce « la trahison de Rosas » — *Amalia*, de José Mármol, — on signalait l'existence dans le pays d'une société secrète dite *Hernandada* (contrainte) du *Santísimo Sacramento*. C'est-à-dire l'histoire du sacrement du Saint-Sacrement de l'Autel à l'époque déjà disparue depuis longtemps en France, et dont à présent seuls les amateurs de Molière se souviennent ? Toujours est-il qu'en 1968 encore on disait que l'un des ministres

de l'intérieur du général Onganía était membre d'une société secrète puissante, le *Comando en Jefatura*. Plus récemment, les études d'Alain Rouquié et de Charles Antoine ont montré, pour l'Argentine et pour le Brésil, respectivement, que les militaires exercent une influence, s'inscrivant principalement de La Sepinaria, et le pouvoir militaire (12). La revue *Verbe*, ainsi que celle qui la remplace en 1963, *Revista Argentina*, publient des études connues dans les milieux militaires.

La « Cité catholique » exerce une forte influence sur la politique dans les deux pays, et l'on affirme même que le premier cabinet argentin a été formé en vertu d'un accord à l'échelle internationale, à savoir, d'un accord surtout à travers les « Curilsos de la Cristiandad », similaires à la « Cité catholique », que l'intégrisme s'est répandu dans les milieux militaires.

En l'Argentine, la Cité confédérée semi-secrète, fondée en 1950 par Mgr Hervé, évêque de Ciudad-Real, vise principalement à endoctriner les chefs militaires, les chefs d'entreprise, les représentants de l'Argentine. Sa base fondamentale est machéenne : le monde est le théâtre d'un combat entre le Bien et le Mal, dans lequel le rôle du méchant est joué par les communistes, les forces intellectuelles agitateurs. Parmi les « curilsistas » les plus illustres, on fait mention des généraux Onganía et Lanusse en Argentine, et des moins célèbres Antonio de Aguirre et Juan José Vessini, dont on connaît le rôle dans l'invasion de

(1) Cf. l'article d'Eugène Neta sur Marat-
tegu dans le *Monde diplomatique* de
mai 1980.

(2) Entre 1925 et 1928, Maratategu publie
dans le journal péruvien *Verdades* une
série d'articles sur les idéologies de
l'extrême droite : « L'Action française »,
Charles Maurras, Léon Daudet (1925),
« Oligarchies », Drieu La Rochelle
(1928), etc.

(3) Charles Maurras : *Œuvres complètes*
(t. 1), P., Flammarion, 1954, t. 1,
p. 234. Pour les notes suivantes, après
chaque citation de Maurras correspondant
au volume II, nous indiquerons simple-
ment le numéro de la page. Lorsque le
passage cité se trouve dans un autre
volume ou dans d'autres ouvrages, on

(6) Discours du général Pinchoet célébrant le troisième anniversaire du putsch de El Mercurio, 11 septembre 1976.

(7) Anjournd'hui, nous avons une critique sociale de la situation en Argentine. Elle met brutalement le capitalisme et le bolchevisme. En août 1976, un « Front argentin nationaliste » a été créé « pour défendre les intérêts de la communauté juive de Buenos-Aires et déclarer : « Nous sommes la guerre, qui ne sera gagnée que par la victoire bolchevétique ou été exterminée. » Cf. Argentine docués d'un génocide (Commissions de droits de l'homme de l'Argentine). Textes de l'Argentine, Paris 1978.

(8) « Economic Development and Cultural Revolution », dans *Religion, Revolution and Reform - New Forces for Change in Latin America*, ouvrage collectif sous la direction de A. Pike. New-York, 1964.

Roger Vekemans, jésuite d'origine française, a vécu au Chili près de trente ans. Il était considéré comme l'émule en grise de M. Eduardo Frei II et a créé le DESAL (Centre pour le développement social en Amérique latine). Dans les années 50, avec d'autres jésuites, il éprouva de fortes contradictions, les épreuves qu'il considérait comme progressistes, il fut, dans le Centre Bellarmino à Santiago, le 1^{er} fut aussi directeur de l'école de

...sociologie de l'université catholique. Après l'élection de Salvador Allende, il quitta le Chili pour s'installer en Colombie (1970) à Bogotá. Il fonda le CEDIA (Centre d'études pour le développement et l'intégration de l'Amérique latine) qui publia le bulletin trimestriel *Tierra Nueva* celui-ci combat notamment la « théologie de la libération » et dénonce l'« infiltration

Seminements

la République Dominicaine par les troupes américaines en 1965. En outre, Wessin y Wessin a été dénoncé comme étant un agent de la C.I.A. Quels sont les rapports entre la C.I.A. et l'intégrisme? Nous avons évoqué plus haut le « cas Vekemans » (13).

L'intégrisme maurassien est aussi l'inspirateur du plus agressif des mouvements d'extrême droite qui existent aujourd'hui en Amérique latine : Tradición, Familia y Propiedad. Fondé au Brésil par Plinio Correa de Oliveira, il s'est ramifié dans tous les autres pays (14). C'est à ce groupe que le général Pinochet a emprunté son idéologie.

Mais la tendance intégriste la plus importante est l'Opus Dei, dont nous avons essayé de montrer les analogies idéologiques avec Maurras, en confrontant des textes de ce dernier avec les maximes de *Camino*, l'œuvre capitale d'Escrivá y Balaguer et le guide spirituel de tout bon membre de cet ordre.

Le théologien Urs von Salthasar, dans son livre *Intégrité*, rattache directement celui-ci à Le Sapinière. Et Antonio Tovar, l'ancien recteur de l'université de Salamanque, a déclaré au journal la *Republica* de Caracas que, « pour le fonder (il s'agit de l'Opus), Escrivá aurait puisé dans les doctrines d'un groupe de prêtres qui était une filiale de F.A.F. » (15).

Enfin, dans les nombreuses œuvres sur la guerre contre-révolutionnaire écrites par d'anciens membres de l'O.A.S., livres de chevet des dictateurs latino-américains actuels, il existe implicitement une conception de l'État et de l'homme caractéristique de l'idéologie maurassienne. Comme on peut lire dans un ouvrage récent, les théoriciens de la guerre contre-révolutionnaire se sont vite aperçus qu'« au marxisme, conception globale du monde, il fallait donc opposer une structure idéologique l'une « foi » aussi complète, par son caractère technique, que le marxisme, l'efficacité technique. Pour ces officiers traditionalistes et partisans de l'ordre, un choix s'imposait à l'évidence : le catholicisme intégral » (18).

tion marxiste dans l'Estige latino-américaine. Le 23 juillet 1975, un autre faussaire, le Père James Wizzard, révéla que le Père Vekemans avait reçu 5 millions de dollars de la C.I.A. et 10 millions de l'Agence américaine pour le développement international (A.I.D.) pour appuyer la campagne électorale de M. Eduardo Frei et les syndicats autocommunistes. Cette aide lui aurait été accordée lors d'une réunion à laquelle participèrent le président John Kennedy, M. John Edgar Hoover, alors directeur de la C.I.A., et Sargent Shriver, directeur du corps des Volontaires de la paix. Voir le Monde des 27 et 28 juillet 1975.

(11) Alain Bouqule : *Pouvoir militaire et société politique en République Argentine*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1978, p. 189.

(12) Alain Rouquié, *Intégristes et militaires : les tentatives du national-catholicisme en République Argentine*. Centre d'études des relations internationales, 1973 (polycopié). Charles Antoine, *L'intégrisme brésilien*, Centre Lebrat, 1973 (polycopié). Le Brésilisme dont le véritable nom est

La Salûmère, dont le véritable nom est Sallustien, est un socialiste, un socialiste d'inspiration pieuse. Il est membre du Sodalitium Planius ou Ligue des amis de saint Pie V. Il était une espèce de secrétaire de la direction de cet institut séculier comme l'Œuvre de la Sainte Trinité et avait été créée à Rome par le pape Grégoire XIII à l'époque du pape Pie X. Elle se propose de défendre le catholicisme « intégral » et de lutter contre « le modernisme », en particulier contre les ennemis du dedans : p. 124. Emile Foulat, *Intégrisme et catholicisme intégral*, Edit. Cassin, Paris, 1933.

(13) Sur ce point, voir « La pénétration
imperialiste en las Iglesias latinoamericanas », *Exponente* présente au tribunal
« *El Siglo* », Boma, janvier 1978, et Docu-
mento confidencial de la Fuerzas armadas
bolivianas (sur le contrôle et l'infiltration
de l'Eglise par le marxisme), publié par
DIAL (179, boulevard du Montparnasse-
Paris 14^e). Cf. également le *Monde diplo-*
matique, août 1975.

(15) Cité par Jesús Ynfante : *La Prodigious Annunzia del Opus Dei : genesis desarrollo de la Santa Maria, Euedo D ricio, Paris, 1970, p. 22.*



Etats-Unis: l'image du président

Le recours au cinéma pour imposer l'image du président est une pratique ancienne.

De 1896, le candidat républicain William McKinley utilise massivement, comme arme de propagande électorale, deux films apologetiques produits par l'American Biograph et remporte une nette victoire sur le candidat démocrate Bryan, qui avait imprudemment négligé le septième art naissant.

Parallèlement, tout au long de son histoire, Hollywood propose, afin de conforter la fonction présidentielle, des œuvres de fiction canoniques à la louange des occupants successifs de la Maison Blanche. Avec le développement de la télévision à partir de 1950, l'image du président se diffuse dans le pays à travers deux supports privilégiés : les journaux télévisés et les spots publicitaires ; deux genres dramatiques bien particuliers qui exigent du président, mais

aussi de l'ensemble de la classe politique, de singulières qualités d'extraversion et une aptitude, proprement théâtrale, à confondre la politique avec un spectacle.

Aujourd'hui, en la soirée, les interventions publiques des personnalités politiques sont régies selon les lois du spectacle. Toute apparition, la moindre déclaration, se trouve précédée d'une mise en condition de l'opinion publique ; on dramatise, on prévient, on alerte... pour mieux réunir un « show ». Et cette politique-spectacle impose bien souvent aux élus de la nation (ou à ceux qui aspirent à le devenir) des servitudes lourdes et inflexibles : embellissement de la conjoncture, dissimulation des échecs, fardage de la pensée...

Le politicien vit désormais sur une scène, en campagne électorale permanente. Sans cesse surveillé par caméras et photographes, il soigne avec une attention particulière son « image de marque », il corrige sa diction, choisit ses lexiques, veille à sa tenue, travaille ses répliques, répète ses « petites phrases », bref, il joue un rôle.

Les ressources du métier d'acteur se révèlent donc de plus en plus indispensables pour solliciter avec avantage les suffrages des électeurs. Quelques comédiens ont d'ailleurs entrepris une carrière politique ; telle la petite idole de l'Amérique, Shirley

Temple, qui, sous l'administration Nixon, fut candidate à la Chambre des représentants avant d'être nommée membre de la délégation américaine aux Nations unies, puis ambassadrice au Ghana.

Une confirmation spectaculaire de cette tendance est donnée par les élections présidentielles américaines de 1980, où, pour la première fois, un comédien professionnel, M. Ronald Reagan, ancien chef du syndicat des acteurs de Hollywood, brigue la présidence des Etats-Unis et conduit une campagne électorale durant laquelle les ficelles de la comédie lui auront certainement été plus profitables qu'une bonne connaissance des dossiers.

Dans ses spots électoraux, M. Reagan a soigneusement mis à profit ses trente ans d'expérience cinématographique et télévisuelle en regardant les téléspectateurs droit dans les yeux, sûr de ses effets de franchise et de détermination, alors que M. Carter, comédien d'un seul sourire, se dissimulait souvent derrière la pègre de sa fonction.

La mise en spectacle de la politique favorise désormais l'ascension des experts... en art dramatique. La comédie de pouvoir peut ainsi se jouer entre professionnels de la scène, face à un peuple relégué à sa place immobile de spectateur, de plus en plus enivré par le monotonisme de la pièce.

IGNACIO RAMONET.

L'absent

DANS *Being there* (Bienvenue Mister Chance), Hal Ashby et son scénariste Jerry Kosinski font endosser le rôle du président des Etats-Unis au comédien Jack Warden. Surprotégé et héraldié, c'est un chef d'Etat sans état ni présence, tout petit dans une fonction trop grande pour lui. Anti-héros minable, ou héros fardé (fardé tendance Groucho) trébuchant et déconcerté.

Hollywood n'a pas été pauvre en évocations historiques : quelques Roosevelt (les deux) évoqués au coin d'un film d'aventures, de guerre ou de dépression, ici un Andrew Jackson, là un Taft (et son immense fauteuil dans *White House* d'Abraham Polonsky), et, naturellement, Lincoln, saisi dans toutes les postures d'une biographie coulée dans le bronze dès avant la naissance du cinéma. Mais l'image du président aujourd'hui a été très peu exploitée par les auteurs de films contemporains.

A une exception près — la brève « fenêtre » de 1962-1963, aux temps Kennedy — le pouvoir présidentiel, lorsqu'il est évoqué, ne l'est qu'allusivement, ou emblématiquement : un plan de la Maison Blanche, ou, plus souvent, ce pupitre emprunté à quel-que temple intérieur, frappé du sceau rond comme l'étiquette d'une boîte de camembert (« Seal of The President of The United States ») et flanqué d'un drapeau étoilé, du haut duquel une image de successeur de George Washington se sent adressée à la presse — et aux caméras de télévision.

Peut-être faut-il ici faire un détour par la notion même de spectacle. La

vie politique américaine donne lieu à deux séries de cérémonies qui s'apparentent, l'une au théâtre traditionnel, l'autre au music-hall ou au spectacle de plein air : les enquêtes contradictoires conduites par une commission parlementaire et les campagnes électorales. Des deux, le cinéma a fait un grand usage.

De Frank Capra au récent *The Seduction of Joe Tynan* (en français : *La Vie privée d'un sénateur*, de Jerry Schatzberg, malmené par la critique et boudé par le public parisien), en passant naturellement par *Tempest* et *Washington*, d'Otto Preminger (en 1962, avec, en arrière-plan, un président fatigué interprété par Franchot Tone, qui meurt à la fin du film), l'éloquence, la morale, la violence, ces interrogatoires poussés jusqu'au psychodrame, ont été mis en scène pour des spectateurs tout juste à la télévision a fait des parlers à part entière. On se souvient de la chute du sénateur Joseph McCarthy littéralement exécuté par le petit écran — Emile de Antonio a monté pour le cinéma un film féroce à partir des reportages télévisés *Point of Order*, sorti en France en 1978.

Simultanément, le rituel électoral, outre les nombreux films dont il est le réceptacle immédiat, apparaît comme une figure secondaire dans un nombre considérable de films : théâtre de rue dans *Taxi Driver*, par exemple, ou mini-Woodstock dans *Nashville*. Banderolles et cocardes tricolores, musiques majeures, le candidat peut bien n'être qu'une petite silhouette au sourire figé, le spectacle le dépasse et devient mise en scène à la dimension de l'écran.

Grisaille et anonymat

AU contraire, du seul point de vue du spectacle, la figure présidentielle n'a cessé de s'appauvrir. Depuis Dallas, le président est réduit à des apparitions brèves, il passe, il va vite, obliqué par des silhouettes d'arrogants d'autant plus massifs que leurs vestes coupées amples enveloppent et la musculature et l'arme de gros calibre. Hors de la télévision, où sa fonction essentielle est de parler, le plus souvent derrière le pupitre fardé évoqué plus haut (c'est moins attrayant que le duel de deux lions du Sénat rompus aux trucs de l'éloquence judiciaire), le président est gris et lointain. Qu'en plus il soit aussi contesté que l'ont été les trois derniers hôtes de la Maison Blanche

(ainsi Gerald Ford dont on s'est lassé de gratter les faux pas, au sens propre et au sens figuré du terme...), ou on se prend à penser que c'est moins par respect de la fonction que par ennui de la personne que Hollywood fait si peu de cas du chef de l'Etat le plus puissant de la planète.

Seule la figure de John Kennedy échappe à la grisaille et à l'anonymat. D'abord parce que, après sa mort tragique, on lui a consacré un certain nombre de documentaires, films d'enquête sur l'attentat de Dallas (*Jack to Judgment*, d'Emile de Antonio d'après le livre de Mark Lane), ou hommages naïfs (*Joe Kennedy*, réalisé en Italie, après l'assassinat de Robert Kennedy, par le journaliste

Gianni Bisiach et le producteur Alfredo Bini avec un prodigieux générique qui réunissait Benito Mussolini, Adolf Hitler, Porfirio Rubirosa, Marilyn Monroe et une brochette de mafiosi fameux).

Mais aussi, et surtout, parce que dans les trois années de son mandat interrompu fut mise en œuvre une politique probablement concertée d'exaltation de la fonction présidentielle. Sept jours en mai, de John Frankenstein, réalisé en 1963, eut pour conseiller Pierre Salinger, dont on sait le rôle qu'il jouait alors dans le brain-trust présidentiel, et fut tourné avec l'aide de la Maison Blanche : dans une interview recueillie par Robert Benayon pour *France-Observateur* (26 mars 1984), Frankenstein racontait qu'il avait pu tourner des extérieurs réels de la Maison Blanche pendant un week-end que le président passait à Cape Cod, et qu'on lui avait donné toutes les facilités pour reconstituer in studio le célèbre bureau ovale. Dans *Sept jours en mai*, le président, qui doit affronter un complot à l'extérieur, est un prince fomenté par des officiers supérieurs qui s'opposent à sa politique de détente avec l'Est, est inspiré de Kennedy, mais emprunte aussi « certains traits de Truman et de Woodrow Wilson ».

C'est, interprété par Frederic March, un président calme, efficace, plus vieux que ne l'était Kennedy. Il sauve la démocratie américaine. Dans *Le Docteur Folamour*, de Stanley Kubrick, deux avatars du même président, dans la situation inextricable d'une guerre nucléaire déclenchée par un imbécile ou par une défaillance technique, savent garder leur sang-froid, et demeurent l'ultime garant d'une paix qui, effectivement, en 1962, n'a tenu qu'un fil (rouge).

En novembre 1963, Kennedy, dont on a toutes raisons de penser qu'il avait voulu ces images sécurisantes de lui-même, ou de la charge qu'il occupait, disparaît. Le président-remplacement tombe dans des conditions telles que la fonction présidentielle a subi une dévaluation peut-être irréparable.

Contestés ou pâles, ses successeurs ne nous apparaissent que dans des documents repris de la télévision et montés dans des films sur le Vietnam (*Hearts and Minds*, de Peter Davis) ou le Watergate. Raldis, contraints à justifier l'insupportable, ils ont perdu cette crédibilité que la nation Kennedy avait eue, dans l'instant, voulu leur prêter.

JEAN-PIERRE JEANCOLAS.

Spots électoraux

UNE petite fille traverse un champ fleuri en effeuillant une marguerite. « Une, deux, trois... » Les pétales s'envolent alors qu'une voix nasillarde couvre celle de l'enfant : « Trois, deux, un, zéro... » Explosion : un championnisme atomique se déploie sur l'écran. Le candidat Lyndon Johnson intervient en voix « off » : « Tel est l'enfer. Un monde où tous les enfants de Dieu viendraient dans le paradis ou bien un monde qui les condamne à la nuit perpétuelle. »

Johnson dira plus tard : « Ce spot n'a fait rien ». Outre-atlantique, personne ne digne l'importance du marketing politique dans l'issue des grandes consultations nationales. « Il n'est pas exagéré de dire que, pour la grande majorité des électeurs, une campagne n'a qu'une seule petite réalité : le débat de la version des faits. » Johnson dit plus tard : « Ce spot n'a fait rien ». Outre-atlantique, personne ne digne l'importance du marketing politique dans l'issue des grandes consultations nationales. « Il n'est pas exagéré de dire que, pour la grande majorité des électeurs, une campagne n'a qu'une seule petite réalité : le débat de la version des faits. »

Rassemblement des centaines de films et de bandes vidéo (remontant jusqu'en 1952 — Eisenhower contre Stevenson —) le N.R.C. a réalisé la première étude d'ensemble d'un phénomène qui ne cesse de marquer la vie politique américaine.

Spots de trente secondes, une ou deux minutes, rythmés par des pros grammes spéciaux d'une demi-heure, les annonces de publicité politique interrompent dramatiquement et feuilletonnent les candidats à la présidence de l'Est, se glissent entre une réclame de lessive et un flash de la chaîne McDonald.

« Nous essayons d'éviter d'apparaître après des spectacles comprenant trop de violence », affirmait le responsable de la programmation des spots de George Bush. Rien n'est laissé au hasard. Confrontés à des publicités de renom, les campagnes de lancement des candidats à la présidence se font selon des plans très sophistiqués et à des coûts qui se chiffrent en centaines de millions de dollars.

Selon Edwin Diamond et le N.R.C., la stratégie de vente d'un président américain se déroule en cinq étapes.

Première phase. — Objectif : faire connaître la personnalité et le passé du candidat. En 1976, Gerry Raaboon, le consultant de Carter, avait fait le film *Connu de moins de trois pour cent des Américains* au début de sa campagne, celui que la presse sur-

nomme « Mr Who ? » fut sorti de l'anonymat par une série de spots retraçant sa vie familiale et professionnelle. L'absence d'événements marquants fut justement exploitée pour bâtir l'image d'un homme neutre, loin du personnel politique usé par les débauches et les scandales, le père tranquille qu'une Amérique fatiguée attendait avec anxiété.

Cette année, M. George Bush a largement usé du spot biographique lors des primaires. Utilisant des documents d'époque, un montage astucieux soulignait les grandes étapes de la vie du candidat républicain : capitaine de l'équipe de base-ball de Yale, pilote de la Navy durant la guerre, P.D.G. dans les pétroles, député, envoyé spécial de M. Nixon en Chine, directeur de la CIA. Cette épopée « Bush Story » comprenait même un morceau de choix : le repêchage en direct du jeune pilote abattu lors d'une mission de bombardement dans le Pacifique. M. Edward Kennedy, dont la biographie est plus que connue, évoqua pourtant dans un spot la mort de ses frères, l'incident de Chappaquiddick et l'amputation d'une jambe après un cancer de son fils cadet, avant d'affirmer que toutes ces tragédies l'avaient affermi et avaient fait de lui « un homme plus sûr ».

Deuxième phase. — Objectif : asseoir l'aura et le prestige du candidat. Alors que l'historique polémique de mains Bush-Mao s'inscrivait sans cesse sur les écrans, M. Ronald Reagan a choisi d'apparaître après une séquence montrant la hiérarchie soviétique, au grand complet, passant en revue des missiles sur la place Rouge. Dans la tête du Tchern moyen, l'équation devenait simple : Brejnev ou Reagan, le politicien trouvant ici la stature internationale qui lui fait dramatiquement défaut.

M. James Carter s'est gardé de tout miser sur le prestige apparent que lui confère sa charge de chef d'Etat. Modeste, un de ses spots les plus réussis le montre après une rencontre avec ses conseillers en train d'attendre une fille Amy à finir son devoir de math. « Mari, père, président — il a mené ces trois tâches avec dévotion », annonçait le commentateur. Le profil de la famille, du labour et de la tranquillité.

Troisième phase. — Les spots d'attaque ou de publicité négative. Le but recherché n'est plus tant de vanter les mérites du candidat que de déconstruire en flammes ses adversaires. Le spot de Johnson (voir au début) fut un modèle du genre. Sans même citer le nom de son adversaire (Gerry Goldwater), il porta ainsi un coup fatal à celui qu'il dépeignait comme « un éternel, capable d'appuyer sur le bouton rouge ».

Comme le bien entendu, ce sont les candidats en mauvaise posture qui sont les plus acharnés dans la lutte. Un spot de M. Bush affirmait, il y a quelques mois, que « Reagan n'a aucune conscience des dangers auxquels nous devons faire face dans la démolition. Il ne connaît même pas le son du président français en poste actuellement ». M. Carter ne s'est pas privé, pour sa part, d'utiliser les bon-des légendaires du candidat républicain. Pulsant dans le vaste bétail de M. Reagan, il n'eut pas de mal à le brosser comme un vieillard gâteux, quasi analphabète et dangereux.

Quatrième phase. — Objectif : rappeler aux électeurs que quelque chose d'important va avoir lieu. Selon la stratégie démocrate, Vie Fin-gerhut, M. Nixon dépensa en 1980 plus de vingt millions de dollars au cours des derniers jours de sa campagne « dans le seul but d'avertir les plus pauvres et les moins éduqués des électeurs démocrates qu'une élection allait avoir lieu ». C'est l'aspect « civique » du travail des publicistes, qui permettaient à Robert Goodman, le consultant de M. Bush, d'affirmer : « Je suis convaincu que la politique, c'est du théâtre, du théâtre vivant, et que si nous intensifions les annonces de publicité politique à la télévision, nous aurons encore moins de gens pour voter que nous n'en avons à l'heure actuelle. »

Cinquième phase et dernière : confirmer les électeurs dans les choix qu'ils ont déjà commis. On chercha à cette occasion les propos de David Sawyer, un des publicistes les plus en vue : « Il est impossible de vendre un candidat comme une bouteille de Coca-Cola. On peut convaincre un consommateur de changer de produit. Mais il est exact qu'il donne sa voix à un candidat auquel il est résolument hostile. »

PIERRE BRIEUC.

Ronald Reagan à Hollywood

ON médit beaucoup sur la carrière d'acteur de M. Ronald Reagan, volontiers ramené, dans le discours des commentateurs pressés, au rang de cow-boy de « série B », de « troisième couteau », voire de simple figurant. L'apport du candidat républicain à la gloire du septième art restera incontestablement modeste, mais ces appréciations à l'emporte-pièce méritent d'être nuancées.

Ronald Reagan ne fut certes pas une star de première grandeur, mais il ne fut en aucune manière un figurant. Ni obscur ni glorieux, sa carrière fut avant tout celle d'un professionnel appliqué, régulier, consciencieux ; d'un homme de studio qui, durant plus de douze ans, « servit » honorablement dans les genres les plus divers et eut, cinq ou six fois, la chance de travailler avec des meilleurs en scène de l'importance de Michael Curtiz, Raoul Walsh, Edmund Goulding, Sam Wood, Allan Dwan et Don Siegel. Avec ses cinquante-six films, dont une quinzaine seulement peuvent objectivement être rangés dans la « série B », la carrière de l'acteur Ronald Reagan présente un profil quasi linéaire : peu de sommets, certes, mais également peu d'abîmes ; une sorte de constance, typique de cette catégorie d'acteurs, fort répandue dans le Hollywood des années 30 et 40, venu au cinéma sans formation préalable et gardant la faveur du public par la seule vertu de leur naturel, de leur « quotidienneté » et de leur évidente absence de prétention artistique.

Lorsque la Warner l'engagea, en 1937, Ronald Reagan n'est pas inconnu du public. Durant quatre ans, il a été le commentateur sportif le plus suivi d'une des grandes stations radiophoniques du pays. Il possède une image d'homme actif, confiant en soi. Ses personnages seront ardents, audacieux, d'une rectitude morale à toute épreuve. Né dans un milieu populaire, de tempérament gaillard et extraverti, Reagan sera à l'écran l'« all-American » — type. Propulsé en tête d'affiche dès son premier film (*Love in the Air*, 1937), il incarne, tout naturellement, le rôle d'un sympathique et brave reporter en lutte contre un gang de politiciens véreux. Trois ans plus tard, dans *Secret Service of the Air*, premier d'une série de productions à petit budget, on le retrouve en agent spécial ; dans *Accidents Will Happen*, en enquêteur ; dans *Hell's Kitchen*, et *Angels Wash their Faces* en défenseur du bon sens et de la morale traditionnelle. Carré à souhait, il sait à l'occasion se dissiper, devenir, le temps d'un film, le cadet turbulent de *Brother Rat*, le pilote casse-cou d'*International Squadron*. Mais il est avant tout la comparaison des grandes vedettes, l'ami fidèle, l'éternel second qui s'efface de bonne grâce devant de plus fortunés rivaux.

Son ascension au statut de vedette confirmée est lente et laborieuse (guère plus, toutefois, que celle d'un Bogart), et les rendez-vous manqués abondent. Il « perd » *Casablanca* au profit de Bogart

et, en 1942, après avoir remporté ses premiers grands succès dans *Knute Rockne - All American* — biographie sportive où il joue avec conviction le rôle d'une vedette du football —, et surtout *King's Row* (Chêne sans racines), de Sam Wood, voit sa carrière interrompue par la guerre. De retour à la Warner en 1947, il tente de se reconstruire dans des films d'action, brigue en vain un rôle dans *Le Trésor de la Sierra Madre*, et se trouve, contraint et forcé, dans des emplois sophistiqués, à la Cary Grant, qui lui font perdre une bonne partie de son audience. Dès cette époque, la politique le sollicite et il y lance avec une détermination sans doute aléatoire par ses frustrations professionnelles. Partisan déclaré du maccarthysme, il appuie les démarches inquisiteuriales de la commission de la Chambre des représentants chargée des activités anti-américaines (House Un-American Activities Commission), Motion Picture Industry Council, organisation « patriotique » qui se propose d'aider les victimes de la Liste noire... à coopérer. Sa carrière cinématographique, lentement déclinante, ne porte que des traces légères de cette poussée de prosélytisme droitier qui, parallèlement, se traduit, chez un John Wayne, par une brusque floraison de films « à message ». L'image filmique de Ronald Reagan n'est pas assez forte pour soutenir une telle charge, et reste jalonnée de libéralisme. Dans *Storm Warning* (réalisation de Stuart Heisler, sur un script de Richard Brooks), l'acteur, sous

les traits d'un inflexible procureur sorti en droite ligne des films sociaux des années 30, prend fait et cause contre le K.K.K. Il attend encore quatre ans pour apparaître dans le premier (et unique) film anticomunisme de sa carrière, *Prisoner of War*, et malgré un alignement de plus en plus fervent sur les thèses ultra-conservatrices, poursuit sa carrière dans une direction familière, pansachant films d'aventures, comédies et biographies sentimentales-édifiantes.

DEVENU free-lance, sa valeur marchande s'amoindrit, et il ne connaît pas de seconde chance au cinéma. Il s'oriente vers la télévision, qui redonne son bison. Présentateur de l'émission *General Electric Theatre*, il a l'occasion de promouvoir des produits et, occasionnellement, les idées conservatrices des responsables financiers de ce programme, dont il sera le fer de lance durant six ans. C'est là, sur le terrain, que s'affirme, selon les commentateurs, ce don de la persuasion qui lui vaudra ses succès ultérieurs. En 1964, Don Siegel, libéral notoire, lui confiera, non sans quelque perversité, le rôle d'un truand irrémédiablement pourri dans le remake cynique, hyper-violent, des *Tueurs*. Son interprétation, glorieuse et surprenante, pouvait laisser augurer un comeback. Il s'efforcera de la faire oublier. Un tout autre Reagan se préparait, il est vrai, à émerger...

OLIVIER EYQUEM.

d'unités de compte) ainsi répartis : deux prêts à la Banque par le Mexicogramme (d'une durée de deux ans, au taux de 10,5 %) à la construction d'infrastructures hydrauliques, l'un de 10 milliards de lire, l'autre de 10 milliards de lire; deux prêts à la Méditerranée centrale (d'une durée de deux ans) en faveur des petites et moyennes entreprises industrielles, l'un de 10 milliards de lire, l'autre de 10 milliards de lire plus particulièrement destinés à la rationalisation de l'utilisation de l'énergie; un prêt de 5 milliards de lire à l'Institut SpA (d'une durée de sept ans, au taux de 11,50 %) pour la poursuite de la mise en valeur de divers gisements de pétrole. D'autre part, le 22 septembre, deux autres prêts d'une contre-valeur de 30 milliards de lire (10,5 milliards d'a.c.) financés par le nouvel instrument communautaire d'emprunt et de prêt (I.C.E.) : l'un de 20 milliards de lire à l'AGIP (d'une durée de dix ans, au taux de 7,5 % compte tenu d'une bonification de 3 %) pour la mise en valeur de gisements de pétrole et de gaz dans la région du Fô et en mer Adriatique; le second, de 10 milliards de lire (d'une durée de quinze ans, au taux moyen de 10,5 %) à l'Institut Mobiliare Italiano qui les répercutera à la Società Italiana per l'Industria Italiana (S.I.I.) pour la construction d'un réseau téléphonique des Pouilles. Enfin, trois prêts, le 25 septembre, d'une contre-valeur de 10 milliards de lire (d'une durée de dix ans, au taux de 10,5 %) destinés à financer des opérations d'économie d'énergie dans des usines de la région du Fô et de la région de la mer Adriatique, au profit d'investissements énergétiques dans des entreprises industrielles du centre et du nord du pays; et un prêt de 5 milliards de lire (pour dix ans) destiné au financement d'industries industrielles de petite et moyenne dimension dans les zones peu favorisées du centre et du nord de l'Italie.

— Danemark (17 septembre) : un prêt à l'Etat d'une contre-valeur de 25 millions de couronnes (1,2 millions d'a.c.) (pour dix ans au taux de 15 %) dont la moitié sera versée le 1^{er} octobre. Le Conseil de développement régional chargé de prêter des fonds aux petites et moyennes entreprises.

— France (17 septembre) : un prêt d'une contre-valeur de 62,5 millions de francs (1,6 millions d'a.c.) pour quinze ans, à la Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales (C.A.E.C.L.) en faveur du financement de la collectivité de petite et moyenne dimension dans les régions connaissant des problèmes de développement ou de conservation.

— Irlande (22 septembre) : un prêt à l'Etat d'une contre-valeur de 10 millions de livres (1,6 millions d'a.c.) pour dix ans, assorti d'une bonification d'intérêt de 3 %, le montant étant réparti à l'Industrial Development Authority pour la construction d'usines. Un autre prêt de 10 millions d'a.c. pour dix ans, assorti d'une bonification de 3 %, pour la construction d'une usine publique responsable des industries, en faveur du développement de la production de tourtes alimentaires comestibles dans les zones rurales.

— GRECE (22 septembre) : un prêt d'une contre-

valeur de 4,5 millions d'a.c. (d'une durée de dix ans, au taux de 10,5 %) à la Banque hellénique de développement industriel qui en répercutera le montant à la Société anonyme des cimentiers grecs pour l'investissement de sa production.

— Portugal (10 octobre) : deux prêts d'une contre-valeur de 40 millions d'a.c., le premier, de 30 millions d'a.c., à l'Etat (d'une durée de vingt ans, assorti d'une bonification de 3 %, à la charge du budget de la Communauté) pour la construction de structures portuaires d'Angra; le second, de 10 millions d'a.c., à l'entreprise publique Cimentaria de Portugal S.P. (d'une durée de quinze ans) pour la construction d'une nouvelle unité de production à Sonzara.

OPERATIONS AU TITRE DE LA CONVENTION DE LOMÉ. — Au titre de la première convention de Lomé, la C.E.E. a accordé deux prêts à des pays africains :

— Malawi (17 septembre) : un prêt d'une contre-valeur de 5 millions d'a.c. à l'Investment and Development Bank of Malawi (d'une durée de dix ans, au taux de 8 % compte tenu d'une bonification financière aux investisseurs du Fonds européen de développement) pour des projets industriels et touristiques de petite et moyenne dimension;

— Zambie (25 septembre) : un prêt d'une contre-valeur de 5 millions d'a.c. à la Bank of Zambia (d'une durée de dix ans, au taux de 8 % compte tenu d'une bonification d'intérêt financière aux investisseurs du Fonds européen de développement) pour la construction d'une usine de la qualité du cobalt produit dans l'usine de Chambishi.

— BANQUE ASIATIQUE DE DEVELOPPEMENT. — La Banque asiatique de développement a approuvé deux prêts financiers à l'aide du Fonds européen de développement d'une durée de quarante ans, au taux de 15 % : l'un de 1 million de dollars, aux îles Cook (le 21 août), pour la création d'infrastructures économiques et sociales; l'autre, de 20 millions de dollars, au Bangladesh (le 21 août), pour la rénovation et l'extension de la production de coton.

— BANQUE INTERAMERICAINE DE DEVELOPPEMENT. — La Banque interaméricaine de développement a approuvé l'emprunt de quatre prêts : 1) 2,5 millions de dollars, à l'Uruguay (le 11 septembre), pour une durée de vingt-cinq ans et au taux de 8,25 %, pour l'amélioration de l'enseignement universitaire; 2) 10 millions de dollars, à l'Argentine (le 11 septembre), pour la construction d'usines; 3) 500 000 dollars, à l'Argentine (le 11 septembre), pour la construction d'usines; 4) 12 millions de dollars, à l'Argentine (le 25 septembre), pour la construction d'usines.

— La Banque interaméricaine de développement a approuvé l'emprunt de quatre prêts : 1) 2,5 millions de dollars, à l'Uruguay (le 11 septembre), pour une durée de vingt-cinq ans et au taux de 8,25 %, pour l'amélioration de l'enseignement universitaire; 2) 10 millions de dollars, à l'Argentine (le 11 septembre), pour la construction d'usines; 3) 500 000 dollars, à l'Argentine (le 11 septembre), pour la construction d'usines; 4) 12 millions de dollars, à l'Argentine (le 25 septembre), pour la construction d'usines.

— La Banque interaméricaine de développement a approuvé l'emprunt de quatre prêts : 1) 2,5 millions de dollars, à l'Uruguay (le 11 septembre), pour une durée de vingt-cinq ans et au taux de 8,25 %, pour l'amélioration de l'enseignement universitaire; 2) 10 millions de dollars, à l'Argentine (le 11 septembre), pour la construction d'usines; 3) 500 000 dollars, à l'Argentine (le 11 septembre), pour la construction d'usines; 4) 12 millions de dollars, à l'Argentine (le 25 septembre), pour la construction d'usines.

GROUPEMENTS ECONOMIQUES ET COMMERCIAUX

Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement

La dette des pays en voie de développement, thème dominant de la vingt et unième session du conseil

La vingt et unième session du conseil du commerce et du développement de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) s'est tenue, du 15 au 17 septembre, à Genève. Le thème de la session, les pays en voie de développement a été le thème dominant de la session. A l'issue des travaux, les pays membres du conseil ont souscrit à des « caractéristiques détaillées pour les opérations relatives aux pays en voie de développement en voie de développement ayant que ces problèmes naissent le stade critique ».

Il n'a pas été donné suite à la demande du « groupe des 77 » d'établir une commission internationale de la dette, en revanche, la résolution adoptée prévoit qu'un pays qui estime se trouver en présence de difficultés tenant à son endettement « devrait pouvoir faire appel aux connaissances spécialisées des institutions internationales appropriées qui pourraient, en consultation avec lui, faire une analyse objective et globale de sa situation économique tenant compte de ses objectifs sociaux et économiques et de ses perspectives de développement ». Cette fin, le conseil a invité « les chefs de secrétariat du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, en consultation avec le secrétaire général de la CNUCED, à envisager, assurant que toutes les procédures d'urgence permettant de répondre de façon coordonnée à des demandes d'analyses formulées par des pays en voie de développement ».

M. Roy Macdonald (Jamaïque), parlant au nom du « groupe des 77 », a déclaré que la résolution constituait « un important pas en avant, mais, également, un compromis de taille de notre part », les pays en voie de développement ayant abandonné l'idée de la commission internationale de la dette.

Trois autres résolutions ou décisions ont été adoptées concernant le transfert inversé de technologie, la poursuite des études sur les problèmes courants des pays en voie de développement insulaires et la mise à la disposition de la CNUCED des ressources du PNUD pour un programme d'assistance aux peuples des territoires coloniaux et à leur mouvement de libération nationale.

Au calendrier des réunions approuvé par le conseil, pour le reste de l'année 1980, figure, notamment, la reprise de deux conférences importantes ou les accords sur les produits de base feront l'objet de nouvelles discussions : la conférence des Nations unies sur le cacao, qui se tiendra du 27 octobre au 7 novembre, et de la conférence des Nations unies sur l'étain, du 1^{er} au 19 décembre.

COMMISSION DES TRANSPORTS MARITIMES. — La Commission des transports maritimes de la CNUCED, composée des représentants de quatre pays — un pays en développement, un pays en voie de développement, un pays en voie de développement, un pays en voie de développement — a réuni, en 1981, d'une session extraordinaire pour résoudre les problèmes de la flotte de pêche.

Le secrétaire de la CNUCED a été chargé d'élaborer pour cette session extraordinaire, qui devra se réunir au plus tard en septembre 1981, des études sur trois aspects des opérations de pêche : l'exploitation qui ont particulièrement retenu l'attention de la session : la surpêche et la responsabilité des propriétaires de navires de pêche; l'application des conventions internationales sur la sécurité en mer et la situation sociale des pêcheurs; et la situation des pêcheurs de la région méditerranéenne.

A propos de l'expiration des pays en voie de développement à accéder à un minimum de 30 % du tonnage mondial (T.P.C.) à la fin des années 80, la commission a adopté une résolution visant la CNUCED de réunir un groupe d'experts pour étudier les problèmes rencontrés par ces pays pour les transports en mer.

COMMISSION DES INVISIBLES ET DU FINANCEMENT. — La deuxième partie de la neuvième session de la Commission des invisibles et du finan-

ciement a été consacrée aux assurances, s'est terminée le 3 octobre. Ses travaux ont porté sur les points suivants : méthodes pour accroître le volume d'affaires d'assurances conclues par les compagnies nationales; méthodes pour accroître le volume d'affaires d'assurances conclues par les compagnies nationales; méthodes pour accroître le volume d'affaires d'assurances conclues par les compagnies nationales.

ACCORDS INTERNATIONAUX SUR LES PRODUITS DE BASE. — Deux accords ont été conclus, devant une réunion conjointe de la commission de la CNUCED des produits de base et du comité intergouvernemental spécial du programme intégré pour les produits de base, M. Gomani Corea, secrétaire général de la CNUCED, a demandé aux gouvernements des pays en développement d'accepter de donner une nouvelle impulsion aux efforts visant à conclure des accords sur les produits de base.

OUVERTURE A LA SIGNATURE DE L'ACCORD SUR LE FONDS COMMUN. — L'accord portant création du fonds commun pour les produits de base a été ouvert à la signature le 1^{er} octobre au siège des Nations unies. Il entrera en vigueur après ratification, acceptation ou approbation par au moins quatre pays membres du conseil. Le fonds commun des Nations unies, qui sera doté d'un capital de 400 millions de dollars représentés par les contributions directes. L'accord entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1981, sous réserve de l'approbation des gouvernements membres de la CNUCED.

Flux transfrontières de données et protection de la vie privée. — Le conseil de l'Organisation de coopération et de développement économique (O.C.D.E.) a adopté le 2 octobre, dans une recommandation aux gouvernements, des « lignes directrices relatives à la protection de la vie privée et des flux transfrontières de données de caractère personnel ». Il pose ainsi des principes fondamentaux visant à harmoniser les législations relatives à la protection de la vie privée et des flux transfrontières de données de caractère personnel.

Flux transfrontières de données et protection de la vie privée. — Le conseil de l'Organisation de coopération et de développement économique (O.C.D.E.) a adopté le 2 octobre, dans une recommandation aux gouvernements, des « lignes directrices relatives à la protection de la vie privée et des flux transfrontières de données de caractère personnel ».

Flux transfrontières de données et protection de la vie privée. — Le conseil de l'Organisation de coopération et de développement économique (O.C.D.E.) a adopté le 2 octobre, dans une recommandation aux gouvernements, des « lignes directrices relatives à la protection de la vie privée et des flux transfrontières de données de caractère personnel ».

Flux transfrontières de données et protection de la vie privée. — Le conseil de l'Organisation de coopération et de développement économique (O.C.D.E.) a adopté le 2 octobre, dans une recommandation aux gouvernements, des « lignes directrices relatives à la protection de la vie privée et des flux transfrontières de données de caractère personnel ».

Flux transfrontières de données et protection de la vie privée. — Le conseil de l'Organisation de coopération et de développement économique (O.C.D.E.) a adopté le 2 octobre, dans une recommandation aux gouvernements, des « lignes directrices relatives à la protection de la vie privée et des flux transfrontières de données de caractère personnel ».

Flux transfrontières de données et protection de la vie privée. — Le conseil de l'Organisation de coopération et de développement économique (O.C.D.E.) a adopté le 2 octobre, dans une recommandation aux gouvernements, des « lignes directrices relatives à la protection de la vie privée et des flux transfrontières de données de caractère personnel ».

Flux transfrontières de données et protection de la vie privée. — Le conseil de l'Organisation de coopération et de développement économique (O.C.D.E.) a adopté le 2 octobre, dans une recommandation aux gouvernements, des « lignes directrices relatives à la protection de la vie privée et des flux transfrontières de données de caractère personnel ».

Flux transfrontières de données et protection de la vie privée. — Le conseil de l'Organisation de coopération et de développement économique (O.C.D.E.) a adopté le 2 octobre, dans une recommandation aux gouvernements, des « lignes directrices relatives à la protection de la vie privée et des flux transfrontières de données de caractère personnel ».

Flux transfrontières de données et protection de la vie privée. — Le conseil de l'Organisation de coopération et de développement économique (O.C.D.E.) a adopté le 2 octobre, dans une recommandation aux gouvernements, des « lignes directrices relatives à la protection de la vie privée et des flux transfrontières de données de caractère personnel ».

Flux transfrontières de données et protection de la vie privée. — Le conseil de l'Organisation de coopération et de développement économique (O.C.D.E.) a adopté le 2 octobre, dans une recommandation aux gouvernements, des « lignes directrices relatives à la protection de la vie privée et des flux transfrontières de données de caractère personnel ».

Flux transfrontières de données et protection de la vie privée. — Le conseil de l'Organisation de coopération et de développement économique (O.C.D.E.) a adopté le 2 octobre, dans une recommandation aux gouvernements, des « lignes directrices relatives à la protection de la vie privée et des flux transfrontières de données de caractère personnel ».

Flux transfrontières de données et protection de la vie privée. — Le conseil de l'Organisation de coopération et de développement économique (O.C.D.E.) a adopté le 2 octobre, dans une recommandation aux gouvernements, des « lignes directrices relatives à la protection de la vie privée et des flux transfrontières de données de caractère personnel ».

Flux transfrontières de données et protection de la vie privée. — Le conseil de l'Organisation de coopération et de développement économique (O.C.D.E.) a adopté le 2 octobre, dans une recommandation aux gouvernements, des « lignes directrices relatives à la protection de la vie privée et des flux transfrontières de données de caractère personnel ».

Flux transfrontières de données et protection de la vie privée. — Le conseil de l'Organisation de coopération et de développement économique (O.C.D.E.) a adopté le 2 octobre, dans une recommandation aux gouvernements, des « lignes directrices relatives à la protection de la vie privée et des flux transfrontières de données de caractère personnel ».

Flux transfrontières de données et protection de la vie privée. — Le conseil de l'Organisation de coopération et de développement économique (O.C.D.E.) a adopté le 2 octobre, dans une recommandation aux gouvernements, des « lignes directrices relatives à la protection de la vie privée et des flux transfrontières de données de caractère personnel ».

Flux transfrontières de données et protection de la vie privée. — Le conseil de l'Organisation de coopération et de développement économique (O.C.D.E.) a adopté le 2 octobre, dans une recommandation aux gouvernements, des « lignes directrices relatives à la protection de la vie privée et des flux transfrontières de données de caractère personnel ».

Flux transfrontières de données et protection de la vie privée. — Le conseil de l'Organisation de coopération et de développement économique (O.C.D.E.) a adopté le 2 octobre, dans une recommandation aux gouvernements, des « lignes directrices relatives à la protection de la vie privée et des flux transfrontières de données de caractère personnel ».

Flux transfrontières de données et protection de la vie privée. — Le conseil de l'Organisation de coopération et de développement économique (O.C.D.E.) a adopté le 2 octobre, dans une recommandation aux gouvernements, des « lignes directrices relatives à la protection de la vie privée et des flux transfrontières de données de caractère personnel ».

Flux transfrontières de données et protection de la vie privée. — Le conseil de l'Organisation de coopération et de développement économique (O.C.D.E.) a adopté le 2 octobre, dans une recommandation aux gouvernements, des « lignes directrices relatives à la protection de la vie privée et des flux transfrontières de données de caractère personnel ».

Flux transfrontières de données et protection de la vie privée. — Le conseil de l'Organisation de coopération et de développement économique (O.C.D.E.) a adopté le 2 octobre, dans une recommandation aux gouvernements, des « lignes directrices relatives à la protection de la vie privée et des flux transfrontières de données de caractère personnel ».

Flux transfrontières de données et protection de la vie privée. — Le conseil de l'Organisation de coopération et de développement économique (O.C.D.E.) a adopté le 2 octobre, dans une recommandation aux gouvernements, des « lignes directrices relatives à la protection de la vie privée et des flux transfrontières de données de caractère personnel ».

Flux transfrontières de données et protection de la vie privée. — Le conseil de l'Organisation de coopération et de développement économique (O.C.D.E.) a adopté le 2 octobre, dans une recommandation aux gouvernements, des « lignes directrices relatives à la protection de la vie privée et des flux transfrontières de données de caractère personnel ».

Flux transfrontières de données et protection de la vie privée. — Le conseil de l'Organisation de coopération et de développement économique (O.C.D.E.) a adopté le 2 octobre, dans une recommandation aux gouvernements, des « lignes directrices relatives à la protection de la vie privée et des flux transfrontières de données de caractère personnel ».

Flux transfrontières de données et protection de la vie privée. — Le conseil de l'Organisation de coopération et de développement économique (O.C.D.E.) a adopté le 2 octobre, dans une recommandation aux gouvernements, des « lignes directrices relatives à la protection de la vie privée et des flux transfrontières de données de caractère personnel ».

De 1977 à 1979, pour la première fois depuis 1965, le rapport moyen des importations par P.B. dans la zone de l'O.C.D.E. est devenu à peu près inchangé, et les estimations provisoires relatives à 1979 pour les dix-huit pays ayant communiqué des données laissent à penser que cette tendance persistera au moins. Les données les plus récentes laissent cependant certaines différences d'un pays à l'autre. Une annexe au bulletin présente les données concernant les importations des produits finis par les administrations nationales pour les années 1973 à 1977.

LA POLITIQUE SOCIALE INTÉGRÉE EN AUTRI-QUE. — Le conseil de la région d'Europe et des affaires sociales de l'O.C.D.E. s'est réuni à Vienne les 7 et 8 octobre pour examiner la politique sociale intégrée en Autriche.

COMITÉ D'AIDE AU DEVELOPPEMENT. — Le comité d'aide au développement (CAD) de l'O.C.D.E. s'est réuni le 23 septembre et le 7 octobre pour examiner l'effort et la politique d'aide au développement du Danemark et du Japon.

RECENTE PUBLICATION. — LES TRANSPORTS MARITIMES, 1979. — Vingt-septième rapport annuel du comité des transports maritimes de l'O.C.D.E., 179 pages.

Organisation internationale du café

Accord sur les prix et les quantités exportables

Les soixante-sept pays représentés au conseil de l'Organisation internationale du café sont parvenus, le 3 octobre, à l'issue de dix-huit jours de négociations, à un accord sur la limitation des exportations de café.

Alors que la production exportable mondiale est estimée à 63,1 millions de sacs (de 60 kilogrammes) et les besoins des pays importateurs à 55,5 millions de sacs, les représentants des soixante-sept pays parties à l'accord ont fixé le quota mondial des exportations à 57,3 millions de sacs, avec une fourchette de prix minimum et maximum comprise entre 115 et 155 cents américains par livre.

Cet accord, le premier depuis dix ans, a été difficile à conclure, les pays consommateurs, et notamment les États-Unis, souhaitant une fourchette plus basse et un quota moins élevé, alors que les petits pays producteurs, africains notamment, étaient plus exigeants.

Le compromis qui a pu s'établir fixe le prix minimum à 120 cents, ce qui, comme le craignent les producteurs, risque d'entraîner une nouvelle baisse des cours. Ceux-ci ont chuté de 30 % depuis le début de l'année. Ils avaient atteint un niveau record de 430 cents en 1977.

ACCORD GENERAL SUR LES TARIFS DOUANIERS. — Les membres du Comité des tarifs douaniers (C.T.D.) de l'O.C.D.E. ont adopté, le 3 octobre, un accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (G.T.C.) en remplacement de l'Accord de Lomé, qui sera remplacé par le G.T.C. et qui prendra effet le 1^{er} janvier 1981.

Le C.T.D. a été créé par le G.T.C. et a pour mission de promouvoir la coopération technique entre les pays membres du G.T.C. et de leur fournir des conseils et des services techniques.

Le C.T.D. a été créé par le G.T.C. et a pour mission de promouvoir la coopération technique entre les pays membres du G.T.C. et de leur fournir des conseils et des services techniques.

Le C.T.D. a été créé par le G.T.C. et a pour mission de promouvoir la coopération technique entre les pays membres du G.T.C. et de leur fournir des conseils et des services techniques.

Le C.T.D. a été créé par le G.T.C. et a pour mission de promouvoir la coopération technique entre les pays membres du G.T.C. et de leur fournir des conseils et des services techniques.

Le C.T.D. a été créé par le G.T.C. et a pour mission de promouvoir la coopération technique entre les pays membres du G.T.C. et de leur fournir des conseils et des services techniques.

Le C.T.D. a été créé par le G.T.C. et a pour mission de promouvoir la coopération technique entre les pays membres du G.T.C. et de leur fournir des conseils et des services techniques.

Le C.T.D. a été créé par le G.T.C. et a pour mission de promouvoir la coopération technique entre les pays membres du G.T.C. et de leur fournir des conseils et des services techniques.

Le C.T.D. a été créé par le G.T.C. et a pour mission de promouvoir la coopération technique entre les pays membres du G.T.C. et de leur fournir des conseils et des services techniques.

Le C.T.D. a été créé par le G.T.C. et a pour mission de promouvoir la coopération technique entre les pays membres du G.T.C. et de leur fournir des conseils et des services techniques.

Le C.T.D. a été créé par le G.T.C. et a pour mission de promouvoir la coopération technique entre les pays membres du G.T.C. et de leur fournir des conseils et des services techniques.

Le C.T.D. a été créé par le G.T.C. et a pour mission de promouvoir la coopération technique entre les pays membres du G.T.C. et de leur fournir des conseils et des services techniques.

Le C.T.D. a été créé par le G.T.C. et a pour mission de promouvoir la coopération technique entre les pays membres du G.T.C. et de leur fournir des conseils et des services techniques.

Le C.T.D. a été créé par le G.T.C. et a pour mission de promouvoir la coopération technique entre les pays membres du G.T.C. et de leur fournir des conseils et des services techniques.

Le C.T.D. a été créé par le G.T.C. et a pour mission de promouvoir la coopération technique entre les pays membres du G.T.C. et de leur fournir des conseils et des services techniques.

Le C.T.D. a été créé par le G.T.C. et a pour mission de promouvoir la coopération technique entre les pays membres du G.T.C. et de leur fournir des conseils et des services techniques.

Le C.T.D. a été créé par le G.T.C. et a pour mission de promouvoir la coopération technique entre les pays membres du G.T.C. et de leur fournir des conseils et des services techniques.

Le C.T.D. a été créé par le G.T.C. et a pour mission de promouvoir la coopération technique entre les pays membres du G.T.C. et de leur fournir des conseils et des services techniques.

Le C.T.D. a été créé par le G.T.C. et a pour mission de promouvoir la coopération technique entre les pays membres du G.T.C. et de leur fournir des conseils et des services techniques.

Le C.T.D. a été créé par le G.T.C. et a pour mission de promouvoir la coopération technique entre les pays membres du G.T.C. et de leur fournir des conseils et des services techniques.

Le C.T.D. a été créé par le G.T.C. et a pour mission de promouvoir la coopération technique entre les pays membres du G.T.C. et de leur fournir des conseils et des services techniques.

Le C.T.D. a été créé par le G.T.C. et a pour mission de promouvoir la coopération technique entre les pays membres du G.T.C. et de leur fournir des conseils et des services techniques.

Le C.T.D. a été créé par le G.T.C. et a pour mission de promouvoir la coopération technique entre les pays membres du G.T.C. et de leur fournir des conseils et des services techniques.

Le C.T.D. a été créé par le G.T.C. et a pour mission de promouvoir la coopération technique entre les pays membres du G.T.C. et de leur fournir des conseils et des services techniques.

cours monétaires, pénalisait les autres producteurs de cette dernière. Les États-Unis ont de leur côté, fait remarquer que leurs exportations de volailles vers la C.E.E. étaient victimes de pratiques discriminatoires : certains producteurs britanniques sont en effet dispensés du respect du règlement communautaire la réglementation des volailles appliquée dans la C.E.E. et pour les importations de pays tiers.

Le secrétaire du GATT a voulu le 22 septembre une étude intitulée les Relations commerciales en régime de changes flottants, dans la série « Études du GATT sur le commerce international ».

ASSOCIATION EUROPEENNE DE LIBRE-ÉCHANGE. — Réunis les 22 et 24 septembre à Stuttgart, les membres de l'Association européenne de libre-échange (A.E.L.E.)-Yugoslavie ont adopté des dispositions techniques en vue de développer les échanges avec la Yougoslavie et de promouvoir des relations industrielles plus étroites entre entreprises yougoslaves et européennes des pays de l'A.E.L.E.

CONSEIL INTERNATIONAL DU B.E. — Un comité spécial du Conseil international du blé a été nommé à Londres au début d'octobre pour envisager la mise en place d'un système de régulation du commerce international du blé. Il s'agit de trouver une solution de remplacement à un accord sur le blé du blé entre producteurs et consommateurs, après l'échec des négociations de l'année dernière.

CONSEIL INTERNATIONAL DE L'ETAIN. — La vingtième session du Conseil international de l'étain, au titre de cinquante ans, s'est tenue à Londres du 13 au 16 octobre. Le Conseil a examiné l'évolution du marché, notamment à l'aide d'un rapport présenté par le responsable de la division de l'étain du Conseil. Il a pris acte du projet de réunion avant la fin de l'année de la conférence de régulation du blé et de la mise en place d'un système de régulation du commerce international de l'étain.

CONSEIL INTERNATIONAL DE L'ETAIN. — La vingtième session du Conseil international de l'étain, au titre de cinquante ans, s'est tenue à Londres du 13 au 16 octobre. Le Conseil a examiné l'évolution du marché, notamment à l'aide d'un rapport présenté par le responsable de la division de l'étain du Conseil. Il a pris acte du projet de réunion avant la fin de l'année de la conférence de régulation du blé et de la mise en place d'un système de régulation du commerce international de l'étain.

CONSEIL INTERNATIONAL DE L'ETAIN. — La vingtième session du Conseil international de l'étain, au titre de cinquante ans, s'est tenue à Londres du 13 au 16 octobre. Le Conseil a examiné l'évolution du marché, notamment à l'aide d'un rapport présenté par le responsable de la division de l'étain du Conseil. Il a pris acte du projet de réunion avant la fin de l'année de la conférence de régulation du blé et de la mise en place d'un système de régulation du commerce international de l'étain.

CONSEIL INTERNATIONAL DE L'ETAIN. — La vingtième session du Conseil international de l'étain, au titre de cinquante ans, s'est tenue à Londres du 13 au 16 octobre. Le Conseil a examiné l'évolution du marché, notamment à l'aide d'un rapport présenté par le responsable de la division de l'étain du Conseil. Il a pris acte du projet de réunion avant la fin de l'année de la conférence de régulation du blé et de la mise en place d'un système de régulation du commerce international de l'étain.

CONSEIL INTERNATIONAL DE L'ETAIN. — La vingtième session du Conseil international de l'étain, au titre de cinquante ans, s'est tenue à Londres du 13 au 16 octobre. Le Conseil a examiné l'évolution du marché, notamment à l'aide d'un rapport présenté par le responsable de la division de l'étain du Conseil. Il a pris acte du projet de réunion avant la fin de l'année de la conférence de régulation du blé et de la mise en place d'un système de régulation du commerce international de l'étain.

CONSEIL INTERNATIONAL DE L'ETAIN. — La vingtième session du Conseil international de l'étain, au titre de cinquante ans, s'est tenue à Londres du 13 au 16 octobre. Le Conseil a examiné l'évolution du marché, notamment à l'aide d'un rapport présenté par le responsable de la division de l'étain du Conseil. Il a pris acte du projet de réunion avant la fin de l'année de la conférence de régulation du blé et de la mise en place d'un système de régulation du commerce international de l'étain.

CONSEIL INTERNATIONAL DE L'ETAIN. — La vingtième session du Conseil international de l'étain, au titre de cinquante ans, s'est tenue à Londres du 13 au 16 octobre. Le Conseil a examiné l'évolution du marché, notamment à l'aide d'un rapport présenté par le responsable de la division de l'étain du Conseil. Il a pris acte du projet de réunion avant la fin de l'année de la conférence de régulation du blé et de la mise en place d'un système de régulation du commerce international de l'étain.

CONSEIL INTERNATIONAL DE L'ETAIN. — La vingtième session du Conseil international de l'étain, au titre de cinquante ans, s'est tenue à Londres du 13 au 16 octobre. Le Conseil a examiné l'évolution du marché, notamment à l'aide d'un rapport présenté par le responsable de la division de l'étain du Conseil. Il a pris acte du projet de réunion avant la fin de l'année de la conférence de régulation du blé et de la mise en place d'un système de régulation du commerce international de l'étain.

CONSEIL INTERNATIONAL DE L'ETAIN. — La vingtième session du Conseil international de l'étain, au titre de cinquante ans, s'est tenue à Londres du 13 au 16 octobre. Le Conseil a examiné l'évolution du marché, notamment à l'aide d'un rapport présenté par le responsable de la division de l'étain du Conseil. Il a pris acte du projet de réunion avant la fin de l'année de la conférence de régulation du blé et de la mise en place d'un système de régulation du commerce international de l'étain.

CONSEIL INTERNATIONAL DE L'ETAIN. — La vingtième session du Conseil international de l'étain, au titre de cinquante ans, s'est tenue à Londres du 13 au 16 octobre. Le Conseil a examiné l'évolution du marché, notamment à l'aide d'un rapport présenté par le responsable de la division de l'étain du Conseil. Il a pris acte du projet de réunion avant la fin de l'année de la conférence de régulation du blé et de la mise en place d'un système de régulation du commerce international de l'étain.

CONSEIL INTERNATIONAL DE L'ETAIN. — La vingtième session du Conseil international de l'étain, au titre de cinquante ans, s'est tenue à Londres du 13 au 16 octobre. Le Conseil a examiné l'évolution du marché, notamment à l'aide d'un rapport présenté par le responsable de la division de l'étain du Conseil. Il a pris acte du projet de réunion avant la fin de l'année de la conférence de régulation du blé et de la mise en place d'un système de régulation du commerce international de l'étain.

CONSEIL INTERNATIONAL DE L'ETAIN. — La vingtième session du Conseil international de l'étain, au titre de cinquante ans, s'est tenue à Londres du 13 au 16 octobre. Le Conseil a examiné l'évolution du marché, notamment à l'aide d'un rapport présenté par le responsable de la division de l'étain du Conseil. Il a pris acte du projet de réunion avant la fin de l'année de la conférence de régulation du blé et de la mise en place d'un système de régulation du commerce international de l'étain.

CONSEIL INTERNATIONAL DE L'ETAIN. — La vingtième session du Conseil international de l'étain, au titre de cinquante ans, s'est tenue à Londres du 13 au 16 octobre. Le Conseil a examiné l'évolution du marché, notamment à l'aide d'un rapport présenté par le responsable de la division de l'étain du Conseil. Il a pris acte du projet de réunion avant la fin de l'année de la conférence de régulation du blé et de la mise en place d'un système de régulation du commerce international de l'étain.

CONSEIL INTERNATIONAL DE L'ETAIN. — La vingtième session du Conseil international de l'étain, au titre de cinquante ans

BNP

LE NIGERIA de la deuxième République

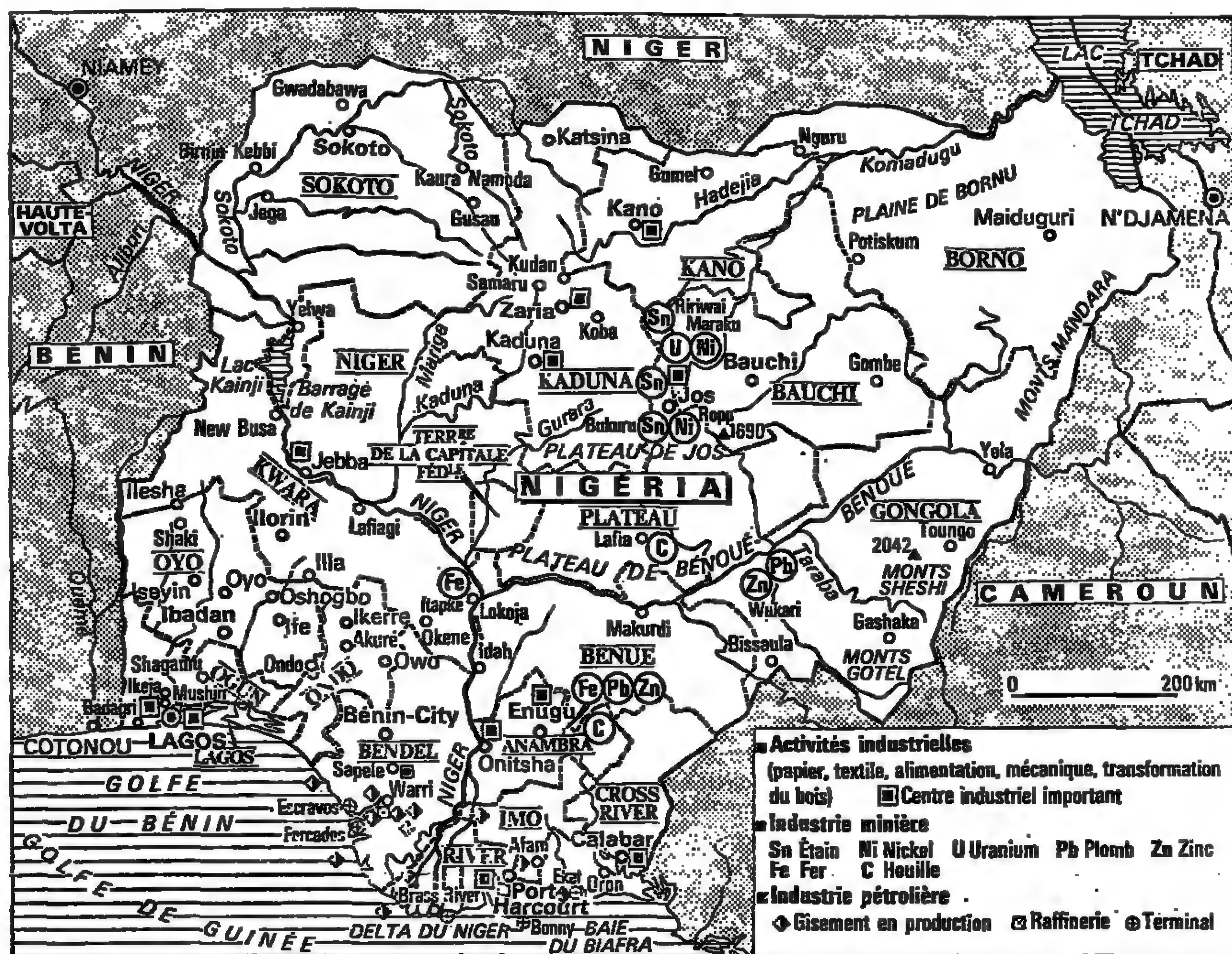
A la recherche d'un équilibre

Le Nigeria, qui a célébré le 1^{er} octobre le vingtième anniversaire de son accession à la souveraineté internationale, a simultanément fêté le premier anniversaire du retour au régime civil. C'est en effet le 1^{er} octobre 1979 que, au terme de treize années de dictature militaire marquées par de sanglantes révolutions de palais et par une série de règlements de comptes entre officiers, le plus peuplé et le plus puissant des Etats d'Afrique noire est revenu au parlementarisme hérité de l'ancien tuteur colonial britannique.

L'équipe gouvernementale, aux destinées de laquelle préside M. Shehu Shagari, chef de l'Etat fédéral, a résolument opté pour une certaine forme de conservatisme politique et pour le libéralisme économique. Les nouveaux dirigeants, tout en proclamant officiellement leur volonté de diversifier leurs partenariats internationaux, se rangent dans le camp occidental.

La Constitution présidentielle dont s'est dotée la Fédération nigérienne est directement inspirée de la Constitution américaine. Comme le général Obasanjo, auquel il a succédé sans heurts, M. Shehu Shagari est un ferme partisan du développement de la coopération avec les Etats-Unis. En se rendant en visite officielle à Washington au début du mois d'octobre, le nouvel « homme fort » du Nigeria témoignait de l'intérêt porté à un pays qui non seulement partage les grandes options idéologiques des dirigeants nigériens mais qui est aussi le principal client. Premier producteur de pétrole d'Afrique noire (plus de 100 millions de tonnes par an), le Nigeria exporte en effet la moitié de sa production aux Etats-Unis, dont il est le deuxième fournisseur après l'Arabie Saoudite.

De la réussite ou de l'échec de l'expérience



démocratique tentée par les promoteurs de la deuxième République nigérienne dépendent en grande partie l'équilibre politique de toute l'Afrique occidentale et l'avenir des relations entre cette partie du monde et l'Occident. En effet, tout se situe au Nigeria à une échelle différente de celle des autres Etats africains : l'armée, en particulier, est la plus puissante de celles des nations africaines noires ; l'économie est celle dont les potentialités sont les plus grandes

sur l'ensemble du continent ; un Africain sur quatre est nigérien.

Le retour à la vie civile, l'utilisation des revenus pétroliers et la place de l'islam sont les trois grands axes sur lesquels s'articulent la politique étrangère de ce « Grand de l'Afrique » qui se veut à la fois partenaire du monde industrialisé sur le plan économique et solidaire du monde noir face au système d'apartheid sud-africain.

Ph. D.

Une nouvelle expérience de la démocratie

Par SUZANNE CRONJE

PEU de temps après les coups d'Etat qui les portent au pouvoir, les militaires s'empressent généralement de rassurer sur leurs intentions et de promettre un rapide retour à la vie civile. Plus rares sont ceux qui tiennent cette promesse, mais, quand cela arrive, on voit surtout disparaître les uniformes et s'organiser des élections destinées à légitimer des auteurs de coups d'Etat promus au rang de « chefs populaires ». On comprend, dans ces conditions, le scepticisme de beaucoup de Nigériens devant les promesses répétées de retour à la démocratie que firent les gouvernements militaires qui se succédèrent au pouvoir à Lagos depuis le coup d'Etat de 1966.

Pourtant, la promesse a été tenue. Des élections vraiment démocratiques ont eu lieu et les généraux sont rentrés dans leurs casernes. Le Nigeria est l'un des rares pays en Afrique où une telle évolution a pu se produire

(comme au Ghana, où, presque simultanément, le pouvoir était remis aux civils, dans des conditions toutefois moins bien préparées : de telle sorte que le fonctionnement du régime civil en ce pays n'est pas absolument assuré).

L'une des raisons principales de l'effacement de l'armée au Nigeria tient à la complexité de ce vaste pays, en particulier à l'existence de grands groupes ethniques qui ont conservé jusqu'à aujourd'hui leurs traditions d'indépendance et leurs antagonismes mutuels, malgré l'intervalle de la domination coloniale. Pour s'imposer indéfiniment à l'encontre des vœux de la population, il aurait fallu que le régime militaire disposât d'un énorme dispositif de répression, sophistiqué et hautement centralisé ; ce qui était impossible à cause des diversités de tendances

au sein même des dirigeants militaires au pouvoir, chacun ayant davantage fait acte d'allégeance à son propre groupe ethnique ou régional qu'à la hiérarchie de l'armée à Lagos.

Préserver l'unité nationale, mettre en place une administration capable de remplir ses tâches face aux pressions sociales, répondre aux aspirations nouvelles de la population créées par l'afflux des revenus pétroliers et élaborer des plans de développement appropriés, voilà qui requièrent des capacités et une habileté que les soldats ne possèdent pas nécessairement. Pour ce qui concerne le Nigeria, l'effacement du général Obasanjo devant les hommes politiques civils, l'an dernier, a été accueilli avec un réel soulagement.

Le président, Shehu Shagari, qui a pris la direction de l'Etat le 1^{er} octobre 1979, sera-t-il

en mesure de mener à bien toutes ces tâches ? Il faut dire, à l'actif des chefs de l'armée, qu'ils ont eu le soin de lui aménager un système constitutionnel beaucoup plus équitable que celui dont eux-mêmes avaient hérité du gouvernement civil après le coup d'Etat de janvier 1966. Les Britanniques avaient laissé le pays dans une situation politique absurde au moment de l'accession à l'indépendance en 1960. L'Etat se composait de trois régions : le Nord, peuplé de Hausa-Fulani avec plusieurs autres tribus secondaires ; l'Ouest, peuplé de Yoruba ; l'Est, peuplé d'Ibo et de plusieurs autres tribus moins importantes. Mais le Nord, largement conservateur et protestant, habité par des musulmans moins instruits et sous la houlette des émissaires, avait à lui seul une superficie et une population plus importantes que celles des deux autres régions ensemble.

(Lire la suite page 22.)

Richesse pétrolière difficultés de la croissance

Par JOHNNY EGG

LES estimations de la population nigérienne varient en fonction des sources, mais, que l'on adopte pour l'année 1979 celles des Nations unies (74,8 millions d'habitants), du gouvernement de Lagos (83,4) ou les estimations non officielles (un peu plus de 100 millions), un fait reste certain : le Nigeria est bien la seule puissance démographique du continent.

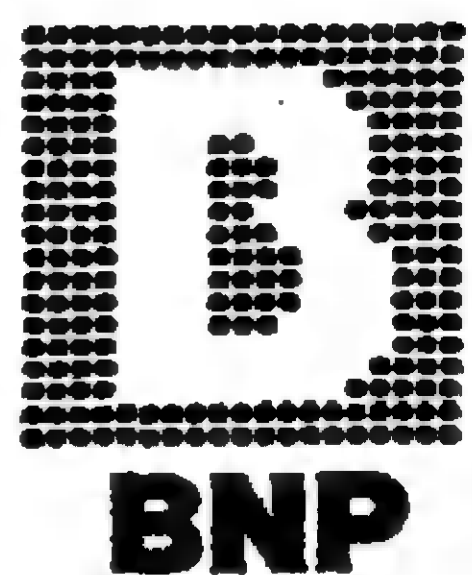
Le pays dispose en effet d'une population équivalente à celle de l'ensemble Maghreb-Machrek (du Maroc à l'Egypte) ou de la totalité des vingt et un Etats de l'Afrique de l'Ouest et du Centre — de la Mauritanie au Congo. Autre évaluation de la « densité » de la fédération anglophone : elle compte à elle seule plus d'habitants que les

trois plus grands pays du sud du Sahara (Ethiopie, Zaïre, Afrique du Sud) et un Africain sur quatre au moins est nigérien.

Mais le Nigeria est aussi une grande « puissance pétrolière ». Avec une production de brut variant autour de 100 millions de tonnes (110 000 en 1979), ce pays est, depuis 1974, le premier producteur du continent et le cinquième de l'OPEP. Exportant 88 % de sa production, il est la quatrième exportatrice mondiale et pourrait bien devenir temporairement, si la guerre entre l'Irak et l'Iran se poursuivait, le deuxième fournisseur des pays de l'O.C.D.E. après l'Arabie Saoudite.

(Lire la suite page 26.)
* Chercheur à l'Institut national de la recherche agronomique, Paris.

LE GROUPE BANCAIRE FRANÇAIS AUX QUATRE COINS DU MONDE



au NIGERIA

BNP REPRESENTATIVE OFFICE (NIGERIA) Ltd
63.71 Broad Street
NIDB House (5th Floor)
PO. Box 51670 FALOMU
Lagos

UNITED BANK FOR AFRICA Ltd (U.B.A.)
(Banque Associée)

BANQUE NATIONALE DE PARIS

Siège social 16 Boulevard des Italiens 75009 PARIS Tél. (1) 244.45.46 Télex 280605

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.

Une nouvelle expérience de la

(Suite de la page 21.)

Il avait donc un avantage politique structurel qui lui permettait de dominer, au sein du gouvernement fédéral, toute la vie du pays ; et cela indéfiniment, à moins qu'il ne se produise une modification de la répartition géographique des populations. (Une quatrième région, le Moyen-Ouest, fut créée en 1963 dans le Sud sans que cela altère ce tableau). L'organisation, la même année, d'un recensement destiné à confirmer la prédominance du Nord allait convaincre bien des sudistes qu'ils ne pourraient jamais accéder au pouvoir politique par des moyens constitutionnels. Il existait une coalition fédérale entre le Nord et le parti de l'Est dirigé par le président Awolowo, mais le

véritable pouvoir était aux mains de l'aristocratie féodale de la région du Nord. Les violences politiques des années 1964-1965 conduisirent à une totale anarchie et ce fut pour mettre fin à cet état de fait et à ce système que les militaires en vinrent au coup d'Etat, en 1966. Le chef de l'armée, le général Iyoma, se trouvait être Ibo ; voyant leur prépondérance menacée, les Nordistes se retournèrent donc contre les Ibo — des milliers d'entre eux s'étaient établis au Nord soit comme commerçants soit comme fonctionnaires — et ce furent les massacres en série. Le général Gowon lui succéda : il était du Nord, mais non musulman.

Ces événements, s'ajoutant au fait que le pétrole commençait

à prendre de l'importance et que les gisements se trouvaient dans la région Est, conduisirent à la sécession du Biafra et à la guerre civile des années 1967-1970. Le général Gowon divisa le pays en douze États, au lieu des quatre régions, pour tenter de lever l'hy-po-thèque ethnique qui pesait sur la vie politique. A la fin de la guerre civile, les militaires annoncèrent un retour au système démocratique pour 1976 et organisèrent, dans cette perspective, un autre recensement démographique. Les résultats, publiés en 1973, furent tellement controversés qu'il fallut les annuler. Mais l'opération avait eu au moins le mérite de montrer que la création des nouveaux États n'avait guère contribué à dénouer les antagonismes ethniques. Dans un geste qui fut mal accueilli,

le général Gowon annonça que le retour au système civil était ajourné indéfiniment ; en 1975, alors qu'il était à l'étranger, le général Murtala Mohammed prit le pouvoir et promit aussitôt de le restituer aux civils vers l'année 1978. Dans un premier temps, sept autres États furent créés au début de 1976, portant le total à dix-neuf. Quelques jours plus tard, cependant, le général était assassiné lors d'une nouvelle tentative de coup d'Etat et il revint à son successeur, le général Obasanjo, de mettre sa promesse à exécution.

Une assemblée constituante — où siégeaient des représentants de toutes les régions, élus en 1977 — et un projet de Constitution adopté dès octobre 1976 allaient pourvoir le pays d'un nouveau

cadre politique. Au système parlementaire de type britannique, on avait préféré un pouvoir présidentiel, mais tout en prévoyant des dispositions constitutionnelles « de sauvegarde » pour garantir que le candidat qui l'emporterait dans les élections à la présidence serait non seulement acceptable pour la majorité de l'électorat mais aussi pour toutes les régions du Nigeria. Selon le décret élec-

toral, le président devait non seulement emporter le nombre le plus élevé de suffrages, il lui fallait encore disposer d'un quart du total des suffrages exprimés dans au moins les deux tiers des dix-neuf États. Des élections séparées eurent lieu pour la désignation du Sénat, de la Chambre des représentants, des gouverneurs d'Etat, des assemblées d'Etat et du président lui-même.

Le déroulement des élections

Les partis politiques étaient eux-mêmes censés représenter l'ensemble de la nation plutôt qu'une région particulière. Mais les cinq formations arrivées en tête (voir le tableau ci-dessous) avaient encore chacune une coloration ethnique particulière représentant l'ensemble des régions. Seul le parti pour la rédemption du peuple (P.R.P.) et le parti pour l'unité du Nigeria (U.P.N.) avaient présenté des programmes qui se distinguaient de ceux des autres formations aux assises essentiellement conservatrices, fondées sur l'entreprise privée. Le P.R.P. a été le seul à s'engager en faveur d'une nationalisation des ressources minérales, des forêts, des eaux et autres richesses naturelles, tout en envisageant la coexistence des entreprises publiques et privées dans un certain nombre de secteurs. L'U.P.N. quant à lui, s'est déclaré pour un « socialisme nigérien », tout en mettant principalement l'accent sur la gratuité de l'enseignement à tous les échelons et sur la gratuité des services de santé. Il parut possible, à un moment donné, d'envisager une fusion ou une alliance entre le P.R.P. et l'U.P.N. et des discussions furent entamées à cet effet. Mais elles échouèrent sur un certain nombre de problèmes, parmi lesquels celui de la personnalité des candidats à l'élection présidentielle.

Dans l'élection à la présidence, qui eut lieu le 11 décembre 1979, M. Shagari obtint le plus grand nombre de voix (33,76 % en pourcentage) et le quart des suffrages exprimés, ainsi qu'il était requis, mais seulement dans douze des dix-neuf États. Le candidat se posa alors de savoir si cela représentait bien les deux tiers de dix-neuf États. La commission électorale fédérale trancha en faveur d'une réponse positive, en arguant que le candidat avait remporté 19,94 % des suffrages dans un treizième État et que c'était lui qui était, de tous les concurrents, le plus près de remplir les conditions exigées. Néanmoins, la décision fut contestée par le chef de l'U.P.N., M. O. Awolowo (arrivé en deuxième position avec 29,18 % des voix), de telle sorte que la Haute Cour fut appelée à se prononcer. Elle confirma la sentence de la commission électorale.

Régionalisme et idéologie

Un an après leur installation au pouvoir, le président Shehu Shagari et son cabinet devaient faire face à la première remise en cause de la Constitution — une révolte des parlementaires de tous les partis, tant à l'échelon fédéral qu'à celui des États, qui demandaient une réorganisation du Conseil économique et national (National Economic Council, NEC). Selon la Constitution de 1979, ce conseil consultatif, responsable, en particulier, de la coordination de la planification économique, se compose du vice-président, du gouverneur de la Banque centrale, et des gouverneurs des dix-neuf États. Les parlementaires souhaitent remplacer les gouverneurs par des experts économiques, bien que tous les membres du NEC soient déjà assistés de conseillers spécialisés ; certains d'entre eux sont d'ailleurs des experts (l'un des gouverneurs d'Etat est lui-même un ancien gouverneur de la Banque centrale).

Ce mouvement a le soutien des membres les plus influents du Sénat et de la Chambre des représentants et des Assemblées d'Etat. Il procède de motivations assez complexes mais, surtout, il représente un sérieux défi pour l'exécutif dans un système présidentiel à l'américaine où les chefs de parti exercent sur leurs partisans au sein du Parlement un contrôle beaucoup plus faible que dans le présidentielisme européen. Les amendements constitutionnels étant difficiles à réaliser, l'issue de cette tentative constituera un test important.

Mais la controverse à propos de Kaduna et de Kano (deux États du Nord) est bien plus grave pour l'avenir politique du Nigeria. Dès la publication des résultats des élections l'an dernier, il était évident que, malgré les dispositions constitutionnelles destinées à prévenir la domination d'un quelconque groupe ethnique ou régional, le pouvoir revenait aux mains du même « establishment » qu'autrefois, avant le coup d'Etat de 1966.

FORMATIONS MAJORITAIRES DANS LES ASSEMBLÉES D'ETAT

N.P.N., HUIT ETATS :
Bauchi, Borno, Cross-River, Kaduna, Kano, Niger, Rivers, Sokoto.

U.P.N., CINQ ETATS :
Bende, Lagos, Ogun, Ondo, Oyo.

N.P.P., TROIS ETATS :
Anambra, Imo, Plateau.

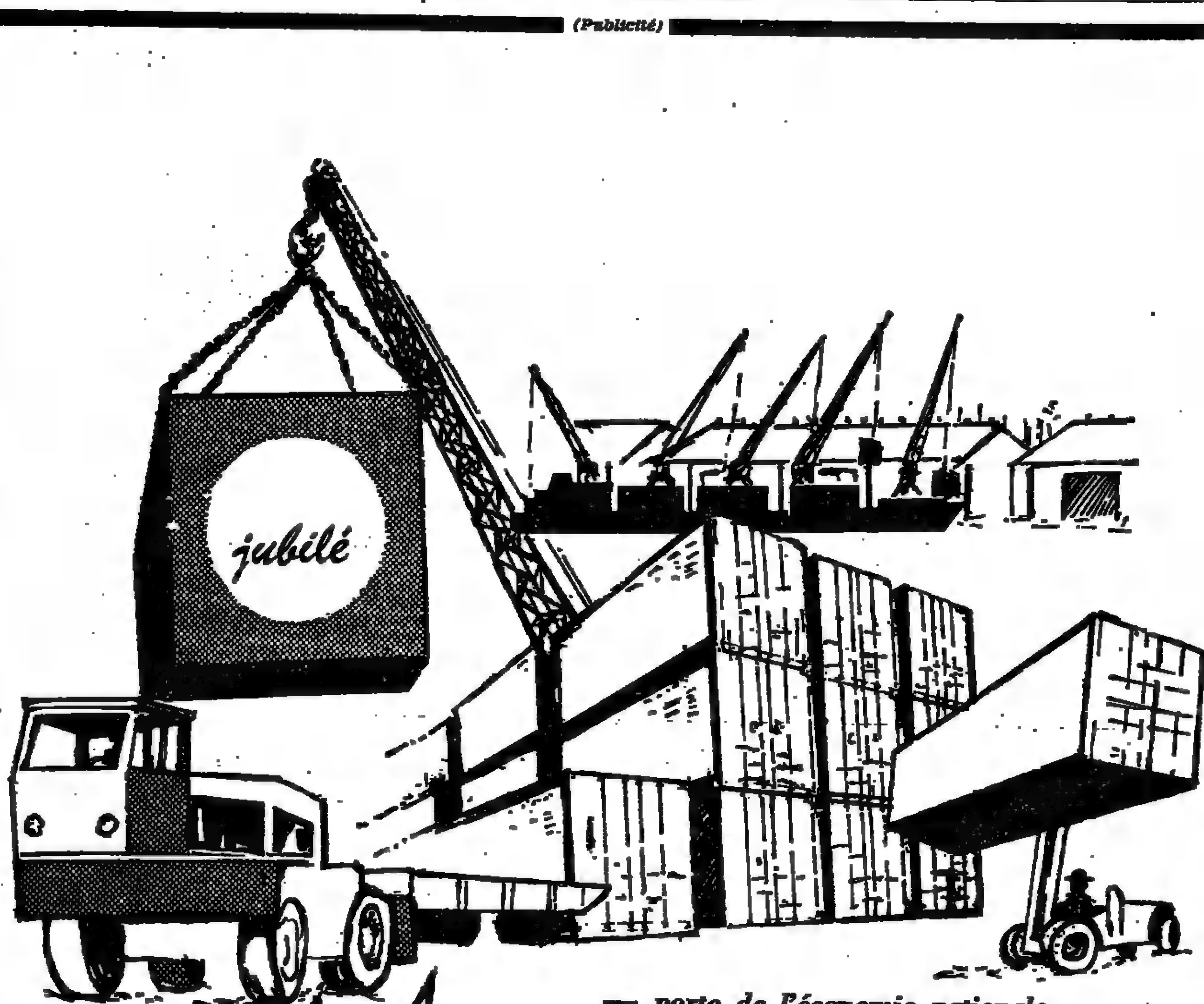
C.N.P.P., DEUX ETATS :
Borno, Gombe.

P.R.P., UN ETAT :
Kano.

* Le gouverneur de Kaduna appartient au P.R.P. alors que c'est le N.P.N. qui détient la majorité à l'Assemblée de cet Etat.

COMPOSITION DU PARLEMENT FEDERAL

Partis	Chambre des représentants	Sénat
N.P.N. (parti national du Nigeria)	108	36
U.P.N. (parti uni du Nigeria)	111	28
N.P.P. (parti populaire du Nigeria)	78	16
P.R.P. (parti pour la rédemption du peuple)	4	7
C.N.P.P. (parti populaire du Grand-Nigeria)	63	5



— porte de l'économie nationale

Les ports maritimes du Nigeria se développent suivant le rythme du Développement Industriel

Quais pour embarquement et débarquement direct des camions (Ro-Ro) à

- Tin-Can Island
- Warri

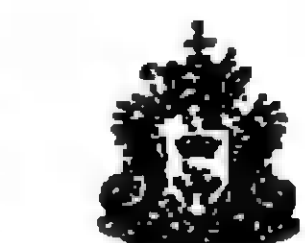
Quai mécaniquement équipé pour les Conteneurs à Apapa

QUAIS MODERNES POUR LES CARGAISONS GÉNÉRALES A

- Apapa
- Port-Harcourt
- Tin-Can Island
- Warri
- Calabar

Garantissant

- Rotations rapides
- Sécurité de la cargaison
- Fourniture de services annexes
- Installations portuaires



npa

NIGERIAN PORTS AUTHORITY

26/28, MARINA LAGOS, NIGERIA.



Supplément Nigeria

démocratie

même si les partis avaient changé d'étiquettes. Le N.P.N. du président Shagari, particulièrement implanté dans le Nord, avait remporté le plus grand nombre de sièges à l'échelon fédéral et il forma une alliance avec le N.P.P. de l'ex-président Abacha, implanté dans l'Est, afin d'empêcher M. Awolowo, chef de l'U.P.N. et ennemi légendaire, d'accéder au pouvoir. L'U.P.N. est à nouveau le principal parti d'opposition dans une configuration politique qui présente une étrange ressemblance avec celle des jours précédant le coup d'Etat de 1966.

Cette situation se retrouve dans les Etats (voir les tableaux pages 11) avec toutefois une exception importante. Dans l'Etat de Kano, c'est le plus radical des cinq partis, le P.R.P. qui l'a emporté à la fois à l'Assemblée et au gouvernement dans la personne du gouverneur, M. Mohammed Abubakar Rimi. D'autre part, la population de l'Etat de Kaduna, tout en votant pour une majorité N.P.N. à l'Assemblée, a choisi un gouverneur P.R.P., M. Abdulkadir Balarabe Musa, ce qui a conduit à une impasse. Par exemple, un an après, la majorité N.P.N. au Parlement refuse toujours de ratifier les nominations de commissaires d'Etat par le gouverneur Le N.P.N. représente les intérêts de l'aristocratie traditionnelle et des milieux d'affaires conservateurs, alors que le P.R.P. est incontestablement le parti de l'homme du peuple. Une des premières mesures prises par les gouverneurs Musa et Rimi fut d'abolir l'impopulaire « jangali », taxe le hâtel qui remonte à l'époque féodale et qui était un privilège des émines.

Qui plus est, M. Musa et Rimi ont fait l'objet d'une tentative d'exclusion de leur propre parti par le chef du P.R.P., M. Aminu Kano, et son secrétaire général, M. Sam Ikoku — deux vétérans de la politique. Les deux gouverneurs ont porté la décision qui les frappe devant les tribunaux et ils ne seront en aucun cas privés de leur poste. Mais ils semblent pouvoir compter sur la fidélité de la base du parti. A la fin septembre, les quatre-vingt membres du comité directeur du P.R.P., y compris les plus éminents sénateurs, les députés aux échelons fédéraux et de l'Etat, ainsi que les partis locaux, ont censuré la hiérarchie du parti et ont exprimé leur « confiance implicite » aux deux gouverneurs.

Il faut préciser que cette tentative d'exclusion avait été motivée par le désir des deux gouverneurs d'entretenir des liens étroits avec leurs homologues des sept Etats à majorité U.N.P. et G.N.P.P. — partis d'opposition — alors que les hauts dirigeants du P.R.P. craignent à juste titre que cette alliance ne menace le paysage politique traditionnel du pays. De fait, une telle démarche va à l'encontre des alliances ethniques et géographiques habituelles : les Etats dirigés par les deux gouverneurs de l'opposition couvrent un territoire qui s'étend du nord-est au sud-ouest du pays, et c'est la première fois que s'associent un mouvement sérieux au Nigeria en faveur d'une politique fondée sur des principes idéologiques. Rompant avec le régionalisme (aujourd'hui appelé « égoïsme »), cette initiative pourrait être un facteur d'unité.

Face au pouvoir fédéral

La « bande des Neuf », ainsi que l'on désigne les gouverneurs de l'opposition, s'est mise à se réunir régulièrement afin d'adopter des positions communes. Récemment, elle s'est vigoureusement opposée au plan de répartition des revenus pétroliers entre la Fédération et les Etats.

Elaboré par la commission du Dr Pius Okigbo — un projet qui, naturellement, pèse sur l'équilibre politique et qui va devenir un important sujet de controverse dans les prochains mois. De temps à autre, certains gouverneurs du N.P.N. et du N.P.P. s'associent même aux positions prises

par la « bande des Neuf » : chacun a intérêt, en effet, à affirmer ses positions face à Lagos. Ainsi, le jeu politique est-il devenu une lutte de pouvoirs entre le centre de la Fédération et les Etats.

Les pouvoirs législatifs dont disposent les gouverneurs d'Etat peuvent être une occasion supplémentaire de mettre le gouvernement central en difficulté. Par exemple, l'U.P.N. avait proposé dans son programme électoral un salaire minimum plus élevé que celui auquel le gouvernement fédéral consentirait, et la gratuité de l'enseignement pour tous. Si le parti décidait d'appliquer ces mesures dans les Etats où il détient le pouvoir, il pourrait créer des difficultés considérables au président Shagari. C'est bien d'ailleurs ce qui est en train

de se produire. Ainsi le gouvernement U.P.N. de l'Etat de Lagos a décidé de supprimer, à partir du 1^{er} octobre, toutes les écoles privées sur le territoire placé sous sa juridiction ; mais cette initiative a été contestée par le personnel et quelques parents d'élèves de l'une des écoles visées. Ils demandèrent au tribunal de déclarer que ces propositions violent leurs droits fondamentaux et ils ont eu gain de cause. Mais la gratuité de l'enseignement reste un problème très sensible.

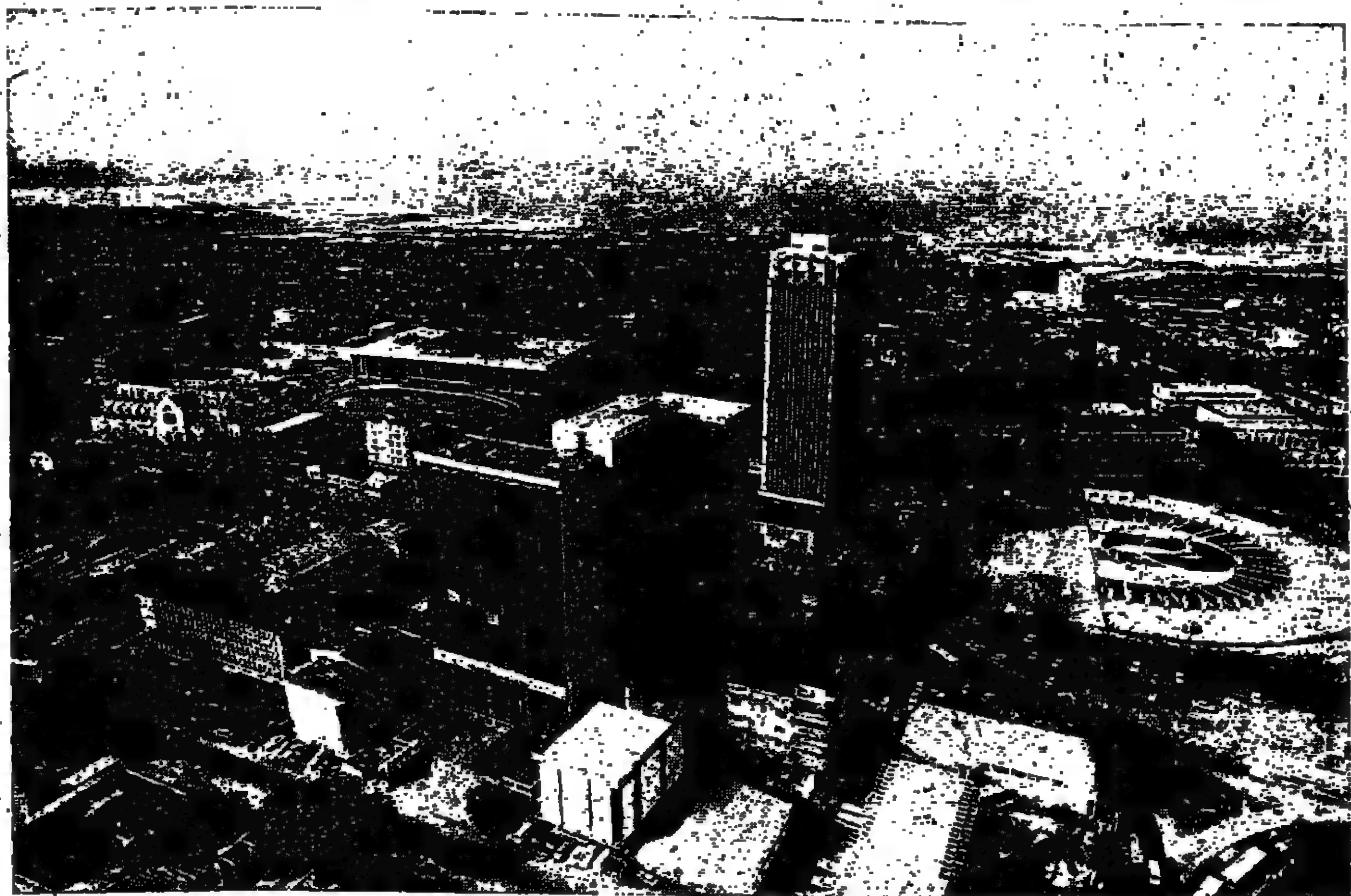
Le gouvernement de l'Etat de Lagos s'est également montré plus ouvert que le pouvoir fédéral aux revendications des syndicats qui demandent un salaire minimum de 300 nairas (1), ce qui pourrait donner une nouvelle dimension aux activités syndicales en entraînant les organisations de tra-

vailleurs à l'insu des partis. Actuellement, le Congrès travailliste nigérian se prépare à un affrontement avec le gouvernement à propos des revendications salariales. Les grèves, quelque encore illégales, deviennent fréquentes. L'usine de pneus Michelin à Port-Harcourt a récemment fermé ses portes à la suite d'une agitation qui a dégénéré en émeutes. Parfois, les exigences ouvrières sont d'ordre politique. Les dockers, par exemple, ont demandé la nationalisation du secteur de la manutention portuaire — une mesure qui ne saurait inspirer que de la répulsion au gouvernement conservateur de M. Shagari. Le militantisme grandissant des travailleurs est particulièrement sensible dans les industries clés, telle celle du pétrole.

L'éventuelle création de nouveaux Etats est une autre question délicate à laquelle le gouvernement devra faire face à plus ou moins long terme. Des troubles se sont produits dans certaines régions frontalières qui demandent leur autonomie. Mais, devant tous ces problèmes, un fait rassurant mérite d'être signalé : l'ouverture du débat et l'attention que prête l'opinion publique à l'évolution de chaque problème. Même dans les régions rurales les plus éloignées, les Nigériens se sont lancés dans le jeu politique avec enthousiasme, et sans doute est-ce là l'une des principales caractéristiques de la démocratie en ce pays. Sans préjuger, bien sûr, de l'issue de chaque conflit.

SUZANNE CRONJE.

(1) 1 naira = 7,50 F environ.



LE QUARTIER DES AFFAIRES A LAGOS.

(Photo: Camera Press.)



Et bientôt, le Bénin-Sheraton Hôtel de Cotonou.



Le premier hôtel Sheraton en Afrique, au sud du Sahara — une destination idéale pour un séjour dans une région tropicale et attrayante. L'hôtel domine le golfe de Guinée et se trouve à 1 km de l'aéroport international de Cotonou. 200 chambres, une installation super-moderne! Un équipement parfait! C'est le plus grand hôtel dans une région d'Afrique idéale pour se reposer et au milieu d'un paysage très richement coloré. Venez à Cotonou — et passez quelques temps dans l'hôtel Sheraton.

Hôtel Bénin-Sheraton, Cotonou 1901, Cotonou, République Populaire du Bénin. Tél. 301001, Telex 5051 Sheraton. Adresse télégraphique: SHERATON COTONOU. Ouverture de l'hôtel en décembre 1980.

L'énergie au présent et au futur pour le Nigeria

471100150

La situation en Afrique australe,

DURANT la longue consultation électorale qui eut lieu au Nigeria l'an dernier, certains hommes d'affaires à Londres parvinrent en savoir davantage sur la personnalité des candidats en l'île que sur leurs propres politiques en Grande-Bretagne. À chacune des étapes, les résultats étaient analysés dans la City avec une attention qui en disait long sur l'importance qu'attachent les industriels britanniques au marché nigérian. Déjà, les banquiers et les exportateurs — qui d'ordinaire sont les plus fermes partisans du parti conservateur — avaient fait pression sur le nouveau gouvernement de Mme Thatcher pour l'inciter à modifier sa politique rhodésienne : le soutien accordé au régime de l'archevêque Muzorewa à Salisbury par les dirigeants conservateurs avait en effet incité Lagos à des mesures de représailles à l'encontre des meilleurs d'affaires britanniques au Nigeria.

Le recours aux pressions économiques

DEPUIS longtemps déjà, le Nigeria critiquait l'attitude de l'Occident à l'égard du régime d'apartheid en Afrique du Sud, à propos de l'avenir de la Namibie ou encore du gouvernement de la minorité blanche en Rhodésie. Ce n'est, cependant, que sous le gouvernement du général Obasanjo en 1977 que le pays se mit à user activement de pressions économiques contre les sociétés occidentales pour aider les mouvements de libération de l'Afrique australe. Tout d'abord, le général n'avait pu être pris au sérieux par les meilleurs d'affaires occidentaux lorsqu'il leur demandait — s'adressant notamment aux nouveaux investisseurs — de choisir entre le Nigeria et l'Afrique du Sud. Mais les contrats conclus avec le gouvernement, ou avec des organismes du secteur public, contenaient désormais une clause stipulant que la société intéressée réduira systématiquement ses activités en Afrique du Sud. En privé, les hommes d'affaires britanniques

De fait, cette affaire avait été la première occasion d'un virage à quatre-vingt-dix degrés dans la politique de Mme Thatcher. Le premier ministre britannique ne se fait pas faute de déclarer qu'il les revirements ne font pas partie de la philosophie de son gouvernement, ni pour aujourd'hui ni pour demain ; mais on oublie généralement de dire que cela s'est déjà produit à propos de la Rhodésie, et que le gouvernement a bel et bien dû céder. Compte tenu de cette détermination affichée par le premier ministre de ne jamais changer le cours de sa politique quel qu'en soit le coût, le virage pris à propos de la Rhodésie représentait une réelle victoire pour ses adversaires. Pour le Nigeria, en particulier, qui venait ainsi de donner la preuve de l'influence qu'il peut exercer dans certains domaines de la vie internationale.

reconnaissent que cette disposition n'est pas restée sans effets, et quelques-uns l'ont même admis en public.

En 1978, le Nigeria renonça à tout dépôt de fonds publics dans les caisses de la banque Barclays après que le président du groupe eut fait état des engagements de la banque en Afrique du Sud. La succursale nigériane vit ses activités durement affectées par cette décision. L'année suivante, devant la prise de position du gouvernement de Mme Thatcher en faveur de l'archevêque Muzorewa, le Nigeria interdit aux sociétés britanniques de faire des soumissions pour les gros contrats. La perte qui en résulta pour les meilleurs d'affaires britanniques n'a jamais été évaluée avec précision, mais elle aurait été substantielle. L'interdiction ne fut rapportée que lorsque Londres eut annoncé l'ouverture des pourparlers constitutionnels sur l'avenir de la Rhodésie. Mais c'est la nationalisation de B.P.-Nigeria qui, en 1979, provo-

qua le plus d'émol. Le Nigeria entendait ainsi réagir à des informations selon lesquelles la société B.P. était impliquée dans un accord de coopération de subvention du brut nigérian à du pétrole de la mer du Nord livré à l'Afrique du Sud pour compenser l'interruption des fournitures iraniennes. Surtout, l'action gouvernementale avait été déclenchée par l'arrivée dans le port de Lagos du pétrolier *Kudu*, affrété par B.P., et qui se révélait finalement être immatriculé sous pavillon panaméen au nom d'une société des Bermudes, alors qu'il appartenait en réalité à la société sud-africaine *Seafmarine*. L'équipage comprenait vingt-sept Sud-Africains, et le navire aurait transporté non seulement du pétrole mais aussi des armes. Le *Kudu* fut confisqué avec son chargement, et son équipage fut arrêté. En même temps, un diplomate sud-africain du haut commissariat à Lagos était rappelé à Londres à la demande du gouvernement nigérian : aucune explication n'a jamais été donnée officiellement, mais beaucoup ont fait un rapprochement entre cette réaction et les activités commerciales britanniques en Afrique du Sud.

L'attention portée à Londres aux résultats des élections au Nigeria n'avait rien d'étonnant dans de telles conditions. La question de savoir si le nouveau gouvernement civil serait plus « raisonnable » que le général Obasanjo dans les questions d'Afrique australe. La victoire du président Shehu Shagari fut accueillie avec satisfaction. Un conservateur, connu pour ses sympathies à l'égard de l'entreprise privée : on n'eût rien souhaité de mieux. Du moins fut-ce la première réaction alors que l'on prévoyait une restitution « rapide » de l'actif de B.P.-Nigeria. La satisfaction fut de courte durée. Car le gouvernement Shagari est encore plus militant que son prédécesseur dans les questions d'Afrique australe. Voilà seulement quelques semaines, le professeur Ishaya Adu, ministre des affaires étrangères du Nigeria, déclarait à propos de la nationalisation de

B.P. que la société avait bafoué la politique nigériane en matière de commerce avec l'Afrique du Sud : « À coup sûr, dit-il, nous n'écarterons pas la possibilité d'une action similaire, pour des raisons similaires. » Le président Shagari a lui-même exposé clairement son point de vue à la réunion au sommet de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.) qui s'est tenue à Freetown l'été dernier : « Si l'Afrique du Sud persiste dans son attitude négative et intransigeante, le Conseil de sécurité et les cinq pays du groupe de concert (sur la Namibie) devront décider, dans l'intérêt de la paix internationale, d'imposer des sanctions obligatoires », déclarait-il, ajoutant que « la Namibie doit être indépendante dès maintenant ». Le président réaffirma le soutien de son pays à l'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (SWAPO) comme seul et authentique représentant du peuple namibien, tout en rappelant que « l'indé-

pendance de la Namibie sans Walvis Bay est impossible ». Or on sait que Walvis Bay, le seul port en eau profonde de Namibie ne figure pas dans le plan de règlement élaboré par les cinq pays occidentaux. Quelques jours après le sommet de l'O.U.A., le président Shagari s'adressait aux chefs militaires nigériens devant le Collège d'état-major. Il leur dit alors que la position du Nigeria dans le monde noir déterminait sa politique étrangère. Le pays s'était engagé à œuvrer pour la libération du Zimbabwe, et l'issue de ce problème avait montré l'ampleur de la détermination nationale ; en outre, le Nigeria était prêt à assumer un rôle similaire dans les questions d'Afrique du Sud et de Namibie. Des mesures étaient prises pour réduire la dépendance du pays à l'égard des livraisons étrangères. La Société de défense (Defence Corporation) était en train de réaliser des projets visant à produire des armes dans le pays.

Personne ne s'attend, certes, à voir le Nigeria entrer dans le champ de bataille de l'Afrique australe ; mais Lagos peut très bien décider de jouer un rôle plus actif de différentes manières, par exemple en interrompant les exportations des ressources de la Namibie, considérées comme illégales par les Nations unies. Il y a quelques mois, le Nigeria a pris livraison d'un navire de guerre équipé de fusées anti-sous-marines et de lanceurs de missiles : voilà qui ne manquerait pas de donner du poids aux thèses de Lagos si les dirigeants décidaient d'en venir aux menaces pour faire cesser le commerce.

Dans l'immédiat, cependant, Lagos se limite aux pressions diplomatiques et économiques, surtout pour ce qui concerne les livraisons de pétrole. Plusieurs révélations ont fait état, cette année, de livraisons de pétroliers norvégiens à l'Afrique du Sud, généralement par l'intermédiaire de flottes de compagnies pétro-



LA RAFFINERIE DE PORT-HARCOURT
Des arguments diplomatiques renforcés...

ALRAINE

(NIGERIA) LIMITED

Agences-représentations : PORT-HARCOURT, SAPELE, KOKO, WARRI, BRASS, CALABAR, KADUNA, KANO

ACTIVITÉS :

SHIPPING
DÉDOUANEMENT
TRANSPORT
FRET AÉRIEN (KANO)
TRAFFIC DE CONTENEURS
MAGASINAGE
CHALANDAGE
DÉGROUPAGE DE CONTENEURS

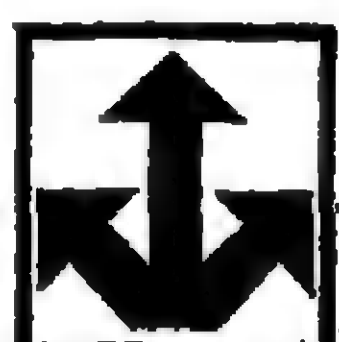
implantés depuis un quart de siècle dans le pays, nous en avons acquis une expérience certaine et avons mis en place des structures matérielles et humaines importantes. Ceci nous permet de faire face à toutes activités rattachées à l'acheminement et la mise en place de projets industriels, d'implantations nouvelles, d'approvisionnement régulier d'industries locales.

Affiliés à un groupe établi dans le monde entier, notre souplesse est notre force. Pour nous contacter abaissez :

SIÈGE SOCIAL : 26, Creek Road, Apapa. P.O. Box 2206, Lagos. Téléphone : 80-3470/4. Télex : 21244. Télégrammes : Freight Lagos.

PARIS : S.C.A.C., 30, quai National, 92806 Puteaux. Télex : S.C.A.C.-620591-F. Téléphone : (1) 776-41-000. M. H. Nicolas.

LONDRES : Télex : 888-983 - Intmod-G. Téléphone : 01-235-4638. Mr. T. Robson/Mr. K. Jacobsen.



COPENHAGUE : Télex : 15287 - SCANAFRIC.

Téléphone : 01-14-1187. M. R. Martinsen.

Spécialiste en transports maritimes et terrestres de tous grands complexes industriels

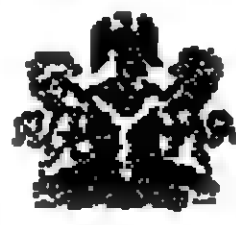
SCOA NIGERIA LTD

11-13, Davies Street — Lagos

60 % d'intérêts nationaux
32.000 actionnaires nigériens
3.500 personnes employées
C.A. : 280 millions de ₦

8 DIVISIONS SPÉCIALISÉES :

SCOA MOTORS	19 centres de vente et de service couvrant l'ensemble du pays.
ASSEMBLY PLANT	1 usine d'assemblage : 6 000 Pickups Peugeot sortis en 1979.
SCOATRAC	Vente et entretien d'engins de travaux publics (Fiat Allis - Ingersoll Rand - Cummins-Euclid) - 1 500 engins Fiat Allis en service.
IARD	Conditionnement d'air industriel de l'étude à la réalisation : le premier sur le marché nigérian.
TEXTILES	Des dessins originaux. 30 millions de mètres vendus chaque année.
HIDES & SKINS	Tanneries à Sokoto et à Kano.
EQUIP HOME EQUIP PRO	Équipement pour la maison et l'outillage pour les particuliers comme pour les professionnels.
GENERAL TRADE	Distribution en gros de produits de grande consommation manufacturés sur place ou importés.



Supplément Nigéria

ET SOLIDARITÉS CONTINENTALES

préoccupation majeure des nouveaux dirigeants

lières multinationales ayant leurs sièges dans différents pays. Au mois de mai dernier, M. B. Akporode Clark, ambassadeur du Nigeria aux Nations unies, déclarait à Oslo que les armements nucléaires impliqués dans ce genre de commerce seraient boycottés dans les ports nigériens. A coup sûr, la Grande-Bretagne n'est pas la seule visée. Mais c'est elle qui, de loin, a les plus vastes intérêts dans l'économie sud-africaine, et le Nigeria espère encore que Londres « usera plus efficacement de son influence », selon le professeur Audu. Pourtant, il n'a pas obtenu grand-chose de Mme Thatcher, ni du secrétaire au Foreign Office, lord Carrington, qu'il était venu rencontrer à Londres en juillet dernier. Il leur avait lancé son message tout à trac, rapporta-t-il ensuite, « mais le message m'a été retourné : « D'accord, vous vous êtes fait comprendre ; mais nous restons derrière nos canons. »

Le président Shagari n'a pas fait beaucoup mieux lui-même, durant sa visite à Washington en octobre dernier. Du président Carter, il essaya d'obtenir un engagement précis à propos de la Namibie ; mais il n'obtint que la promesse d'efforts renouvelés pour trouver une issue « rapidement ». Est-ce à cause de ce piètre résultat ? Le président du Nigeria a étudié les demandes des Américains qui cherchent à obtenir de lui une augmentation de la production de pétrole pour compenser les effets de la guerre dans le Golfe. Mais il a refusé. Et tandis qu'on lui demandait, à New-York, ce que faisait Lagos aux Etats-Unis, et qu'il est leur deuxième fournisseur. Et tandis qu'on lui demandait, à New-York, ce que faisait Lagos aux Etats-Unis, et qu'il est leur deuxième fournisseur. Et tandis qu'on lui demandait, à New-York, ce que faisait Lagos aux Etats-Unis, et qu'il est leur deuxième fournisseur.

recours à toutes les méthodes, et nous disons que, s'il est nécessaire d'utiliser le pétrole, nous l'utiliserons, bien sûr. Sans voir d'un œil favorable l'accroissement de l'influence soviétique en Afrique australe. M. Shagari croit que cette évolution est surtout la conséquence de la persistance de la domination blanche dans cette région. Alors qu'elles étaient particulièrement chaleureuses du temps où M. Andrew Young était ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU, les relations avec l'Amérique paraissent à nouveau sur le déclin. Sans doute faut-il attendre le résultat des élections aux Etats-Unis pour connaître la tournure qu'elles prendront, et il est certain que l'issue de la consultation sera déterminante. Mais le voyage à Washington du président du Nigeria a aussi été l'occasion d'une autre prise de conscience : pour la première fois, Lagos a menacé de se doter d'armes nucléaires. Le président a en effet déclaré que

« certaines puissances » aidaient l'Afrique du Sud à acquérir des armes nucléaires et que, alors que son gouvernement souhaitait maintenir l'Afrique à l'abri de la compétition nucléaire, « l'attachement à la paix n'est pas un signe de faiblesse, et nous ne tolérerons pas que l'Afrique soit soumise au chantage nucléaire ». On sait que le Nigeria a des intérêts dans l'uranium du Niger. Une personnalité de l'entourage du président Shagari a pu ainsi déclarer que, même si Lagos n'a pas l'intention de dépenser d'énormes sommes d'argent dans l'armement nucléaire, « nous sommes la main sur le matériel : si le président en donne l'ordre, je suis prêt à le faire passer ».

Les préoccupations du gouvernement nigérien à l'égard de l'Afrique australe sont d'autant plus compréhensibles qu'il s'agit là du principal problème pouvant faire l'unité dans un pays fortement divisé. L'influence qu'il peut exercer sur le cours des événements dans cette région du continent contribue aussi à relever le prestige du pays dans toute l'Afrique. Cependant, l'Afrique australe n'est pas le seul thème d'une politique étrangère active. Le gouvernement de Lagos utilise la richesse du pays pour s'assurer des bonnes volontés, pour se faire des amis (et réaliser des profits) et, peut-être aussi, pour assaillir son influence politique dans une vaste région. Par exemple, il possède une participation de 10 % dans le grand et nouveau complexe de la Royal Sugar Corporation au Swaziland. Plus près de ses frontières, il a investi dans l'uranium du Niger, dans le minerai de fer guinéen, dans la production de ciment au Togo et dans une grande variété d'autres projets. Le pays joue un rôle de premier plan dans la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (C.E.D.E.A.O.), sans toutefois se faire d'illusions sur les sentiments à son égard des pays membres moins importants, en particulier parmi les Etats francophones, qui redoutent sa puissance économique tout en suspectant ses motivations. « Nous ne cherchons pas

à exercer un leadership, déclarait récemment le professeur Audu dans la presse britannique : il est certain que nous n'aspirons à aucune affection à nos voisins plus petits, même si on ne nous déteste pas nécessairement. » Cette démission au sein de la C.E.D.E.A.O. doit être, selon lui, principalement imputée à la France, qu'il accuse « d'attiser le désaccord ». En fait, pour les Nigériens, « les problèmes de politique étrangère les plus immédiats (seraient) davantage suscités par la France que par tout autre pays ». « Les Français, ajoute-t-il, nous mettent des bâtons dans les roues » depuis des années, et de toutes les manières qu'il se puissent imaginer : « Ils le font directement, ou, plus souvent, en utilisant leurs « satellites », leurs anciennes colonies. » Sans doute ce sentiment antifrancophone remonte-t-il au temps de la guerre civile, lorsque Paris prit parti pour le Biafra ; mais le ministre nigérien des affaires étrangères a mentionné plusieurs autres griefs récents. Par exemple, la France aurait empêché, selon lui, la conclusion d'un accord entre le Nigeria et le Cameroun au sujet de la frontière commune (une question délicate, mettant en jeu un problème de souveraineté sur un gisement de pétrole « offshore »). D'autre part, le Nigeria a joué un rôle de premier plan dans les efforts de l'O.U.A. pour régler certains problèmes interafricains, tels que le conflit entre l'Ethiopie et la Somalie. Lagos a aussi coordonné les efforts en vue de faciliter un accord au Tchad : là encore, le professeur Audu critique l'attitude de Paris, prétendant que les combats auraient déjà cessé au Tchad si les Français avaient honoré l'accord signé à Lagos l'an dernier.

Et, pourtant, cet antagonisme ne semble pas avoir affecté le commerce ou les entreprises mixtes entre le Nigeria et la France. De retour d'une visite au Nigeria en juillet dernier, le secrétaire britannique au commerce, M. John Nott, se plaignait que « presque toutes les voitures qu'on y voit mainte-

nant sont françaises ». Pour lui, les entreprises britanniques ne chercheraient pas assez énergiquement à obtenir de nouveaux contrats, alors que les exportateurs américains, japonais et allemands font d'énormes efforts d'investissement. Consistent des attraites de son économie pour le monde industrialisé, le Nigeria se sert de cette position favorable pour faire prévaloir le point de vue des pays en voie de développement dans les grandes négociations économiques. Il a adopté une ligne particulièrement dure, par exemple, lors des négociations de Genève sur la création d'un Fonds commun pour la stabilisation des marchés des matières premières, se plaçant alors aux côtés de la Libye et de l'Algérie. Lors de la réunion récente du Fonds monétaire international, il a pris la tête des pays du tiers-monde pour revendiquer une plus grande participation dans la prise de décision au F.M.I. Le professeur Essang, ministre nigérien des finances, a demandé que le Fonds monétaire recrute davantage de fonctionnaires de rang moyen ou élevé dans les pays pauvres, pour qu'il soit mieux à même de bien connaître leurs problèmes. Manifestement, la bataille que mène le Nigeria sur la scène internationale n'est pas d'essence idéologique. Le président Shagari a tenu lui-même à le préciser : « Il ne nous intéresse nullement d'aller vers l'Ouest ou vers l'Est. Nous voulons être nous-mêmes. » Ce que traduisait différemment l'un de ses compatriotes plus modestes, en faisant référence aux négociations entre les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (A.C.P.) et la C.E.E. : « Nous en avons assez d'être l'arrière-cour de l'Europe. » Mais il n'est pas sans conséquences idéologiques d'essayer de rompre ce type de relations, et les dirigeants nigériens pourraient bien s'en apercevoir un jour. Toute la question est de savoir si un pays aussi important que le Nigeria peut, à long terme, demeurer non engagé.

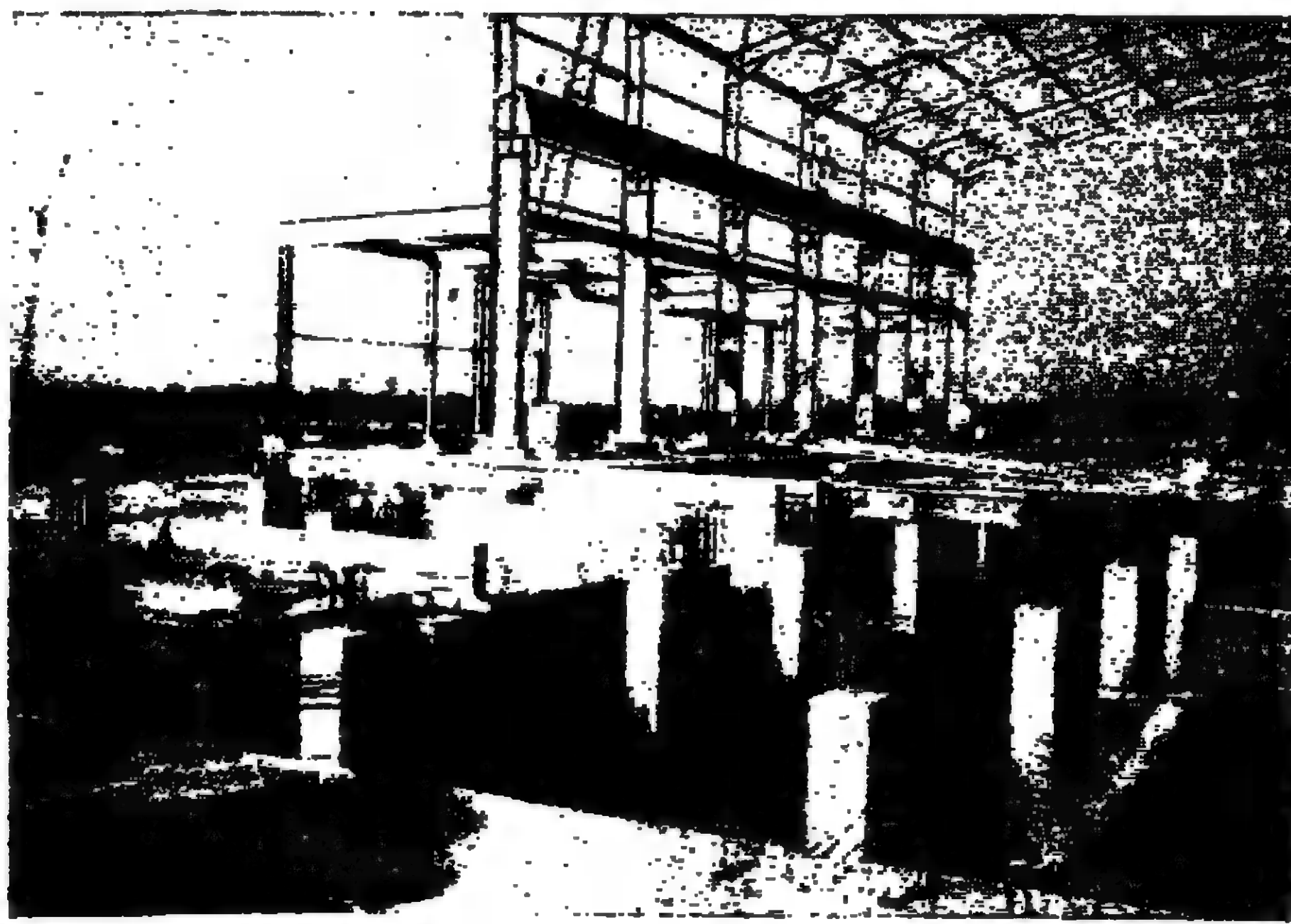
S. C.



CHARGEMENT DU RIE DANS LE NOUVEAU PORT DE CALABAR — par les attraites d'un marché en expansion.

(Publicité)

FOUGEROLLE
NIGERIA



Paper mill at Oku-Iboku (Cross River State)



FOUGEROLLE NIGERIA LIMITED - Lagos, 25 Boyle Street
P.O. Box 5290 - Tel. 655-385, 635-894, Telex 21445

SAGA TRANSPORT
Partout à votre service



- Services portuaires : manutention, consignation, stockage...
- Transit et groupages maritimes et aériens
- Commission de transport industriel et spécialisé
- Transports et groupages routiers ou ferroviaires
- Services aux vrac agricoles
- Centrale d'achats industriels.

Notre métier c'est le transport international de porte à porte. Avec 148 implantations (dont 38 en EUROPE et 52 en AFRIQUE), 3000 engins et 8000 collaborateurs, c'est normal que nous proposons un service complet.

Au Nigeria: UMARCO (NIGERIA) LTD.

Sigle social :
42-44 Westhouse Road
P.O. Box 94 Apapa
Tel : 874648, 874607, 874138
Telex : 212288, Matine Lagos

Agences :
Port Harcourt
11, Industry Road, P.O. Box 263
Tel : 223215 and 225828

Winn :
Decima Road, P.O. Box 201
Tel : 23 22 08
Supplé :
P.O. Box 45
Tel : 190

Calabar :
P.O. Box 644
Mandaji
P.O. Box 138 Tel : 23

مركز من الامم

(Publicité)

La Société Générale est présente au Nigéria. Pour vous.

Le Nigéria est un pays en plein développement,
difficile à aborder
sans une information préalable.

Présente à Lagos, Apapa, Ilorin, Kano, Kaduna
et très prochainement à Ibadan
et Port Harcourt par sa filiale
la Société Générale Bank (Nigéria) Ltd,
la Société Générale peut vous aider.

Sur place, les représentants de sa filiale
vous accueilleront, vous assisteront
dans vos démarches, vous aideront
dans la négociation de vos contrats.

En France, ses spécialistes
vous informeront sur les différents marchés,
les procédures, les règlements.
Ils vous assisteront dans l'élaboration
de vos contrats et la rédaction
de leurs clauses financières.

Commercialement ou financièrement, partout
où c'est important pour vous,
la Société Générale peut vous aider.



SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
Banque française et internationale.

An Nigéria

LAGOS - 126-128, Broad Street - PMB 12741
Tél. 53285 - Télex 21379 - Câble : SOGENI
APAPA - Nasco House, 29, Burma Road.
ILORIN - 89, Ibrahim Taino Road.
KANO - Bompai Road.
KADUNA - Kaduna South.
IBADAN - 11, Alhaji Jimor Odutola Road.
PORT-HARCOURT - 2, Liberation Drive.

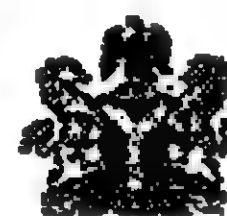
Représentant :

Monsieur G. PLA,
126-128, Broad Street, Lagos - PMB 12741
Tél. 53285 - Télex 21379 - Câble : SOGENI.

En France

Société Générale
5, rue des Mathurins, 75009 Paris,
MM. Albessart, Zahlen, Domec, Wolf
Téléphone : 298-20-00.

Supplément Nigéria



Richesse pétrolière,

(Suite de la page 21.)

Pendant longtemps, le Nigéria n'a été qu'un « pays hôte » pour les compagnies pétrolières, et il est resté, jusqu'au début des années 70, le « paradis des multinationales ». Les choses ont changé et l'Etat opère désormais un « prélevement » croissant sur les revenus de l'exploitation pétrolière. Dès 1976, la rente pétrolière du gouvernement fédéral (8,5 milliards de dollars) était équivalente à celle du Koweït, de l'Irak ou du Venezuela, bien qu'en core sans commune mesure avec celle de l'Arabie Saoudite et de l'Iran. Au prix de 27 dollars le baril, les 2,1 millions de barils exportés chaque jour rapportent 76 millions de dollars au pays en vingt-quatre heures, dont plus de 60 millions alimentent les caisses de l'Etat. Sur la base des prix actuels pratiqués le IV^e plan (1981-1985) prévoit pour les deux premières années des recettes pétrolières annuelles de l'ordre de 30 milliards de dollars.

La situation géographique du pays semble renforcer les atouts que renferment son pôle démographique et sa richesse pétrolière. Au centre d'une Afrique encore largement compartimentée d'ouest en est et du nord au sud, le Nigéria peut tout à la fois se proposer comme médiateur dans le conflit tchadien et jouer un rôle prépondérant dans la lutte économique contre l'Afrique du Sud. Il peut faire valoir son appartenance à la zone sahélienne pour demander son entrée (refusée jusqu'ici) dans le C.I.L.S.S. (1), et participer aux négocia-

tions internationales sur les produits de la zone tropicale (cacao notamment). Il pèse d'un poids décisif dans toutes les organisations régionales (comme le CEDEAO (2) créée à Lagos en 1975, ou la Banque africaine de développement) ou continentales (l'O.U.A., tout particulièrement), voire dans les négociations avec l'Europe — le Nigéria a ainsi joué un rôle capital dans la mise en place d'un front commun des pays A.C.P. (Afrique-Caraïbes-Pacifique) dans les négociations avec Bruxelles.

Le Nigéria est donc bien, comme on se plaît à le dire, le « géant » de l'Afrique et son enjeu géopolitique majeur. Ampleur du marché intérieur, prospérité financière, position stratégique dans l'équilibre du continent, le plaçant au rang des pays que les agences internationales appellent « puissances intermédiaires du tiers-monde » dont les modes de développement, les régimes politiques, les positions dans le dialogue Nord-Sud, contribueront à façonner le nouvel ordre économique et politique mondial.

On a, jusqu'à présent, surtout gardé du Nigéria l'image d'un pays membre de l'OPEP, aux ressources financières gonflées par la hausse des prix du pétrole, et donc aussi d'un Eldorado promis aux exportateurs de biens de consommation et d'équipement. Pourtant, la rente pétrolière dont il bénéficie n'est pas un luxe pour un pays qui a été et reste globalement pauvre et dont les structures sont toujours celles d'une économie sous-développée.

Rapide transition

Au cours des vingt-cinq années qui précèdent 1975, le revenu national par habitant n'a été qu'à un rythme légèrement supérieur à celui de la population (2,6 contre 2,2) et, en 1975 — soit quatre ans après la hausse des prix du pétrole — le P.N.B. ne dépassait pas 10 milliards de dollars. Certes, le P.N.B. croît rapidement, mais la population progresse elle aussi à un rythme très rapide (3 % environ actuellement) et devrait atteindre 157 millions d'habitants en l'an 2000 — à peine deux « décennies de développement » à parcourir. La production de pétrole brut par tête d'habitant (qui est un moyen de calculer le poids réel du pétrole dans le développement) est en effet l'une des plus faibles des pays de l'OPEP : 10,2 milliers de barils par habitant (3).

La création d'emplois urbains, l'augmentation rapide des productions agricoles et industrielles, sont donc des objectifs vitaux pour le pays. Même s'il reste encore majoritairement rural (à 75 % en 1980), son taux d'urbanisation sur la période 1970-1980 a été rapide (4,9 %), et neuf villes — contre deux en 1960 — comptent déjà plus de cinq cent mille habitants. La demande d'emplois et de marchandises continuera donc d'être au cours des prochaines décennies à un rythme accéléré.

Le pétrole représente, bien sûr, un atout pour le pays, mais en atout « nécessaire » au regard de l'urgence des problèmes de développement qu'il doit affronter. De surcroît le Nigéria ne peut compter sur une rente « éternelle » : au rythme actuel d'extraction et avec des réserves potentielles évaluées à 30 milliards de barils, elle ne devrait durer qu'une dizaine d'années — ce qui est peu en termes de développement, de renforcement de l'Etat et de la construction d'une infrastructure moderne.

Ce pays ne sera donc jamais un « exportateur de pétrole à excédents de capitaux » comme le sont l'Arabie Saoudite, le Koweït, la Libye, l'Irak et l'Iran.

Même si le pétrole pourra être relayé à l'exportation par d'autres biens primaires énergétiques (gaz naturel et charbon) l'ère de l'« après-pétrole » est déjà dans le champ des préoccupations des planificateurs. Ainsi le IV^e plan se soucie des effets de la dynamique de la croissance intérieure sur la quantité de pétrole brut disponible pour l'exportation : aujourd'hui, la consommation nationale se situe aux alentours de 10 % (utilisée directe et réimportée) de la production, mais ce pourcentage devrait s'élever en 1990 — si les projets du plan s'accomplissent — à 50 %.

Pour comprendre le rôle du pétrole et les problèmes que pose l'utilisation de cette injection temporaire de ressources financières dans une économie du tiers-monde, il faut aussi souligner un fait apparemment paradoxal : si le pétrole fournit un moyen de lever une des hypothèques majeures qui pèsent sur les Etats

massifs qu'après les mesures de réajustement décidées par l'OPEP. Ce sont surtout ces ressources pétrolières qui ont été une des causes de la guerre civile et un des moyens utilisés par le général Gowon pour financer la guerre contre la sécession bialaïra. Le pouvoir fédéral rétabli, ce sont encore, pour une bonne part, les mêmes ressources qui ont servi à la reconstruction du pays et à l'entretien de la plus grande armée du continent noir, garante de l'unité de l'Etat.

Mais du point de vue strictement économique, ce n'est qu'à partir de 1974 que le pétrole devient le paramètre central de l'évolution. Il en vient à représenter, cette année-là, 93 % des recettes d'exportation ; les recettes du gouvernement fédéral font un bond spectaculaire, passant de 2,5 milliards de dollars à plus de 7,5.

Ce gonflement des ressources permet d'envisager une nouvelle croissance et le général Obasanjo peut prévoir le passage du pays dans la rang des pays industrialisés (au cours du IV^e plan). Mais, on l'a déjà noté, le Nigéria n'échappera pas à la logique engendrée par la rente pétrolière (expérimentée avant lui par de nombreux pays de l'OPEP) et le gouvernement fédéral n'est pas tant devenu le centre d'une modernisation structurelle de l'économie que le redistributeur de la rente.

Par ses dépenses, l'Etat stimule en effet la demande et, rapidement, c'est la consommation qui devient le moteur réel de l'économie. Les structures nationales ne pouvant répondre à ce brusque accroissement de la demande, les importations deviennent une nécessité.

Le solide record de la balance extérieure enregistrée en 1974 sera ainsi de courte durée : dès l'année suivante, les importations sont multipliées par deux. C'est ensuite le mouvement de hausse des recettes à l'exportation : les échanges extérieurs croissent dès ce moment plus vite que la production, et le rapport entre commerce extérieur et P.N.B., qui passe de 29 % en 1974 à 80 % en 1975, traduit la rapidité avec laquelle l'économie nigérienne s'est insérée dans les marchés internationaux.

La première conséquence de l'oil boom a été l'affirmation économique et politique de l'Etat fédéral. Ses moyens ont été considérablement accrus, puisqu'il reçoit une fraction majeure du prix des marchandises exportées : la fiscalité des entreprises pétrolières et minières s'ajoutant aux royalties représentées, en moyenne, de 1975 à 1977, 85 % des exportations du secteur.

D'autre part, l'accroissement de la dette interne du gouvernement fédéral — qui passe de 37 % des exportations de pétrole en 1975 à 58 % en 1977 — permet de penser que l'Etat récupère sur l'épargne nationale une partie de la rente qu'il contribue, par ses dépenses, à diffuser dans l'économie nationale.

Enfin, la capacité d'endettement extérieur du Nigéria, restée jusqu'ici quasi intacte (1,2 % des recettes d'exportation en 1976 contre une moyenne de 14 % pour l'ensemble des pays à revenu intermédiaire) est également la marque de la puissance interne et externe du gouvernement fédéral.

Ce phénomène s'accompagne d'un élargissement manifeste, au cours de cette même période, du contrôle fiscal et budgétaire qu'exerce le gouvernement fédéral sur l'ensemble des Etats de la fédération selon une évolution amorcée dès l'arrivée au gouvernement des militaires, au début de la guerre civile. La mise sur pied d'une armée de 250.000 hommes permettait au gouvernement fédéral, unifié par la hiérarchie militaire, de prendre le contrôle d'une grande partie de l'appareil administratif du pays. Les militaires se lançaient en effet dans une opération qu'aucun gouvernement civil n'aurait eu les moyens d'entreprendre : la création de dix-neuf Etats à partir des quatre régions existantes. Cette mesure, en accordant une place plus importante aux diverses minorités (30 % de la popu-

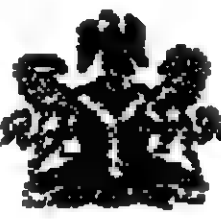
(1) Comité Inter-Etats de lutte contre la sécheresse au Sahel, constitué par les huit Etats de la zone affectée par la sécheresse des années 1968-1973.

(2) Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest.

(3) Contre 300 millions pour l'Arabie Saoudite, 18,7 pour l'Algérie, 33,9 pour l'Irak, 14,5 pour l'Iran et 9,3 pour le Venezuela. Parmi les pays de l'OPEP, seul l'Equateur (8,6) et l'Indonésie (4,1) disposent de ressources pétrolières par tête inférieures à celles du Nigéria.

(4) Abdel Kader Sid-Ahmed, L'OPEP, bases, principes et perspectives, Economica, Paris, 1980.

1980 م ١١



Supplément Nigéria

difficultés de la croissance

lation au total) revenait à affaiblir le système fondé sur les trois groupes ethnico-politiques dominants (Haoussa-Fulani) au nord, Yoruba à l'ouest et Ibo à l'est) et donc à renforcer l'Etat central.

Les élections de 1979 et la restitution du pouvoir aux civils ont confirmé jusqu'à présent cette tendance centralisatrice. Le système national d'allocation des ressources évolutif de telle sorte que les gouvernements fédérés dépendent de manière croissante des libéralités du gouvernement fédéral. Actuellement, 80 % en moyenne des ressources des Etats fédérés sont tributaires des transferts opérés par l'Etat central à 25 % sous forme de dons soumis aux conditions du gouvernement de Lagos.

La canalisation d'une rente pétrolière accrue a ainsi donné corps à l'appareil administratif centralisé de l'Etat. Pourtant, il faut aussi noter que, dans le même temps, la « dynamique pétrolière » a créé, en pénétrant rapidement l'ensemble de l'économie, de nombreuses zones d'activité hors du contrôle du gouvernement.

L'intense activité de la première phase de l'oil boom s'est d'abord traduite par un gigantesque désordre dans un pays où ni l'infrastructure ni les réseaux de distribution n'étaient préparés à ce débordement de marchandises. Il en est résulté des pénuries d'électricité, d'essence (le Nigéria ne raffine en effet qu'une petite partie de sa consommation de pétrole), de biens de consommation essentiels, etc. Pénuries aggravées par la saturation du réseau routier et l'engorgement des ports de débarquement (certains bateaux ont attendu près d'un an à Appapa-Lagos, au moment de la crise des importations de ciment). Le détournement des marchandises à quel ou au cours du transport, l'empileur des commissions versées pour traiter toutes affaires, les loyers exorbitants demandés aux commerçants (à Kano, ils pouvaient atteindre les plus hauts niveaux connus à Paris) sont devenus ainsi l'ordinaire de la vie économique.

Le blocage de l'agriculture

DANS la logique du système économique national, l'agriculture a changé de fonction. Elle ne doit plus aujourd'hui approvisionner les marchés extérieurs et alimenter les caisses de l'Etat, mais fournir des matières premières à l'industrie locale et les produits de base de la consommation urbaine. Or ce secteur agricole est en crise. L'agriculture d'exportation s'est considérablement réduite : l'arachide, le coton et l'huile de palme ne sont plus vendus au dehors, alors que les oléagineux sont aujourd'hui des denrées alimentaires importées. La production vivrière stagne. Les rendements des mils et des sorghos, qui forment l'essentiel de la production céréalière du Nord, n'ont pas augmenté depuis le début des années 60. Dans le Sud, la production d'igname reste stationnaire, tandis que celle de manioc, culture des sols appauvris, s'étend.

A cette crise, plusieurs raisons dont certaines remontent au système colonial lui-même. En effet, à l'instar de la politique des anciens offices, les bas prix pratiqués par les marketing boards, (9) ont pesé sur les revenus des paysans, les poussant à diminuer les jachères et à entamer le « capital-fertilité » de leurs sols. D'autre part, la sécheresse de 1973, qui a particulièrement touché la production arachidière, est venue confirmer la fragilité écologique de ce système de production. En raison de leur faiblesse, les aides et les crédits accordés par l'Etat n'ont, quant à eux, pas compensé les bas prix à la production et n'ont pas permis la nécessaire régénération des cultures arborescentes.

A son tour, l'inflation rapide des débuts de l'oil boom a renchéri les coûts de production et a rendu caduc le système des prix officiels qui est pratiquement devenu un obstacle pour la collecte étatique. Les paysans trouvent des prix plus rémunérateurs dans les circuits parallèles du marché intérieur (coton, huile de palme) ou dans les exportations clandestines (arachide et cacao) ; ils sont parfois conduits à augmenter leur autoconsommation (mil et sorgho).

Indiscutablement, les richesses pétrolières ont permis d'améliorer l'équipement du pays. Les goulots d'étranglement du boom économique se sont aujourd'hui estompés. Le gigantisme de certaines infrastructures routières ou des nouvelles constructions de Lagos frappe l'observateur le moins averti. L'édification d'une capitale moderne au centre

Ces distorsions étaient le revers d'un phénomène positif : celui de l'élargissement rapide du marché intérieur. En 1975, la croissance du secteur de la construction a dépassé celle du secteur pétrolier, suivie de près par celle des transports et des communications. Des milliers d'opérateurs et d'investisseurs de tous les pays sont venus prospecter le seul marché du continent en expansion accélérée. Les banques se sont multipliées au rythme de la création monétaire et les industries de biens de consommation ont vu leur production croître à un taux record.

Bien sûr, cette dynamique a lancé un courant inflationniste que ni l'augmentation de la production ni les importations n'ont réussi jusqu'à présent à freiner. De 1970 à 1977, l'indice des prix à la consommation a marqué une progression de 200 % ; les prix alimentaires, de leur côté, ont crû de 500 %. Au cours de la seule année 1975, la masse monétaire a augmenté de 75 % et les prix de détail de 40 %. Lagos est ainsi devenue aujourd'hui une des villes les plus chères du monde — voire la plus chère du monde.

Parallèlement, l'inflation a accentué le caractère inégal de la distribution des revenus issus du pétrole. A l'intérieur de l'espace urbain, les cloisonnements se sont multipliés. En 1974, 83 % de la population urbaine était classée dans la catégorie « des plus bas revenus » et 12 % seulement dans les « revenus intermédiaires ». Depuis, l'exode rural, désordonné et rapide (5), a aggravé la situation des citadins marginaux qui s'installent dans les grandes villes du Sud (Lagos et Ibadan) dans le delta du Niger ou, au Nord, dans la plus grande ville de la zone sahélienne, Kano (qui compte déjà plus d'un million d'habitants). La population de la capitale, à elle seule, augmente chaque année de plus de 300 000 habitants et la ville pourrait bien compter en l'an 2000, 15 millions d'habitants à condition que le transfert des activités administratives centrales s'opère vers la nouvelle capitale, Abuja. Dans le cas contraire, Lagos pourrait atteindre jusqu'à 20 millions d'habitants.

Un nouveau départ

C'EST à-coups de la politique économique traduisent les difficultés de gérer les effets déséquilibrants de la richesse pétrolière. Ils indiquent aussi que l'équilibre à trouver entre production et importation est le problème central de l'actuel modèle de croissance. La satisfaction de la demande d'emplois et de biens de consommation des populations urbaines sera, dans les années à venir, la pierre d'achoppement de la politique de l'Etat (11).

Les restrictions douanières et la hausse des prix, nécessaires à une relance de la production, viendront buter contre les objectifs d'approvisionnement à bon marché d'une population marginalisée, en grande partie réduite au chômage. D'autre part, l'ampleur des transformations à introduire dans le secteur agricole conduira sans doute l'Etat, du moins temporairement, à s'appuyer sur les importations pour combler le déficit alimentaire et faire pression à la baisse sur les prix des produits de première nécessité.

Cette situation correspond aussi à un fractionnement social — entre bénéficiaires de la rente et laissés-pour-compte — qui s'est amplifié au cours des premières années de la prospérité financière. Fractionnement qu'il allait engendrer à son tour un système complexe de cloisonnement économique (marchés parallèles, subventions, etc.) dont l'Etat devra assurer la délicate balance avant que les effets accablants d'une planification à long terme puissent le faire disparaître.

L'héritage économique et social du nouveau gouvernement civil aujourd'hui : le réseau de contraintes qui pèse sur les ambitions des gestionnaires du pays semble combiner les

industries légères ait été plus rapide que celui du P.N.B. pendant les années 70, il n'a pas atteint les objectifs du III^e Plan. Le Nigéria reste encore un pays faiblement industrialisé et, de surcroît, l'essentiel de l'activité dans ce secteur repose sur la montage ou la transformation de produits importés. L'exemple le plus connu est celui de Peugeot qui envoyait à ses usines de Kano six avions par semaine de pièces détachées. Ce développement extrême n'a pas eu, pour l'instant, de retombées sur l'industrie locale de biens d'équipement. Cette industrialisation s'est faite pour une grande part — trait classique d'un tel développement — sur la base d'investissements étrangers. Sans pouvoir évaluer le déséquilibre sectoriel, le gouvernement a tenu à contrôler d'avantage ce flux d'investissement par le décret de nigérianisation des entreprises (7).

Ainsi l'élargissement de la consommation urbaine, l'approfondissement des différenciations sociales, le blocage et la crise de l'agriculture, comme le modèle d'industrialisation ont pour effet convergent d'imposer un recours aux importations. La réduction des taxes douanières sur un grand nombre de produits et la surévaluation de la monnaie nationale favorisent cette tendance dont les conséquences pèsent sur la balance des paiements. Voilà que, paradoxalement, l'exportation de pétrole a fait du Nigéria, selon l'expression d'un ministre, une « économie d'importation » soumise à l'instabilité des marchés mondiaux.

La baisse temporaire des revenus du pétrole en 1976, à la suite de la diminution de la demande de brut léger nigérien (8), a mis en évidence la fragilité des équilibres macro-économiques du pays. En effet, la poursuite du courant d'importation conduit à un grave déficit de la balance des paiements (3,5 milliards de dollars) et oblige le gouvernement militaire à mettre en place un programme de stabilisation : une coupe de 30 % est effectuée dans les dépenses publiques, les réalisations du troisième plan sont interrompues, le « gel » des salaires est décrété, de nombreuses mesures sont prises pour freiner les importations (9) et des emprunts de 1,75 milliard sont contractés sur le marché des eurodollars. L'impact de ces mesures est réel, mais la tentative de soustraire l'économie à cette instabilité tourne court. Devant les pressions internes, la multiplication des pénuries et l'emballement des prix alimentaires (de 40 à 100 % de hausse pour les céréales), le nouveau gouvernement civil se voit obligé de libérer les échelles (les importations croissent de plus de 40 % en 1980) et d'accorder des augmentations de salaires (10). Dans le même temps, une nouvelle hausse du prix du pétrole rétablit la situation des paiements extérieurs.

JOHNNY EGG.

(5) On peut estimer son taux de croissance, depuis l'oil boom, à environ 10 %.

(6) Offices de collecte et de commercialisation des produits agricoles contrôlés par l'Etat.

(7) Ce décret, qui vise à transférer progressivement la propriété des entreprises aux nationaux, a été l'une des principales interventions du gouvernement militaire dans le secteur.

(8) La production s'est abaissée jusqu'à 1,5 million de barils/jour, notamment en raison de la concurrence du pétrole de la mer du Nord.

(9) Ces dispositions vont de la taxation à l'interdiction, en passant par un original contrôle des marchandises à l'embarquement dans les ports des pays occidentaux.

(10) Le salaire minimal mensuel, augmenté de 30 %, est porté à 100 naira, soit 150 dollars (1 naira = 7,50 francs environ).

(11) Le Mexique, autre puissance pétrolière à forte démographie, affronte déjà ce problème. Voir sur ce point l'article de L. Lebeu-Tubiana et F. Levin dans *Problèmes d'Amérique latine*, la Documentation Française, septembre 1980.

TOTAL

Qui êtes-vous ? Who are you ?

La marque TOTAL est aujourd'hui familière au NIGÉRIA. Dans ce grand pays d'Afrique noire, TOTAL est en effet installé depuis 25 ans et occupe une place de tout premier plan dans la distribution des produits pétroliers.

Mais TOTAL n'est pas seulement la marque d'un grand réseau de distribution. C'est aussi l'emblème d'un groupe pétrolier français présent sur les 5 continents et comprenant quelque 300 sociétés animées par la COMPAGNIE FRANÇAISE DES PÉTROLES.

TOTAL dans le monde

EXPLORE...

... le sous-sol des continents et le fond des mers pour découvrir le pétrole et le gaz de demain.

PRODUIT...

... plus de 60 millions de tonnes de pétrole brut à partir de gisements à haut rendement dont plusieurs comptent parmi les plus riches du monde. TOTAL met également en œuvre les techniques modernes de développement et de production des gisements de gaz.

TRANSPORTE...

... sur mer du pétrole brut, des produits raffinés et des gaz liquéfiés avec une flotte de plus de 3 millions de tonnes...
... sur terre ou au fond des mers, par un réseau de conduites longues de plusieurs milliers de kilomètres.

RAFFINE...

... dans 12 pays en utilisant 21 raffineries qu'il exploite seul ou en association.

DISTRIBUE...

... et vend du pétrole brut, des gaz naturels, des produits raffinés et des intermédiaires pour les industries chimiques. TOTAL contribue ainsi à l'approvisionnement énergétique d'une quarantaine de pays parmi lesquels figurent en bonne place la France et le Nigéria.

TOTAL dans le monde

c'est aussi un ensemble intégré de compétences, d'expériences et de savoir-faire acquis depuis plus de 50 années d'activités et dynamisé par une recherche technologique de qualité, débouchant sur une coopération vivante avec les jeunes nations industrielles.

TOTAL Groupe pétrolier intégré, c'est enfin aujourd'hui une véritable entreprise énergétique s'intéressant à toutes les énergies, devenue producteur de charbon, de minerai d'uranium, d'eau chaude fossile et d'énergie solaire.



Compagnie Française des Pétroles
Direction de l'Information et des Relations Extérieures
5, rue Michel-Ange, 75016 PARIS
TOTAL NIGERIA
P.M.B. 2143, 21, Marine Street (LAGOS)
Bureau à Paris : 26, rue de la Pépinière (8^e)

مركز البترول

FACE AUX PROGRÈS DE L'URBANISATION

Les faiblesses du système de production alimentaire

La question alimentaire est depuis la fin des années 70 une des préoccupations majeures du gouvernement nigérien. Elle est, en effet, à la fois la révélateur et le point nodal des contradictions du modèle de développement engendré par le pétrole.

La production alimentaire totale n'est plus, en 1978, qu'à 85 % de son niveau de 1965, alors que, dans le même temps, la population a suivi un mouvement inverse de croissance accélérée. La consommation moyenne par habitant en protéines animales (lait, viandes, œufs, poissons) a diminué de moitié de 1968 à 1974, année où elle n'atteint plus que 17 kilogrammes par an (le poisson représentant environ 40 % de ce total). Pour les céréales, qui forment la base de la ration alimentaire des populations du Nord, la même réduction peut être constatée : la quantité disponible annuellement par habitant passe de 36 kilogrammes en 1970 à 27 kilogrammes en 1977 ; pour le sorgho, de 41 à 39 kilogrammes.

Les modifications de la structure de la demande ont elles-mêmes largement contribué à creuser l'écart entre production et consommation. L'accroissement de la population urbaine et des revenus de certaines couches de consommateurs diversifie la demande. Ainsi une consommation annuelle moyenne de viande bovine par habitant d'environ 2 kilogrammes peut-elle signifier :

30 kilogrammes pour les cinquante mille expatriés, 10 à 15 kilogrammes pour le million de Nigériens fortunés, 1,5 kilogramme pour les vingt-cinq millions de consommateurs urbains et quelques dizaines de grammes (voire rien) pour la plupart des ruraux. Sous l'approvisionnement des villes, fortes hausses des prix alimentaires (123 % de 1970 à 1975) et développement des importations. Dès 1975, la balance agricole — toujours positive jusqu'alors — est devenue déficitaire. Les importations de produits laitiers sont multipliées par 3,5 (en quantité) de 1973 à 1978, celles de poisson (morue séchée — stockfish — et sardines en boîtes, surtout) croissent plus vite encore. D'importantes quantités de viande bovine congelée ou réfrigérée sont achetées au Brésil et en Yougoslavie. Les importations de céréales, enfin, qui n'avaient jamais dépassé 500 000 tonnes avant 1975, se chiffrent aujourd'hui à plus de 1,5 million de tonnes (environ 60 % en blé, 30 % en riz, le reste en maïs).

Jusqu'à présent, les importations alimentaires ont pu être payées par les revenus pétroliers, mais si les tendances se maintiennent — la transformation des modèles de consommation y aidant — les quantités importées devraient s'élever jusqu'à 20 millions de tonnes en 1980. En 1979 déjà, les importations alimentaires (officielles) représentent 17 % du total des achats à l'étranger et consomment 15 % des devises tirées du pétrole.

de sa force de travail au moindre coût. Les offices coloniaux, puis les Marketing Boards, s'appuyant sur les réseaux du négoce privé pour collecter les produits destinés à l'exportation, étaient donc la seule forme d'encadrement de la paysannerie et le seul « lien » des paysans à l'Etat.

L'insuffisant approvisionnement en viandes

LORSQUE, sous les effets de l'« oil boom », l'Etat devra provisionner rapidement la population urbaine, il se tournera naturellement vers le marché international en l'absence du réseau de collecte de la production nationale. Le recours aux importations affaiblit encore davantage les liens entre l'Etat et les zones rurales et se traduit par un cloisonnement entre les marchés et les circuits. L'exemple des écarts de prix entre marchés ruraux et urbains en témoigne. Alors que les importations et les systèmes de subvention à la consommation font pression à la baisse sur les prix des marchés urbains, les prix sur les marchés ruraux s'élèvent. Ainsi le prix du mûl dans l'Etat de Kano passe de 136 nairas la tonne en 1976 à 346 en 1978, et celui du blé de 300 à 554 nairas ; dans le même temps, à Lagos, la tonne de blé américain passe de 140 nairas à 114 (1).

C'est dans ce contexte que prennent place les opérations de développement qui font nécessairement figure d'intervention extérieure sur l'agriculture. De fait, les grands projets apparaissent davantage comme des « îlots modernes » que comme pôles de développement organisant la petite paysannerie autour d'eux. Le cas des productions animales illustre ce processus.

Aujourd'hui, dans le cas des productions bovines, par exemple, le secteur moderne n'est représenté que par quelques élevages laitiers et quelques ranches d'engraissement sous le contrôle de l'Etat, dont les résultats économiques et techniques n'ont pas toujours été concluants. Ainsi, trois des grands complexes « viandes » ont cessé leurs activités en 1978 et 1979. En effet, cette activité de ranching, de

faible rentabilité, n'a pas attiré les investisseurs capitalistes privés, même si des initiatives sont actuellement entreprises par un groupe nigérian-brésilien, pour l'instant, la production de lait et de viande est donc assurée par l'élevage traditionnel, qui compte 8,5 millions de bovins (dont 1,1 million de vaches) élevés par des pasteurs semi-nomades, qui consomment eux-mêmes le lait ou le vendent aux agriculteurs environnants. La quasi-totalité de ce cheptel de type zébu, localisé dans le nord du pays en raison de la présence de la mouche tsé-tsé au sud, transhume suivant l'alternance entre saison des pluies et saison sèche.

Le gouvernement essaie, avec l'aide de la Banque mondiale, d'une part, de sédentariser ces éleveurs en créant des réserves fourragères et, d'autre part, de développer l'association culture et élevage peu répandue. Sur les neuf laiteries existantes, deux seulement sont de capacité importante (trente mille et quarante mille litres par jour), mais fonctionnent au ralenti. Le développement du secteur privé s'est trouvé gêné par la politique de contrôle des prix et par les importations. Pour un produit comme le lait concentré, qui est à la fois importé par l'Etat ou par le commerce privé et produit sur place, la politique de contrôle des prix de gros et de détail (5 % de hausse autorisée en 1980, contre 12 % à 25 % de taux d'inflation, selon les estimations) ne laisse pas de grandes marges de manœuvre aux usines privées ou aux supermarchés, plus facilement contrôlés par l'Etat. Les très actifs secteurs traditionnels de revendeurs, qui assurent 95 % au moins des ventes, le concurrence de surcroît très efficacement.

Créés à l'initiative de l'Etat, des abattoirs ont été achevés très récemment et d'autres sont prévus. Or ce secteur a, lui aussi, été gêné par les importations en 1978, lorsque le gouvernement a décidé d'importer massivement des viandes réfrigérées et congelées. Nulles en 1974, ces importations passent à 14 000 tonnes en 1976 et se poursuivent en 1977 et 1978. Au cours de cette période, les viandes importées ont été revendues à des prix très inférieurs à leur coût d'importation et au prix des productions locales (1,30 à 1,50 naira le kilogramme contre 2,70 nairas). Ces importations ont maintenu la demande urbaine à un niveau élevé et porté le coup de grâce aux unités d'engraissement modernes (Mokwa et Bauchi) qui connaissent déjà de graves problèmes.

Un vaste programme de relance

ANSL, les échecs constatés dans la politique de modernisation des productions animales traduisent, au-delà des problèmes d'approvisionnement et de gestion, l'absence d'un cadre d'analyse économique adéquate, les difficultés — voire l'impossibilité, dans l'immédiat — pour les unités modernes d'établir des liaisons avec le reste du secteur. Coupés de leurs liens avec des producteurs situés en amont, les ranchs d'engraissement ne peuvent être rentabilisés et les élevages avicoles sont la plupart du temps contraints de fonctionner à partir de matières premières importées. De surcroît, ces agro-industries produisent pour approvisionner une demande urbaine et se retrouvent donc sur ces marchés directement en concurrence avec les importations. Ces unités de production sont alors soumises aux variations des importations, qui elles-mêmes ne sont pas dictées par les impératifs de l'agriculture mais dépendent des équilibres généraux que l'Etat doit maintenir entre recettes pétrolières et gestion des dépenses.

Les grands projets de cultures irriguées dans le Nord, qui devaient augmenter substantiellement la production céréalière, ont connu le même sort. Les autres programmes de développement n'ayant pas non plus réussi à provoquer un véritable accroissement

de la production, le gouvernement civil se lance dans une gigantesque opération de développement agricole visant l'ensemble des petits paysans (plus de 90 % du total) et ayant pour objectif l'autosuffisance alimentaire dans un délai de cinq ans.

Etabli par les experts de la Banque mondiale selon les options de la « révolution verte », ce programme propose la distribution massive de semences améliorées, d'engrais et de pesticides et l'encadrement plus développé de la paysannerie. Le précédent programme d'augmentation de la production (National Accelerated Food Production Project), de même inspiration technique, n'avait touché qu'une couche limitée de paysans. Le nouveau plan, qui propose son extension à la quasi-totalité de la paysannerie, peut être aussi interprété comme une tentative de freiner l'exode rural et de ralentir ainsi l'inquiétante accélération du chômage et de la demande alimentaire des villes.

JEAN-PIERRE BONVALLET et JOHN EGG.

(2) Cette base traduit celle des courants mondiaux. Elle ne se répercute pas sur le prix du pain, laissant une marge accrue au transformateur. Voir à ce propos, J. Egg, *Le Monde diplomatique*, mai 1980 : « Urbanisation, bouleversement des habitudes alimentaires, importations de céréales ».

L'Etat et la paysannerie

EN mettant à l'ordre du jour de l'autosuffisance alimentaire, le gouvernement nigérien pose, dès 1977, la question de la relance de la production. Les nombreuses tentatives dans ce sens n'ont guère été couronnées de succès. L'extremisme morcellement du domaine foncier (90 % des exploitations agricoles recouvrent sur moins d'un hectare) et la diversité des conditions de production (des céréales sont à 90 % cultivées en association avec d'autres plantes) représentent le premier obstacle aux programmes de modernisation de la paysannerie.

Mais, au-delà, c'est dans les modifications des rapports entre l'Etat et la paysannerie, profondément affectés par le boom pétrolier, qu'il faut chercher les principales raisons de l'échec des interventions de l'Etat dans le secteur agricole.

Dans le système d'agro-exportation, aucun mécanisme de collecte étatique de la production vivrière (mil, sorgho, igname, manioc...) n'était considéré comme nécessaire, puisque la masse des petits producteurs associée sur ses parcelles « culture de rente » et « cultures vivrières ». Elle assure elle-même la reproduction

Aller de l'avant en pensant au public



Les efforts d'aujourd'hui construisent le Nigeria de demain : l'Organisation Ibru est fière de pouvoir y apporter une contribution majeure.

Nous avons grandi avec les années, passant d'une petite société de commerce à l'une des principales entreprises du Nigeria, mais nous avons gardé présent à l'esprit une notion fondamentale : le progrès, cela concerne tout le monde.

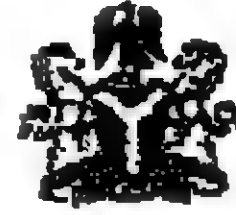
Nous avons commencé par le poisson, et qui dit poisson dit protéines. Pour pouvoir fournir ces protéines à un prix avantageux, nous avons été les pionniers de l'industrie moderne du poisson et des surgelés au Nigeria et pour les mettre à la disposition de tous, nous avons construit un vaste réseau d'entrepôts frigorifiques et de distribution.

A partir de cette base solide, nous avons abordé d'autres secteurs importants d'activité : tels que l'Agriculture, la Santé, le Logement et l'Éducation ; nous cherchons à poursuivre notre rôle dans le Nigeria d'aujourd'hui en contribuant à fournir aux gens les produits de base dont ils ont besoin pour construire le Nigeria de demain.

The Ibru Organisation
33 Creek Road, PMB1155 Apapa, Lagos
Telephone: 46504-6
Telex: 21324. Cables: Ibru Lagos

IBRU

UNITED B



Supplément Nigéria

VOLONTÉ D'INDÉPENDANCE ET CONTRAINTES TECHNOLOGIQUES

L'indispensable coopération avec les sociétés pétrolières étrangères

Par MARIE-CLAIRE DEBACKÈRE

Les gouvernements civils ou militaires qui se sont succédés au Nigeria depuis l'indépendance ont toujours eu pour but l'industrialisation de l'industrie pétrolière, c'est-à-dire le transfert progressif à l'Etat de l'ensemble des opérations pétrolières. Dans l'application de cette politique, les autorités ont généralement fait preuve d'un certain pragmatisme. Ainsi, malgré une volonté nationaliste de plus en plus marquée, le Nigeria continue-t-il à faire appel aux services des sociétés pétrolières étrangères, tout au moins dans certains domaines. L'importance des investissements mis en jeu, l'expérience et les moyens techniques nécessaires ajoutés au caractère aléatoire de la découverte et de la commercialisation du pétrole rendent, semble-t-il, indispensable la poursuite de leurs activités.

Confronté au dilemme de nombreux pays en voie de développement : attirer les compagnies pétrolières et les intéresser à l'exploration et aux développements pétroliers, tout en poursuivant une politique à long terme qui vise à l'établissement d'une industrie pétrolière nationale et même à la prise en charge de toutes les installations pétrolières, le gouvernement fait alterner des périodes de durcissement des conditions d'exploitation, d'assouplissement et d'encouragement à la recherche. En fait, le Nigeria dispose de deux atouts majeurs : d'une part, la qualité de son pétrole, léger et peu sulfureux, qui en fait un brut très recherché sur les marchés occidentaux ; d'autre part, une position géographique plus favorable que celle des pays du Proche-Orient (proximité des principaux consommateurs et sécurité des lignes maritimes). Il a pu ainsi largement profiter des aléas récents de la conjoncture pétrolière.

Avant même son adhésion à l'Organisation des pays exporta-

teurs de pétrole (OPEP) en 1971, l'Etat avait pris une participation de 35 % dans toutes les concessions de la S.A.P.R.A.P., filiale du groupe Elf, puis de 33,3 % dans celles de l'association AGIP-Phillips. Cette même année, devenant en cela d'autres membres de l'OPEP, le Nigeria créait sa propre société, la Nigerian National Oil Corporation (N.N.O.C.), devenue en 1977, à la suite du regroupement avec le ministère fédéral des ressources pétrolières, la Nigerian National Petroleum Corporation (N.N.P.C.), société d'Etat destinée à participer en partenaire majoritaire à tous les secteurs de l'activité pétrolière.

L'année suivante, en 1978, le gouvernement annonçait qu'il ne serait plus accordé de nouvelles concessions à des sociétés pétrolières étrangères, la N.N.O.C. étant seule habilitée à détenir des droits miniers ; cependant, les

concessions accordées avant cette date restaient valables. En 1979, c'est l'association Shell-B.P. qui, principal producteur et inventeur du premier gisement découvert à Oloibiri en 1956, qui devait céder une part de 35 % à la N.N.O.C. Dès 1974, cette participation était portée à 55 % en dépit des accords précédents. Le 1^{er} juillet 1979, le gouvernement décidait que la N.N.P.C. détiendrait désormais 90 % du capital de toutes les sociétés productrices d'hydrocarbures, par ordre d'importance : Shell-B.P., Gulf, Mobil, Agip-Phillips, Elf et Texaco-Chevron. En août de la même année, la nationalisation des actifs de Shell en République du Sud, portait à 80 % la part de la N.N.P.C. dans le capital de la société locale Shell-B.P.

En outre, les conditions proposées, contrats de service et de partage de production, ne laissent que de faibles volumes à la disposition des sociétés exploitantes et les risques encourus leur ont paru disproportionnés. La N.N.P.C. reconnaît que ces nouvelles conditions ont attiré moins de pressions que prévu et qu'il faudrait accorder une plus large part de bénéfices sous forme de pétrole, pour attirer les sociétés.

On peut cependant se demander aujourd'hui si cette politique d'ouverture sera réellement poursuivie. L'accusation portée à l'encontre des trois principales sociétés productrices Shell, Gulf et Mobil, lors du récent scandale pétrolier — l'« Oligate », ainsi le qualifie la presse d'outre-Manche, — risque de compromettre les relations entre les sociétés et l'Etat. L'affaire a débuté par la « disparition » de 5 milliards de dollars dans les comptes de la N.N.P.C. sur la période 1975-1978. La commission d'enquête chargée de se pencher sur ce scandale, a tout en reprochant à la société nigérienne son manque d'organisation dans la tenue de ses comptes, accuse les trois compagnies d'avoir spolé l'Etat en conservant 18 milliards de dollars qui devaient revenir à la compagnie nationale et qui représentent, aux prix actuels, 5,5 milliards de dollars environ. Les compagnies protestent de leur bonne foi et laissent entendre que la N.N.P.C. n'a pas réussi à vendre le pétrole lui revenant (55 % à l'époque, contre 45 % pour ses partenaires), ses parts étant surévaluées par rapport aux bruts concurrents. Des négociations sont actuellement en cours entre le gouvernement et les sociétés, mais celles-ci restent très prudentes quant à leur avenir.

Le Département « Economie », Ministère français du pétrole,

Dans le secteur du raffinage, depuis la nationalisation des actifs de B.P. la N.N.P.C. contrôle les deux raffineries actuellement en fonctionnement à l'exception de 30 % des parts encore détenues par Shell dans la raffinerie de Port-Harcourt. La construction d'une troisième raffinerie à Kaduna par un consortium de sociétés japonaises permettra à la N.N.P.C. quand elle sera pleinement opérationnelle, de ne plus faire raffiner à l'étranger le complément de brut nécessaire pour le marché intérieur et de dégager un excédent de produits pour l'exportation.

La construction d'une quatrième raffinerie serait même envisagée dans le quatrième plan de développement.

Poursuivant sa politique d'exploitation directe de tous les secteurs de l'industrie pétrolière, l'Etat n'a pas négligé celui de la distribution. Outre les parts qu'elle détient dans les filiales des sociétés étrangères Mobil, Agip, Elf et Texaco, la société d'Etat distribue elle-même des produits par l'intermédiaire d'Unipetrol, racheté à Exxon en 1976, et détient une part dans African Petroleum (ex B.P.).

Au-delà des activités d'extraction

Les projets d'exploitation d'une autre grande ressource du Nigeria, le gaz naturel, progressent également. A partir du 1^{er} janvier 1980, il sera interdit de brûler à la torche le gaz associé à la production de pétrole depuis le début de la production. Un accord de fourniture de gaz a été signé entre la société Bonny L.N.G. (N.N.P.C. 60 %, Shell 10 %, Phillips 7,5 %, Agip 7,5 %, Elf 5 %) et un consortium européen qui regroupe Gas de France, Snam (Italie), Distigas (Belgique), Gazunie (Pays-Bas), Enagas (Espagne) et trois sociétés allemandes (Thyssen gas, Ruhrgas et Brigitta). La mise en œuvre de ce contrat nécessitera la construction d'une usine comportant six lignes de liquéfaction ; seize méthaniers de 130 000 mètres cubes chacun effectueront le transport.

Un programme pétrochimique visant essentiellement à alimenter l'industrie locale est également en cours d'élaboration. Il permettra à l'Etat de contrôler la chaîne pétrolière de l'ex-

traction jusqu'à ses utilisations les plus diversifiées et les plus rentables.

Il est évident, d'autre part, que le Nigeria profitera de la conjoncture actuelle pour tirer le meilleur parti possible des avantages dont il dispose. Premier producteur de pétrole du continent, le pays possède, en outre, d'importantes réserves de gaz naturel (2 000 milliards de mètres cubes) qui en font un fournisseur potentiel d'une importance capitale pour l'Europe et les Etats-Unis.

A court terme sa position géographique particulièrement favorable, en raison du conflit entre l'Irak et l'Iran, devrait lui permettre d'accroître des revenus qu'on estime déjà à 25 milliards de dollars pour 1980. Revenus indispensables à la croissance économique de ce pays peuplé de plus de 80 millions d'habitants et qui ne peut compter que sur le pétrole pour assurer son développement.

Des avantages jugés insuffisants

PARALLELEMENT à la prise de contrôle de la majorité de la production, les autorités du Nigeria appliquent sans retard les hausses de prix successives décidées par l'OPEP, suivant en cela les pays de la tendance dure et en particulier ceux de la zone méditerranéenne. Des mesures fiscales très contraignantes étaient également appliquées : taux de redevance de 20 % et taxe de 55 % sur le profit brut des compagnies. Le brut nigérien devenait ainsi l'un des plus chers et la marge bénéficiaire des compagnies était réduite à 50 cents par baril, niveau comparable à celui du Proche-Orient où les conditions d'exploitation sont plus faciles. Mais les résultats ne se firent pas attendre : en 1978, l'exploration était en forte diminution et la production baissait en 1979, entraînant une diminution

inquiétante des revenus pétroliers. Des mesures fiscales furent prises dès 1977 afin d'encourager les sociétés pétrolières opérant au Nigeria : amélioration des conditions d'amortissement, prise en charge par l'impôt des coûts d'exploration, accroissement des bénéfices fiscaux. Les effets se firent rapidement sentir : les travaux sismiques reprirent et 114 puits étaient forés en 1979.

Par la suite, le gouvernement annonce que des contrats d'un « style nouveau » seraient accordés, pour le développement du territoire réservé de la N.N.P.C. à des « sociétés de bon renom ». A ce jour, trois sociétés seulement ont signé des contrats : Agip et Elf, toutes deux sociétés d'Etat, et un indépendant, la société américaine Nigus Petroleum. Bien que les zones offertes soient pro-

(Publicité)

UNITED BANK FOR AFRICA

- la banque la plus appréciée pour les affaires avec le Nigeria

Beaucoup de banques, sociétés, exportateurs et investisseurs étrangers qui commercent avec le Nigeria préfèrent accomplir leurs transactions par le canal de la United Bank for Africa. Cette préférence découle des bons résultats obtenus grâce au personnel formé et expérimenté des départements spécialisés de notre Division Internationale à Lagos et de nos agences à travers le Nigeria. Notre détermination de protéger

cette réputation enviable et notre désir d'assurer au Nigeria un nom respecté dans les affaires internationales nous obligent à lutter continuellement pour offrir ces avantages qui distinguent nos services de ceux des autres banques. Ces services comprennent l'information sur les bonnes affaires et sur le crédit, l'encaissement des factures, les transferts d'argent, les avis et conseils sur les lois et coutumes locales, et bien plus encore. Dans tous ces domaines, nous avons

des liens étroits avec plus de 200 grandes banques, dont cinq sont représentées à notre Conseil d'Administration, ce qui nous permet de traiter plus vite et plus efficacement les affaires avec votre siège.

Votre intérêt est donc de faire passer toutes vos transactions avec le Nigeria par la United Bank for Africa — la banque la plus appréciée pour le « business » avec le Nigeria.

Passif, au 31 mars			Actif au 31 mars		
	1980	1979		1980	1979
	N. 000	N. 000		N. 000	N. 000
Capitaux propres	77.208	65.228	Encaisse et banques	762.991	497.169
Dépôts, etc.	1.638.286	1.219.578	Investissements	39.883	39.961
Comptes de contre-partie ..	772.169	516.155	Prêts et escomptes	864.836	703.004
Bénéfice non affecté	389	362	Comptes de contre-partie ..	772.169	516.155
			Autres actifs	48.173	45.034
TOTAL	2.488.052	1.801.323	TOTAL	2.488.052	1.801.323

Banques associées en France, au Royaume-Uni, en Italie et aux Etats-Unis.

Agences à travers le Nigeria :

Apapa, Ebute-Metta, Falamo, Idumagbo, Iganmu, Ijora, Ikeja, Ilupeju, Lagos Centre, Lagos Est, Université de Lagos, Marina, Enugu, Onitsha, Benin City, Effurun, Sapele, Warri, Bui, Maiduguri, Calabar, Abuja, Owerri, Kaduna (deux), Zaria, Université de Bayero, Jos, Kano, Mallam-Maduri, Ilorin, New-Bussa, Suleja, Abeokuta, Akure, Ibadan (trois), Port-Harcourt (trois), Sokoto, 27 agences rurales et bureaux de paiements à Nigeria Airways et à l'Autorité de l'Aéroport.

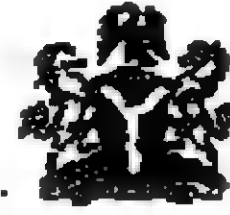


U.B.A.

UNITED BANK FOR AFRICA LTD.

Adresse du siège : 97/105 Broad Street, P.O. Box 2406, Lagos, Nigeria.
Tél. : 664866, 664810, 664740, 661224, 664980. Télex : Mindobank 21241 et 21580

مصرف الامم المتحدة



LE DÉVELOPPEMENT DES RELATIONS

La diversification des opérations commerciales

Par OLIVIER BRANLY

EN raison des traditions historiques, la Grande-Bretagne demeure, jusqu'à ces dernières années, le principal partenaire commercial du Nigéria et un des seuls investisseurs. Les relations économiques franco-nigériennes étaient, quant à elles, très réduites et se limitaient pratiquement à l'importation de pétrole. L'augmentation considérable du prix du pétrole en 1973-1974 a engendré un déficit commercial structurel au détriment de la France qui importe près de 10 millions de tonnes d'hydrocarbures par an du Nigéria. La nécessité du rééquilibrage des échanges et la politique de diversification entreprise tant du côté français que du côté nigérien ont entraîné une intensification des échanges commerciaux entre les deux pays. Cette stratégie était renforcée par la prise de conscience chez les chefs d'entreprise français de l'intérêt que représente la dimension du marché nigérien.

Les importations de la France en provenance du Nigéria, composées à 95 % de produits pétroliers, sont passées de 4,6 milliards de francs en 1977 à 6,2 milliards en 1979, ce qui plaçait le Nigéria au premier rang de ses fournisseurs africains. Au premier semestre 1980, l'augmentation du prix du pétrole a entraîné un nouveau bond de ses achats au Nigéria, lesquels ont doublé par rapport à la période correspondante de 1979 pour atteindre 6 milliards de francs.

Les exportations françaises n'ont, en revanche, pas suivi la même évolution, puisque les ventes sont passées de 3,7 milliards de francs en 1977 à 3,2 milliards en 1979. Cette baisse s'explique par la politique de restriction des importations mise en place par le gouvernement nigérien fin 1978 et par le développement d'industries de substitution aux importations. Cette réduction des achats nigériens a touché principale-

ment le secteur des biens de consommation (à l'exception des pièces détachées d'automobiles qui approvisionnent l'usine de Peugeot à Kaduna) et, dans une moindre mesure, les demi-produits et les produits agro-alimentaires. Le premier semestre 1980 marque cependant une reprise des exportations françaises, qui ont doublé par rapport au premier semestre de 1979. L'augmentation est particulièrement nette pour les biens d'équipement et pour l'automobile.

Le développement des ventes françaises en 1980 fait aujourd'hui du Nigéria le deuxième client africain, derrière l'Algérie, et devant le Maroc, la Côte-d'Ivoire et l'Égypte. Mais il reste encore pour la France à améliorer sa part de marché, puisque elle n'est toujours que le cinquième fournisseur du Nigéria derrière la Grande-Bretagne, l'Allemagne occidentale, les États-Unis et le Japon. Par ailleurs, son déficit continu de s'accroître en valeur, mais ce résultat n'est pas encourageant ne doit pas cependant dissimuler que ses exportations sont composées en proportion croissante de ventes de biens d'équipement, qui représentent la part la plus dynamique de l'économie nigérienne dans les années à venir.

A cet égard, il faut remarquer que le montant des contrats de biens d'équipement signés au 1^{er} semestre 1980 a atteint 1,8 milliard de francs. Ce chiffre est en retrait par rapport aux résultats de 1979, puisque les contrats conclus en 1979 représentaient une valeur de 4,8 milliards de francs, mais il n'est pas vraiment significatif. En effet, avant son départ, le gouvernement militaire avait pris de nombreuses décisions sur les projets en cours, alors que, au contraire, l'installation des civils au pouvoir s'est traduite par une période de réflexion et par le report d'un certain nombre de décisions : le montant des contrats en cours de

négoce qui était de 10,6 milliards de francs est ainsi passé à 28 milliards. Cette période semble désormais achevée. Depuis septembre 1980, en effet, les entreprises françaises ont conclu des contrats

dans le domaine des biens d'équipement qui représentent 8,5 milliards de francs. Ce bon résultat marque les progrès réalisés par les sociétés françaises dans leur implantation au Nigéria.

Besoins en biens d'équipement

DEPUIS environ cinq ans, les entreprises françaises ont, en effet, accompli un important effort de pénétration, au-delà des sociétés de commerce et du secteur du bâtiment et des travaux publics où quelques sociétés étaient implantées de longue date.

Dans le domaine du négoce, la SCOA et la Compagnie française de l'Afrique occidentale (C.F.A.O.) disposaient de filiales qui distribuaient les biens de consommation français. Dans le secteur du bâtiment et des travaux publics, Dumez et Fougere, qui avaient été les

pionniers, ont rapidement été suivis par toute la profession et les entreprises françaises sont très présentes tant dans le bâtiment que dans le génie civil. Parmi les réalisations les plus importantes on peut citer la construction du barrage de Jebba par Fougere, de logements et de bâtiments publics par Dumez, Selnat et Selnat dans la ville nouvelle de Warri, de l'aéroport de la nouvelle capitale d'Abuja par Dumez, d'une tour de bureaux à Lagos par Bouygues, d'une autoroute par Dumez. De nouveaux contrats viennent d'être obtenus par Fougere et

Dumez (génie civil de l'écologie d'Adélaïde), par S.G.E. (travaux de voirie dans l'Etat de Bauchi), par Spie-Batignolles (travaux d'adduction d'eau de la nouvelle capitale d'Abuja). D'autres sont en cours de négociation pour le génie civil de la centrale thermique de Lagos, pour la construction d'un hôtel et de 200 logements à Abuja, pour des travaux d'assainissement et d'adduction d'eau dans les Etats d'Ogun et d'Ono.

Dans les autres domaines, les sociétés françaises ont des positions moins anciennes et disposent de moins de références. On peut cependant remarquer un effort commercial, visible dans le grand nombre de projets suivis par des entreprises françaises.

En ce qui concerne l'ingénierie, des contrats de réalisation « clé en main » de brasseries ont été signés par SERETE, SODETEG, SOCAPRICA et des projets sont en cours de négociation pour des usines de cacao, de traitement de riz, de glucose, de produits pharmaceutiques, une cimenterie et pour le métro de Lagos.

La technologie française dans le domaine de l'électricité, des télécommunications et de l'électronique commence à être connue en dépit de la très forte concurrence des entreprises américaines, anglaises et allemandes. Des contrats ont été récemment obtenus par C.G.E.E.-Alstom pour des travaux d'électrification rurale, par C.S.E.E. pour des installations de lignes téléphoniques, par Thomson-C.S.F. pour la fourniture de simulateurs. D'importantes projets de transmission par câbles, de centraux téléphoniques, de télécommunications, d'électrification rurale sont en cours de négociation. Dans le domaine des transports, l'extension de la flotte de Nigéria Airways fait l'objet de discussion avec Airbus Industrie et la rénovation des chemins de fer nigériens devrait aboutir prochainement à des

signatures de contrat pour du matériel roulant. Dans le domaine automobile, la prépondérance de Peugeot, qui dispose d'une usine d'assemblage à Kaduna, se confirme en dépit d'une forte concurrence.

La présence des entreprises françaises est forte dans le domaine des travaux pétroliers où E.T.P.M., U.I.E. et Vallourec fournissent des plates-formes et des équipements d'exploration. Elle est également marquée dans le secteur des matériaux de construction (céramique, briques, ciment) où, après le contrat signé récemment par Dumez, d'autres projets sont en négociation.

Dans ce panorama des ventes de biens d'équipement et des contrats « clé en main », on peut remarquer la quasi-absence de projets agricoles et chimiques alors que ces deux secteurs sont appelés à se développer dans les prochaines années. En effet, l'agriculture nigérienne, dont les résultats se sont détériorés au fil des années, fait désormais l'objet d'une priorité de la part du gouvernement qui souhaite réduire les importations de produits alimentaires. L'industrie des engrais devrait, de ce fait, faire l'objet d'importants investissements, au même titre que les industries chimiques dérivées du pétrole.

En raison de sa taille et de sa solvabilité, le marché nigérien est très convoité et les principales entreprises européennes et américaines y sont représentées, de sorte que la concurrence y est très sévère. A terme, les sociétés étrangères n'ont des chances de pénétrer ce marché que si elles y ont une filiale. Or, d'après la législation nigérienne, les intérêts étrangers ne doivent pas dépasser 40 % du capital des sociétés de droit nigérien. L'implantation sur ce marché nécessite donc une bonne préparation, en raison de la dimension et du caractère fédéral de l'Etat ainsi que de la législation en vigueur.



(Photo Camera Press.)

AUX ATELIERS DE L'USINE PEUGEOT A KADUNA

Groupe des Sociétés
A.G. LEVENTIS

NIGÉRIA

Établi au Nigéria depuis 38 ans, le groupe LEVENTIS a diversifié partout dans la Fédération ses nombreuses activités qui emploient plus de 12 000 personnes.

Le groupe est actuellement engagé dans d'importants secteurs de l'économie du pays, notamment :

Assemblage de véhicules commerciaux et motos, distribution et service après-vente de voitures, matériel agricole, matériel de construction et manutention.

Fabrication et distribution de matériel électronique, électro-ménager, matériel de bureau et autres équipements techniques.

Fabrication et mise en bouteilles de boissons non alcoolisées ; de CO², de capsules et de caisses en plastique.

Grands magasins ; hôtel Mainland à Lagos.

Investissements en : boulangerie et fabrication d'articles en verre ; brasserie ; agriculture ; manufacture de tapis et maisons préfabriquées.

Agences pour :

Coca-Cola, Case/David Brown, Honda, Kelvinator, Mercedes-Benz, Olivetti, Renault, Saint-Michael, Sanyo.

Siège social : IDDO HOUSE, P.O. Box 159, LAGOS.

Établissements à : LAGOS, IBADAN, KANO, KADUNA, BENIN, PORT-HARCOURT, JOS, MAIDURURI, ABA, ONITSHA, ENUGU, ILE-IFE, WARRI, ZARIA, CALABAR

Nigeria—
Growing market, booming economy.You gain 50 years marketing
and manufacturing experience
in Nigeria by talking to A.C.C.

No other company can offer such a wealth of experience of the Nigerian market.

Well Established, progressive, independent. A.C.C. is an independent business with 50 years of associations with and in Nigeria: its present management is vigorously following a corporate policy of expansion and diversification.

Not just importers A.C.C. successfully handle the products of many important principles from overseas (Quaker Oats, Thermos) but the strength of the company lies in its expanding manufacturing

activities in Nigeria itself.

A.C.C. manufacture established branded goods such as Trebor Confectionery and ownbrand non-ethical pharmaceuticals.

An A.C.C. plastics plant supplies containers for its products. A.C.C. has also recently diversified into the supply of building materials, and automobile spare parts.

Distribution of Products A.C.C. has a fleet of vehicles which supply a country-wide network of vigorous Nigerian distributors from its factories in Apapa and Depots in Kano and Onitsha.

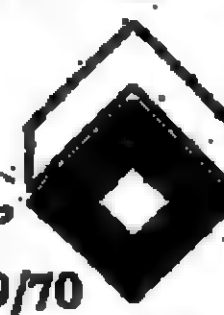
Talk to A.C.C. first.

A.C.C. has the right combination of experience and enterprise to help you establish your product in a fast growing market that's full of potential.

A.C. Christlieb

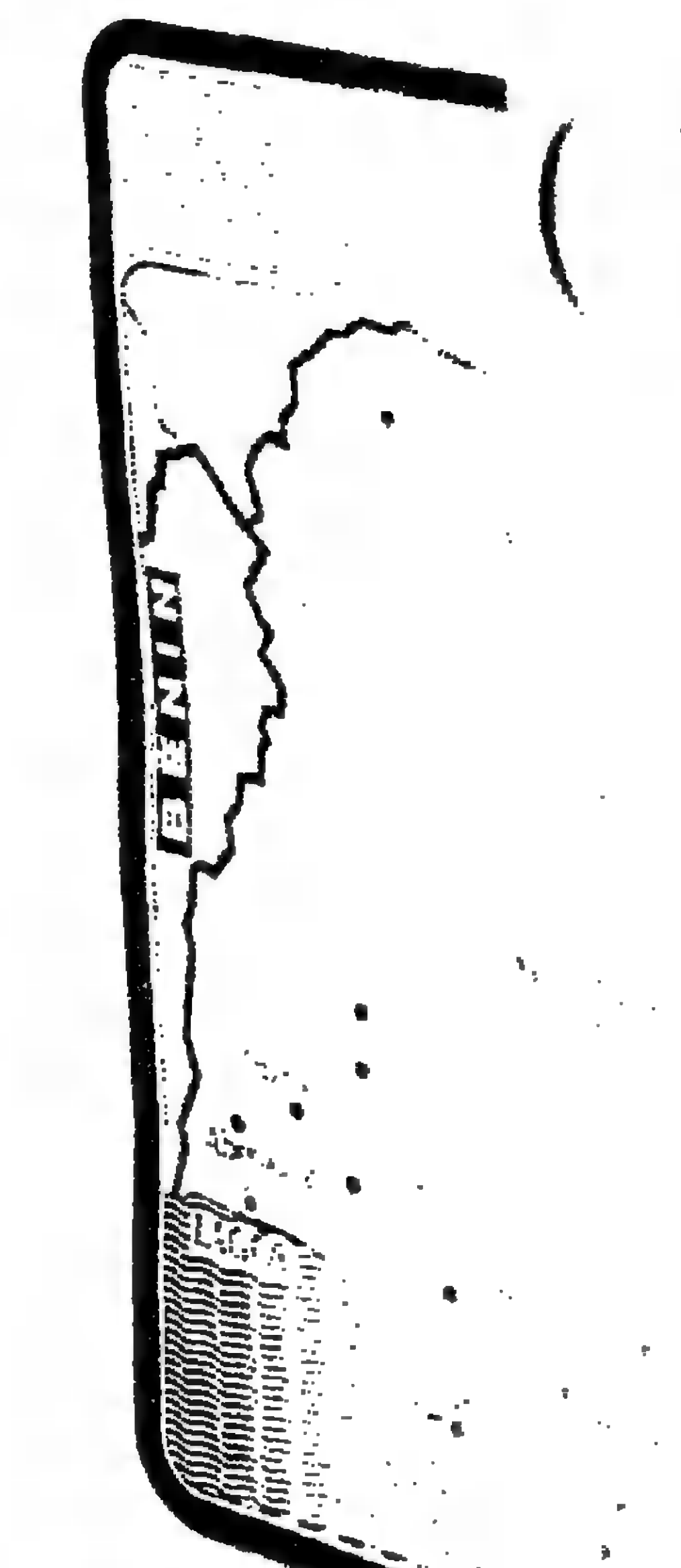
(Nigeria) Limited
50 years of marketing and manufacturing experience in Nigeria.

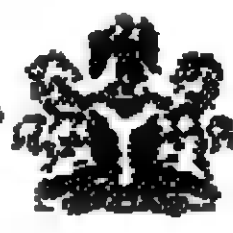
35, Creek Road,
P.O. Box 392, Apapa,
Lagos—Nigeria.
Telephone: 844768/9/70
Cable: Christlieb, Apapa.



Poids de l'industrie...

P





Supplément Nigeria

AVEC LA FRANCE

Nouvelles orientations de la coopération culturelle

Par BERNARD ÉMILE SAXE

LONGTEMPS placés sous le signe de l'indifférence, si non de la méfiance réciproque que certaines options politiques passées n'avaient fait que renforcer, les relations franco-nigériennes connaissent depuis quelques années un essor remarquable dans le domaine de la coopération culturelle, scientifique et technique.

Dès l'indépendance, il y a un peu plus de vingt ans, le Nigeria s'est soucié de créer des liens avec ses voisins francophones, et, en particulier, par le biais linguistique. Dans le Sud, le français a pris la place du latin dans l'enseignement secondaire, et les universités d'Ibadan et de Zaria, ainsi que les nouvelles qui se mettent en place, l'ont inscrit au programme de leur département de langues modernes. En quelques années, le français est ainsi devenu la première langue étrangère enseignée au Nigeria.

Faut-il la grande illusion des « francophobes » distingués s'abritant derrière de brillantes statistiques (des centaines de milliers d'étudiants exposés « au français »), le réalisme a voulu que, tout en maintenant dans le secondaire l'enseignement du français un moment menacé par la montée des langues vernaculaires, l'effort de coopération culturelle porté en priorité sur l'assistance pédagogique et la formation de formateurs. Désormais, des conseillers pédagogiques sont détachés auprès des ministères de l'éducation dans une douzaine d'États pour des tâches d'assistance pédagogique et d'animation culturelle dans les écoles secondaires ; des lecteurs forment des professeurs de français dans les universités et les écoles normales ; enfin, les établissements de l'Alliance française et les centres de langues proposent des cours de français et des activités culturelles aux adultes.

L'originalité de ce dispositif repose en grande partie sur le dynamisme du conseiller culturel et de son équipe de conseillers pédagogiques dans une fédération d'États représentant chacun la population d'un pays francophone

moyen (de 3 à 5 millions d'habitants).

Les conseillers pédagogiques organisent des stages pour les professeurs de français. Annuaire culturel, ils réunissent chaque année des milliers d'élèves autour de concours scolaires de chansons, poèmes, saynètes en français. Représentants polyvalents des services culturels de l'ambassade de France, ils préparent et accueillent les nombreuses missions de passage. Ils diffusent les livres, les films français et la presse, dont le marché est devenu, en un an, supérieur à celui du Togo ou de la Haute-Volta. A leur initiative se développent rapidement des centres de langue française dépendant des ministères de l'éducation des États, preuves manifestes de l'intérêt que portent les autorités nigériennes à l'apprentissage du français et à la culture française.

Enfin, en appui logistique de cette coopération, la France met à la disposition du Nigeria plus de cent cinquante bourses d'études et de stages ; une année en France pour les étudiants dans le cadre de leur licence ; quelques semaines de recyclage pour les professeurs ; un mois de camp de vacances au Togo et au Cameroun pour une centaine d'élèves ; un mois également à Lomé pour de hautes personnalités. Si les études françaises intéressent plusieurs dizaines de milliers de personnes au Nigeria, il faut constater en revanche le grand retard pris en France pour l'étude des langues africaines en général, et tout particulièrement des langues nigériennes. Jusqu'à cette année, seul le haoussa était enseigné à l'Institut national des langues et civilisations orientales à quelques rares étudiants concernés par l'étude linguistique plutôt que par la pratique de la langue. Un effort est cependant entrepris pour y ajouter, à la fin de 1980, le yoruba, avec la venue d'un professeur nigérien de l'université d'Ibadan, en attendant l'introduction hypothétique de l'ibo.

Poids de l'enseignement technique

Presque exclusivement cantonnée dans l'enseignement du français jusqu'en 1976, la coopération a connu à partir de cette date un développement spectaculaire dans le domaine de la formation technique. Au cours des quatre dernières années, de nombreux experts nigériens et français ont ainsi appris à mieux se connaître et à découvrir les possibilités d'échanges scientifiques et techniques.

La première opération a réuni vingt-cinq dirigeants d'entreprises publiques nigériennes à Lagos et à Paris, dans le cadre d'un accord entre la Fondation nationale pour l'enseignement de la gestion et le Center for management development. A l'issue d'un

stage de quatre semaines à l'École supérieure de sciences économiques et commerciales, ces responsables ont eu des contacts approfondis avec des dirigeants d'entreprises françaises du même secteur d'activité.

Puis, le 23 septembre 1977, était signée entre les deux gouvernements une convention portant sur la formation en France de plusieurs centaines d'étudiants nigériens (techniciens supérieurs et ingénieurs). Rangée parmi les « pays amis » de l'Est et de l'Ouest concernés par un vaste programme qui devrait permettre au Nigeria de se doter en quelques années de la main-d'œuvre indispensable à son décollage technologique, la France est appa-

raue très vite comme un partenaire qui avait beaucoup à offrir dans ce domaine. Près de six cent cinquante étudiants sont actuellement en France dans les lycées techniques et agricoles, dans les instituts universitaires de technologie et dans les écoles d'ingénieurs.

Privilegiant depuis un an la formation sur place, le nouveau gouvernement nigérien a intensifié son effort éducatif de ses professeurs en construisant sur écoles fédérales polytechniques. A l'école de Bauchi, équipée par une société française, un expert français assiste le recteur nigérien dans une équipe de six enseignants qui effectuent leur service national en enseignant leur spécialité en anglais, dans les différents départements.

Tirant les conséquences du succès de ces actions de coopération, dont le financement en commun indiquait nettement l'intérêt des partenaires franco-nigériens et le désir des autorités fédérales de promouvoir l'enseignement technique par une dizaine de professeurs, en février 1980, un programme de réorientation de la collaboration avec les universités et les écoles polytechniques. Ainsi, dès novembre 1980, une cinquantaine de jeunes ingénieurs, encadrés par une dizaine de professeurs, doivent être placés auprès des instituts nigériens de technologie avec pour double tâche d'assurer les enseignements et de se diversifier, notamment dans les domaines du tourisme, de l'hôtellerie, de l'agriculture et de la médecine, et cela non seulement au Nigeria mais aussi en favorisant les contacts avec les pays francophones voisins membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest.

Immense laboratoire d'une coopération fondée sur la formation des cadres et des techniciens, le Nigeria est devenu un modèle dont les expériences commencent à servir dans d'autres pays anglophones africains.



INTERNATIONAL BANK FOR WEST AFRICA LIMITED

31 AGENCES AU NIGERIA AFFILIÉES AU GROUPE B.I.A.O.

Notre banque offre aux investisseurs et exportateurs français intéressés par la rapide expansion de l'économie du NIGERIA un concours efficace grâce à son implantation, son expérience et sa connaissance du marché local qui datent de plus de vingt ans.

Outre un réseau de correspondants dans tous les principaux pays, elle met à la disposition de sa clientèle les services des banques du groupe, notamment :

- En France :** BANQUE INTERNATIONALE POUR L'AFRIQUE OCCIDENTALE, 9, avenue de Messine - 75008 PARIS Tél. : 562-41-60
- En Grande-Bretagne :** BANQUE FRANÇAISE DE CRÉDIT INTERNATIONAL LTD, 41, Eastcheap - LONDON EC 3 M 1HX Tél. : (01) 626-98-98
- En Allemagne-Fédérale :** HAMBURG AFRIKA BANK AG, Postfach 10 26 40 - 2000 HAMBURG I Tél. : (040) 33-47-1
- En Suisse :** UNION DE BANQUES SUISSES, 45, Bahnhofstrasse - 8021 ZURICH Tél. : (01) 234-11-11
- Au Brésil :** BANCO DO BRASIL, Ave. Augusto Severo, 84 - RIO-DE-JANEIRO Tél. : 252-04-29

I.B.W.A. LTD, 94, Broad Street. — LAGOS
Tel. 664135, 662301 - Telex 21345 IBWANG.

CFAO (NIGERIA) LIMITED

SIÈGE SOCIAL: 1, DAVIES STREET - LAGOS

La CFAO,

établie au Nigeria depuis 1904
y est partout présente

- **Importation et distribution**
Marchandises générales, tissus / Supermarché / Matériaux de construction / Automobiles et camions (vente et service après-vente) / Assemblage de véhicules commerciaux / Matériel industriel et de génie civil / Matériel de climatisation et réfrigération (installation, service après-vente).
- **Exportation :**
Cuir et peaux tannés
- **Industries :**
Textiles synthétiques / Filets de pêche / Chaussures / Parfums / Fabrication et impression de cartonnages / Tannerie / Tôles ondulées galvanisées / Fabrication de couvertures / Crayons à billes BIC
- **Services :**
Transit / Représentation de navires / Agence de voyages / Fret aérien

مكتبة الامم المتحدة

(PUBLICITE)

NIGÉRIA : la première année

Histoire politique

Le Nigeria, l'Etat noir le plus peuplé du monde, est devenu souverain le 1^{er} octobre 1960. C'était auparavant une colonie britannique depuis 1914, date à laquelle lord Lugard a réuni ce qui était jusqu'alors les protectorats du Nord et du Sud-Nigeria. L'indépendance a été obtenue de la Grande-Bretagne par la lutte nationaliste — grèves, agitation, protestations de masse et guerre verbale. Il n'y a pas eu de lutte armée.

L'administration qui a inauguré l'indépendance politique du pays a été désignée par des élections démocratiques qui ont eu lieu en 1960. Ce gouvernement a remis le pouvoir à une junte militaire en janvier 1966, après que certains éléments de l'armée nigérienne se furent révoltés à la suite d'une agitation politique généralisée et de violences dans certaines parties du pays.

A cette époque, le Nigeria était une fédération dirigée par un premier ministre au centre et quatre premiers ministres régionaux. Le premier ministre, deux premiers ministres régionaux, un ministre fédéral et un certain nombre d'officiers supérieurs ont été tués. L'officier général commandant l'armée nigérienne a pris le pouvoir en tant que chef du gouvernement militaire et commandant suprême des forces armées. Il a cherché à diriger le pays vers une forme de gouvernement unitaire. Cette politique s'est heurtée à l'impopularité et, après six mois, le gouvernement a été renversé, son chef, un de ses gouverneurs militaires et certains officiers de l'armée étant tués.

Le second gouvernement militaire du Nigeria a duré neuf ans. Pendant cette période, une guerre civile a été menée pour réunifier le pays après qu'une partie de celui-ci ait tenté de faire sécession. Le pays a été imposé par les armes, mais, à la fin de cette guerre, le gouvernement a proclamé qu'il n'y avait ni vainqueurs ni vaincus. Une amnistie générale a été décrétée et les victimes de la guerre ont été secourues.

Il y a eu une période de reconstruction d'après guerre suivie d'un boom économique. Le Nigeria était alors devenu une fédération de douze Etats, en réponse à la demande de création de nouveaux Etats.

Un troisième gouvernement militaire est né d'un coup d'Etat sans effusion de sang le 29 juillet 1976. Il a annoncé un programme quadriennal qui se terminerait par le retour à un gouvernement démocratiquement élu et le transfert de la capitale fédérale de Lagos à Abuja dans le centre du pays, en réponse à la demande du peuple. Il a aussi créé sept nouveaux Etats pour faire du Nigeria une fédération de dix-neuf Etats. Le chef de ce gouvernement, le général Murtala Muhammed, a été tué dans un coup d'Etat avorté le 13 février 1978, après six mois de mandat de pouvoir et a été proclamé héros national. Son chef d'état-major au commandement suprême, le général Olusegun Obasanjo, a été persuadé par ses collègues de prendre la tête du gouvernement et de terminer le programme entrepris par son prédécesseur assassiné.

Un comité constitutionnel de quarante-neuf personnes a été créé pour rédiger une Constitution. Le projet de constitution a été soumis à l'examen du public et au débat pendant toute une année avant d'être soumis

au vote d'une Assemblée constituante élue. La nouvelle Constitution a pris des dispositions pour l'adoption d'un système présidentiel de gouvernement de préférence à une démocratie de type britannique. Elle prévoit un président, un vice-président, un Sénat de quatre-vingt-quinze membres et une Chambre des représentants de quatre cent quarante-neuf membres au niveau fédéral ; les gouverneurs et les assemblées locales constituent les pouvoirs exécutifs et législatifs au niveau des Etats. Elle prévoit également des gouvernements locaux élus pour rapprocher le pouvoir de la base. Le pouvoir judiciaire reste indépendant et joue le rôle d'interprète de la loi et de la Constitution, d'arbitre final.

Le 31 septembre 1978, le gouvernement militaire a annoncé la levée de l'interdiction de la politique partisane. Il a créé la Commission électorale fédérale (Fecode) et l'a chargée de la responsabilité d'enregistrer les partis politiques et d'organiser les élections au Sénat, à la Chambre des représentants, aux assemblées locales des Etats, ainsi que les élections de gouverneurs et l'élection du président et du vice-président sur une seule liste.

Beaucoup de groupements politiques ont souhaité être enregistrés, mais cinq seulement ont satisfait aux exigences sévères de qualification édictées par la Fecode. Les cinq partis politiques sont le National Party of Nigeria (N.P.N.), The Unity Party of Nigeria (U.P.N.), le Nigerian Peoples Party (N.P.P.), The Peoples Redemption Party (P.R.P.) et The Great Nigerian Peoples Party (G.N.P.P.). Une des grandes exigences de la Fecode pour enregistrer un parti national était qu'il ait une base nationale, étalée sur le plan géographique.

Chacun des cinq partis a conquis le pouvoir au niveau des Etats comme suit : le N.P.N. contrôle 7 Etats, l'U.P.N. 5 Etats, le N.P.P. 3 Etats, le G.N.P.P. 2 Etats et le P.R.P. 2 Etats.

Dans leur totalité les cinq partis politiques ont présenté des candidats aux élections présidentielles qui ont eu lieu le 11 août 1978. Le candidat du N.P.N., M. Alhaji Shehu Usman Aliyu Shagari, a remporté l'élection avec son colistier, le docteur Alex Ifeanyi-Inchukwu Ekwueme, ayant remporté les doubles conditions d'obtenir la majorité des voix, suffisamment réparties sur le plan géographique pour assurer que le président soit l'un du pays tout entier.

M. Alhaji Shehu Shagari et son colistier, M. Alex Ekwueme, ont prêté serment respectivement comme président et vice-président de la République du Nigeria. Le concurrent le plus proche de M. Alhaji Shehu Shagari a été le chef Obafemi Awolowo, leader de l'Unity Party of Nigeria, qui avait comme colistier le chef Philip Umeadi.

Le parti de M. Alhaji Shehu Shagari, le N.P.N., a en le groupe le plus nombreux tant au Sénat qu'à la Chambre des représentants. Il s'est mis d'accord avec le N.P.P., arrivé en troisième position, pour constituer une majorité de travail à l'Assemblée nationale, c'est-à-dire au Sénat et à la Chambre des représentants.

La prestation de serment de M. Alhaji Shehu Shagari comme premier président exécutif du Nigeria a mis fin à la période de treize ans de régime militaire dans le pays.

de respecter les principes directeurs fixés par le gouvernement.

Il y aura un ministère de la science et de la technologie qui mettra au point les politiques qui se refléteront dans le système éducatif.

L'Afrique restera la pierre angulaire de notre politique étrangère et la volonté de la nation est qu'elle doit être libre, exempte de préjugés raciaux, à l'abri des influences étrangères et des vestiges du colonialisme. Le président Shehu Shagari a promis que nous continuerons à soutenir toutes les forces de progrès et à nous opposer à toutes les forces d'oppression en Afrique et ailleurs. Il a réaffirmé sa foi et son soutien concernant la Charte des Nations unies et la Déclaration universelle des droits de l'homme, la Charte de l'Organisation de l'unité africaine, la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (C.E.S.A.O.) et l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (O.P.E.P.).

La première année

Le 1^{er} octobre 1980, le président Shehu Shagari aura été en fonctions depuis un an.

Comment s'est-il acquitté de sa tâche et dans quelle mesure a-t-il tenu ses promesses ? Pour porter un tel jugement, il faut conserver présentes à l'esprit les contraintes imposées par les dispositions constitutionnelles de la séparation des pouvoirs.

Selon la Constitution, l'Assemblée nationale ou l'exécutif peuvent l'un et l'autre présenter des projets de loi, mais il faut l'accord des deux parties pour que ces lois soient promulguées. Lorsque le consentement du président n'a pas été reçu dans les vingt et un jours après le vote d'une loi par l'Assemblée nationale, celle-ci peut réexaminer le projet de loi et, si elle le vote à une majorité

des deux tiers, le président est tenu de donner son accord. Le même dispositif régit les rapports entre l'exécutif et le législatif au niveau des Etats.

Les actes de l'exécutif et du législatif peuvent faire l'objet de recours devant les tribunaux de la part des citoyens.

Depuis un an que fonctionne notre système présidentiel, des combats passionnants et acharnés ont eu lieu devant les tribunaux et un certain nombre d'actions et de décisions gouvernementales au niveau fédéral et à celui des Etats ont été remises en cause avec succès devant les tribunaux. Tout cela a contribué à rassurer les Nigériens quant au retour à la démocratie après treize années de régime militaire.

L'agriculture

L'AGRICULTURE ou la Révolution verte a été jusqu'ici la priorité numéro un du gouvernement du président Shehu. Récemment, le ministre de l'Agriculture, M. Alhaji Ibrahim Gusau, désormais surnommé le « Révolutionnaire vert en chef du Nigeria », a donné des détails sur ce que le gouvernement a réalisé pour traduire dans les actes les plans et les programmes.

La Révolution verte sera mécanisée. Des milliers et des milliers de tracteurs seront achetés. Pour commencer, 200 tracteurs environ, 50 camions de 10 tonnes, 500 batteuses mobiles, 250 petites pompes d'irrigation, 44 camionnettes de relations publiques, 250 batteuses de sorgho et de millet et 1 800 agresseuses à main ont été acquis pour distribution aux agriculteurs. Cela a représenté environ 18 millions de nairas.

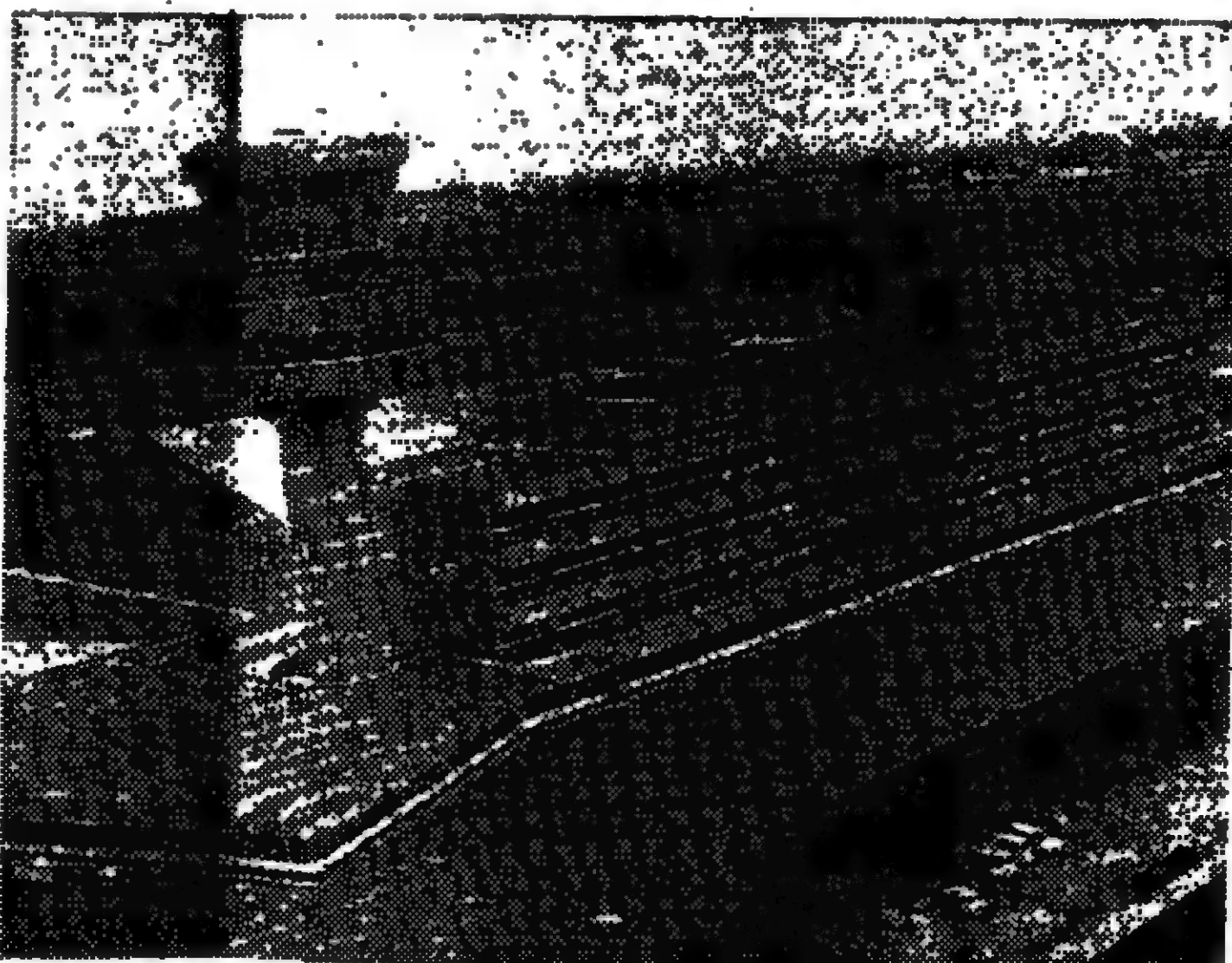
Les sauterelles, l'érosion, les inondations et la sécheresse font l'objet de mesures révolutionnaires. Le gouvernement a commandé une flotte d'hélicoptères pour s'ajouter à

celles pour organiser un programme de formation ultra-rapide pour les agriculteurs dans le cadre du programme gouvernemental d'instruction des paysans. L'intention est d'amener les agriculteurs à utiliser eux-mêmes les machines, sans dépendre pour cela des fonctionnaires du gouvernement.

Il y a des installations de stockage, et le ministère a l'intention d'en construire d'autres. Le gouvernement achètera aux agriculteurs ce qui sera considéré comme excédentaire et le vendra aux consommateurs dans le besoin des zones où il n'y a pas d'excédents.

Les organismes de recherche agricole apportent leur aide ; le pays espère pouvoir se nourrir lui-même et être en mesure d'exporter des produits alimentaires d'ici cinq ans en dépit de la dépendance de pays voisins pour certaines de leurs fournitures alimentaires.

L'ensemble de la révolution agricole coûtera des milliards de nairas et entraînera la participation des autorités locales et des Etats, en plus du gouvernement fédéral.



Le plus grand aéroport international du Nigeria, Murtala Muhammed, près de Lagos.

celle qui est déjà engagée dans la lutte contre les sauterelles.

Il y a eu une réorganisation du ministère fédéral de l'Agriculture et de ses agences comme la Société de production de récoltes à racines et l'Office des grains, deux organismes chargés de produire et de commercialiser l'alimentation de base de la plupart des Nigériens. Le rôle de ces deux organismes est considéré comme capital pour la révolution. La Banque mondiale a envoyé quatre experts pour aider à organiser un système rentable et efficace de commercialisation pour ces organismes. Des présidents et des conseils d'administration ont été récemment désignés pour leur donner une orientation convenable.

Les universités et les écoles d'agriculture dans tout le pays sont mobi-

lisées le 1^{er} janvier de l'année prochaine, un département des ressources en terres sera créé pour étudier quel type d'engrais convient le mieux à un domaine particulier. Pour s'assurer que le pays n'épuise pas ses ressources forestières et ne met pas en danger sa faune et sa flore sauvages, le ministère a l'intention de maintenir des normes internationales.

En ce qui concerne la révolution verte, l'accent sera mis sur la technologie pour éviter aux paysans le dur labeur de gratter le sol avec des matériels et des techniques démodés. Des instructeurs pratiques seront dépêchés sur le terrain pour aider les agriculteurs. Les Nigériens espèrent de meilleurs rendements agricoles et davantage de nourriture à la prochaine saison des moissons.

Le logement

Le gouvernement du président Shehu Shagari s'est engagé fermement à fournir deux cent mille logements. Le président a lancé le programme en donnant le premier coup de pioche à Yola, dans l'Etat de Gongola, le 9 juin 1980. Le ministère fédéral du logement et de l'environnement participe directement à la construction de deux mille logements dans chaque Etat, y compris le territoire de la capitale fédérale à Abuja. Des contrats ont été signés pour l'exécution du programme dans tous les Etats.

Le décret sur l'utilisation des terres, inscrit dans la Constitution, et

qui attribue la terre au gouvernement des Etats, a représenté une difficulté majeure pour la mise en œuvre du programme de logement. Les travaux ont débuté effectivement dans les Etats où des terrains ont été mis à la disposition du gouvernement fédéral.

L'accent est mis sur l'occupation par la propriété. Les prêts sont distribués par l'intermédiaire de la Banque fédérale d'hypothèques et sont de trois sortes : prêts sociaux, économiques et commerciaux.

Les prêts sociaux, remboursables dans un délai de quinze à vingt

ans, couvrent l'achat de logements destinés à être occupés par leur propriétaire, avec une limite de 65 000 nairas. Ces prêts couvrent aussi des maisons construites par les lotisseurs pour la vente à des prix ne dépassant pas 65 000 nairas par maison ou 30 000 nairas par appartement. Les prêts économiques couvrent les maisons d'habitation privées bâties par les promoteurs et non couvertes en vertu des prêts sociaux. Ces prêts sont également destinés au développement des matériaux de construction, et la période de remboursement applicable va jusqu'à dix ans. Les prêts commerciaux couvrent les bâtiments commerciaux, les bâtiments spécialisés, les grands magasins, le développement des bureaux et les opérations des sociétés de logement des Etats dans ces domaines. Cette catégorie de prêts est remboursable dans un délai de sept ans.

Une nouvelle ville se construit à Abesan et la construction des habitations a déjà commencé. Cette agglomération devrait regrouper trois cent cinquante mille personnes.

Il y a aussi un projet de développement urbain de la Banque mondiale qui prévoit une mise en œuvre par étapes dans huit Etats. Le projet-pilote est dans l'Etat de Bauchi. La première phase sera dans les Etats de Lagos, d'Oyo, de Bauchi et d'Imo, tandis que la seconde phase sera dans les Etats de Gongola, de Niger et d'Ondo.

Le programme de logement du gouvernement comprend aussi la construction de logements prioritaires dans les municipalités d'Ajokuta et d'Aladja-Sheki. La construction des 250 logements prioritaires à Ajokuta est entamée et le plan-masse pour 8 000 unités est achevé. A Aladja, les grands travaux ont réellement commencé pour 4 500 logements destinés aux cinquante mille habitants de la municipalité. La ville devrait être entièrement prête en décembre 1983.

Le ministre du logement et de l'environnement, le docteur Wahab Desummu, est un spécialiste de la planification urbaine. Le gouvernement bénéficie en outre de l'expertise en matière de logement du vice-président, le docteur Alex Ekwueme, qui, avant d'entrer dans la politique, était un architecte renommé et prospère.

L'éducation

L'EDUCATION est une priorité du gouvernement du président Shehu Shagari et il l'a indiquée clairement dans son premier discours à la nation en disant : « Mon administration s'est immédiatement engagée à faire de l'éducation une priorité. Nous devons immédiatement développer les infrastructures éducatives afin de faire face à la demande à tous les niveaux de notre système éducatif. Nous avons également l'intention d'améliorer la qualité et le caractère fonctionnel de l'éducation avec un contenu moral sain. »

Il a également promis que son gouvernement améliorerait la qualité des enseignants et leurs conditions de travail afin d'en attirer suffisamment en nombre et en qualité.

L'enseignement primaire gratuit et universel (EFU) continue de représenter la plus haute priorité du gouvernement. Les effectifs vérifiés des écoles primaires au Nigeria sont actuellement de 11 457 772 élèves contre 8 300 000 lors du lancement du plan en septembre 1976. Le plan comporte la participation et la coopération des pouvoirs publics au niveau fédéral, à celui des Etats et au niveau local, pour le financement et la gestion de l'enseignement primaire.

Dans son premier discours à la nation, le ministre de l'éducation, le Dr I.C. Madubuike, a annoncé qu'il avait décidé que le gouvernement fédéral verserait une subvention de 40 nairas, par élève aux gouvernements des Etats pour financer le plan de scolarisation. Ce plan est important, car il vise avant tout à éliminer l'analphabétisme. Le gouvernement gère également un programme de l'alphabétisation des adultes visant aux mêmes fins. L'accent, dans ce domaine, est mis sur l'alphabétisation fonctionnelle.

Le gouvernement fédéral et ceux des Etats possèdent et gèrent des écoles secondaires. Le gouvernement fédéral a trente-neuf collèges fédéraux, conçus comme des « écoles d'unité », avec des effectifs totaux de 22 063 élèves. Le gouvernement du président Shehu Shagari a réduit les frais de pension dans ces écoles de 120 à 80 nairas par an pour s'assurer qu'elles attirent toutes les classes de Nigériens. Le gouvernement a également conçu une nouvelle politique d'admissions pour ces écoles, répondant aux impératifs du mérite, des besoins des Etats voisins

سكيا من الامال

(PUBLICITE)

la première année

du mandat du président

et au principe fondamental que les collèges du gouvernement fédéral sont conçus comme des écoles de l'unité. Les étudiants de ces écoles représentent habituellement un microcosme du Nigeria. L'enseignement secondaire est gratuit dans tout le pays. Les effectifs sont augmentés de 1800 élèves par an et par école.

L'enseignement technique visant à la production de main-d'œuvre qualifiée a reçu une grande attention, avec l'augmentation du nombre d'instituts polytechniques. Il y a vingt-quatre instituts de ce type au Nigeria, dont sept appartiennent au gouvernement fédéral. Ces instituts polytechniques décernent le diplôme national ordinaire (O.N.D.) et le diplôme national supérieur (N.D.).

Il y a, au Nigeria, deux écoles normales nationales de l'enseignement technique. A l'heure actuelle, il y a deux cent soixante écoles normales de deuxième catégorie, avec des effectifs totaux de 294 600 élèves.

Il y a aussi vingt-cinq institutions offrant des cours sanctionnés par le certificat national d'éducation (N.C.E.) dans différentes combinaisons de matières, avec une population étudiante totale de 17 690 personnes.

Le Nigeria compte probablement plus d'universités que n'importe quel autre pays en Afrique. A l'heure actuelle, il y a trois universités à part entière et la création de trois nouvelles vient d'être annoncée. En 1983, le système de l'université ouverte commencera à fonctionner dans le pays. Cela bénéficiera aux gens plus âgés, qui n'ont pas eu l'occasion de poursuivre leurs études quand ils étaient jeunes, aux travailleurs à plein-temps et à ceux qui ne peuvent se payer l'éducation universitaire sur le campus. L'université ouverte est, en fait, une tentative audacieuse du gouvernement du président Shugu Shagari pour faire progresser le développement de la main-d'œuvre au Nigeria.

Communications et services postaux

Le gouvernement est conscient de l'importance des communications pour le développement national. Le ministre des communications, M. Alhaji Abubakar Aliyungu, a promis, en prenant ses fonctions, que les Nigériens assisteraient à une amélioration nette des services postaux et des télécommunications dans la première année de la présidence exécutive du Nigeria.

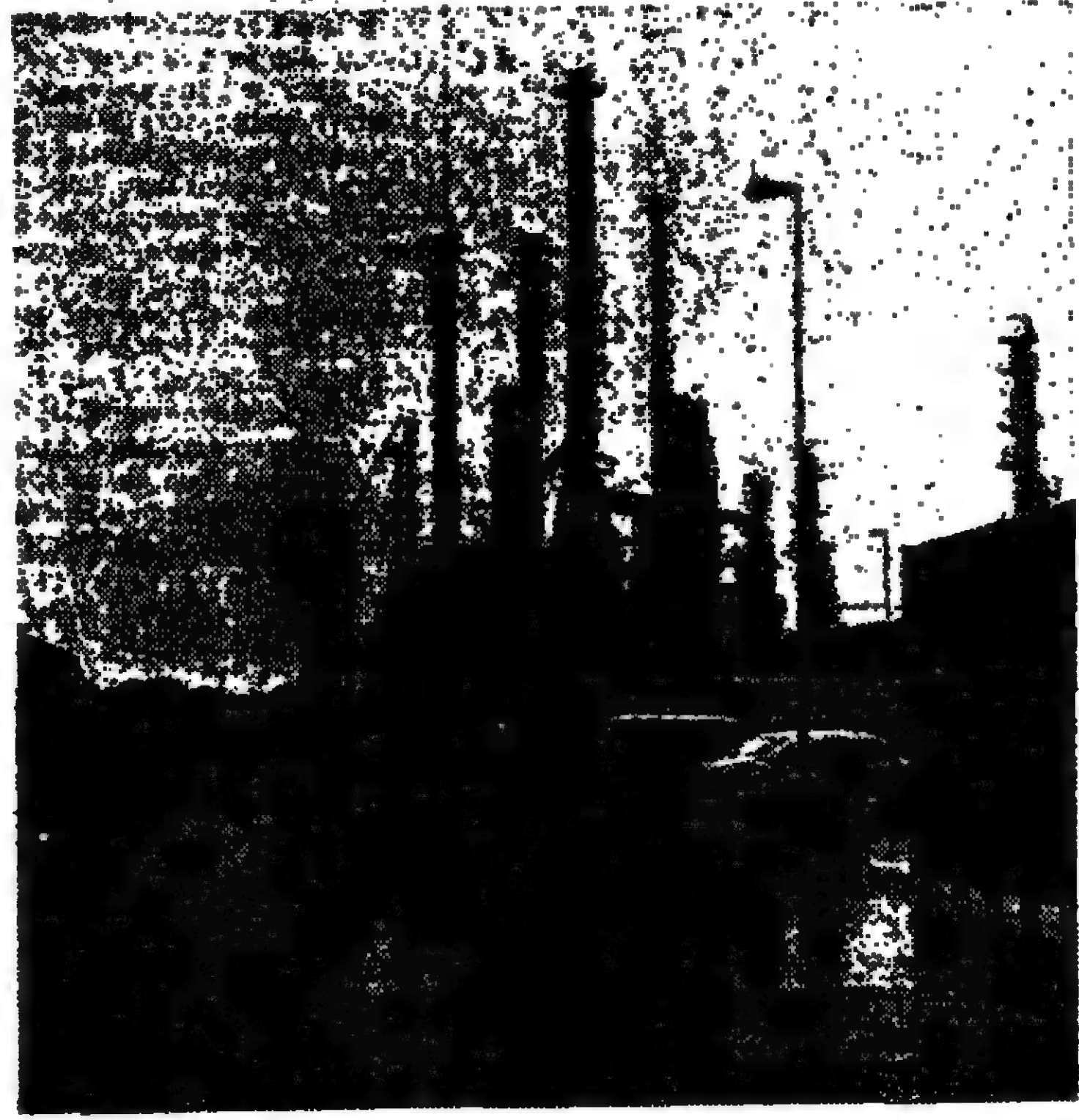
Cette période a vu l'installation de vingt centres téléphoniques automatiques, qui ont augmenté de soixante six mille cinq cents le nombre de lignes téléphoniques, avec des installations permettant aux abonnés d'entrer directement en communication avec d'autres abonnés dans une localité différente sans l'assistance d'une opératrice. Pendant cette période, les services de Telex-Genex ont été soignés de deux mille lignes, tandis que, en ce qui concerne les télécommunications externes, des possibilités d'appels internationaux directs ont été offertes dans l'agglomération de Lagos pour améliorer le service rendu aux clients.

Le service postal a été également

Nord-Ouest, en raison de retards dans les travaux de génie civil. Lorsque ces travaux seront terminés, tout téléspécateur, dans n'importe quelle partie du Nigeria, pourra choisir entre les programmes de télévision émis par l'un quelconque des trois principaux centres du pays.

Les communications du Nigeria avec le monde extérieur sont l'affaire de Nigerian External Communication Ltd (NET). Pour améliorer l'accès des différentes parties du Nigeria au monde extérieur, NET a entrepris la construction à Kaduna du second complexe d'accès international qui, une fois terminé, se chargera du trafic de télécommunications des Etats du Nord du Nigeria. Ce réseau fournira la possibilité d'un acheminement de remplacement et d'une diversité pour les communications du Nigeria avec le monde extérieur.

Le NET a également introduit l'appel international direct dans l'agglomération de Lagos pour faire face à la demande croissante du service téléphonique international. En fait, ces facilités sont offertes jusqu'à dans trois centres. Il y a eu aussi



La seconde raffinerie de pétrole du Nigeria, à Warri, mise en service en 1978. Le Nigeria est le sixième producteur mondial de pétrole brut et le second d'Afrique.

amélioré avec l'achèvement de vingt-trois bureaux de postes départementaux dont dix ont déjà été ouverts, tandis que les travaux sont encore en cours dans cent soixante-dix-neuf autres endroits. Six sous-bureaux de poste et cent quarante-deux agences postales ont été également ouverts. Dans le secteur de la distribution du courrier, cinq nouvelles liaisons ont été ouvertes et cinquante-deux mille neuf cents boîtes aux lettres supplémentaires ont été fournies à l'usage des clients pour réduire le retard causé par la distribution individuelle des lettres à domicile.

Des progrès ont également été enregistrés pour le génie civil sur les cinq emplacements de retransmissions de télévision. Sur celui du Sud-Ouest, 88 % du système d'antenne et des travaux d'électrification, de mécanique et d'électronique sont terminés, et le schéma correspondant pour l'emplacement du Nord-Est est de 70 %. Aucune installation d'équipement n'a commencé sur les sites du Centre-Nord, du Sud-Est et du

la mise en service du câble sous-marin Lagos-Abidjan qui fournira, entre autres choses, un acheminement de rechange de haute qualité pour le réseau de satellites et des facilités de télécommunications internationales aux autres membres de la C.E.E.A.O. (Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest). Le NET a également commandé le Centre informatisé de répartition des messages qui délivre automatiquement les télégrammes internationaux au bureau de destination le plus proche et achemine également les messages à partir d'un certain nombre de centres vers leur destination à l'étranger sans intervention d'un opérateur à Lagos.

La station terrestre de satellites de Lanlate a été améliorée pour répondre aux nouvelles exigences de l'Organisation internationale des satellites (INTELSAT). Le NET a également ouvert des bureaux dans cinq capitales d'Etat pour fournir des services de téléphone, de télé et de télécopieur. Ces facilités seront étendues par la suite aux autres capitales d'Etat.

Développement de la sidérurgie

Le Nigeria construit des projets sidérurgiques dans les zones suivantes :

I. Le complexe intégré d'acier de haut fourneau d'Ajokuta ;

II. L'usine sidérurgique de réduction directe Delta à Aladja ;

III. Les trois laminoirs d'Inland Steel à Oshogbo, Jos et Kaduna.

Ces projets ont été entrepris avant l'arrivée en fonctions du présent gouvernement, mais celui-ci est décidé à les accélérer et les a placés dans ce but sous l'autorité d'un ministre, M. Alhaji Ali Mabele.

Les travaux considérables, représentant environ 65 % du génie civil de l'usine de réduction directe Delta, étaient accomplis en septembre 1979. Le complexe d'Ajokuta est confié à des entrepreneurs soviétiques qui, après de longues discussions, ont désormais accepté de livrer la section légère et les tréfileries à la fin de 1983, tandis que les unités restantes seraient mises en service d'ici à 1985.

ABUJA :

nouvelle capitale fédérale

Le gouvernement du président Shugu Shagari transférera le siège du gouvernement fédéral à Abuja en 1983-1984. Tous les projets urbains concernant cette date limite de 1983-1984 sont sérieusement entrepris. Une fois terminée, Abuja sera une des villes les plus modernes du monde. Le ministre chargé de l'autorité de développement de la capitale fédérale est M. Jatau Kadiya.

Travaux publics

Le Nigeria continue à construire de nouvelles routes et à remettre en état les anciennes. C'est un fait reconnu que le Nigeria possède l'un des meilleurs réseaux routiers d'Afrique. En conséquence, l'accent est mis sur sa remise en état. Des bureaux d'études ont été chargés de préparer des appels d'offres pour la remise en état et l'entretien spécial d'environ 1 500 km de routes à travers la Fédération. Des ponts à bascule ont été installés sur les grandes routes existantes et des négociations ont été conclues avec la Banque mondiale pour un prêt de 108 millions de dollars destinés à financer le sixième projet routier. Ce projet consiste dans le renforcement de certaines routes à travers le pays. Le ministre des travaux publics est M. Victor Iqwe Masi.

Transports

La principale préoccupation du ministre fédéral des transports, dont le titulaire est M. Alhaji Umaru Dikko, est la mise en œuvre d'un plan masse de réseau ferroviaire basé sur l'écartement standard, en vue d'ouvrir le pays et d'intégrer l'économie nationale. Il faudra plus de vingt-cinq ans pour réaliser ce projet. Il y a une Compagnie nationale du fret qui, pendant la période étudiée, a transporté 125,62 millions de tonnes de produits pétroliers, encaissant un total de 48 millions de nairas de recettes. Elle a également gagné 2 millions de nairas sur le transport des marchandises sèches. Elle a aussi obtenu des contrats de fret pour la plus grande partie des projets sidérurgiques du pays.

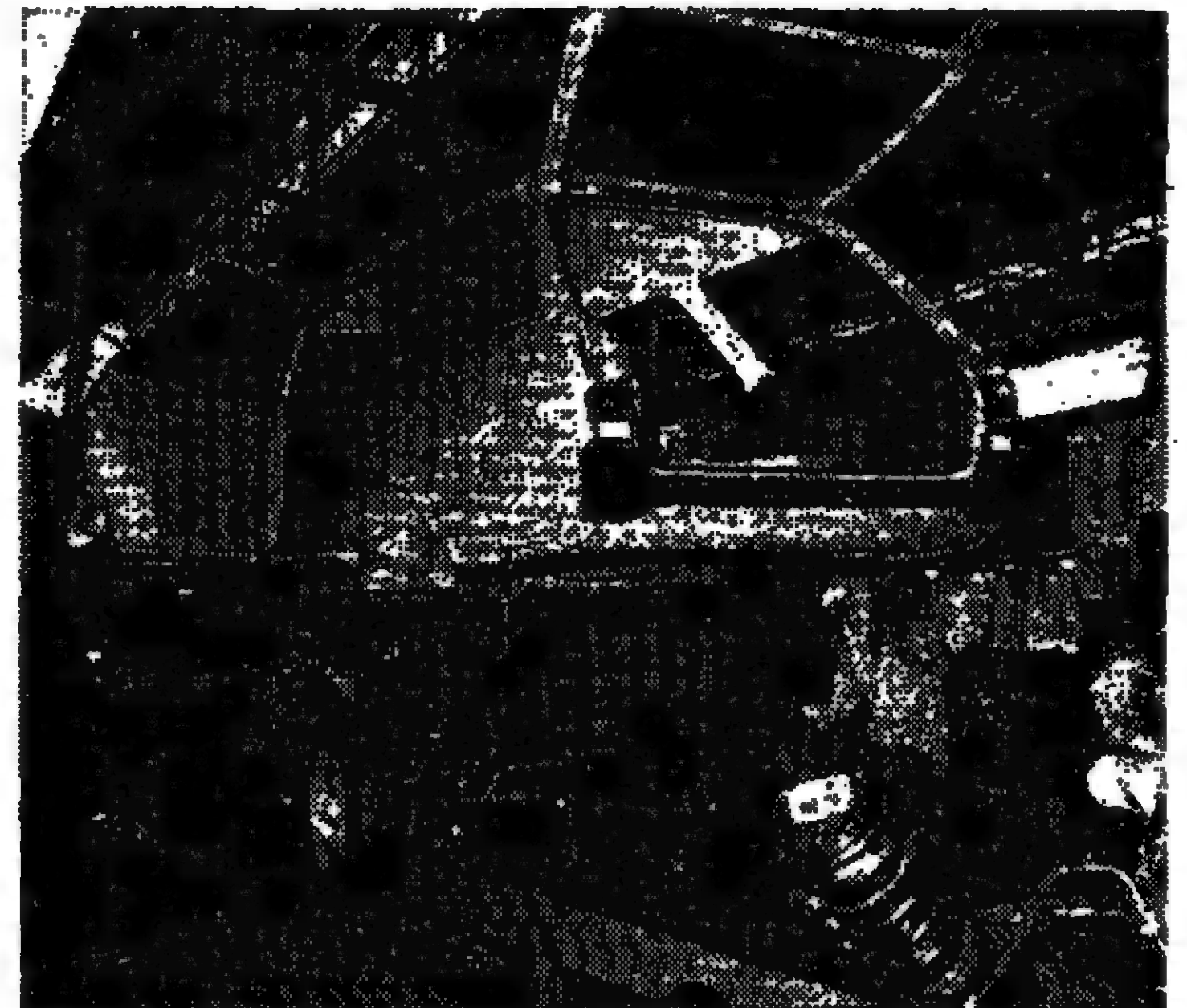
Défense

Le ministre de la défense, le professeur Iya Abubakar, a déclaré en prenant ses fonctions qu'une partie de la stratégie de défense du Nigeria est d'avoir des forces armées bien entraînées et hautement équipées pour servir le projet d'accord de non-agression et d'assistance pour la défense entre les Etats membres de la C.E.E.A.O. L'enfin est étudié la réunion sur le Pacte de défense de la C.E.E.A.O. qui s'est tenue à Lomé, au Togo, en

mai de cette année. L'administration actuelle a entrepris en fait une augmentation systématique du nombre de missions de défense tant en Afrique que dans d'autres pays amis. En tant que membre des Nations unies, le Nigeria participe toujours pleinement aux forces intermédiaires de l'ONU au Liban (UNIFIL), et cette administration s'est assurée que le pays contribue au juste part à la paix mondiale. La Défense Industries Corporation est en cours de réorganisation pour faire face aux besoins d'armes légères du pays. Une usine militaire de montage est en construction. Au cours de l'année écoulée, l'administration actuelle a pris livraison de quatre des navires de guerre modernes et ultra-perfectionnés pour lesquels une commande avait été passée. Ce sont les M.N.S. Ambe, Enyimiri, Erimmi et Ojifom. Quatre autres navires de guerre — M.N.S. Ekpem, Demisa, Siri et Aradu, la plus grosse et la plus perfectionnée des frégates que ce pays ait jamais possédées — ont été acquis.

Relations extérieures

L'AFRIQUE reste au centre de notre politique étrangère. Notre rôle dans la lutte pour l'indépendance de l'Angola et spécialement du Zimbabwe est bien connu. Le Nigeria continue à aider les pays africains frères pour la formation de certains de leurs nationaux par des bourses d'études dans les universités nigérianes. Le Nigeria continuera de faire pression sur l'Afrique du Sud pour qu'elle renonce à son système ségrégationniste d'apartheid et qu'elle accorde l'indépendance à la Namibie. Le Nigeria entretient maintenant des relations diplomatiques aussi bien avec la Corée du Nord qu'avec celle du Sud. Le ministre des affaires extérieures est le professeur Ishaya Adu.



Trois constructeurs opèrent en coopération avec le gouvernement : Peugeot Automobile Nigeria L.T.D., à Kaduna, Volkswagen of Nigeria à Lagos, et Mercedes à Benue.

Économie

TOUTES les activités, courantes et de développement, dépendent de la situation de l'économie. Depuis un certain nombre d'années maintenant, le Nigeria parle en milliards. Mais au 30 septembre 1978, dernier jour du régime militaire, la situation financière d'ensemble du gouvernement fédéral montrait un déficit d'environ 1,4 milliard de nairas. Les gouvernements des Etats connaissent une situation aussi peu enviable. A la suite de saines mesures budgétaires, le gouvernement du président Shugu Shagari est parvenu à renverser la tendance. Les dépenses courantes pour l'exercice 1980 ont été fixées à 3,70 milliards de nairas, en augmentation de 7,5 % sur le budget de l'année précédente, alors que, auparavant, le pourcentage d'augmentation était allé jusqu'à 63,9 %, en 1979-1980 par exemple. Le budget d'investissements pour 1980 a été fixé à 7,623 milliards de nairas supplémentaires, dont une partie est financée par l'excédent du budget courant. L'insuffisance des ressources du budget d'investissements sera comblée en imposant une réduction générale de 20 %, en attendant une amélioration de la répartition des recettes. Les ministères des finances, de l'industrie et du plan, dont les titulaires respectifs sont le professeur S.M. Easang, M. Adamu Chirima et Mme Adenike Ebum Oyagbola, ont des rôles cruciaux à jouer dans la mise en forme de l'économie. Les détails du IV^e Plan de développement (1981-



Le président SHEGU SHAGARI

Santé

Il y a eu une augmentation du nombre de lits disponibles dans les hôpitaux universitaires. Ces hôpitaux sont au nombre de treize. Il y a eu une augmentation de médecins et d'infirmières formés localement. Le total des inscriptions d'étudiants dans les écoles de médecine est passé de 600 à plus de 1 000 en 1980. L'objectif d'ensemble du ministère de la santé, dont le titulaire est M. D.-C. Ugwu, resta de fournir dans tout le pays des services de santé préventifs et curatifs efficaces et conviviaux.

Sports

Les Nigériens adorent les sports, le plus en vogue étant le football. L'équipe nationale de football des Aigles vertes a obtenu le titre de champion d'Afrique en remportant la Coupe africaine de l'unité. Elle a participé aux Jeux olympiques de Moscou et a fait match nul 1 à 1 avec l'équipe tchécoslovaque qui a remporté la médaille d'or. Elle est encore en course dans les séries de la Coupe du monde, dont les finales se joueront en Espagne en 1982.

1985) devraient être bientôt connus. Dans le secteur industriel, l'accent est mis désormais sur la création de petites et moyennes entreprises auxquelles son soutien financier substantiel sera apporté par la Nigerian Industrial Development Bank et la Nigerian Bank for Commerce and Industry qui bénéficieront ensemble d'un prêt de 80 millions de nairas du gouvernement fédéral dans les estimations d'investissements en capital en 1980.

L'inflation est combattue et le gouvernement a résisté à des demandes déraisonnables d'un salaire minimum irréaliste. Il a relevé de 60 à 100 nairas par mois le salaire minimum dans le secteur public et a fourni des indemnités de logement et de transport.

Selon les termes du président, le Nigeria veut « un monde nouveau où aucun homme ni aucune nation ne seront opprimés et où les hommes aussi bien que les nations seront fiers sur le contenu et la qualité de leurs ressources humaines plutôt que sur leurs promesses militaires ou économiques ». Après un an de mandat, les résultats obtenus par le président Shugu Shagari témoignent de cette philosophie.

Des informations supplémentaires au sujet du Nigeria peuvent être obtenues auprès de la haute commission ou de l'ambassade du Nigeria ou directement auprès du directeur fédéral de l'information, Republic Building, Marina, Lagos, Nigeria.

Jeune Afrique

AU SEUIL DE L'INDUSTRIALISATION

La relative faiblesse du mouvement syndical

Par BARRY COHEN

BIEN qu'il ait accueilli avec faveur le retour des civils au pouvoir, le mouvement syndical nigérien continue à lutter pour son unité et pour la définition d'une ligne claire. Il doit surmonter de profonds conflits remontant aux problèmes légués par le colonisateur lors de l'accession du Nigeria à l'indépendance en 1960.

Pendant l'époque coloniale, le mouvement syndical reposait largement sur les employés du secteur public. Après l'indépendance, le Nigeria se lança dans une politique industrielle de substitution des importations qui favorisa l'apparition d'une classe ouvrière et suscita la création de syndicats dans l'ensemble du pays. Les nouveaux dirigeants syndicaux se partageaient, en gros, entre deux tendances : la droite et la gauche, même s'il existait entre elles le lien issu d'une idéologie nationaliste commune. Le clivage se situait entre des idées social-démocrates et des perspectives de lutte dans un cadre de référence marxiste. Les syndicats d'inspiration ouvertement socialiste ne revendiquaient pas seulement une amélioration des salaires et des conditions de travail ; ils se faisaient les porte-parole de la pro-

testation populaire contre le caractère grossièrement inégalitaire de l'ordre social nigérien. Cette opposition atteignit son point culminant avec la grève générale de 1964 visant au départ du gouvernement. Durant les années 70, marquées par un développement capitaliste de type périphérique, on assista à une nette croissance des effectifs des syndicats et de leur implantation aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé. Lagos et Kano furent alors le théâtre de nombreuses grèves et manifestations de mécontentement. Cette situation tendue était la conséquence d'une accumulation de revendications salariales restées sans réponse pendant la guerre civile (1967-1970) et d'un système de relations de travail périodiquement régi par des décrets militaires.

Jusqu'en 1974, le syndicalisme nigérien était dominé par quatre centrales : la Confédération des syndicats nigériens (Nigerian Trade Union Congress, ou N.T.U.C.), la Confédération unifiée des travailleurs du Nigeria (United Labour Congress of Nigeria, ou U.L.C.), le Conseil des travailleurs nigériens (Nigerian Workers Council, ou N.W.C.) et le Front d'unité des travailleurs (Labour Unity Front, ou L.U.F.). En septembre

1974, à la mort de J.A. Odiele, trésorier national de l'U.L.C., l'ensemble du mouvement syndical se retrouva à ses obsèques. Cet événement servit de catalyseur pour tenter de recréer l'unité. La « déclaration du cimetière d'Apena », l'un des documents les plus importants du mouvement ouvrier nigérien, proclamait : « Nous déclarons solennellement que nous sommes maintenant résolus à constituer un centre national unique qui protégera, défendra et fera avancer les intérêts des travailleurs et de l'ensemble de la communauté. »

Cette fusion historique, prévue pour la mi-décembre 1975, devait donner naissance à la Confédération nigérienne du travail (Nigerian Labour Congress, ou N.L.C.). Cependant, le 4 décembre, le nouveau gouvernement militaire du général Murtala Mohammed annonça qu'il s'opposait aux projets syndicaux et ordonna à la police de perquisitionner les locaux de l'Institut Patrice-Lumumba de la N.T.U.C. et de l'Institut syndical de l'U.L.C. Après l'arrestation d'une centaine de syndicalistes, il ne fit plus de doute que le général Mur-

ta Mohammed n'envisageait de « mouvement syndical unifié » que sous le coupe du gouvernement. À cette fin, il fit savoir que les activités de toutes les confédérations syndicales étrangères — mais à l'exception de l'O.I.T. et de l'Organisation de l'unité syndicale africaine — seraient interdites au Nigeria. Au même moment, un ancien fonctionnaire du ministère du travail fut désigné comme administrateur du mouvement syndical nigérien.

Malgré tout, la N.L.C. fut créée le 18 décembre 1975. Après seulement deux mois d'activité, elle fut déclarée illégale par le gouvernement qui constituait immédiatement le tribunal d'Adebiyi, le 12 février 1976. Les soixante-dix volumes de documents émanant du tribunal représentaient aujourd'hui encore une importante source d'informations sur le fonctionnement des syndicats nigériens.

L'aide financière apportée de l'étranger au syndicalisme nigérien fut un sujet permanent de controverse dans la politique nationale. Les premières tentatives d'unification avaient échoué dans une

large mesure sur le problème des affiliations internationales. En effet, en raison de la multiplicité des organisations politiques et syndicales, les manipulations étrangères étaient relativement plus faciles que dans la plupart des autres États africains.

En sa qualité d'organisation syndicale disposant des effectifs les plus nombreux, l'U.L.C. fut reconnue par le gouvernement comme le porte-parole officiel des travailleurs nigériens. Pro-occidentale, elle recevait des subventions considérables des syndicats occidentaux. La plupart de ses dirigeants avaient été formés à l'étranger par la centrale américaine A.F.L.-C.I.O., la Confédération internationale des syndicats libres (C.I.S.L.), la Histadrut israélienne ou la Fondation Friedrich-Ebert. Des fonds en

provenance du Centre du travail afro-américain (African American Labor Center ou A.A.L.C.), organisation financée par la C.I.A., permirent de lancer des projets comme l'Institut syndical pour le développement économique et social ou l'École des chauffeurs de voitures. Le journal de l'U.L.C. était financé par le Centre d'études syndicales et sociales, organisme italien vivant des fonds de la C.I.A., cependant que l'école de l'U.L.C. recevait des aides financières de fondations ordes par l'agence de renseignements américaine. Les responsables syndicaux américains passaient pour systématiquement hostiles à l'unité des travailleurs nigériens, sans doute pour tenir les syndicalistes pro-occidentaux à l'abri des influences de gauche.

Un « cahier de revendications »


QUANT aux organisations syndicales socialistes, particulièrement la N.T.U.C., qui venait au second rang par son importance numérique, elles recevaient des fonds et l'assistance des syndicats du Ghana et de la Fédération syndicale mondiale

(F.S.M., prosoviétique). Ce sont des subventions soviétiques qui assuraient le fonctionnement de l'Institut Patrice-Lumumba de science politique et de syndicalisme.

Après l'assassinat du général Murtala Mohammed, en février 1976, son successeur, le général Obasanjo, entreprit une réforme radicale des structures syndicales. Une nouvelle centrale, appelée aussi Confédération nigérienne du travail (Nigerian Labour Congress) fut mise en place en février 1976 sous l'égide des militaires. Plus de 1 000 syndicats d'entreprises avaient été regroupés en 42 syndicats professionnels rassemblant 3 millions de membres. Aujourd'hui, les relations de travail continuent de poser de sérieux problèmes. Pendant les neuf premiers mois qui ont suivi la remise du pouvoir aux civils, en octobre 1976, il y eut 247 grèves officiellement enregistrées, entraînant la perte de plus d'un million de journées de travail, sans compter les grèves sauvages de courte durée. Le ministère du travail, de l'emploi et de la productivité admet que cette situation a ses racines dans l'absence de dialogue entre partenaires sociaux et dans le faible niveau d'organisation des instances nationales patronales et ouvrières. L'actuel conflit, sur la question du salaire minimum national est venu mettre en évidence l'absence de politique gouvernementale en matière de relations sociales. En s'engageant à imposer un salaire minimum de 100 nairas dans son budget d'avril 1980, le gouvernement du président Shagari s'était attiré l'opposition virulente du secteur privé. Il dut battre en retraite, en concédant que le salaire minimum s'appliquerait seulement au secteur public.

En fait, les difficultés des relations de travail peuvent s'expliquer de deux manières. En premier lieu, l'emploi salarié reste très limité au Nigeria (guère plus de 10 % de la population active, selon les estimations gouvernementales), et il est largement concentré dans le secteur public. C'est pourquoi les syndicats et les employeurs ne disposent ni de données statistiques fiables ni de personnel qualifié pour élaborer leurs revendications propres. En second lieu, depuis sa réorganisation en 1976, la N.L.C. a eu beaucoup de mal à s'imposer dans les syndicats les plus puissants et empêcher de la sorte les flambées de grèves sauvages décidées par les militants de la base. Le 22 février dernier, la N.L.C. a publié un Cahier de revendications des travailleurs (Workers Charter of Demand), demandant une large gamme de prestations sociales, une plus grande démocratie dans l'entreprise et un salaire minimum de 300 nairas par mois. Dans sa déclaration de principes politiques, le Cahier critique les « inégalités croissantes et inacceptables » et préconise des modifications dans « la formule de l'assai- sement, qui est celle du développement par le profit et la concurrence ».

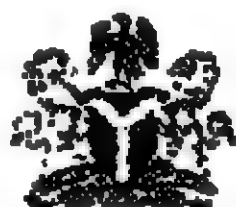
Chacun des grands partis politiques tente d'obtenir l'appui de la N.L.C. en faveur de son propre programme économique. D'ici au prochain congrès de la grande confédération en mai 1981, il faut donc s'attendre à une compétition entre les formations politiques qui vont s'efforcer d'attirer à elles certaines fractions de la direction syndicale. D'autre part, des rencontres ont eu lieu récemment entre syndicalistes étrangers, de l'Ouest comme de l'Est, et syndicalistes nigériens. Nul ne peut ignorer, en effet, que l'économie nigérienne est promise à une expansion rapide au cours de la prochaine décennie et que, dans ces conditions, les prérogatives syndicales revêtiront une importance décisive.



**Ingénierie créative
au service
du développement national**

**NIFECO : la réussite exemplaire
d'une organisation d'ingénierie
d'origine locale**

nifeco
NIGERIAN FAR EAST COMPANY LTD.
Development House (5th Floor), 21, Wharf Road, Apapa, Lagos, Nigeria.
P.O. Box 645, Apapa. Phone : 874-074 et 873-485. Cables : NIFEHOUSE, Lagos. Telex : 21201.



Supplément Nigéria

COMMENT FAIRE FACE A L'EXODE RURAL

Croissance urbaine et aménagement du territoire

Au cœur de l'Afrique noire, entre Bénin, Niger et Cameroun, le Nigeria, avec ses 80 millions d'habitants sur une superficie presque égale à deux fois la France, fait figure de géant. Comme les pays qui l'entourent et la plupart des autres pays du tiers-monde, il subit ce phénomène d'urbanisation galopante lié à l'introduction dans des structures traditionnelles du modèle d'industrialisation occidentale. En ce phénomène prend, de par le gigantisme même du pays, des proportions considérables. Lagos, par exemple, qui avait environ 40 000 habitants en 1900, en compte aujourd'hui plus de 4,5 millions et se développe à un rythme voisin de 10 % l'an. Le Nigeria présente aujourd'hui un cas de développement urbain particulièrement spectaculaire et original dans le mouvement d'urbanisation « sauvage » si personnel qui caractérise les pays d'Afrique depuis une décennie, surtout si l'on considère la région sud-occidentale habitée par l'ethnie yoruba. Cette région est en effet la plus peuplée de toute l'Afrique tropicale. Son taux d'urbanisation en 1980 était évalué à 39 %. En 1970, plus de la moitié de ses habitants vivaient dans des villes très étendues et densément habitées puisque, parmi les cent trente-six agglomérations urbaines existantes, on trouvait une dizaine de cités de plus de 100 000 habitants, dont Lagos et Ibadan, la plus grande ville traditionnelle ouest-africaine, dont la population est estimée à plus de 1,5 million d'habitants.

Le reste du territoire est beaucoup plus inégalement urbanisé. Les pôles d'attraction urbaine se concentrent surtout dans deux autres zones : dans le Centre-Nord, autour des villes haoussa de Kano, de Zaria et de Kaduna, où se regroupent des activités administratives, commerciales et industrielles, et dans le Sud-Est, en pays ibo, où l'on trouve un réseau serré de centres urbains secondaires dominés par Port-Harcourt, Onitsha, Aba et Enugu qui regroupent les mêmes types d'activités.

Le Sud se différencie donc du

Nord par une urbanisation, une occidentalisation et une spécialisation beaucoup plus fortes.

Pour l'ensemble du pays, une estimation datant de 1978 indique que 21 % des Nigériens habitaient en ville ; les données de la F.A.O., en l'absence d'autres statistiques officielles, avancent pour 1980 la proportion de 26 % de ruraux.

Pour comprendre la dynamique du système urbain au Nigeria, comme dans la plupart des pays en voie de développement, il faut la replacer dans une perspective historique qui explique les difficultés des cités à s'adapter aux nouvelles réalités économiques. Le développement urbain du Nigeria s'est opéré spontanément, sous l'impulsion de circonstances diverses dans les différentes parties du territoire. Comme l'indique Y. Marguerat dans son analyse des réseaux urbains d'Afrique noire (1), on trouve au Nigeria différents types de centres urbains : il s'agit, d'abord, « de véritables capitales restées chefs-lieux régionaux (Kano, Sokoto, Bénin-City), de villes minières qui ont évolué en centres polyvalents (Enugu, Jos), de vieux comptoirs côtiers (Calabar) ou de marchés ruraux devenus grosses places commerciales (Owerri, Aba, Onitsha), etc. ». Les cités les plus originales sont, précise-t-il, les villes yoruba regroupant des paysans venus chercher asile derrière les remparts urbains et qui ont acquis un genre de vie et des comportements de citadins tout en continuant à subsister surtout de l'agriculture, en particulier des plantations de cacao. Parmi ces villes yoruba, conclut-il, seules Ibadan et Abeokuta sont des capitales régionales modernes en même temps que des cités traditionnelles importantes.

Les villes yoruba diffèrent donc à la fois des villes ibo qui sont

seulement des agrégats de vil-

lages et des cités musulmanes des

émirats du Nord remplissant

essentiellement des fonctions

administratives et commerciales.

Avec la colonisation, le dévelop-

pement des villes connaît une

phase nouvelle et importante.

Sous l'effet de deux facteurs

essentiels, d'une part, l'introduction de l'économie monétaire fondée sur la production de cultures d'exportation (cacao, huile de palme, arachide, coton, caoutchouc) et sur l'exploitation, dans une moindre mesure, des ressources minières (étain, pétrole, charbon) ; d'autre part, la mise en place d'un réseau moderne de routes et de voies ferrées orienté surtout du nord au sud et destiné à assurer le transport et l'exploitation des ressources du pays au moindre coût. C'est alors que fut choisie par les Anglais la ville de Lagos comme capitale du pays, car elle offrait par son développement exceptionnellement favorable au fonctionnement du trafic colonial.

Pour beaucoup, les difficultés actuelles et aiguës que connaissent les grandes villes du Nigeria trouvent en partie leurs racines dans la politique urbaine du pouvoir colonial britannique, soucieux de maintenir dans les villes les structures indigènes à l'écart des éléments participant à la nouvelle économie coloniale. D'où, aujourd'hui, le contraste frappant entre les deux types de quartiers, les uns aérés, bien aménagés et équipés, et les autres, les bidonvilles, occupant des logements très densément peuplés. A ce noyau d'origine, les conditions de salubrité relative et de surpeuplement, les zones occupées par des migrants de toutes ethnies, venus des différentes régions du pays et qui survivent principalement grâce aux activités du secteur informel : réparateurs de véhicules, tailleurs, menuisiers, etc.

L'impulsion donnée à la croissance urbaine par les impératifs de l'économie coloniale se poursuit bien après l'accession de la Fédération à l'indépendance, renforcée par la division du pays en douze, puis en dix-neuf États, stimulant le dynamisme des capitales de chaque État et des centres provinciaux qui en dépendent. En effet, la plupart des

villes restent comme capitales d'État, sous toutes les formes du réseau de communications mis en place à l'époque coloniale pour exploiter la production d'huile de palme et de cacao de la région Sud-Ouest, l'arachide et le coton du Centre-Nord, d'huile de palme dans la région Sud-Est. Seules ont pu alors prospérer les villes principales situées le long de ces axes, ce qui explique l'absence de villes secondaires ou moyennes dans la plupart des autres régions du pays.

La récente guerre du Biafra entraîne aussi, entre 1967 et 1970, d'importants mouvements de population. Ces dernières années,

deux nouveaux facteurs sont intervenus pour provoquer un afflux supplémentaire de migrations vers la ville : le premier tient à l'essor du secteur industriel lié à l'exploitation accrue du pétrole et des ressources minières, notamment autour de Lagos et d'Ibadan au sud, de Kano et de Kaduna au nord. Le second est lié à l'ambitieuse politique de scolarisation du gouvernement, qui a élaboré dès 1955 un programme d'éducation primaire universelle (UPE) appliqué dans l'ensemble du pays depuis 1978. Du fait de la déperdition scolaire et du manque de débouchés offerts aux nouveaux scolarisés, ceux-ci viennent souvent grossir les rangs des ex-paysans devenus chômeurs à la ville.

récente stratégie économique. Pour combler le déficit vertigineux, il a fallu multiplier par 8, de 1970 à 1978, les importations de denrées alimentaires. Des campagnes ont été lancées pour rétablir l'autosuffisance alimentaire, notamment l'opération « Feed the Nation » et la « révolution verte » dont on attend les résultats.

Au gonflement anarchique de la grande ville, correspond, dans les zones rurales, des bouleversements économiques et démographiques sensibles : vieillissement de la population, déséquilibre entre les sexes, baisse de la natalité. Il est cependant difficile de mesurer l'impact réel de cette action prédatrice, et du double drainage, celui des biens et celui des hommes, exercée par la ville aux dépens des campagnes car au Nigeria, et particulièrement, en pays yoruba, le monde urbain et le monde rural s'interpénètrent étroitement.

En vue d'atténuer ce déséquilibre, des villes nouvelles ont été mises à l'étude et expérimentées pour décongestionner les grandes agglomérations, en particulier près de Lagos et d'Ibadan. Mais, privées des équipements indispensables qu'elles possèdent déjà dans la ville principale, elles ne constituent en réalité que des cités-dortoirs parasitaires aggravant par leur extension spatiale les problèmes initiaux de l'infrastructure urbaine.

Les responsables semblent s'orienter aujourd'hui vers des solutions différentes telles que l'incitation au développement des villes de moyenne importance dans les régions les moins urbanisées, et le projet de transfert de l'actuelle capitale fédérale de Lagos dans un territoire plus central, à l'abri des pressions ethnopolitiques et suffisamment vaste pour l'implantation d'un modèle d'urbanisme rationnel.

(1) Yves Marguerat, *Évolution des réseaux urbains en Afrique noire*, Cahiers de l'O.R.S.T.O.M. série Sciences Humaines, vol. XV, n° 2, 1978, pp. 17-25. Voir aussi : Julien Condé, *Urbanisation and migration in West Africa*, Centre de développement de l'O.C.D.E., Paris, 4 pages. (2) Le Monde, 22 août 1978.

La mégapole Lagos

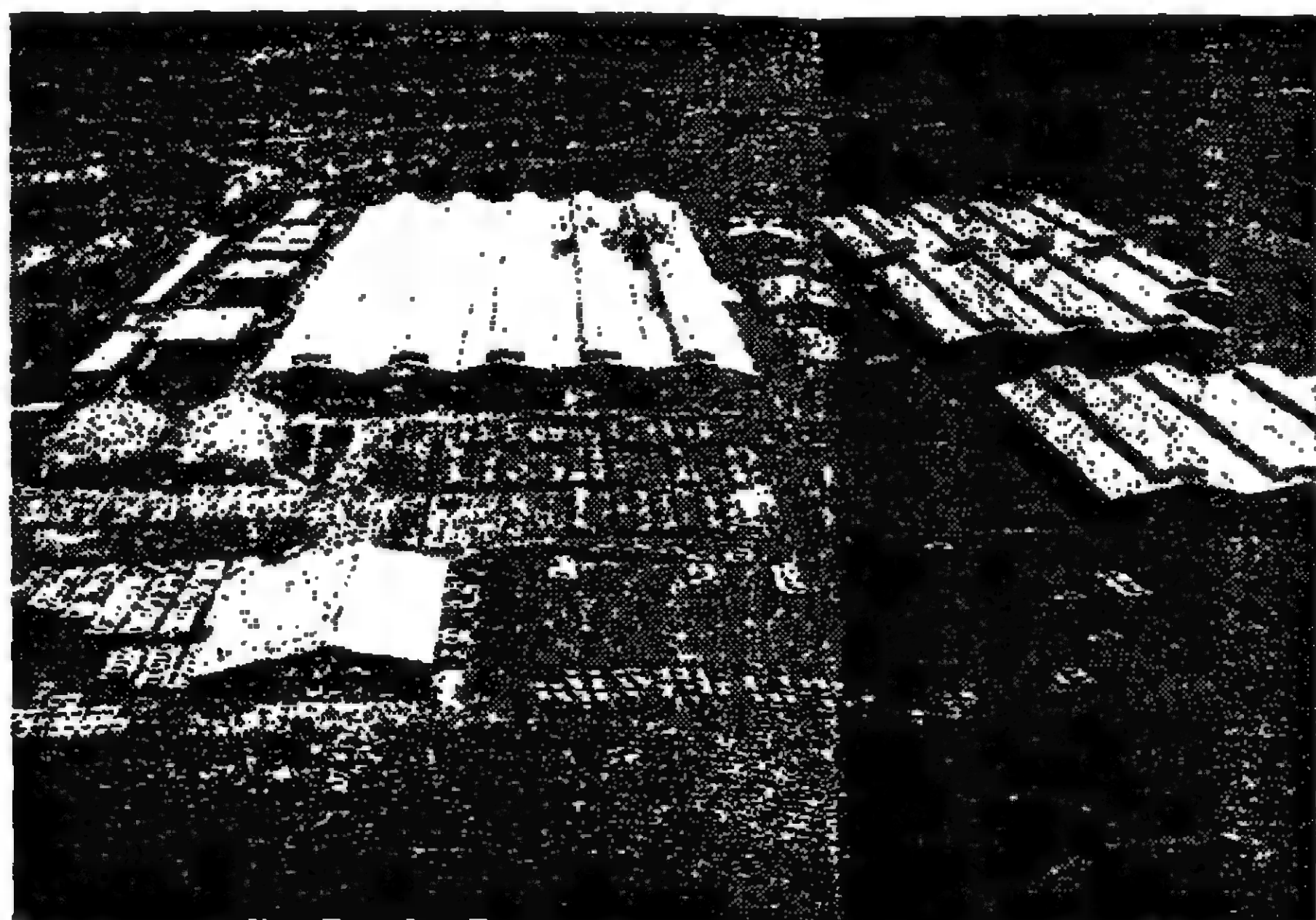
L'EXEMPLE de Lagos est particulièrement frappant à cet égard. Certains y voient le microcosme qui résume tous les problèmes de la nation et le symbole par excellence de la croissance incontrôlée des villes du tiers-monde. Capitale fédérale et capitale de l'État de Lagos, elle est devenue le premier port, le premier pôle industriel et commercial et de la vie sociale et culturelle du Nigeria. La ville étendue par ses aspects futuristes de grande métropole moderne dont les bâtiments et les autoroutes contrastent de façon frappante avec les faubourgs les plus pauvres, peuplés d'une foule dense, qui grouille dans un enchevêtrement de ruelles étroites.

Remontant comme toutes les villes yoruba à des origines mythiques, la ville actuelle a pris l'extension phénoménale qui la caractérise à partir d'un modeste établissement de pêcheurs et de paysans venus vers la quinzième siècle, sur l'île de Lagos, au milieu d'une lagune encerclée de marais. Enrichie au dix-huitième siècle par le commerce des esclaves, puis par celui de l'huile de palme et de l'ivoire, elle commença à grandir au dix-neuvième siècle avec l'arrivée d'un certain

nombre d'anciens esclaves rapatriés du Brésil et de la Sierra-Léone, et sous l'impulsion de la colonisation britannique. Aujourd'hui, elle s'étend sur environ 25 kilomètres au nord et 15 kilomètres à l'ouest, sans qu'aucun plan d'urbanisme n'ait jusqu'en 1978, présidé à l'implantation de ces zones d'habitat continu. Dans cette ville foncièrement inégale, 83 % de la population vit dans les logements les moins salubres, 72 % des familles (huit personnes en moyenne) habitent une pièce unique (2). Le taux de mortalité infantile y est cependant de trois fois inférieur à celui qui sévit dans le reste du pays.

Lagos connaît également des problèmes d'approvisionnement en denrées alimentaires. Dans tout le pays, d'ailleurs, cette question commence à devenir prioritaire dans la mesure où, depuis la colonisation, une grande partie de l'agriculture s'était orientée vers la production de cultures d'exportation (arachide, coton, cacao, huile de palme...), plus rentables, au détriment des cultures vivrières ; les difficultés se sont encore accrues sous l'effet du « boom pétrolier » sur lequel le gouvernement a fondé sa

PEUGEOT AUTOMOBILE NIGERIA LIMITED



P.A.N. fondée en 1972 par un accord signé entre le GOUVERNEMENT FÉDÉRAL DU NIGÉRIA et AUTOMOBILES PEUGEOT.

Le siège de PEUGEOT AUTOMOBILE NIGERIA LIMITED, ainsi que l'usine d'assemblage se situent à Kaduna.

P.A.N. emploie 3.800 personnes.

La 100.000^e Peugeot a été assemblée à l'usine de Kaduna en décembre 1979. Pendant cette même année 1979, la production de l'usine de Kaduna s'est élevée à 35.000 véhicules, soit une production journalière de 149 voitures.

En 1980, la production devrait être supérieure à 45.000 unités (production journalière de 191 véhicules).

La surface couverte de l'usine représente 75.000 mètres carrés.

Les modèles assemblés sont les berlines 504, Breaks 504 et, tout récemment, les berlines 505.

Un magasin de pièces de rechange d'une superficie de 13.000 m², situé à LAGOS, est entré en activité au printemps 1979.

La densité du réseau de vente et d'après-vente couvre l'ensemble du pays.

Le chiffre d'affaires estimé de P.A.N., pour 1980, s'élève à environ 391 millions de Naira, soit 2 milliards 750 millions de Francs Français.

La Société des Automobiles Peugeot participe à l'activité de P.A.N. par l'assistance dans les domaines de l'organisation et de la formation essentiellement à travers une équipe de spécialistes français qualifiés, dont la principale contribution est de préparer et de réaliser le Transfert-progressif des responsabilités aux ingénieurs, cadres et agents de maîtrise Nigériens.

سكيا من الامم

RELIGION ET POUVOIR POLITIQUE

Les métamorphoses contemporaines de l'islam

Par GUY NICOLAS

La communauté musulmane nigérienne représente avec ses quarante millions d'adeptes, la plus importante collectivité islamique au sud du Sahara. (1) Cette communauté doit cependant cohabiter avec plusieurs autres collectivités confessionnelles : en 1980, dans cet Etat très peuplé (80 millions d'habitants) (2), les musulmans représentent 47,5 % de la population, les chrétiens 34,5 % et les pratiquants des cultes traditionnels 18,4 % (3). Si l'islam et le christianisme progressent au détriment des religions ancestrales — encore pratiquées par 34 % de la population en 1953 — le premier est sur le point de devenir majoritaire dans le pays, du fait de la solidité de son implantation septentrionale, de la croissance des populations islamisées et de son expansion actuelle vers le Sud. Un grand nombre des dirigeants du pays, dont le président Aliou Salles Shugart lui-même, sont de confession islamique.

L'implantation des différents groupes religieux n'est pas uniforme. Jusqu'à une époque récente, la religion islamique était surtout répandue dans le nord du pays et les régions méridionales échappaient à son influence. Aujourd'hui encore, elle domine au nord de la Bénoué, à l'ouest du delta du Niger, mais ne parvient pas à s'implanter solidement à l'est de celui-ci. En revanche, le christianisme, inexorablement, s'étend vers le sud-est et occupe de fortes positions dans le sud-ouest. Le récent renouveau de la Fédération nigérienne en dix-neuf Etats a quelque peu modifié les données du problème en brisant les anciennes entités régionales. La mobilité croissante des citadins favorise cependant la diffusion des croyances et des pratiques religieuses.

L'islam s'est introduit au nord de l'actuel Nigeria sous l'influence de pasteurs, marchands, missionnaires, immigrants islamisés sous d'autres cieux. Mais son expansion s'est surtout effectuée grâce aux aristocraties guerrières dominantes des Etats bien organisés, concentrés au débouché des pistes sahariennes. Dès le onzième siècle, l'islam est devenu la religion officielle de l'empire du Kanem-Bornu, implanté sur les rives du lac Tchad. A partir du quinzième siècle, il a inspiré les dirigeants de l'empire de Gao, édifié au sommet de la boucle du Niger. L'influence de ces deux Etats a favorisé sa propagation dans les royaumes haoussa situés entre Niger et Tchad. Libérés de l'hégémonie de leurs voisins de l'Ouest et de

l'est, du fait de la conquête de Gao par le Maroc et de l'implantation turque en Tripolitaine et au Fezzan, ces royaumes se sont enrichis grâce au commerce avec le monde méditerranéen, puis avec les comptoirs européens du golfe de Guinée. Ils se sont ouverts à des immigrants islamisés venus de l'Ouest et à l'influence de marchands maghrébins. La religion islamique a pris figure de religion d'Etat au sein de leur cours, bien que les princes locaux aient continué à sacrifier également à d'autres cultes et que la masse de leurs sujets soit restée fidèle à ses croyances traditionnelles, à fondement polythéiste.

Cette situation, la pression des pasteurs sahariens et les divisions entre ces royaumes ont favorisé le succès d'un mouvement de « guerre sainte » (*djihad*) prêché au début du dix-neuvième siècle par un lettré musulman : Usman Dan Fodio. Celui-ci était membre d'une ethnie d'éleveurs immigrés (formation peule) venue avec ses troupeaux du Sénégal, initiée à la classe dirigeante haoussa en qualité de précepteur des princes du Gobir, l'un des principaux royaumes haoussa. Il a néanmoins bénéficié du soutien des membres de son ethnie lorsque ses exigences réformatrices se sont heurtées au refus des souverains locaux. Avec leur aide, il a renversé les dynasties haoussa et fondé un immense empire, le sultanat de Sokoto (4), qui s'étendait du Niger à l'Adamawa et du sud de l'Adar à l'ouest. Ce nouvel Etat, qui se voulait islamique, a répandu la religion coranique sur son territoire, non sans se heurter à de multiples résistances locales. A la fin du dix-neuvième siècle, il a accueilli les survivants de deux grands empires, l'empire mahdistes des rives du Nil et l'empire tchadien. Le Niger, qui comme tous les autres Etats, avait longtemps tenu tête aux conquérants européens avant de tomber sous leurs coups, à l'est et à l'ouest, il constituait ainsi un ultime bastion musulman face aux conquérants « infidèles ». Cependant, sa cohésion et sa puissance avaient considérablement décliné et il s'est effondré en 1903, devant les troupes britanniques.

Quant à l'empire du Bornu, après avoir repoussé les attaques de Sokoto, en 1808 et 1812, il s'était déjà brisé sous les assauts d'immigrants arabes chassés du Fezzan par les Turcs puis d'un conquérant venu de l'est : Rabah, lequel avait été vaincu par les troupes françaises à Kousséri, en 1900. Les Anglais ont alors avalisé la restauration de la dynastie des Kanemi accomplie par ces derniers.

Décolonisation et conflits régionaux

SI TOR après avoir établi sa domination sur Sokoto et le Bornu, la Grande-Bretagne s'est employée à utiliser les structures politiques et administratives des Etats locaux pour assurer son autorité avec plus de facilité sur une région vaste et peuplée, mais pauvre en ressources (5).

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, alors que les nouvelles élites s'engageaient dans la voie du panafricanisme, du nationalisme et du débat démocratique, et réclamaient de plus en plus fermement le départ du colonisateur, celui-ci s'est efforcé de maintenir, à son profit, le clivage entre les deux parties du pays ainsi constituées. D'une part, il a cherché à consolider le Nord et à y introduire des institutions modernes ; d'autre part, il s'est employé à séparer les quelques éléments de cette région formés à l'école occidentale de leurs homologues méridionaux, utilisant notamment, à cet effet, un organe de presse en langue haoussa, principale langue septentrionale : la *Gaskiya* (6). Cet ancien instrument de propagande de guerre progressivement dissocié de l'administration a été le creuset d'une élite régionale acquise aux valeurs de l'unité du Nord, de la religion islamique, de la défense de la langue haoussa et d'un pouvoir politique musulman légitime par le *djihad*. Parallèlement, les chercheurs britanniques de l'école de Zaria revalorisaient le thème de la « guerre sainte » et le souvenir de l'empire défunt.

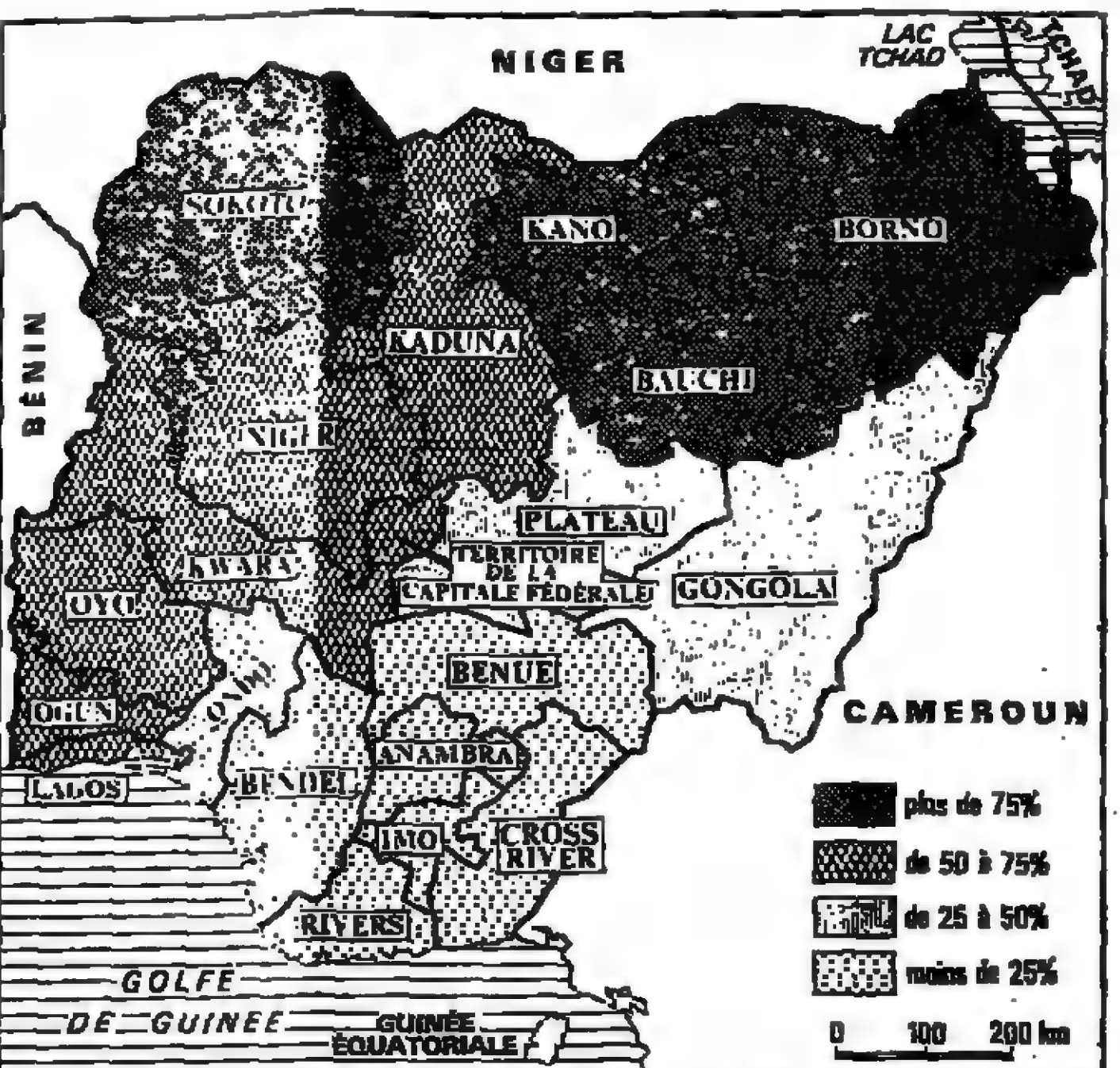
Au fur et à mesure que le mouvement de décolonisation du Nigeria se développait, une sorte de connivence s'établissait entre la puissance coloniale, les élites et les intellectuels du Nord qui contrôlaient une masse rurale maintenue dans la soumission aux valeurs de la tradition, à tout au moins de celle née en la « guerre sainte ». Pour la plupart des habitants de la région nord, l'indépendance ne pouvait que signifier la domination des élites méridionales, chrétiennes ou païennes, à l'encontre du traditionnel et représentant à leurs yeux la barbarie du maroc. La seule « civilisation » concevable étant l'islam, revu à

la lumière du *djihad*. Un « réajustement » moral s'est alors réalisé, qui s'est traduit par la création d'un parti régional : le Congrès du peuple du Nord (Northern People's Congress, N.P.C.). Fondé par des membres de l'aristocratie et des « hommes de la *Gaskiya* », ce parti « nordiste » fut dominé dès sa création, en 1946, par le personnage du sardana. Mais Adamu Adamu, descendant du fondateur de l'empire de Sokoto. Les adversaires de cet « homme fort » lui présentaient l'intention de poursuivre la tâche de ses ancêtres en portant les étendards du *djihad* jusqu'à l'océan. De fait, du premier ministre de la région nord (selon les termes de la Constitution Lyttelton de 1954, les « régions » de la Fédération nigérienne jouissaient d'une grande autonomie), le leader du N.P.C. a mené une double stratégie de renforcement de l'indépendance du Nord et de conquête du pouvoir fédéral.

Fasciné, en effet, par la sécession pakistanaise, il n'avait pas l'idée d'édifier un Etat islamique correspondant à l'ancien « protectorat » du Nord. A l'inverse, il cherchait à légitimer la légitimité de son gouvernement sur l'islam, multipliant les institutions islamiques, favorisant le régime de la loi musulmane (*sharia*), renforçant le culte du fondateur du *djihad*, allant même jusqu'à tenter de créer une nouvelle confrérie soufie : l'Umaniya. D'autre part, il souhaitait développer l'influence du N.P.C. en recrutant des élites de la région, en créant une alliance avec le N.C.N.C. parti de l'est, avait permis l'accession d'un de ses lieutenants, Sir Abubakar Tafawa Balewa, au poste de premier ministre du gouvernement de Lagos. Rejetant toute idée de partition de la région, sous laquelle il regrettait, le N.P.C. intervenait cependant avec son allié, le N.C.N.C., pour démembrer la région ouest, où son principal adversaire, l'Action Group (A.G.), intervenait bien autrement. Dans ces conditions, les conflits régionaux devaient prendre, à cette époque, un caractère de conflits religieux. Et l'hégémonie du parti septentrional apparaissait à

ses adversaires comme un nouvel avatar de la « guerre sainte ». Toutefois, cette « politisation » de l'islam ne concernait qu'une partie des musulmans nigériens. Au sein même de la région nord, la politique du N.P.C. se heurtait à une revendication autonomiste de l'émirat de Kano (7), dont les origines remontaient au siècle dernier à

des adversaires comme un nouvel avatar de la « guerre sainte ». Toutefois, cette « politisation » de l'islam ne concernait qu'une partie des musulmans nigériens. Au sein même de la région nord, la politique du N.P.C. se heurtait à une revendication autonomiste de l'émirat de Kano (7), dont les origines remontaient au siècle dernier à



LA REPARTITION DES POPULATIONS MUSULMANES

partir de 1893, les émirs de Kano se sont émancipés de la tutelle de Sokoto, dont le gouvernement de Kano, capitale du Nord, était l'héritier mais qui était renforcée par les interventions autoritaires du gouvernement régional. Cette revendication était la faiblesse du régime de Kano, qui tendait à « progressisme » : le Northern Elements Progressive Union (N.E.P.U.) et, d'autre part, d'un courant réformiste islamique, le *Umaniya*, qui était la branche de la Tijaniya fondée au Sénégal par le cheikh Ibrahim Niasse. Ces deux organismes distincts se rejoignent dans une même revendication : la suppression de la corruption des dynasties en place et se référaient à une interprétation de la « guerre sainte » du XIII^e siècle comme mouvement de réformation visant davantage à un changement de régime qu'à la conversion religieuse de ses adversaires. Cette conception était très répandue après l'élection, de l'émir de Kano, Mohammedu Sanusi, par le premier ministre du Nord, en 1963 (8).

Dans la zone côtière, cependant, la région Ouest connaissait une explosion très rapide de la religion islamique (9). Celle-ci y avait été apportée par des marchands haoussa venus du Nord qui s'étaient implantés dans les principales villes. Par ailleurs, des musulmans d'autres continents, notamment des Indo-Pakistans venus dans le cadre de l'émigration britannique, ont introduit un tout autre type d'islam que celui du Nord. Parmi ces immigrants figuraient des missionnaires et adeptes de la secte Ahmadiya, d'origine pakistanaise (10). Ils avaient fondé des écoles dispensant une formation religieuse jugée plus moderne qu'une élite nouvelle, très différente de l'aristocratie soudanaise. De ce fait, l'islam que l'on rencontre dans cette région, peuplée en majorité de Yoruba, est hostile à toute prétention de cette dernière à perpétuer ses privilèges par le truchement de la religion. La diffusion de l'islam dans l'Ouest a été si importante que les marchands haoussa d'origine ont été craints, craignant de perdre leurs monopoles économiques et ne pouvant se réclamer de leur particularisme ethnique, de peur d'être renvoyés au Nord se sont massivement convertis à la secte Ahmadiya (11), au cours des années 60, de façon à éviter de se fonder dans la communauté musulmane locale.

Les conflits régionaux de la première République avaient conduit le Nigeria au bord du gouffre. Les coups d'Etat militaires du 15 janvier et du 28 juillet 1966 ont opéré une mutation : un régime militaire a remplacé un régime civil, les anciennes régions ont été démembrées, les partis politiques régionaux interdits ; durant treize années, un régime autoritaire a entrepris de modifier profondément la situation du pays. Leur politique a été servie par le développement de la production pétrolière et l'expérience de la longue guerre civile qui, des pogroms de 1966 à la reddition du Biafra, en 1970, a profondément marqué le peuple nigérien. Mais les con-

ditions de la reconstruction nationale à laquelle étaient conviés tous les Nigériens exigeaient tolérance et laïcité.

En 1978, le gouvernement militaire, dirigé par une nouvelle élite de capitaines et d'officiers (Murtala Mohammed, Obasanjo), s'est engagé sur la voie d'un retour au régime démocratique : l'Assemblée constituante a été élue, a élaboré un nouveau régime fédéral. Durant cette période, toutefois, la revendication par certains musulmans d'un tribunal suprême spécial pour les musulmans (appelé *le conseil de la sharia*) étendant à toute la Fédération des mesures jusqu'alors réservées au Nord, a déchaîné les passions. Certains ont vu l'instauration d'un nouveau chaos. Mais la majorité de l'Assemblée et le gouvernement militaire n'ont tenu aucun compte du boycottage des tribunaux par certains musulmans. Les esprits se sont apaisés. Les nouveaux partis politiques admis à se présenter aux élections de 1979 ont été séduits par des bases fédérales sans référence à une quelconque appartenance ethnique, régionale ou confessionnelle. Ils ont tous recruté des adeptes des différentes confessions : ainsi disparaissait un facteur de polarisation des croyances.

Le 1^{er} octobre 1979, le gouvernement militaire remettait le pouvoir à son plein gré, directeur de la Fédération à de nouveaux dirigeants élus. La Constitution de la seconde République nigérienne, qui s'inspire fortement de celle des Etats-Unis, distingue des instances fédérales et locales, correspondant à dix-neuf Etats dirigés par des *gouverneurs* et des *ministres* (12). Le recrutement de la plupart des organes du pays doit respecter une règle de quotas entre les Etats. De ce fait, musulmans, adeptes d'autres religions sont constamment appelés à coopérer. Les premiers conflits au sein du nouveau régime ont porté essentiellement sur des questions économiques et politiques sans implication religieuse. Cependant, à la mort de la corruption et de la criminalité résultant d'un développement incontrôlé lié au boom pétrolier, correspond aujourd'hui une vague de religiosité qui affecte aussi bien les militaires musulmans que chrétiens. Un commencement de partage entre deux blocs « progressistes » et « modérés » se dessine. Ce clivage affecte toutes les communautés confessionnelles. Une détermination générale à construire une nation unie et cohérente semble l'emporter sur tout facteur d'intolérance et de discrimination, sur quelques bases que se soit.

En fait, la communauté islamique nigérienne, qui s'est engagée tout entière dans cet effort, semble l'emporter sur tout facteur d'intolérance et de discrimination, sur quelques bases que se soit.

et personnels administratifs universitaires, etc. Ces divisions sont liées à la stratification de la société nigérienne : modes de groupes d'intérêts opposés ou différents (paysans, chefferies, groupes marchands, salariat, milieux d'affaires, intelligentsia, nouvelle classe technocratique, prolétariat urbain, etc.), à un clivage entre milieux populaires et catégories de lettrés, à des partages confessionnels, par exemple, bien que ne présentant plus les mêmes aspects politiques qu'il y a quinze ans, à un partage social, position de l'Ahmadiya, considéré comme hérétique par les sunnites), etc.

Un des changements qui ont le plus marqué cette communauté est l'apparition d'une nouvelle génération de cadres islamiques relevant de la nouvelle intelligentsia et qui se substituent, à tous les échelons de décision, aux anciens, cadres maraboutiques traditionnels. Ce transfert, qui scelle la mutation opérée depuis 1966, bouleverse les bases du pouvoir islamique et ouvre à l'islam de nouvelles perspectives (13). Le système politique actuel confère aux musulmans un poids électoral considérable, puisque chaque parti doit avoir une audience fédérale et que le système de répartition entre Etats est étendu à la plupart des institutions fédérales. Or, les musulmans constituent plus de la moitié de l'électorat dans douze Etats, alors que les chrétiens n'ont la majorité que dans cinq, situés exclusivement dans l'est du pays. Au niveau de chaque Etat, la situation varie selon que leur population est majoritairement musulmane ou chrétienne (les cultes traditionnels sont de plus en plus minoritaires). Il arrive que certains assemblés d'Etat prennent des mesures discriminatoires (interdiction de l'alcool, des jeux de hasard, d'un enseignement

privé, etc.), que les minorités dénoncent aussitôt comme des manifestations d'intolérance. Mais de telles mesures sont très rares, où ne rencontrent pas l'adhésion unanime des adeptes de la confession qu'elles favorisent. Parfois également, les musulmans d'un Etat pénalisent pour l'un des partis en présence ou sont sollicités par l'un d'eux, et le maintien des symboles religieux est l'une des stratégies familières des politiciens.

Certains clivages religieux peuvent, en outre, être à l'origine d'exigences de démembrement des Etats existants. Certains musulmans manifestent parfois leur inquiétude devant les privilèges dont jouissent les adeptes de l'islam dans certains domaines, le plus manifeste étant la place que tient le pèlerinage à la Mecque dans la vie du pays, un mois par an. Les pèlerins étaient 24 000 en 1970, 51 000 en 1974, 101 000 en 1978. Les militaires ont réduit leur nombre à 50 000 en 1979 et certains candidats ont alors promis d'augmenter celui-ci. Le gouvernement du parti national du Nigeria (National Party of Nigeria, N.P.N.) (14) a porté à 80 000 cette année, pour tenir ses engagements. Certains chrétiens demandent que l'on accorde autant d'importance à leurs pèlerinages (à Lourdes, Jérusalem, etc.). De même, des musulmans déplorent l'entorse faite au principe de la laïcité de l'Etat par la reconnaissance du droit islamique et des instances judiciaires propres aux adeptes de l'islam. Mais ces récriminations sont généralement peu acérées et marquées du sceau de la tolérance. De leur côté, les adeptes de l'islam veillent en général à éviter de s'engager dans des voies qui requerraient de mettre en cause l'unité de la nation. Les controverses sont rapidement rappelés à l'ordre par leurs propres congrégations.

L'épreuve de la modernité

DANS ces conditions, le prosélytisme islamique pris en charge par les nouvelles élites au pouvoir, mais accordant aux dignitaires traditionnels un rôle important de représentation, connaît un nouvel essor. Bénéficiant d'une aide arabe ou pakistanaise importante, les moyens de communication de masse les plus modernes (radio, télévision, presse, etc.) exploitent les réactions aux conséquences négatives des réformes économiques, la criminalité, la corruption, la criminalité, les aspirations matérialistes. Ce redoublement se situe délibérément en dehors de la scène politique. Les leaders musulmans les plus respectés, tel M. Aminu Kano, président du parti de la rédemption du peuple, qui fut associé à la Tijaniya réformée, se refusent à toute confusion entre politique et religion et réinterprètent la « guerre sainte » du siècle dernier en termes de lutte économique. Par ailleurs, un travail de « purification » des croyances et pratiques populaires visant à substituer un islam standard, directement inspiré des textes sacrés, aux vestiges d'un islam mélangé des pratiques de la tradition et de l'histoire effective à tous les niveaux. Il développe l'usage de la langue arabe, ignore la place de la langue haoussa locale, et la diffusion des textes fondamentaux ; il dissipe des confusions et vulgarise les données de base de la religion islamique. Ce faisant, il peut admettre certains écarts avec la pure

doctrine sunnite, telle la vision du monde de l'Ahmadiya. Juristes ou théologiens issus des nouveaux instituts d'études islamiques et membres d'une aristocratie musulmane ayant accompli un spectaculaire *aggiornamento* s'emploient à dénoncer les « superstitions », l'empirisme, la honte ignorante, la corruption de certains milieux religieux, tandis que les discours officiels ne cessent d'attribuer les maux de l'époque à la perte du sens de Dieu.

Un certain populisme islamique se développe ainsi, qui vise à l'union nationale des croyants autour d'un certain nombre d'attitudes et de réactions spontanées. L'idéal nationaliste l'emporte ici sur celui de l'Umma, ou nation islamique. Mais l'impact de ces courants sur la masse de la population est loin d'être toujours assuré. Et le clivage qui ne cesse de s'approfondir entre le peuple des campagnes et des faubourgs et la « classe politique » peut prendre respect d'un repli sur une « tradition » islamique moins soucieuse d'orthodoxie que de sécurité morale et matérielle. Dans l'état actuel, cependant, les adeptes nigériens de l'islam semblent s'engager dans une voie qui diverge de plus en plus de celle des Républiques islamiques arabes, aussi bien que de l'Iran des ayatollahs. Cette orientation, qui demeure conforme à une disposition aujourd'hui largement répandue au sud du Sahara, pourrait correspondre à l'articulation d'une démarche islamique typiquement africaine.

(1) Cf. G. Nicolas : « Islam et constructions nationales au sud du Sahara », in *Le Monde en Afrique*, septembre-octobre 1979, Paris.

(2) Cf. G. Nicolas : « Le système fédéral nigérien », in *Le Monde en Afrique*, juin-juillet 1980, n° 174-175.

(3) Cf. J.-M. Choquet : *Les musulmans en Afrique*, Maisonneuve et Larose, Paris, 1978.

(4) Cf. S.J. Hogben : *The Sokoto Caliphate*, London, 1969 ; D. Murray-Leslie : *The Sokoto Caliphate*, London, 1967 ; G. Nicolas : « Vers une renaissance du processus de « guerre sainte » au sud du Sahara ? », *Christians*, Bruxelles, XXVII, 1978 et XXIX, 1979.

(5) E. Laroche : *La Nigeria*, P.U.F., Paris, 1968.

(6) *Gaskiya* (révisé) est un mot haoussa. La formule complète était (et demeure) : « *Gaskiya ta fi kasho* » (la langue est plus qu'un penny). Le journal était vendu un penny.

(7) Cf. J.H. Fadan : *Religion and political culture in Kano*, University of California Press, 1972.

(8) La province de Kano devait constituer un Etat autonome sous le régime militaire suivant.

(9) Cf. T.G.O. Chidambaram : *The growth of Islam among the Yoruba*, London, 1978 ; A. Cohen : *Customs and politics in Yoruba towns*, London, 1978 ; J. O. Ojo : *Yoruba towns*, Routledge and Kegan Paul, London.

(10) La secte Ahmadiya a été fondée au Punjab par Mirza Ghulam

Ahmed (1829-1908), qui se proclame le messie de l'islam. La secte est ouverte au monde moderne et aux autres religions.

(11) La confrérie soufie Tijaniya, fondée au Maghreb par Ahmad ben Muhammad et Tijani à la fin du XVIII^e siècle, a connu une grande expansion en Afrique de l'Ouest au cours du siècle dernier. Elle a notamment été propagée par Al Hadj Ould, fondateur de l'empire de Ségou.

(12) Cf. A.H. Kiriyeagawa : *Origins and growth of Nigeria*, Oxford, 1971 ; G. Nicolas : « Crise de l'Etat et affirmation ethnique en Afrique noire contemporaine », *Revue française de géographie*, Paris, XXII, 1972 ; J.O. Ojo : *Yoruba towns*, Routledge and Kegan Paul, London, 1978.

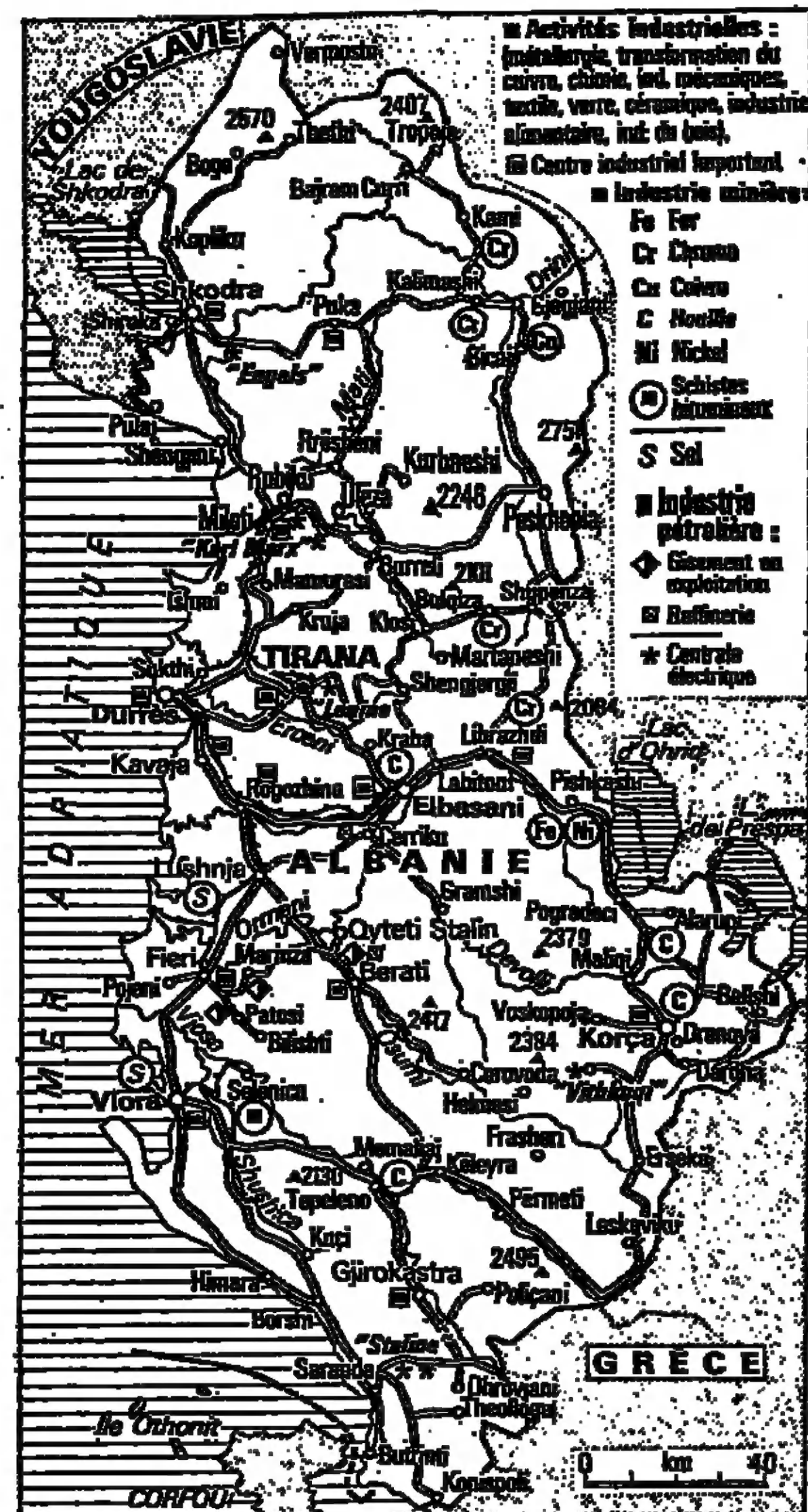
(13) Cf. G. Nicolas : « Evolution du système fédéral nigérien », in *Le Monde en Afrique*, juin-juillet 1980, n° 174-175. La plupart des données utilisées dans les lignes qui suivent sont tirées de journaux nigériens, notamment de *Day Times*, *New Nigerian*, *National Guardian*, *West African Statesman*.

(14) La montée de très nombreux musulmans, notamment Yoruba, vers le Nord, où ils ont remplacé les chrétiens, a été notée en 1968. Le grand nombre de conversions ethniques et confessionnelles qui s'est produite dans les troupes universitaires du pays, aussi bien que l'ouverture générale de l'intelligentsia à la « modernité », dans un climat de développement accéléré, ont également favorisé l'expansion du courant islamique national dans les régions qui lui étaient jusqu'alors fermées.

L'ALBANIE ou la fierté nationale

Un peuple attachant donne un exemple
de farouche résistance à toute tentative
de domination mais n'échappe pas
aux rigidités d'un socialisme « pur et dur »

REPORTAGE DE MAURICE T. MASCHINO ET FADÉLA M'RABET



L'INTERIEUR est simple : cuisine équipée d'un fourneau à gaz, petite salle de séjour (le long des murs, des divans, recouverts d'étoffes bariolées ; au milieu, une table, sur laquelle la maîtresse de maison vient déposer le raki de bienvenue), deux chambres à coucher ; sur le corralage, des tapis ; près du téléviseur, des photos de famille (un mariage, un groupe de partisans) et, juste au-dessus de la porte d'entrée, le portrait d'Enver Hoxha.

Ménager à la coopérative de Plassa (un village à quelques kilomètres de Korça, au sud-est de l'Albanie), notre hôte est fier de présenter une demeure qu'il a construite de ses propres mains. Avec l'aide, ajoute-t-il, de sa femme, couturière dans la même coopérative, et de ses voisins.

Son père — ex-ouvrier agricole chez un féodal de la région (« Il nous faisait payer l'eau qu'on buvait ») — ne cesse d'évoquer le passé : « A cette même place, il n'y avait que des marécages ; avec ma femme, qui est morte de malaria, je vivais dans une cabane en bois, maintenant, on ne mettrait même pas des porcs. » Il partage aujourd'hui la maison de ses enfants, s'occupe du jardin et se réjouit que Zaimina — sa petite-fille, dix-huit ans — commence en octobre prochain des études d'agronomie. « Mais, soupire-t-il, pourquoi porte-t-elle des jupes si courtes ? »

Sourires de commande, bonheur préfabriqué à l'usage de l'étranger ? Dans d'autres maisons visitées à l'improviste, c'est le même bien-être, personnel et collectif : ce village — comme la plupart — dispose d'une maison de la culture, d'un cinéma, d'un centre de santé, d'un établissement de bains. Dans le Nord, à une vingtaine de kilomètres de Shkoder, nous avons rencontré d'autres paysans tout aussi satisfaits : durement éprouvés par le bombardement de terre du 15 avril 1979 (10 000 maisons détruites, une centaine de morts, plusieurs centaines de blessés), beaucoup habitent désormais des logements neufs ; abordé par hasard alors qu'il arrosait ses légumes (« Maintenant, nous avons l'eau courante », un retraité explique : « Oui, cette maison m'appartient ; j'ai participé à sa construction, comme à celle des autres, et l'État me l'a donnée ; avant le début des travaux, on nous a même demandé notre avis — ce qui est pour nous un grand honneur : voulions-nous changer de région ? Quel genre d'habitation désirions-nous ? »

Une qualité de la vie

EMPLOYEE de l'ex-lycée franco-albanais de Korça (devenu école du soir pour travailleurs), une vieille femme, que nous surprenons en train de laver à grande eau un escalier de bois, parle spontanément de ses enfants : l'un est ingénieur, l'autre pédiatre, le troisième stomatologue. En la quittant, nous croisons deux jeunes ouvrières, Luljeta et Azileta, venues chercher au secrétariat leur certificat de maturité (l'équivalent du baccalauréat). « Histoire-géographie : 8/10 ; français : 8 ; marxisme-léninisme : 9 » ; toutes deux, peut-on lire encore sur leur diplôme, ont « une bonne formation idéologique-politique et une bonne conduite » ; à la rentrée, elles commenceront des études d'économie.

Des vieilles gens qui ne courbent plus l'échine devant un bay, des jeunes qui travaillent et étudient, des paysans qui se réjouissent d'avoir maison et jardin, des ouvrières, ou combinant textile de Korça, qui abandonnent — très légalement (et très joyeusement) — leur poste pour aller allaiter leur enfant : les Albanais que nous avons rencontrés ont manifestement l'air satisfait. C'est ce qui frappe, dès l'abord : l'absence de tensions (l'absence d'envie, par exemple, dans les regards qui dévisagent l'étranger), de la dignité (dans les hôtels, les employés refusent — courtoisement — le pourboire, aucun gamin ne mendie cigarette ou pièce), un désintéressement certain à l'égard de l'argent (« Combien gagnez-vous ? » que veut en France cette chemise ? » : mille fois entendues ailleurs, ces questions sont ici hors de propos) et, sur les lieux de travail comme dans les rues des villes et des villages, la décontraction paraît générale.

Le soir, dans les larges avenues de Tirana où les piétons font la loi (pas de voitures individuelles ; bus, camions, véhicules de l'administration se fraient toujours très difficilement un chemin), une foule paisible se promène : jeunes couples, couples plus anciens entourés d'enfants, groupes d'hommes ou de femmes séparés ; des jeunes gens, civils ou militaires, se tiennent par la main ou par la taille ; la tête couverte du fez blanc traditionnel (de gilet), des vieillards conversent en balanciant doucement un chapelet ; coiffées du foulard blanc qui distinguait autrefois les musulmanes, des paysannes portent encore de larges jupes noires ; plus coquettes, les jeunes femmes — non maquillées, excepté celles qui sont mariées et qui se mettent du rouge à lèvres — arborent des robes ou des pantalons de multiples couleurs.

Les uns et les autres vont et viennent, interminablement, mangent des glaces ou des gâteaux (Tirana surpasse par le nombre de ses pâtisseries), s'attablent à la terrasse d'un café, regardent les hauteurs boisées de la ville où, dans une

ancienne église reconstruite en café, un orchestre, les soirs d'été, joue du Beethoven ou du Vivaldi.

Qualité de la vie ? L'expression, ici, a tout son sens — et sa saveur, comme le raki que chaque région compose à sa façon. Une qualité qui doit beaucoup, d'abord, à la nature même de l'environnement : avec ses sources et ses torrents, sa végétation abondante, ses riches cultures (seublon, blé, maïs, tabac), ses champs d'oliviers et ses collines couvertes d'arbres fruitiers, ses montagnes travaillées en terrasses jusqu'au sommet, l'Albanie évoque un vaste jardin, que l'œuvre des hommes, en l'aménageant, a réussi à préserver.

Si Tirana n'est plus le gros village qu'elle était il y a trente ans, elle n'a rien perdu, malgré ses 220 000 habitants, ses ministères, les usines qui l'entourent, de son agrément : les constructions nouvelles s'harmonisent avec les anciennes (de trois à quatre étages au maximum, les immeubles, de couleur jaune-ocre, ont gardé des dimensions humaines, nulle tour, nul grand



l'école obligatoire de huit ans, 75 % des jeunes), les élèves participent — un mois par an — à la production (un autre mois est consacré à la formation militaire) ; à la fin de leurs études secondaires, ils travaillent un an dans une entreprise agricole ou industrielle ; leur stage terminé, ils restent à la coopérative ou à l'usine, ou commencent — si leur collectif de travail les en juge dignes — des études supérieures, qui « débouchent » toujours sur un emploi.

Même déguisé (jeunes en attente d'un premier poste, travailleurs en nombre, fermes condamnées aux activités ménagères), le chômage n'existe pas. A la campagne — où vivent encore deux Albanais sur trois — comme à la ville, on manque de bras. Manque tragique à l'époque des moissons, des cueillettes et des vendanges ; étudiants, fonctionnaires, soldats se régulièrement mobilisés pour prêter main-forte aux paysans.

Constantement exalté (« L'agriculture est l'affaire de tous les citoyens », « Dépassons les normes du plan », il ne semble pas que le travail soit particulièrement pénible : une atmosphère bon enfant règne dans les ateliers (les ouvriers vont, viennent, discutent — ils ne paraissent ni pressés ni « stressés » : est-ce pour cette raison que de multiples slogans les incitent à travailler davantage ?), de nombreuses usines sont presque entièrement automatisées (dans les combinats — de textile, chimiques, sidérurgiques, nous avons vu des machines modernes, presque toutes d'origine chinoise) et, d'une façon générale, l'activité professionnelle est organisée de manière telle qu'elle n'est pas éprouvée, apparemment, comme un insupportable fardeau : commencée à 7 heures, la journée de travail s'achève à 14 heures ; dans les usines, où l'on procède par roulement, chaque brigade dispose d'une partie de la matinée ou de l'après-midi.

A l'intérieur même de ce temps, des aménagements sont prévus : les mères qui ont un enfant en bas âge ne travaillent que six heures par jour. Comme ceux — très nombreux — qui poursuivent des études : sont portés des exemples

Le travail n'est plus un châtiement

les plus connus (le ministre de l'agriculture est une ancienne ouvrière agricole, celui de l'industrie légère, une O.S. devenue ingénieur puis directrice d'usine), nous avons constamment rencontré des cadres moyens ou supérieurs issus de la base, tel cet ingénieur, ex-ouvrière, qui supervise le fonctionnement des installations à l'usine d'engrais chimiques de Fier.

Où ces travailleuses de l'usine de câbles de Shkoder, qui ont toutes obtenu le baccalauréat. Ou encore, cette centaine d'agronomes en poste à la coopérative de Vrisera (un village habité par une minorité grecque), tous d'origine paysanne. Si dur soit son travail, chaque Albanais a la possibilité d'améliorer sa situation et de se qualifier davantage : la condition ouvrière n'est plus vécue comme une malédiction.

Elle l'est si peu que chacun, quel que soit son titre, la retrouve régulièrement. Réduire les différences (entre les manuels et les intellectuels, la ville et la campagne) de façon à mieux assurer

ensemble n'enlaidissent le paysage) et de nombreux espaces verts — comme à Korça, Shkoder, Gjirocastro — ménagent des zones de calme et de repos.

Les rues marchandes elles-mêmes ne connaissent pas d'agitation particulière, et les magasins qui les bordent sont avant tout fonctionnels : simples, ils ne cherchent pas à séduire le client ; propres (comme les rues, constamment balayées et arrosées), bien tenus (les gâteaux sont disposés sous des vitrines, les vêtements, sur des cintres), ils proposent le nécessaire (on ne fait généralement pas la queue, sinon, parfois, pour le lait et les fruits), mais ils ne suscitent pas des désirs que la plupart ne pourraient pas satisfaire.

Si la qualité de la vie tient à l'équilibre des éléments qui la composent (espace, lieux d'habitation et de travail : beaucoup de citadins résident à moins d'une demi-heure, en bus ou à bicyclette, de leur entreprise), il ne fait pas de doute que les Albanais, jusqu'à présent, ont su préserver cette qualité-là.

QUELQUES CHIFFRES

- SUPERFICIE : — 28 748 km² (du nord au sud : 340 kilomètres ; d'est en ouest : 148 kilomètres).
- POPULATION : — 2 563 400 habitants (1978) ; — Accroissement annuel : 3,3 % (l'un des taux les plus élevés d'Europe) ; — Jeunes (moins de quarante ans) : 40 % ; — Citadins : 881 800 ; ruraux : 1 681 600 ; — Ouvriers : 34 % (3 % en 1946) ; paysans : 56 %.
- PRINCIPALES VILLES : — Tirana (230 000 hab.) ; — Durrës (70 000 hab.), principal port du pays ; — Shkoder (65 000 hab.) ; — Elbasan (50 000 hab.), principal centre économique (soierie, raffinerie de pétrole).
- RICHESSES MINIERES : — Pétrole (3 millions de tonnes) ; — Charbon (2,4) ; — Chrome (1,3) ; — Cuivre (0,700) ; — Nickel (0,230).
- ENERGIE HYDRO-ELECTRIQUE : — 2 milliards de kWh.
- PRINCIPALES CULTURES : — Blé, maïs, céréales, tabac, etc. ; — L'élevage a atteint en 1978 l'autoconsommation alimentaire.
- TAUX D'ACCROISSEMENT DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE : — Depuis 1960, 9 % ; Commun, 6 %.

l'égalité est l'un des objectifs principaux du régime. Les cadres retournent périodiquement à l'usine ou aux champs à Tirana, nous avons rencontré un diplomate qui revenait d'un stage de trois semaines dans une entreprise, et le travailleur en salopette bleue qu'on aperçoit devant une chaîne peut être aussi bien professeur d'université que chef de service au ministère des finances — ou un ouvrier.

Participant tous à des tâches qui ont cessé d'être « humiliantes », les travailleurs ne sont pas non plus considérés comme de simples exécutants. Tous les cinq ans, le ministère de l'économie adresse à toutes les entreprises les projets, chiffrés, du prochain plan ; dans chaque usine (à l'échelle du secteur — la plus petite unité de production, — de la brigade et de l'atelier), dans chaque coopérative, les travailleurs discutent ces propositions et, d'après les résultats déjà obtenus, les investissements prévus, les gains possibles de productivité, les modifient.

Un observateur étranger — qui n'est pas particulièrement favorable au régime — nous confirme que, à la suite des interventions de la base, 30 % des propositions du dernier plan (1976-1980) ont été complètement remaniées. Sans doute les choix essentiels relèvent-ils de la seule initiative du sommet ; mais — dans ce domaine-là, en tout cas — l'information circule, un dialogue s'instaure et, s'il paraît excessif d'avancer, comme le directeur du complexe autos-tructeurs de Tirana, que « les ouvriers trouvent toujours que les normes sont trop basses », la participation, du moins, semble réelle.

Ce qui la facilite, c'est encore la très faible distance objective (matérielle) — et donc subjective — entre les « exécutants » et les « dirigeants » : s'il existe un pays où l'inégalité devant l'argent est la plus petite, c'est assurément l'Albanie. D'abord de un à trois, l'éventail des rémunérations s'est resserré de un à deux et demi en 1973 (les traitements supérieurs à 900 leks ont été réduits de 4 % à 25 %, ceux des enseignants et des scientifiques, de 14 % à 20 %) ; l'écart est aujourd'hui de un à deux : un ouvrier agricole gagne 600 leks, le doyen de la faculté de sciences juridiques et politiques (qui ne fait aucun mystère de son salaire : personne ici ne mesure sa valeur à son poids d'argent) 1 100 (1).

Souvent, c'est le travail — plus que le titre — qui fait la rémunération : tel président de coopérative gagne 1 000 leks, mais un coopérateur, s'il ne ménage pas sa peine, peut obtenir davantage ; un jeune médecin touche 700 leks, mais Rabian Faslin, ouvrier exemplaire du combinat textile de Korça (elle a mis au point un mécanisme qui diminue le nombre de pannes), 900.

(Lire la suite page 38.)

(1) 1 lek = 0,09 franc environ.

(Suite de la page 37.)

Les primes qui s'ajoutent éventuellement à ces gains ne dépassent jamais 10 % du salaire.

Les hauts fonctionnaires et les responsables du parti respectent, pour l'essentiel, ces règles d'austérité : l'Albanie socialiste n'a pas vu naître ces nouvelles classes qui, ailleurs, ne se distinguent des anciennes que par leur superbe de parvenues.

Sans doute les dirigeants ont, ici aussi, des avantages : villa de fonction à Tirana comme à Durrës, au bord de la mer, les deux ou trois rues où ils résident sont interdites au public, voiture de service ; mais s'il est vrai — comme l'affirment des observateurs — que quelques-uns s'habillent et se soignent de préférence à Paris ou à Rome, ces privilèges et leurs familles ne constituent qu'une minorité très réduite (cinq cents, mille personnes ?) et très discrète ; au demeurant, aucun d'eux, de par sa position, n'est à même de faire fortune et celles que soient les libertés que quelques-uns puissent prendre avec les principes proclamés, la volonté d'égalitarisme est réelle.

Modestes (encore que dans chaque famille il n'est pas rare que deux ou trois personnes travaillent), les rémunérations permettent à tous de vivre très décemment. Les prix ne montent pas (depuis une quinzaine d'années, ceux de treize articles de consommation courante ont baissé), et ils sont peu élevés : le loyer représente un à deux jours de salaire (20-25 leks), un trajet en bus, 0,30 lek, un repas à la cantine, 1,5 lek.

Les denrées de base sont accessibles à tous : 1 kilo de pain coûte 2 leks ; les œufs, 0,70 lek pièce ; le riz, 7 leks le kilo ; le sucre, 8 leks ; les pommes de terre, 1,40 lek ; les tomates, 1 lek ; les pêches, 2,6 leks ; un pot de confiture, 3 leks. Les vêtements coûtent plus cher (chemise, 25 leks ; pantalon, 50 leks ; costume ou popeline, 600 leks ;

chaussures, 50-60 leks), et l'équipement ménager, encore plus : il faut un mois de travail pour acheter une cuisinière ou un aspirateur (700 leks) ; c'est également le prix d'une bicyclette, près de cinq mois pour un téléviseur (4 000 leks), mais un poste de radio ne coûte que 300 leks.

Tous ces comptes sont assez formels, dans la mesure où de nombreux services sont gratuits — ou presque : l'école (toutefois, on achète les manuels ; au total, 40 à 50 leks par enfant), la santé (l'Albanie, qui comptait 1 médecin pour 17 000 habitants en 1938, en a maintenant 1 pour 820), les vacances (deux jours pour les adultes, deux mois pour les scolaires).

Crèches et bibliothèques

LES parents — qui ont déjà à leur disposition 2 550 crèches et 2 427 « jardins » — peuvent envoyer leurs enfants dans les très nombreux camps de pionniers installés au bord de la mer ou à la montagne : le transport est gratuit ; le séjour — deux semaines — coûte de 100 à 150 leks. Les travailleurs, moyennant une dépense qui équivaut au sixième de leur salaire, peuvent se détendre dans un centre de repos — un sur 32 000 places. A moins qu'ils n'exercent — tels des mineurs ou ce radio-technicien rencontré à Durrës — un travail particulièrement pénible ou dangereux : dès lors, ils ont droit à un séjour annuel.

En vacances ou dans la vie quotidienne, les Albanais, enfin, ne manquent ni de spectacles ni d'activités culturelles. Les troupes étrangères, en particulier, sont très appréciées : lors de notre

passage, un ensemble folklorique grec donnait des représentations dans les principales villes du pays ; à Tirane, un cordon de policiers eut du mal à empêcher la foule de prendre d'assaut le palais de la culture, où les Grecs chantaient et dansaient.

Un peu partout, des musées (14 nationaux, 1 811 locaux) — musées ethnographiques, archéologiques, d'armes anciennes et modernes, de l'athlétisme, des expositions et des galeries d'art attirent le public : des 9 heures, au musée ethnographique de Tirane, des familles entières — venues seules, — des adolescents et des retraités s'intéressent au passé de leur pays.

Les bibliothèques (1 bibliothèque municipale en 1938, 47 en 1980) sont aussi très fréquentées : dans celle de Tirane, un matin du mois d'août, un agronome déchiffrait, pour son plaisir, d'anciens textes turcs sur l'Albanie ; une jeune secrétaire, en congé de maternité, parcourait le *Litté* ; un étudiant en droit lisait le *Bête humaine*.

Il n'est pas d'entreprise qui ne dispose d'une bibliothèque généralement bien fournie : si, dans chacune, figurent en bonne place les œuvres complètes d'Enver Hoxha (les 33 volumes, reliés en rouge, se retrouvent aussi bien dans le bureau d'un médecin-chef — « leur lecture m'inspire », nous déclare un pédiatre — que dans le hall d'une maison de repos), on peut aussi y découvrir les grandes œuvres de la littérature mondiale. Ainsi, les paysans de la coopérative de Plassa ont lu — les livres sont écumés, bien des pages sont froissées ou recollées — Homère et Shakespeare, B. Brecht et Hemingway, Dickens, Balzac et Dostoïevski, Tchekhov et Ibsen, Zola, J. Vallès, Mopassant — et bien d'autres. Ils lisent en moyenne — comme chacun dans ce pays — quatre livres par an.

voient son démantèlement et, deux ans plus tard, Turcs, Grecs, Italiens, la transformant en champ de bataille : près de cent mille Albanais — sur une population de huit cent mille habitants — meurent pendant la première guerre mondiale.

La paix revenue, l'Albanie fait l'objet de nouveaux marchandages : Grecs, Yougoslaves, Italiens, s'adjugent des parties de son territoire — tandis que ses rois, choisis par l'étranger ou à sa solde (Istet Zog I^{er}), l'abandonnent à l'exploitation des monopoles : dès 1925, Anglais, Français, Américains, Italiens, s'arrachent les concessions pour la prospection des champs pétrolifères (l'Anglo-Persian Oil Co obtient par exemple 220 000 hectares et, à partir de 1930, le capital italien règne en maître sur le pays : pétrole, houille, minerais, énergie électrique, — les principales richesses tombent aux mains des sociétés étrangères ; et c'est un groupe financier italien qui fonde la première banque « nationale » (2).

Annexée par l'Italie en 1939 — et définie comme « une monarchie constitutionnelle héréditaire au sein de la nation de Spécie » — occupée par les troupes mussoliniennes puis, en 1942, par l'armée allemande, l'Albanie devient un champ de bataille. Et, entre, à son tour, dans la bataille : mettant à profit les ressources du relief — montagneux, dans les trois quarts du pays, — des groupes de partisans déclenchent la guérilla, mènent des embuscades, mettent en déroute des garnisons et, peu à peu — sous l'aide d'aucune puissance alliée — libèrent le pays : le 29 novembre 1944, l'armée populaire, forte de soixante-dix mille hommes, chasse du territoire national le dernier occupant. L'Albanie est libre et indépendante. Pour la première fois de son histoire.

Il n'est pas un Albanais qui ne sache les hauts faits de ses aïeux. Et qui ne soit reconnaissant au parti communiste — né en 1941 et principal organisateur de la résistance — d'avoir conduit le pays à la victoire. Pour un peuple qui a connu, pendant des siècles, l'occupation étrangère et l'humiliation de la défaite, la paix dont il jouit depuis trente-six ans est encore perçue comme un inestimable bienfait.

Du passé, les Albanais se rappellent aussi les vendettes (totallement disparues), la misère (non mourant jeune : en moyenne, à trente-huit ans), les jours sans pain (peu de terres étaient cultivées : en 1945, 300 000 hectares), les maladies qui décimaient la population (tuberculose, polio, syphilis), les villages à l'abandon (pas d'eau ni d'électricité), l'analphabétisme généralisé (87 % des habitants), l'absence de routes et de moyens de transport, l'abandon des marécages (175 000 hectares).

Plus sèchement, sans doute, que les récits des paysans — tel coopérateur retraité se souvient d'avoir été battu par les gendarmes, lors de la « manifestation pour le pain » de février 1936 à Korça, — il n'est pas de chiffre qui ne dise la pauvreté du pays il y a tout juste quarante ans : près de 90 % de la population vivait à la campagne, à la merci des grands propriétaires terriens ; 77 % de la paysannerie ne détenaient que le tiers des terres cultivables — en 1938, « sur 186 000 hectares de terres ensessemées, 22 000 appartenaient à cinquante-trois familles (3) », — l'industrie n'assurait que 4 % du revenu national, chaque habitant ne disposait que de 9 kWh d'énergie électrique (à la même époque, un Italien : 375, un Yougoslave, 75). Soumis à l'étranger et à leurs propres féodaux, les Albanais étaient le peuple le plus pauvre d'Europe.

Un socialisme sans dissidents



Du travail, un logement, des loisirs, une vie décente pour tous : les Albanais sont-ils réellement ce peuple heureux que suggèrent les apparences ? N'y a-t-il pas quelque part, cachées à l'observateur étranger, des frustrations et des aspirations que les contraintes du système — ou de la situation — les empêchent de satisfaire ?

Il est évident que, là comme partout ailleurs, les institutions — collectives par nature — n'apportent pas de solution aux problèmes individuels et que l'intervention bien intentionnée (« discrète », nous dit-on) d'un comité d'immeuble dans un ménage désuni ne remède pas, comme par miracle, à la mécontentement d'un couple...

Il est également certain que les mêmes institutions limitent la liberté créative de l'artiste, l'émancipation du romancier, le Grand Hiver, que les instances supérieures du parti jugent trop « pessimiste », et Dritero Agolli, président de l'Union des écrivains, nous déclarait que, selon lui, toute société possède quelques valeurs « soviétiques » qu'il n'est pas question de contester : « Mais nos artistes, regrette-t-il, « en rajoutent » : est-il nécessaire que de jeunes mariés, pendant leur nuit de noces, s'embrassent dans la réalisation de plans ? » Ce « schématisme », Dritero Agolli n'hésite pas à le dénoncer dans ses articles, mais il ne peut pas — le voudrait-il — discuter du bien-fondé du réalisme socialiste, ou à la force de loi : « L'art doit éduquer les masses », nous dit un peintre, Foto Stamo, qui, après avoir composé des tableaux d'une grande beauté (telles les *Mendiantes* — trois femmes, vêtues de noir, penchées sur un pain, ne représentent plus, depuis la libération, que des travailleurs musclés et des moissons abondantes).

Il est probable, enfin, que des jeunes, notamment des étudiants, désirent mieux connaître une culture qu'on ne cesse de leur dire « désuète ». Ou apprécier davantage par eux-mêmes des auteurs dont on ne leur parle que pour les rejeter : Gramsci, Lukács, Althusser. « Ce ne sont pas des marxistes », estime M. Zia Xholi, doyen de la faculté des sciences politiques ; « nous les étudions pour les critiquer. » Si la bibliothèque de cette faculté reçoit des revues et des journaux étrangers (le *Parade*, le *Monde diplomatique*, *Rinascita*, les *Temps modernes*), certains déplorent que cette ouverture sur l'extérieur soit trop étroite : leur parle-t-on de Freud, considéré comme « bourgeois » et « obsédé », ils sont vivement intéressés.

Mais ceux-là mêmes (essentiellement des intellectuels) qui formulent des réserves, ou des regrets, ne remettent pas en question, pour l'essentiel, un système qu'ils jugent tous « globalement positif ». Aucun samizdat ne circule sous le manteau, aucun étudiant, à la fin de son séjour à l'étranger, n'a refusé de revenir, aucun cadre en mission, aucun artiste en tournée n'a choisi la « liberté » : l'Albanie est le seul pays socialiste qui n'ait pas de dissidents. Le seul où de simples citoyens n'essaient pas, comme ailleurs, de franchir clandestinement la frontière. Si l'étranger était une tentation permanente, construirait-on des parcs, des fermes, des entre-

prises à sa proximité immédiate ? Dans le Sud, des coopératives sont installées à moins de 300 mètres du territoire grec ; à Pogradec, au bord du lac d'Orhid — mi-albanais mi-yougoslaves, — un vaste jardin public longe, à une centaine de mètres, la frontière.

Autodiscipline ? Sans doute. Surveillance rétroactive (« Soyez vigilants ! », peut-on lire un peu partout) — sans parler des éventuels champs de mines et des barbelés ? Peut-être. Crainte de représailles contre la famille restée au pays ? Peut-être encore. Mais l'on n'explique jamais le comportement d'un peuple par de seules raisons négatives, surtout quand il s'agit de l'Albanie où, s'il y a bien, d'ailleurs visibles de la route (près de Shkodra au nord, ou de Ballsh au sud) quelques « centres de rééducation » pour délinquants, personne — aucun diplomate étranger, en particulier, — n'a jamais vu venir de l'existence du moindre gulag. Si aucune opposition, même larvée, ne se manifeste, c'est peut-être seulement dans la force dissuasive de l'appareil répressif qu'il convient d'en chercher les raisons.

Les uns sont d'ordre historique : les Albanais, dans l'ensemble, sont satisfaits du régime parce qu'ils savent tous — les anciens, d'expérience, les plus jeunes, par l'école et la for-

mation politique qu'elle dispense — qu'il n'y a plus de maître à penser. L'évocation du passé ne peut que valoriser le présent — et cette évocation est constante : innombrables monuments à la gloire de Skanderbeg, le héros national qui, au XIV^e siècle, lutta plus de vingt-cinq ans contre les Turcs, reconstruction de forteresses-musées, « cimetières des martyrs dans chaque village, il n'est pas rare de croiser, le long des routes, des groupes de paysans chargés de couronnes, qui vont fleurir la tombe de patriotes, et plus d'un promeneur, le soir, se rappelle sans doute, sur la grand-place de Gjirocastro, ces deux jeunes filles de dix-huit ans, pendues par les Allemands en 1942. A chaque pas — stèle, plaque funéraire, simple pancarte — surgit le souvenir d'une histoire que scandent les guerres et les massacres.

Partie intégrante de l'empire romain puis de l'empire byzantin, l'Albanie, au cours des siècles, n'a cessé d'être annexée, envahie et pillée. Occupée successivement par les Serbes (VII^e s.), les Bulgares (IX^e et X^e s.), les Grecs (du XIV^e au XIX^e s.), elle n'acquiesce sans indépendance — à la suite de multiples révoltes qui jalonnent le XIX^e siècle — qu'en 1912.

Indépendance précoce : la même année, des accords secrets entre les grandes puissances (Russie, Grande-Bretagne, Autriche-Hongrie) pré-



Il suffit de visiter l'exposition industrielle de Tirane pour se rendre compte des progrès accomplis.

Partout des machines, fabriquées dans le pays — tel ce tracteur, placé en évidence à l'entrée, et sorti l'an dernier du combinat Enver Hoxha de Tirane. Ou encore cette

haut, 300 tonnes), capable d'explorer le sous-sol à une profondeur de 5 000 mètres, qui coûte 2 millions de dollars, et que les Albanais construisent eux-mêmes.

Plus loin, des spécimens des principales richesses minières (chrome, cuivre, fer, nickel, charbon) et des matériaux : combinat sidérurgique d'Elbasan (où l'on produit cinquante sortes d'acier), centrales hydro-électriques, d'une puissance de 500 000 kWh (l'Albanie fournit de l'électricité à la Grèce, à la Yougoslavie, à l'Italie), presse de 260 tonnes. Ailleurs encore, des machines-outils, de l'outillage, des pièces de rechange (pour ne pas être à la merci de ses fournisseurs, l'Albanie fabrique elle-même 90 % de ces pièces), des appareils ménagers, de l'équipement sanitaire, des vêtements, des meubles.

Indépendante de l'étranger dans le domaine énergétique (elle dispose d'assez de pétrole pour en exporter et compte doubler d'ici à deux ans sa production actuelle : 2 millions de tonnes), elle s'est équipée d'une industrie qui lui permet de satisfaire, à 85 %, les besoins essentiels de sa population. Comme de répondre aux exigences de son développement. Complexes métallurgiques et chimiques, combinats textiles, usines de constructions mécaniques, industries légères et alimentaires fournissent en quantité croissante biens d'équipement et de consommation.

L'agriculture (qui occupe 66 % de la population et absorbe 54 % des investissements) connaît un essor comparable. Les marécages ont été asséchés, la superficie des terres cultivées — et irriguées — a doublé (700 000 hectares) : partout on a construit des barrages et des lacs artificiels (l'un d'eux, près de Fier, a une capacité de 567 millions de mètres cubes), planté des arbres, enrichi le sol (de 7 quintaux à l'hectare en 1938 à 47 quintaux aujourd'hui), mois de 11 quintaux à 70 quintaux, betteraves, riz, houblon, tabac, fruits et légumes — augmentent régulièrement : depuis trois ans, les Albanais produisent eux-mêmes le pain qu'ils consomment.

Des progrès visibles pour tous

Mais les mesures techniques n'expliquent pas, à elles seules, les progrès de l'agriculture : ces progrès tiennent aussi — et peut-être d'abord — à l'adhésion des paysans à leur nouveau statut. Réussite probablement unique dans les pays socialistes : le lopin de terre personnel (1 000 mètres carrés), l'élevage individuel (une vache, dix moutons), ne mobilisent pas l'essentiel de la force de travail. Qui s'investit d'abord dans l'entreprise collective. Sur les terres des fermes d'Etat (véritables centres agro-industriels, comparables aux sovkhozes, où les paysans, payés au mois, sont assimilés à des fonctionnaires), dans les domaines des coopératives ordinaires ou de type supérieur (plus vastes, plus mécanisées que les premières, et bénéficiant d'une aide importante des pouvoirs publics).

Ce succès, le régime le doit, entre autres, à une politique fondée davantage sur la persuasion que sur la contrainte : dès la libération, il nationalise les domaines des grands féodaux, qu'il transforme en fermes d'Etat, puis invite les paysans à se regrouper en coopératives. Qu'il y ait eu des résistances, c'est certain : le pouvoir mit vingt ans pour réaliser la collectivisation complète de l'agriculture (1966). Mais durant cette période, les hésitants eurent tout loisir de comparer leur statut à celui des coopérateurs ou des ouvriers des fermes d'Etat : travaillant avec des instruments archaïques, obligés d'écouler eux-mêmes leur production, ils bénéficiaient d'aucune garantie sociale (par exemple, la retraite), ils compriment où était leur intérêt. D'autant plus que l'Etat dispensait généreusement aux autres son aide technique, sociale, culturelle. Contribuant, par là même, à transformer radicalement leurs conditions d'existence.

Nos précédents articles :

— Georges Frelastre, *L'Albanie d'Enver Hoxha, un monarque marxiste*, novembre 1974.

— Eric Vigne, *Albanie : les nouveaux moyens pour faire échec au bureaucratisme*, décembre 1976.

— Yves Letourneau, *Albanie : à contre-courant du nouvel ordre international*, août 1977.

— Eric Vigne, *Indépendance nationale et souveraineté économique*, mai 1977.

— Eric Vigne, *Albanie : les nouveaux désaccords avec la politique de l'Europe*, mars 1978.

— Eric Vigne, *L'Albanie, l'Europe et l'orthodoxie socialiste*, octobre 1978.

C'est ce que montre la visite de n'importe quelle coopérative. Par exemple celle de Vrisena, située, au sud du pays, près de la frontière grecque et habitée par une minorité d'origine grecque.

Produisant du blé, du maïs, des haricots blancs, du tabac, elle regroupe dix-sept villages et compte huit mille habitants. Qui vivent, comme tous les paysans, dans de coquettes maisons qu'ils ont eux-mêmes construites, toutes entourées d'un jardin, et généralement bien équipées : eau courante, électricité (le pays a été totalement électrifié en 1970). Chaque village a sa crèche et son jardin d'enfants, son école primaire — où l'enseignement se fait en grec, — un foyer culturel, un centre sanitaire, des magasins.

Fier de nous présenter « son » domaine, le président de la coopérative (élu, et réélectable à tout moment, à la demande de l'Assemblée générale des paysans) nous introduit dans la librairie (livres grecs et albanais, traductions : sur un rayon, les *Mésalliances*), puis nous conduit dans une sorte de petit supermarché où les coopérateurs trouvent aussi bien des denrées que des vêtements ou des appareils ménagers, et insiste pour que nous visitions l'hôpital — d'une propreté remarquable.

« Pourquoi voulez-vous que nous regardions avec envie ceux d'en face ? nous dit-il, en désignant, à moins de 2 kilomètres, un petit village grec planté sur un piton. Ils sont beaucoup plus pauvres que nous — ils sont pas de routes, pas d'électricité, pas de médecins, — et le plupart des hommes émigrent pour trouver du travail. L'été dernier, quelques familles grecques ont rendu visite à des cousins, qui vivaient ici : plus d'une a eu envie de rester. » Propagande ? Peut-être ; mais la politique suivie dans les campagnes ne le rend pas invraisemblable.

Paix, travail, éducation : il n'est pas un citoyen qui ne constate, dans sa propre vie, les progrès accomplis. Qui, d'année en année, ne trouve dans les magazines d'avant-garde d'articles et de meilleure qualité (« il y a dix ans, nous dit un observateur, nous s'habillaient avec le même tissu — gris »). Qui ne perçoit, très concrètement (routes, logements, hôpitaux), les résultats de ses efforts. Et qui ne soit convaincu que, s'il vit déjà infiniment mieux que ses parents, ses enfants vivront beaucoup mieux que lui. En faut-il beaucoup plus pour obtenir un consensus ?

(2) Cf. H. Barla, V. Topi, *L'Albanie socialiste sur la voie de l'industrialisation*, Tirane, 1978.
(3) G. Frelastre, *Paysans et Collectivisme*, Gijaa, Paris, 1977, 283 pages.

BIBLIOGRAPHIE

- J. Bertolino, « Albanie, la sentinelle de Staline », Le Seuil, Paris, 1978, 247 pages.
- G. Castellan, « L'Albanie », coll. « Que sais-je ? », PUF, Paris, 1980, 128 pages.
- N. Martin, « La forteresse albanaise », Fayard, Paris, 1979, 265 pages.
- S. Pollo et A. Puto, « Histoire de l'Albanie », Ed. Horvath, Besençon, 1974, 371 pages.
- T. Schreiber, « L'Albanie, évolution politique, économique et sociale », la Documentation française, Paris, 1978, 118 pages.
- E. Zakhor, « Albanie », Le Seuil, coll. « Petite Planète », Paris, 1972, 190 pages.



plus séduisantes qu'elles ne le sont, de susciter des aspirations actuellement impossibles à satisfaire.

Vivant — presque — dans une forteresse aux portes soigneusement verrouillées (y compris pour l'étranger : les visas s'obtiennent très difficilement — après enquête, — et le voyageur ne quitte l'avion qu'après vérification de son passeport par l'officier qui l'attend, escorté d'un soldat en armes, au pied de la passerelle), les Albanais n'ont d'autres repères que ceux que leur propre histoire leur fournit.

Sans doute une minorité a-t-elle quelques contacts avec l'extérieur : des enseignants de Tirana donnent des cours dans les universités du Kosovo, des cadres, des étudiants se perfectionnent en France (30 cette année, 60 l'an prochain), en Italie, en Suisse, et les familles de 500 000 Albanais vivent en Yougoslavie, 200 000 aux États-Unis, 80 000 en Grèce, 60 000 aux États-Unis — peuvent régulièrement se retrouver : quelle que soit leur nationalité actuelle (y compris américaine), ceux qui sont nés en Albanie, ou de parents albanais, reçoivent facilement l'autorisation de rendre visite à leurs proches.

Mais leurs proches ne peuvent leur rendre la pareille : les Albanais n'ont pas le droit de quitter leur territoire. Comme ils n'ont pas le droit d'entretenir des relations avec les étrangers qui visitent (uniquement en voyages organisés) leur pays, ou y résident (tels des enseignants de l'Institut de langues vivantes).

Aucun texte n'interdit pareilles rencontres, mais la pratique (et la prudence) les rendent impossibles. L'étranger est toujours tenu à distance : sur les plages (à Durës, deux panneaux délimitent l'emplacement réservé aux touristes), dans les hôtels (où une partie de la salle à manger, quand il y en a une, est toujours réservée à des hôtes éventuels), les magasins (où l'étranger — courtois seulement — est servi en priorité).

Même entre amis, cette distance subsiste : fréquente-t-on pendant trois semaines (ou beaucoup plus) des autochtones, une sympathie prend-elle forme, certaines limites ne sont jamais franchies : les Albanais ne reçoivent pas l'étranger chez eux, n'accueillent de lui aucun présent (souvent assimilé à une tentative de corruption) — et, bien entendu, les relations sentimentales sont proscrites : un étudiant de Tirana, nous assure-t-on, qu'on voyait un peu trop souvent avec une étrangère fut envoyé en province.

Il se peut que cet ostracisme — ou certaines de ses manifestations — ait un arrière-plan culturel : fortement influencés par la civilisation arabe (où le paraitre — et l'apparat — ont une si grande importance), les Albanais, qui accueillent si fastueusement leurs hôtes, hésitent peut-être à introduire dans des logements souvent modestes et exigus des étrangers qu'ils savent plus fortunés, mieux pourvus — et non toujours dépourvus de malveillance : en 1913, Vlodan Georgevitch, ancien président du conseil des ministres de Serbie, n'écrivait-il pas que les Albanais, au neuvième siècle, étaient des « hommes à queue » ? Il y en a de deux sortes, les uns avec des queues de chèvres, les autres, avec de petites queues de cheval. Ceux qui en sont munis sont des hommes très robustes... » (4).

Encore marqués par le mépris dont ils furent longtemps l'objet, peut-être ont-ils développé, en retour, des mécanismes de défense qui tendent à les isoler : vivre entre soi, n'est-ce pas un réflexe de peuple longtemps opprimé ? Tenant extrêmement à leur nationalité et subjugués, il n'est pas étonnant qu'un historien en 1840, que les Skiptars le montrent si opulents à cause de leurs richesses catoliques et leurs usages... » (5).

La collectivité avant l'individu

MAIS quelles étaient les origines de cette attitude, il est évident que le pouvoir l'encourage : invitant les citoyens à une « vigilance » de tous les instants, la propagande donne indirectement des étrangers une image peu séduisante. A s'entendre répéter que l'Albanie est entourée d'ennemis, comment ne pas voir en eux des « espions » (réels ou en puissance) ? Ou des individus porteurs d'une idéologie « perverse » (« féodal-bourgeoise », « social-traitre », « révisionniste ») ? Ou encore des « dégénérés », vivants témoins — de leur barbe, leurs cheveux trop longs, leurs pantalons trop étroits ou leurs jupes trop courtes — de la « décadence » occidentale ? L'intérêt de la collectivité prime celui de l'individu, plus explique l'un de nos accompagnateurs : s'écarter de ses chemins, c'est s'écarter de soi, de la fierté.

Ces clichés ont fini par marquer la population. D'où ces regards — d'une curiosité mêlée de xénophobie, comme l'avaient certains — qu'on porte, d'aussi loin qu'il l'aperçoit, sur l'étranger. Qui n'est jamais seul dans la foule, mais toujours observé, épié, lippé — même s'il a les cheveux courts et les ongles en évidence. D'où ces hésitations, chez beaucoup de nos interlocuteurs (que nous avons toujours rencontrés en présence d'interprètes officiels) à nous donner des informations qui ne compromettent guère, pourtant, le secret de l'État : telle directrice d'un jardin d'enfants — en fonction depuis vingt-six ans — ne se souvient plus du montant exact de la participation parentale ; tel ingénieur, dans une raffinerie se rappelle brusquement le chiffre annuel de la production pétrolière quand nous le citons nous-mêmes ; tel

« Vigilance » dans une société fermée

professeur de français rougit quand nous le questionnons sur ses besoins : « Non, non, dit-il précipitamment, tout va bien, j'ai un réfrigérateur, une machine à laver, un réfrigérateur, je ne manque de rien. »

La méfiance est telle que, à la limite, on ne parle pas à un étranger : s'identifiant spontanément à une sorte d'entité abstraite (ou parti en soi, à la révolution, au socialisme), on lui tient, la plupart du temps, un langage stéréotypé ; à travers le je de l'interlocuteur, c'est le nous collectif qui s'exprime : « Grâce à l'action du parti et du gouvernement... Le camarade Enver Hoxha... » — ces formules reviennent comme des incantations, et l'on prend soin, chaque fois qu'on cite les Chinois ou les Soviétiques, de rappeler que les uns sont des « révisionnistes » et les autres des « impérialistes ». Jamais une faille n'apparaît, par où quelque chose d'« humain » — de subjectif ou de singulier — s'échapperait : pendant plus de deux heures (mais ce n'est qu'un exemple parmi tant d'autres), M. Agim Popa, directeur du quotidien Zeri i Popullit (« La Voix du Peuple »), nous tint, sur la presse, la dictature du prolétariat et le stalinisme (« le goulag, ce sont des colonnes »), un discours parfaitement monolithique. Qui était le refus même du dialogue.

Il se peut que chez les cadres supérieurs ce langage soit davantage imposé par leurs fonctions que par leur intime conviction ; mais il paraît certain que, chez la plupart, il fonctionne comme un discours possible de légitimation. Qu'aucun autre ne court, par ses dessous, qu'il existe une concordance entre ce qu'on dit et ce qu'on pense : fermée sur elle-même, la société albanaise est probablement la société la plus homogène (la plus homogénéisée) qui soit. La seule qui ait réussi à se donner une conscience collective aussi bien partagée. Et à faire en sorte que chacun reprenne à son compte, en les intériorisant, les normes et les valeurs du groupe.

« L'ordre Marxisme-Léninisme ! » (« Le Vite le marxisme-léninisme ! »). « Le marxisme-léninisme est chez nous l'idéologie dominante » : multiples slogans (un peu partout, sur les flancs des collines et des montagnes, des poysans ont composé avec des pierres blanches, et en lettres géantes, le nom d'Enver Hoxha), panneaux, portraits (Marx, Engels, Lénine, Staline), affiches, discours ne constituent que l'un des éléments — le plus visible, peut-être pas le plus important — d'une organisation sociale qui fonctionne



une morale (ou un moralisme) qui ne rompt pas, ou pas tellement, avec le passé. Même si, dans certains domaines, il s'est efforcé d'innover.

La condition des femmes, par exemple, s'est très nettement améliorée. Elles ont les mêmes droits que les hommes, participent à la production (elles représentent 46 % de la population active, 40 % des cadres moyens, 30 % des cadres supérieurs), ont accès à presque toutes les fonctions ; si, au sommet, les hommes dominent et décident, les femmes sont parties prenantes de la vie politique (33,3 % des députés, 30,8 % des juges de la Cour suprême) et économique : beaucoup sont directrices d'usines, présidentes de coopératives, médecins, ingénieurs.

Le changement est incontestable, mais il s'est accompli à l'intérieur d'une continuité plus profonde : l'image de la femme ne s'est pas radicalement transformée, elle se définit essentiellement comme mère, et la propagande exalte constamment « sa mission la plus noble ». Contraception, avortement, sont interdits ; « consacrés » par le mariage, la famille reste l'une des valeurs de base de la société.

Il en résulte, comme autrefois, une morale très puritaine, qu'ailleurs on qualifierait volontiers de petite bourgeoisie : les relations sexuelles préconjugales, nous déclare l'une des représentantes de l'Union des femmes, Mme Violetta Hoxha, ne sont pas tolérées par l'« opinion » ; la virginité reste tabou, et sa perte « prématurée » est un signe de « dégénérescence ». Le mariage ne laisse pas tomber les fastes, dit Mme Hoxha, on s'en occupe, l'adultère, quand il est connu, déclenche un processus de normalisation (on intervient auprès du « coupable », on tente de le réintégrer dans le droit chemin), et l'homosexualité est une « tare » (« Ça existe », chuchote-t-elle, « mais ça ne se voit pas »).

Il ne semble pas que cette morale et, plus généralement, ce mode de vie, soient éprouvés comme une insupportable contrainte. Précisément parce qu'ils sont supportés par la tradition et inculqués très tôt aux enfants : dès la maternelle, où ils entrent à quatre ans, petits garçons et petites filles (qui ne portent plus que les prémisses de leurs ancêtres illyriens : Ilir, Alban, Louan) apprennent à respecter les valeurs du groupe : travail, famille, patrie, qu'ils célèbrent dans des poèmes et des chansons.

Propre, juffus, bien peignée, une petite fille de quatre ans, dans ce jardin d'enfants de Tirana que nous avons visité, berce une poupée : « Mon petit, fredonne-t-elle, nous sommes comme toi, belle poupée, nous avons une mère, et c'est notre parti » ; un bambin se réjouit de l'achèvement d'un combinat de tracteurs, d'autres vantent les exploits de Skanderbeg et la direction « pota-

d'abord comme une machine à fabriquer du même. Qui est programmée de telle sorte qu'elle produise des individus identiques. C'est-à-dire qui s'identifie à autre chose qu'eux-mêmes. Qui ne se conçoit que comme les attributs d'un être collectif et transcendant : la nation. Ou comme les agents anonymes d'un projet historique qui les dépasse : la réalisation du communisme.

La naissance de l'« homme nouveau » exigeait qu'on fit table rase des pratiques et des idéologies qui s'y opposaient. Entre autres, de la religion. Mais, soucieux de ne pas heurter trop violemment les mentalités (et retenu par les urgences économiques), le pouvoir temporisa vingt ans ; puis, en 1967, il décida la fermeture des 2 169 églises et mosquées du pays (où l'on comptait 28 % d'orthodoxes, 12 % de catholiques, 60 % de musulmans).

Il est encore possible d'admirer certains édifices, conservés comme « monuments de culture » ; mais la plupart ont été transformés : la cathédrale de Shkodra — où s'est tenu, en 1973, le septième congrès de l'Union des femmes — est devenue un palais des sports, l'évêché — qui n'abritait qu'une personne, comme le rappelle une inscription — est actuellement un hôtel qui peut en héberger quarante-deux, l'église des Franciscains, une salle de spectacle.

A Shkodra, un musée de l'athéisme évoque les méfaits de la religion : à l'entrée, deux visages de femmes — l'un barré par une croix (sur les yeux, le nez, la bouche), l'autre par une mosquée ; plus loin, des photos — une gamine de dix ans fiancée à un vieillard, de hauts dignitaires du catholicisme et de l'islam qui accueillent avec respect des représentants du Duce et du Führer, — des armes, soignées dans les couvents et les presbytères bien après la libération, des citations (« La civilisation ne pourra atteindre son plein épanouissement aussi longtemps que la dernière pierre de la dernière église ne sera pas tombée sur la tête du dernier prêtre » — Zolai, des tableaux : « A Shkodra et dans sa région, on trouvait, en 1938 : 144 églises et monastères, 34 écoles, 1 hôpital. On trouve aujourd'hui : 0 église, 357 écoles, 408 centres sanitaires. »

Il ne semble pas que la campagne antireligieuse ait suscité une vive opposition. Au début du siècle déjà, des voyageurs, tel Jean Godard, constatent qu'« il n'y a aucun fanatisme en Albanie ; avant tout l'Albanais est albanais ;

Une morale très puritaine

nelle » de son successeur, Enver Hoxha, une gamine chante les réalisations économiques de l'Albanie nouvelle, tandis que, dans une salle voisine, des enfants de cinq ans préparent un spectacle de marionnettes : « Collaborateurs et partisans » ; les discussions paraissent vives : « C'est que personne, nous dit la directrice, ne veut être collaborateur. » Ailleurs, d'autres enfants dessinent des machines qu'ils ont vues lors d'une récente visite d'entreprise.

Demain, l'école, l'armée, l'usine, parachèveront cette formation. Qui, dans une société monolithique où chacun vit à l'unisson du groupe, ne peut donner, au bout du compte, qu'un Albanais heureux. Et heureux, d'abord, d'être albanais. En quoi, d'une certaine façon, il est bien cet « homme nouveau » que le régime s'est proposé de créer.

« Compter sur ses propres forces »

PARTI, peuple, Enver : il n'y a aucune raison de penser que cette alliance puisse se briser. L'œuvre commencée il y a trente-six ans est loin d'être achevée, et les circonstances présentes ne peuvent que renforcer la cohésion nationale. Confrontés à un monde qu'ils jugent hostile (« Pourquoi les grandes puissances s'arment-elles ? dit M. Agim Popa. Partout les budgets de guerre augmentent : est-ce pour préparer la paix ? »), les Albanais s'opposent, unanimes, à faire face.

Mais n'exagèrent-ils pas les risques d'agression ? La mobilisation permanente que les dirigeants imposent à la population (entraînement militaire intensif, construction d'innombrables petits blockhaus) n'a-t-elle pas surtout une fonction idéologique ? Même si la presse dénonce régulièrement les « visées expansionnistes » des « révisionnistes » et des « impérialistes » (soviétiques et américains), les relations avec la Grèce et la Yougoslavie sont en voie de normalisation : pour la première fois depuis 1948, un ministre albanais, en juillet dernier, a été reçu officiellement à Belgrade et a visité plusieurs régions du pays.

N'est-il pas également excessif de dénoncer — comme le font bien des slogans — le « blocus » économique dont l'Albanie serait victime ? Même si les accords commerciaux avec les États socialistes ne sont pas toujours respectés (retard dans les livraisons, brusque annulation d'une commande : la Hongrie cassa d'acheter du tabac lorsque Tirana condamna l'intervention soviétique en Afghanistan), l'Albanie est en relations avec une centaine de pays, et les échanges — qui s'élevaient l'an dernier à 600 millions de dollars — s'accroissent régulièrement.

Exportant des matières premières et — de plus en plus — des produits semi-finis (65 % des exportations), important encore des biens d'équipement (notamment des machines d'une haute technologie), l'Albanie est de plus en plus présente sur le marché mondial. Si la Yougoslavie est (devenue son premier partenaire — très loin (135 millions de dollars cette année) devant la Roumanie (33,5), la Pologne (23), la République démocratique allemande (16), — les échanges avec les pays de l'Ouest ont tendance à augmenter : Italie, France, République fédérale d'Allemagne deviennent des partenaires de plus

pour lui le patriotisme prime la religion : un consul de France, M. Hecquard, observe que « les familles musulmanes vivent dans la plus parfaite harmonie avec les catholiques », que les mariages mixtes sont nombreux, que les processions de l'islam sont peu suivies dans les montagnes, les musulmans ne sont pas voilés : la polygamie n'est pas répandue, qu'enfin « les Albanais, sans aucune différence de religion, sont unanimes et réunis autour d'une seule idée, l'idée de faire progresser le pays » (6).

Au service d'intérêts étrangers (turcs pour l'islam, ou trichiens et italiens pour le catholicisme, grecs pour l'orthodoxie), les trois religions qui se partageaient le pays pour mieux l'asservir ne semblent pas avoir marqué profondément les habitants. Du moins, si l'on réduit la religion à ses formes extérieures.

Mais si ces formes-là ont été facilement éliminées, le « fond » — ce qu'elles exprimaient en l'idéologisme — est resté. Loin de le détruire (même s'ils croyaient le détruire), les communistes albanais — et c'est peut-être le secret de leur réussite — l'ont repris à leur compte, remodelé et traduit dans un autre langage.

A la fois identique et différent. Totalitaire, ou totalisant, comme l'islam — puisqu'il légifère et normalise toutes les démarches de l'existence individuelle — le marxisme, ou, du moins, ce marxisme-là, s'accorde parfaitement à une société qui est restée profondément tribale et d'esprit communautaire. Où les conditions objectives de l'émergence de l'individu-sujet (le développement d'une classe marchande) et de la démocratie libérale n'ont jamais existé. Où les problèmes de chacun (mariage, emploi, position dans la hiérarchie) ont toujours été l'affaire de tous — et réglés par tous.

La « collectivité » apparaît en ce sens comme une reprise — et un dilguement — de l'« esprit communautaire » tribal ; paradoxalement peut-être, la chance des communistes albanais est de ne pas avoir eu de prolétariat : seuls des paysans vivant déjà selon des normes communes pouvaient s'adapter aussi facilement à un système qui fait du groupe — et de la soumission au groupe — la valeur suprême.

Il n'est pas jusqu'au culte de la personnalité qui n'ait un fondement culturel : le leader politique n'est-il pas l'équivalent du patriarche ? Chef de guerre (il dirigea les premiers maquis), Enver Hoxha n'a-t-il pas pris tout naturellement la place qu'occupait, dans l'ancien ordre social, le chef de clan ? Celui qui dirige, punir et récompense, distribue les charges et les fonctions, veille à la sécurité du groupe, sollicite les avis de ses conseillers, mais décide en toute souveraineté. Et suscite, par ses « vertus », l'admiration des siens : reconnu dans une petite rue de Korça, alors qu'il venait de rendre visite à des amis, le secrétaire général du Parti du travail fut spontanément entouré, applaudi, sollicité et, quelques instants, tous gardes du corps écartés, il se mêla à la foule.

en plus intéressants. Sans, pour autant, que les Albanais acceptent de voir là une « ouverture ».

En meilleurs termes qu'autrefois avec leurs voisins, commerçant avec de nombreux pays, les Albanais se trouvent néanmoins, aujourd'hui, dans une situation particulièrement difficile : très substantiellement aidés — même s'ils ne l'admettent pas (ou plus) — par les Yougoslaves (1944-1948), puis par les Soviétiques (1949-1961), enfin par les Chinois (de 1962 à 1978, leur contribution aurait atteint 5 milliards de dollars), ils ne peuvent plus compter, désormais, que sur leurs propres forces.

Or les objectifs du VII^e plan (1980-1985) sont très ambitieux : développement de l'infrastructure (achèvement de la ligne de chemin de fer Tirana-Titograd, électrification complète du réseau), construction de centrales hydro-électriques d'une puissance de 600 000 kWh, de cimenteries, de complexes pétrochimiques, installation d'une nouvelle usine de traitement des minerais.

Projets coûteux, dont on voit mal le mode de financement : pour ne pas aliéner leur indépendance, les Albanais refusent tout crédit (si bien que leur balance commerciale est parfaitement équilibrée et qu'ils n'ont aucune dette). Espèrent-ils récupérer les 2 544 kilos d'or qu'ils tendirent de la deuxième guerre mondiale la Grande-Bretagne (qui les a confisqués aux Allemands, lesquels les avaient volés aux Albanais) à déposer dans ses coffres ? Comptent-ils sur le remboursement par l'Allemagne occidentale des dommages de guerre, qu'ils estiment à deux millions de marks ?

L'Albanie a incontestablement réussi son décollage économique, mais si, comme le prétendent certains, un « paillard » vient d'être atteint, il n'est pas sûr que l'orientation actuelle — « pure et dure » — puisse être longtemps maintenue. Le régime sera-t-il contraint — avec toutes les conséquences (politiques, sociales, idéologiques) que pareille « rétrocession » entraînerait — de se rapprocher de l'Union soviétique ? Ou, à l'inverse, de s'ouvrir plus largement à l'Ouest ?

Les responsables, dans l'immédiat, rejettent catégoriquement l'une et l'autre hypothèse ; en travaillant davantage, assurent-ils, le peuple viendra à bout, une fois de plus, de ces obstacles.

« Les difficultés ne nous arrêtent pas, dit un économiste, elles nous stimulent. L'un de vos poètes, Ronsard, ne célébrait-il pas, déjà, notre courage ? »

O l'honneur de ton siècle ! O fatal Albanais ! Dont la main a défilé les Turcs (ingt et deux fois

La terreur de leur camp, l'effroi de leurs [murailles]

« J'espère que nous n'effrayons plus personne, ajoute notre interlocuteur, mais il est certain que personne, ni rien, ne nous effraie. » Il est vrai que l'Albanie est la « pays des aigles » et que, de Skanderbeg le voleur aux aigles aux bâtisseurs d'une nation moderne, ces aigles-là ont toujours volé assez haut pour ne pas s'abîmer dans les remous de l'histoire.

(Copyright Le Monde diplomatique, Maurice T. Maschino et Frédéric M. Rabat.) (Dessins de FLARTU.)

(4) V. Georgevitch, *Images d'Albanie*, Leipzig, 1919.
(5) Cité par J. Godard, *l'Albanie en 1921*, E.U.F., Paris.
(6) J. Godard, op. cit.

